



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

28^e séance, mercredi 25 avril 2007
29^e séance, jeudi 26 avril 2007
30^e séance, mardi 8 mai 2007

➤ Réchauffement planétaire Lutte contre le terrorisme et mondialisation



Les Députés Lucien Clement, Michel Wolter et Henri Grethen (de gauche à droite) ainsi que le Secrétaire général adjoint Benoît Reiter (à l'arrière-plan).

M. Henri Grethen, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Michel Wolter et M. Lucien Clement ont représenté le Parlement luxembourgeois lors de la 116^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est déroulée du 29 avril au 4 mai 2007 à Nusa Dua (Bali) en Indonésie. Créée en 1889, l'UIP constitue la plus ancienne organisation politique multilatérale.

Des parlementaires de plus de cent parlements nationaux ont

procédé à un débat général sur le réchauffement planétaire et ont retenu plus particulièrement dans leur déclaration finale: «*Nous redoutons que les nombreuses promesses concernant l'adoption de mesures pour faire obstacle ou atténuer les effets des changements climatiques ne soient pas tenues. (...) Nous engageons nos parlements à faire leur possible pour renforcer les politiques et les lois concernant les changements climatiques et pour intensifier la coopération internationale sur la*

base de responsabilités communes (...). Nous engageons en outre nos parlements à faire mieux comprendre la menace que constituent les changements climatiques et l'action nécessaire pour éviter des interférences humaines dangereuses dans le régime des climats. (...) Nous escomptons des progrès dans les domaines de la lutte contre la déforestation, des mécanismes financiers et du transfert de technologies appropriées et sans danger pour l'environnement.»

Les représentants parlementaires ont également inscrit à l'ordre du jour un point d'urgence intitulé «*Coopération internationale pour combattre le terrorisme, ses causes profondes et son financement, y compris son financement transfrontière*» et ont adopté des résolutions sur les thèmes suivants: «*Assurer le respect de toutes les communautés et croyances religieuses et leur coexistence à l'ère de la mondialisation*», «*Création d'emplois et sécurité de l'emploi à l'heure de la mondialisation*» et «*Promotion de la diversité et de l'égalité des droits pour tous grâce à des critères démocratiques et électoraux universels*».

➤ Visite d'État de S.M. le Roi d'Espagne



À l'occasion de sa Visite d'État au Luxembourg, S.M. le Roi d'Espagne a reçu en audience au Palais grand-ducal le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

➤ L'APCE s'occupe de ce qui lui est le plus cher



(de gauche à droite) M. Norbert Hauptert, M. Charles Goerens, M. Marcel Glesener, M. Jean Huss et Mme Anne Brasseur.

Au cours de la deuxième partie de sa session 2007 du 16 au 20 avril 2007 à Strasbourg, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) - aux dires de son

Président M. René van der Linden le «*temple des valeurs du Conseil de l'Europe*» - a consacré une journée entière au sujet qui lui tient le plus à cœur: la situation

des droits de l'Homme et de la démocratie sur le continent européen.

Le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel

Glesener, est intervenu en sa qualité de rapporteur pour avis de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'APCE. Il a souligné qu'une Europe démocratique, soucieuse des droits de l'Homme, se doit de faire respecter les droits sociaux, conformément aux principes énoncés dans la Charte sociale européenne révisée.

«*Si l'on regarde objectivement la situation de l'insertion et de la pauvreté nous voyons qu'aujourd'hui près de 72 millions de citoyens européens sont exposés à un risque de pauvreté. Le chômage reste l'une des principales causes de pauvreté et d'exclusion, même si ce n'est pas la seule.*» L'Europe devrait faire face à deux grands défis: la mondialisation qui nécessiterait une compétitivité accrue et l'évolution démographique qui se traduirait à moyen terme par un vieillissement de la population européenne et à long terme par sa diminution.

Pour faire face à ces enjeux, M. Glesener a proposé entre autres de créer les conditions d'un renouveau démographique par un soutien accru aux familles, de réformer notre modèle social dans le sens d'une prise en charge plus collective pour développer la soli-

darité intergénérationnelle à l'échelle de la société et de prendre des mesures nécessaires pour que les rangs de la classe émergente des travailleurs pauvres cessent d'accroître et pour que le travail soit synonyme de dignité humaine et de qualité de vie et garantisse un taux d'inclusion maximale dans la vie sociale.

Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, membres effectifs ainsi que les membres suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Hauptert et Jean Huss ont également participé à cette 2^e partie de session.

DANS CE NUMÉRO

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire p. 330

Création de la Société de gestion de patrimoine familial p. 345

Heure d'actualité au sujet de la loi antitabac p. 355

➤ Visite des installations de la LAR



Sur invitation du Président de la Luxembourg Air Rescue, M. René Closter (2^e de droite), une délégation de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a visité les installations de la LAR au mois de mars.

Suite à une brève présentation des activités de la LAR au Grand-Duché de Luxembourg et dans le reste du monde, les députés ont rencontré le personnel technique et paramédical qui a donné des explications.

Dans le cadre de cette visite, le Président de la LAR a répondu aux questions soulevées et a également fait part des doléances de la LAR à adresser aux responsables politiques concernés.

➤ Visite du Centre socio-éducatif à Dreiborn



En date du 7 mai 2007, une délégation de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse a visité le Centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn.

M. Fernand Boewinger, Directeur pédagogique et thérapeutique, M. André Hein, Directeur adjoint ad-

ministratif, ainsi que les représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, du Ministère de la Justice et du Ministère des Travaux publics ont donné aux députés des explications sur le volet éducatif du Centre ainsi que sur

le projet de construction d'une structure pour délinquants mineurs.

Au cours de la visite des installations, les parlementaires ont également pu avoir un aperçu de la vie quotidienne des pensionnaires mineurs.

➤ Remembrement agricole et forestier



La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural s'est rendue récemment à

Mompach pour s'y informer sur un projet de remembrement agricole et forestier portant sur 1.409 ha

de terres agricoles et 698 ha de forêts. Le projet avait été lancé en février 1998 par la réalisation d'une enquête sur l'utilité et devrait se terminer en cette année 2007 par l'achèvement des derniers travaux connexes.

Le terrain visé, tel qu'il se présentait en 1998, était constitué de 3.913 parcelles agricoles d'une contenance moyenne de 0,36 ha et de 308 parcelles forestières d'une contenance moyenne de 2,26 ha. À l'issue du remembrement, le nombre des parcelles agricoles a pu être réduit à 751 (contenance moyenne: 1,93 ha), celui des parcelles forestières à 173 (contenance moyenne: 4,06 ha).

➤ Respekt

Paul Reckinger, Président der Handwerkskammer, hat vor kurzem, nach zehn Jahren, Abschied von seinem Amt genommen.

Parlamentspräsident Lucien Weiler empfing ihn zu einem Abschiedsgespräch.

Dabei dankte Lucien Weiler dem scheidenden Präsidenten für seinen langjährigen und unermüdl-

chen Einsatz im Interesse des Handwerks.

„Ihnen gebührt unser Respekt und unsere Anerkennung. Sie haben sich um das Luxemburger Handwerk verdient gemacht“, so der Parlamentspräsident, der anschließend Paul Reckinger zu seinem wohlverdienten Ruhestand alles Gute wünschte.



Parlamentspräsident Lucien Weiler empfängt den scheidenden Präsidenten der Handwerkskammer, Paul Reckinger.

➤ Girls' Day - Boys' Day

Malgré le fait que, pour la première fois, la journée s'adressait également aux garçons, la Chambre des Députés n'a pu accueillir que des jeunes filles à l'occasion du Girls' Day, le 26 avril 2007. Elles étaient onze à se faire expliquer l'histoire et le fonctionnement du Parlement luxembour-

geois et à avoir un échange de vues avec les Député(e)s Mmes Marie-Josée Frank, Colette Flesch, Nancy Arendt, Sylvie Andrich-Duval, Claudia Dall'Agnol ainsi que MM. Romain Schneider et Xavier Bettel. La Chambre participait pour la cinquième année consécutive à cette journée.



Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Congé individuel de formation

5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;

3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dans un avis de 1993, le Conseil économique et social avait formulé des recommandations portant sur la formation professionnelle. Il en est résulté la loi du 22 juin 1999 ayant pour objet le soutien et le développement de la formation professionnelle con-

tinue qui a instauré un régime légal pour l'accès collectif des travailleurs à la formation professionnelle continue.

Les recommandations de 2003 émanant des syndicats représentatifs et du groupement représentatif des employeurs du secteur privé ont abouti le 4 mai 2004 au dépôt du projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation.

Le projet de loi suit de près l'accord interprofessionnel. Il a pour objet la création d'un congé de formation individuel. Il constitue un élément important de la mise en place d'un système de formation et d'apprentissage tout au long de la vie, pour lequel le congé individuel de formation présente un instrument important.

Ce projet contribue à l'amélioration de l'accès aux offres de formation des adultes pour tous les acteurs économiques du pays. Il est complémentaire par rapport à la loi sur l'accès collectif qui réserve le rôle majeur aux entreprises.

coproduction peut dès lors cumuler les avantages octroyés aux œuvres nationales par chacun des deux pays, le tout à condi-

tion que la part de financement des producteurs concernés varie entre 20 et 80% du budget total du film.

Dépôt du projet de loi 5594 par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.07.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

28.02.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

15.03.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2007

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 04.05.2004

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

05.04.2006 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

22.05.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen des articles

13.06.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.07.2006 Examen et vote sur une série d'amendements parlementaires

28.02.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

18.04.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

13.06.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 26.04.2007

Films luxemburgo-autrichiens

5594A - Projet de loi

portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche, signé à Vienne, le 23 janvier 2006

Depuis que le législateur a mis en place deux instruments destinés à promouvoir le développement du secteur de la production audiovisuelle (loi du 13 décembre 1988 instaurant le régime fiscal temporaire spécial des certificats d'investissement audiovisuels et loi du 11 avril 1990 portant création du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle), le secteur luxembourgeois du film a réussi à se développer et à se forger une image de secteur créatif et professionnel tant au Grand-Duché qu'à l'étranger. Durant ces 15 dernières années, plus de 200 millions d'euros ont été investis dans l'économie luxembourgeoise pour la réalisation de plus de 400 productions audiovisuelles. Une trentaine de sociétés de production sont actuellement actives sur le territoire au niveau de la création d'œuvres de fiction, d'animation et de documentaires. Plus de 300 professionnels vivent des métiers de l'audiovi-

suel et il existe au Grand-Duché cinq studios de prises de vues.

Ceci dit, les producteurs restent confrontés à un certain nombre de problèmes. L'absence d'une longue tradition de production audiovisuelle, la taille du marché et un tissu économique spécifique les obligent à recourir, à de rares exceptions près, à la coproduction internationale. Il est dès lors important que les producteurs luxembourgeois recherchent des synergies avec leurs homologues étrangers. C'est pour stimuler ces synergies que le Gouvernement a durant ces dernières années cherché à développer des accords spécifiques de coproduction avec un certain nombre de pays partenaires (Québec, Canada, France et Allemagne).

L'accord avec l'Autriche, qui fait l'objet du présent projet de loi, officialise les bonnes relations qui existent depuis plusieurs années entre les professionnels des deux pays. Plus de dix longs, moyens et courts métrages ont été coproduits à ce jour. L'accord de coproduction en question devrait non seulement permettre d'intensifier les relations entre les professionnels des deux pays et par conséquent d'engendrer une augmentation du volume de productions, mais il devrait également favoriser un échange dans les domaines de la promotion, de la distribution et de la formation. Les films réalisés en coproduction se verront à l'avenir attribuer la nationalité des deux pays et une

Certificats audiovisuels

5594B - Projet de loi

portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

La politique de soutien au secteur audiovisuel est une politique qui s'inscrit dans un cadre européen: le Traité de Maastricht a en effet intégré la culture parmi les politiques de la Communauté européenne. Le soutien qu'accordent tous les États membres de l'UE à la production audiovisuelle est ainsi devenu un élément majeur pour assurer la richesse et la diversité de la culture européenne. Aussi la Commission européenne veille-t-elle à ce que les œuvres puissent circuler et, dans sa communication du 29 septembre 2001 concernant certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles, elle a défini certaines règles en matière d'aides d'État du secteur cinématographique. Le 16 mars 2004, elle a adopté une deuxième communication sur le même sujet.

Dans sa communication de 2004, la Commission exprime son opposition à l'encontre de certaines conditions de territorialité et notamment par rapport aux clauses dites de territorialisation qui imposent aux producteurs de dépenser un montant spécifique du budget d'un film dans un État membre particulier pour pouvoir bénéficier de l'aide mise à disposition dans cet État membre. Ainsi, la Commission retient notamment que les clauses de territorialisation peuvent constituer une entrave à la libre circulation des travailleurs, des biens et des services dans l'UE et qu'ils risquent de fragmenter le marché intérieur et d'entraver son développement. Dans sa communication de 2001, la Com-

mission exige que le producteur ait la liberté de dépenser au moins 20% du budget du film dans d'autres États membres, sans que l'aide ne soit réduite de ce fait.

Au regard de ces principes, il convient de modifier les dispositions de la loi du 13 décembre 1988 instaurant le régime fiscal temporaire spécial des certificats d'investissement audiovisuels:

- la clause de territorialisation prévue à l'article 4 est à modifier dans le sens d'une plus grande ouverture vers le territoire de l'UE. Alors que l'article 4 actuel dispose que pour pouvoir bénéficier du régime des certificats d'investissement audiovisuel, les œuvres doivent, entre autres, être conçues pour être réalisées principalement sur le territoire du Grand-Duché. Il convient d'atténuer le libellé restrictif de cette clause en visant le territoire de l'UE avec une mention particulière pour le Luxembourg. L'article 4, dans sa nouvelle version, s'appliquera partant aux œuvres «conçues pour être réalisées au sein de l'Union européenne et en particulier sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg».

- cette modification de l'article 4 entraîne la nécessité d'adapter le libellé de l'article 5. L'article 5 actuel prévoit en effet que le montant des certificats d'investissement audiovisuel à émettre est fixé en fonction des critères d'éligibilité définis à l'article 4 ainsi que dans la limite des coûts de production effectivement exposés et des dépenses y relatives effectuées au Grand-Duché. En présence du nouveau libellé proposé pour l'article 4, les termes «dans la limite des coûts de production» doivent être remplacés par les termes «en tenant compte des coûts de production». Par ailleurs, le paragraphe 2 de cet article est abrogé.

- il est enfin proposé de prolonger le régime temporaire de la loi jusqu'en 2015, ceci afin d'offrir une certaine sécurité juridique aux acteurs du secteur.

Dépôt du projet de loi 5594 par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.07.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

28.02.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

15.03.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2007

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)
zu Déifferdeng: um Kanal S 29

zu Diddeleng: um Kanal S 32

zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)

an der Gemeng Nidderaanven: um Kanal S 29

Météo européenne

5628 - Projet de loi portant approbation

- du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;

- des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme

La Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme a été approuvée par une loi du 14 mars 2002. Le présent projet de loi a pour objet d'approuver plusieurs modifi-

cations à ladite convention, modifications dont certaines sont d'ordre rédactionnel, d'autres ayant trait à l'emploi des langues de travail.

Ainsi, lors des sessions du Conseil et du Comité financier du Centre, les langues de travail sont l'allemand, l'anglais et le français, tandis que les langues officielles sont les langues officielles des États membres. D'après le système «qui en fait la demande paie», chaque État membre peut faire la demande d'interprétation et de traduction de documents dans sa langue officielle.

Par ailleurs, le champ d'application de la convention est élargi, un nouveau paragraphe à l'article 2 prévoyant que le Centre a pour buts principaux le développement d'une capacité de prévisions météorologiques à moyen terme et la fourniture de prévisions météorologiques à moyen terme aux États membres.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.11.2006

Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

21.03.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

18.04.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2007

Gestion de patrimoine familial

5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Dans le cadre des procédures prévues en matière d'aides d'État, la Commission européenne a décidé en date du 19 juillet 2006 que le régime fiscal applicable aux holdings de financement et «milliardaires» en vertu de la loi de 1929 enfreint les règles du traité CE régissant les aides d'État (article 87, § 1) et qu'aucune des exceptions prévues par l'article 87 §§ 2 et 3 du Traité CE ne pouvait s'appliquer.

Le Gouvernement a réagi à cette décision de la Commission en décidant l'abrogation du régime des holdings 1929 tout en instituant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010.

Soucieux de continuer à développer encore davantage les activités sur la place financière et afin de compenser en partie les effets de l'abolition du régime holding 1929, le Gouvernement a déposé le présent projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (SPF), conforme au droit européen, et qui crée un cadre juridique pour la gestion des patrimoines privés. Il a l'ambition de combiner une fiscalité adéquate avec la flexibilité recherchée par les personnes privées qui souhaitent gérer leur patrimoine, indépendamment du montant de celui-ci, via une société.

Est considérée comme une société de gestion de patrimoine familial (SPF), toute société qui adopte la forme d'une société à responsabilité limitée, d'une société anonyme, d'une société en commandite par actions ou d'une société coopérative organisée sous forme d'une société anonyme, et dont l'objet exclusif est l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers à l'exclusion de toute activité commerciale.

La SPF n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société. Il est également interdit à la SPF d'acquiescer directement des immeubles ou d'octroyer des prêts rémunérés, même à la société dans laquelle elle détient une participation.

Par ailleurs, les actions de la SPF doivent être détenues par un nombre limité d'investisseurs et ne peuvent pas faire l'objet d'un placement public ou être cotées à une bourse de valeurs.

La SPF est exempte de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial et de l'impôt sur la fortune sauf si la SPF reçoit, pour un exercice donné, au moins 5% du montant total des dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes et non cotées qui ne sont pas soumises à un impôt comparable à l'impôt sur le revenu des col-

lectivités au sens de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR).

La SPF est soumise à la taxe d'abonnement annuelle au taux de 0,25%. Le calcul de la base d'imposition se réfère uniquement au capital social libéré, augmenté le cas échéant soit des primes d'émission, soit de la partie des dettes, sous quelque forme que ce soit, qui excède l'octuple du capital social libéré et des primes d'émissions. Il s'agit donc d'une simplification du calcul de la taxe d'abonnement en introduisant un ratio d'endettement simplifié et ayant pour effet d'exclure les distributions dans le calcul de la taxe. Parallèlement, un plafond de 25.000 euros pour la taxe d'abonnement est introduit.

De même, la SPF est soumise aux impôts indirects, tels les droits d'enregistrement et en particulier le droit d'apport. La SPF ne peut pas être un assujetti au sens de la loi sur la TVA étant donné que précisément la SPF n'a pas la qualité d'assujetti au sens de la TVA.

La SPF est exclue du bénéfice des conventions fiscales préventives de double imposition conclues par le Luxembourg, ainsi que de celui de la directive sociétés mère et filiales.

Les dividendes alloués par la SPF ne sont pas soumis à la retenue d'impôt à la source, sans préjudice de l'imposition desdits revenus dans le chef des bénéficiaires résidents (article 147, numéro 3 LIR). L'exonération du dividende brut à raison de 50% prévue par l'article 115, alinéa 15a LIR n'est pas applicable. Cette exclusion se justifie par le fait que la SPF bénéficie d'une exonération subjective en matière d'impôt sur le revenu.

Les paiements d'intérêts par la SPF subissent selon le cas la retenue d'impôt à la source établie en vertu de la directive européenne ou la retenue libératoire luxembourgeoise.

Dans le chef des contribuables non résidents, les revenus provenant de la cession d'une participation dans une SPF ne sont pas considérés comme revenus indigènes (article 156, numéro 8, lettre c LIR).

La SPF est ajoutée à la liste contenue au paragraphe 178 bis de la loi générale des impôts du 22 mai 1931 (secret professionnel opposable à l'administration fiscale).

L'autorité chargée d'exercer le contrôle fiscal de la SPF est l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Comme il s'agit en l'occurrence uniquement d'un statut fiscal, la constitution d'une nouvelle société n'est pas nécessaire. Le cas échéant, il suffira de changer les statuts de la société holding qui devront obligatoirement prévoir une modification de son objet social, de sa dénomination et le cas échéant de son conseil d'administration. Ces modifications devront être actées par-devant notaire.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.11.2006

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

23.01.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

08.03.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État

20.04.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2007

Loi du 11 mai 2007. Mémorial A, 2007, N°75, page 1608

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2006
Rapporteur: M. Marc Angel
Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
12.02.2007 Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
26.03.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 26.04.2007

Disparition des personnes

5636 - Projet de loi

concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle

Le projet de loi sous examen a pour objet essentiel d'introduire une nouvelle procédure en matière de disparition de personnes. Il se propose aussi de modifier ou de compléter certaines dispositions du Code d'instruction criminelle entre autres pour les aligner à l'innovation majeure du projet de loi.

En ce qui concerne les disparitions de personnes, il échoit de noter que jusqu'à présent un grand vide législatif caractérise la matière. En effet, aucun texte ne vient encadrer la recherche de personnes disparues et préciser ainsi les moyens pouvant être mis en œuvre par les autorités policières et judiciaires compétentes. Cette absence de cadre juridique empêche les autorités d'enquêter de manière efficace sur les disparitions qui ne relèvent pas manifestement d'actes criminels.

Or, si les circonstances de nombreuses disparitions sont claires, d'autres au contraire sont suspectes et des doutes demeurent quant à la question de savoir ce qui s'est réellement passé. Il s'agit de situations de disparitions intermédiaires situées entre celles pour lesquelles il est incontestable qu'une infraction ait été commise et celles pour lesquelles l'existence d'un délit n'est pas donnée.

Le projet de loi sous examen entend remédier à cette situation en prévoyant au niveau du Code d'instruction criminelle une procédure en cas de disparition permettant ainsi au procureur d'État «d'agir dans un domaine dans lequel sa compétence n'est pas établie ab initio».

a) Champ d'application de la nouvelle procédure en cas de disparition

La nouvelle procédure peut être mise en œuvre dans deux hypothèses:

- lorsque la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé vient d'intervenir ou d'être constatée;

- lorsque la disparition d'un majeur présente un caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances, à l'âge de l'intéressé ou à son état de santé.

Si finalement cette procédure bénéficie à toute personne disparue, elle est soumise à

deux régimes différents suivant que les personnes disparues sont protégées ou non.

Ainsi,

- si la personne disparue est un mineur ou un majeur protégé, le simple constat de sa disparition suffit pour que la nouvelle procédure trouve son application. Le législateur a tenu à protéger ces personnes particulièrement vulnérables.

- par contre, si la personne disparue est un majeur non protégé, sa disparition ne donne pas lieu d'office à une enquête. Une condition supplémentaire est exigée pour que la nouvelle procédure puisse être mise en œuvre. La disparition doit, en effet, présenter un caractère inquiétant ou suspect qui s'apprécie en fonction des circonstances ou encore de l'âge de l'intéressé voire de son état de santé. Il s'agit d'éviter que la procédure soit mise en œuvre en présence d'une personne qui ne souhaite pas donner de ses nouvelles. La nouvelle procédure est ainsi respectueuse de la liberté fondamentale d'aller et de venir ainsi que de celle de la vie privée.

b) Prerogatives des autorités compétentes suivant la nouvelle procédure

Le projet de loi sous rubrique confère au procureur d'État respectivement aux officiers de police judiciaire délégués des pouvoirs particuliers en cas de disparition d'une personne. En effet, d'après le texte sous examen, en cas de disparition, les officiers de police judiciaire peuvent, sur instructions du procureur d'État, procéder aux actes prévus aux articles 31 à 41 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire poser des actes d'enquête de flagrance. Après un délai de vingt-quatre heures à partir des instructions du procureur d'État, les investigations peuvent se poursuivre sous la forme de l'enquête préliminaire. Le procureur d'État peut également, toujours d'après le projet de loi sous rubrique, requérir l'ouverture d'une information, même s'il ne dispose pas à ce stade de l'enquête d'éléments concrets quant à l'existence d'une infraction pénale. Les actes ainsi accomplis viennent interrompre la prescription de l'action publique.

À noter encore dans ce contexte que les auteurs du projet de loi sous rubrique se sont inspirés de la loi française d'orientation et de programmation de la justice du 9 septembre 2002 qui, par le biais de l'article 74-1 qu'elle introduit au niveau du Code de procédure pénale, a rendu possible l'ouverture d'une enquête judiciaire en cas de disparition d'une personne.

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire
2. 5628 - Projet de loi portant approbation
 - du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;
 - des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration)

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean-Louis Schiltz, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Neen, Här President.

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, nom Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz senger Deklaratioun vu gëschter féiert d'Chamber haut de Mëtteg d'Debatt iwwert d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Arendt, den Här Oberweis, d'Madame Err, den Här Huss, den Här Henckes, den Här Jaerling an den Här Angel. Als éischt Riednerin ass agedroen d'Madame Nancy Kemp-Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

» **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

„Was wir alleine nicht schaffen
Das schaffen wir dann zusammen
Dazu brauchen wir keinerlei Waffen
Unsere Waffe nennt sich unser Verstand
Und was wir alleine nicht schaffen
Das schaffen wir dann zusammen
Nur wir müssen geduldig sein
Dann dauert es nicht mehr lang“,

séngt de Xavier Naidoo am Refrain vun engem vu senger ville schéine Lidder. Et si Wieder, déi zu ville Situatiounen passen. Mä, Här President, all Kéiers wann ech dëst Lidd héieren, dann denken ech speziell un d'Entwécklungspolitik.

Et ass kloer, dass Lëtzebuerg net eleng de Kampf géint d'Aarmut an der Welt ophuele kann, mä dass dëst nëmme an engem gutt koordinéierten Zesummespill mat den internationale Partner, Organisationsen, ONGen a Fräiwëllege realiséiert ka ginn. Just op dës Aart a Weis kënnen mer un der Hoffnung festhalten, dass mer all déi Ziler, déi mer eis zesumme mat eise Partnerlänner, den europäeschen an den internationale Gremie gesat hunn - Ziler wéi d'Millenniumsobjektiver, Verhandlungen am Kader vun der OMC, d'Festhalten an engem gewëssene Prozentsaz vun RNb zu Gonschte fir d'Entwécklungshëllef -, erfëlle kënnen.

Léif Frënn, et ass fir mech eng grouss Éier, an ech sinn och dankbar, dass ech haut am Numm vun eiser Fraktioun an dëser Debatt därer deelhuele, an där hirer Wichtigkeet, mengen ech, kee Mënsch heibannen zweifelt. Mir kënnen alleguete stolz sinn op d'Politik, déi vun eiser Regierung am Beräich vun der Kooperatiounshëllef gelescht gëtt, virun allem awer, well mer un internationale Plang een ëmmer méi unerkannte Muster-schüler an dësem Beräich duerstellen.

Dëst kënnen nach laang net vill Länner vu sech behaupten, an ech wollt op dëser Plaz besonnesch dem zoustännegem Minister, dem Jean-Louis Schiltz, villmools Merci soe

fir seng virbildlech Aarbecht iwwert déi lescht Joren.

D'Entwécklungshëllef ass fir hien zu enger richteger Erausforderung ginn, déi hien, sief et am Gespréich mat sengen Homologen, sief et a sengen Déplacements um Terrain oder sief et a senger alldeeglecher Aarbecht um Ministère, versicht weider no vir ze dreiwien. Duerch säin Asaz ass déi lëtzebuergesch Entwécklungshëllef méi present wéi jee an eise Medien, an hie bréngt et fäerdeg, de Leit dobaussen d'Wichtigkeet vun dëser Aarbecht ze erklären a se dofir ze sensibiliséieren.

Et ass och mat Sécherheet sengem Engagement ze verdanken, natierlech an Zesummenaarbecht mat senger Regierungskolleegen, a selbstverständlech ënnert der Leedung vun eisem Premier, dass mir lues awer sécher op den 1% vun RNb zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef zousteieren, wou mir weltwäit am Spëtzepeleton leie un deene Regierungen, déi prozentual am héchste leien. An hien ass gëschter nach eng Kéier drop agaangen, dass mer am Joer 2007 bei 0,9% leien.

Op internationalem Plang louch Lëtzebuerg am Joer 2005 - an ech baséiere mech op dee leschte Kooperatiounsrapport, dee mer virleien hunn - op fënnefter Plaz an huet en „Rekordmontant“ vun 207.387.692 Euro zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef erreicht, wat dann och 20 Milliounen méi si wéi dat Joer virdrun.

Ech mengen, et ass net néideg vill Wieder iwwert d'Qualitéit vun leschte Kooperatiounsrapport vun 2005, dee mer virleien hunn, ze verléieren, dee vun der Opdeelung hier, wéi awer och vun de verschiddene Kapitelen hier, wéi awer och - an dat ass jo dat Wichtigst - vun Inhalt hier exzellent ass.

Dofir wëllt ech am Numm vun der CSV profitéieren, fir all déi Leit ervirzehiewen, an zwar sinn dat d'Mataarbechter vun Ministère, och déi vu Lux-Development an all den ONGen, déi entweder vun hei aus oder direkt um Terrain aus matgehollt hunn, dass dës Rapport iwwerhaupt zustane konnt kommen. Et ass jo dee Rapport, dee mir als Base hunn, fir d'Entwécklungshëllef, déi gelescht ginn ass, besser kënnen ze jugéieren.

Och wann de Minister manner dorobber agaangen ass, wäert ech als Spriecherin vun der CSV dat dann e bësse méi maachen a mech och mat deene Sujete beschäftegen, déi mir e bësse méi um Härzer leien, an duerno dann op seng Deklaratioun vu gëschter agoen.

Op dëser Plaz ass et och emol eng Kéier néideg ze erwähnen, dass trotz dem Fakt, dass d'Entwécklungshëllef oft enger Sisyphusaarbecht gläichkënn, et dobaussen dausende vu Leit gëtt, déi sech dëser nobler Aufgab widmen a sech dagdeeglech dofir asetzen, fir de Misär an der Welt ze verréngeren.

Här President, grad dat sinn déi Mënschen, fir déi ech en onheemleche Respekt hunn. Et si si, déi konkret a schwéier Aarbecht entweder direkt um Terrain leeschten oder sech dofir asetzen, fir d'Entwécklungshëllef zesummesammelen, fir iwwerhaupt kënnen Entwécklungshëllef ze leeschten. All Einzelne vun dese Leit dréit säin Deel dozou bäi, an et ass engem oft net bewusst, wat dës engagéiert Leit fir Risiken op sech huelen.

Dat fällt engem besonnesch op, wann een emol an esou aarm Länner reest an d'Wierlechkeet um Terrain matkritt, an et net nëmme aus de Medien oder de Rapporte verfolge kann. Et beréiert een anescht, wann een esou wéi si um Terrain present ass a wann ee gesäit mat wat fir Situatiounen vill Mënschen zur heiteger Zäit all Dag kämpfe mussen, fir einfach nëmme ze iwwerliewen. Mir kënnen eis et an den industrialiséierte Länner guer net méi virstellen, oder besser gesot, mir hunn oft keng Relatioun méi dozou.

Besonnesch flott sinn och déi virbildlech Aktiounen, déi eng ganz Partie Gemengen, Schoulen oder soss all méiglech Organisationsen duerchféieren, privat Initiativen, wou d'Leit hei am Land zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef hire Bäitrag leeschten. Hei ginn all méiglech Projete zu Gonschte vun der Drëtter Welt realiséiert, an et mierkt een, dass och esou eng wichteg Opklärungsarbecht gelescht gëtt, virun allem bei eise Kanner, déi vun Ufank u sensibiliséiert gi fir Suen, Saachen, Material, Klee-der oder Bicher ze sammelen fir aner Kanner, déi eben net esou vill Chance am Liewen hate wéi si selwer.

Ech wollt dann awer och nach d'Geleeënheet wouerhuelen, fir déi nützlech Aarbecht vun eiser Press am Beräich vun der Entwécklungshëllef ze ënnersträchen. Ech mengen, et brauch een hei net méi am Detail anzegoen op d'Wirkung an d'Wichtigkeet vun sougenannte CNN-Effekt fir d'Sensibiliséierung vun de Leit dobaussen.

Déi Biller, déi mer vun Tsunami vermëttelt kritt hunn, hunn den Impakt kloergemaach, deen d'Press kann op d'Spenden hunn. Dofir och hei vun eiser Säit, vun der CSV-Säit, Merci, well dat war jo och eng vu mengen Ureegungen dat lescht Joer, fir méi intensiv a konsequent mat Hëllef vun interessanten Artikelen, Photomaterialien a Berichter op déi International Deeg ze schwätzen ze kommen. Ech mengen, dass ass ganz kloer geschitt. Esou kann een och dobaussen d'Leit nach méi fir d'Entwécklungshëllef sensibiliséieren.

U leschter Stell wollt ech dann awer nach eng ganz besonnesch Madame erwähnen, déi sech zënter Laangem fir d'Kanner a speziell d'Meedercher als Ambassadrice de bonne volonté bei der UNESCO an der Welt asetzt. Net méi spët wéi d'lescht Woch huet eis Grande-Duchesse déi grouss Éier elo och nach den Titel vun der „Eminent Advocate for Children“ vun der Unicef verleet kritt. Eis Grande-Duchesse ass hannert der Kinnigin Rania vu Jordanien déi zweet Perséinlechkeet, déi dës Auszeechnung kritt.

Mir sinn iwwerzeegt, dass eis Grande-Duchesse dës Aufgab mat all hirer Energie an hirer Léif fir d'Kanner wäert wouerhuelen an elo nach méi wéi virdrun d'Attention op déi Problemfelder dirigéiert, déi oft vergiess ginn: déi vun de Weesekanner vun Aids an déi vun de Kannerzaldoten. An, Här President, ech wäert, wann Dir erlaabt, selwer méi spët a menger Ried, wéi schonn an all deene Riede virdrun zu dëser Debatt, och erëm méi speziell op dës Thematik agoen.

Här President, am Juni d'lescht Joer huet d'UNO e Bilan gezunn iwwert d'Efforten, déi bis elo gelescht goufen, fir déi sougenannte Millenniumsobjektiver bis d'Joer 2015 ze erfëllen. D'Millenniumsobjektiver, déi als Zil hunn, bis d'Joer 2015 d'Proportiou vun deenen, déi mat manner wéi engem Dollar den Dag auskomme mussen, an deenen, déi un Honger leiden, ëm d'Halbschent ze reduzéieren. Hei geet et och drëms, 115 Milliounen Kanner ze scolariséieren, méi effikass géint ustiechend Krankheeten ze kämpfe souwéi och d'Entwécklungshëllef vun deenen eenzelne Länner eropzeschrauwen.

Trotz e puer ermonternden Entwécklungen huet hei awer misse festgestallt ginn, dass nach ganz vill ze maache bleift, virun allem am subsahareschen Afrika. Et gouf sech dunn engagéiert fir d'Ustrengeunge weiderzeféieren an ze steigern, fir d'Ziler, déi mer eis gesat hunn, iwwerhaupt och kënnen bis d'Joer 2015 ze errechen.

Et ass jo erfreesch, dass sech eng Reduzéierung vun der Aarmut un asiatesche Kontinent bemierkbar mécht, an et ass och e bessert Besiche vun de Primärschoulen amgaangen, a lues awer zaghafte eng Promotioun vun de Fraen op der Aarbecht an an de politeschen Instanze souwéi och e ganz lichte Réckgang vun der Entbëschung.

An trotzdeem ziele mer am Joer 2005 nach ëmmer 1,2 Milliarde Leit, déi mat manner wéi engem Dollar auskomme mussen, 13 Milliounen Kanner, déi net an d'Schoul ginn, eelef Milliounen Kanner, déi all Joer stierwen, eng Milliarde Leit, déi keen Zougang zu properem Waasser hunn, 38,6 Milliounen Leit, déi mat Aids infizéiert sinn, géint 36,2 Milliounen am Joer 2003.

Derbäi kënn nach, dass bei all 48. Kéier eng Mamm d'Gebuert vun hirem Kand mam Liewe muss bezuelen, an zwee Drëttel vun den Analphabete Frae sinn, an dass 80% vun de Flüchtlinge Fraen a Kanner sinn.

Am Rapport, deen zur Geleeënheet vun dësem Tëschebilan erauskomm ass, ginn dann och d'Efforté vun deene räiche Länner notéiert, mä et gëtt ganz däitlech hei ënnerstrach, dass just fënnef Länner d'Objektiv, dat vun der UNO festgeluecht gouf, fir 0,7% vum BIP der Entwécklungshëllef ze widmen, erfëllt hunn, an zwar sinn dat Dänemark, Holland, Norwegen, Schweden an och Lëtzebuerg.

Et ass erfreesch feststellen, dass de Millenniumsobjektiver an eiser Entwécklungshëllef eng kruzial Roll zoukommen. Si zéie sech wéi ee roude Fuedem duerch dee ganze Rapport, a virun allem léisst sech Lëtzebuerg souguer méi spezifesch vun de Millenniumsobjektiver guidéieren, wann et dorëms geet, se an de lokale Kontext vun eisen Zillänner ëmzesetzen oder soss Programmer vun internationalen Organisationsen an dësem Kontext ze ënnerstëtzen.

Här President, fir op de Kooperatiounsrapport zréckzekommen, dee mer virleien hunn, wollt ech virun allem déi exzellente Qualitéit vun eiser Kooperatiounshëllef ervirsträchen. Niewent deene puer Hauptachsen, op deenen eis Kooperatiounshëllef baséiert, wéi d'Gesondheet, d'Waasser a seng Sanéierung souwéi och d'Education, gesäit ee ganz däitlech, wéi sech eise Kooperatiounsminister dorop konzentréiert, ze versichen, eisen Zillänner eng individuell ugepassten Hëllef zoukommen ze loosse, déi de Bedierfnisse vun deene verschiddene Länner entsprécht. Esou gëtt versicht, dass déi Hëllef, déi mer leeschten, och hir Frichte dréit, an dass sech doduerch dat betreffend Land weiterentwéckele kann.

Mir befannen eis am Moment an der Phase vun der Erneuerung vun eisen indikative Kooperatiounsprogrammer, déi eis Kooperatioun mat eisen Zillänner encadréiert. Dës Programmer, vun der zweeter Generatioun, si mëttlerweil schonn mat deene verschiddene Zillänner verhandelt ginn oder um Punkt et ze ginn.

Wat engem hei besonnesch opfällt ass, mat wat fir enger Genauigkeit déi éischt Programmer elo ënnert d'Lupp geholl ginn an evaluéiert ginn, fir och kënnen sécher ze sinn, dass déi nei Programmer nach méi effikass sinn.

Hei gesäit ee wirklech, dass konkret versicht gëtt, aus eventuelle Feelschätzungen ze léieren an d'Kooperatiounshëllef nach méi prezis de Bedierfnisse vun den eenzelnen Zillänner unzepassen.

Här President, ech mengen, et ass net néideg nach eng Kéier am Detail op déi grouss a wichteg Evénementer am Beräich vun der Entwécklungshëllef vun Joer 2005 zréckzekommen, well ech dëst schonn dat lescht Joer op dëser Plaz gemaach hunn, a well mat Sécherheit haut zum Beispill nach ëmmer keen déi schrecklech Katastroph vun Tsunami an Asien vergiess huet, wéi awer och déi vill staark Momente, déi dat Joer ze verbuchen hat, besonnesch fir eist klengt Lëtzebuerg, dat jo vu Januar bis Juni 2005 d'Chance hat, de Conseil vun der EU ze presidéieren.

Mat vill Fingerspëtzegefill huet eise Minister et fäerdeg bruecht, d'Revisioun vun Cotonou-Accord ofzeschleissen a virun allem zu engem Accord ënnert den EU-Memberstater ze kommen, wat de Prozentsaz vun BIP zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef ubelaangt.

Mir wësse jo, dass d'Memberstater sech engagéiert hunn, fir de Prozentsaz vun BIP zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef op 0,56% bis d'Joer 2010 an op 0,7% bis d'Joer 2015 ze hiewen, fir kënnen d'Objektiver vun der UNO ze erfëllen.

Ech géif et och hei emol interessant fannen, fir ze analyséieren, wou all eis EU-Staten elo mat hirem Prozentsaz dru sinn an ob se dann och elo wirklech bei hinnen all progressiv eropginn. Oder weess eise Minister vläicht dozou méi?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech denken, et ass wichteg ze kucken, wat doropshin am Beräich vun der Entwécklungshëllef esou alles geschitt ass. En net onbedeitenden Evénement an deem Beräich war d'Veröfentlechung am Abrëll 2006 vum Rapport vun der OCDE iwwert déi Entwécklungshëllef, déi am Joer 2005 geleescht gouf. Hei gouf nämlech festgehalen, datt d'Entwécklungshëllef vun deenen 22 Memberstaaten, déi am CAD - also Comité d'aide au développement - sinn, ëm 31,4% geklommen ass. Esou huet d'Entwécklungshëllef vun de CAD-Staten am Joer 2005 106,8 Milliarden Dollar, also 81 Milliarden Euro erreicht.

Um Niveau vun de gesamte CAD-Staten ass et awer traureg festzustellen, datt dës staark Erhéijung vun 2005 virun allem op d'Schuldverringerung zrëckzuféieren ass. Et goufen nämlech ongeféier 14 Milliarden Dollar dem Irak u Scholden erlooss, an e bësse méi wéi fënnf Milliarden dem Nigeria.

Heibäi ze zielen ass dann och nach d'Hëllef fir d'Opfer vum Tsunami vum Dezember 2004, déi sech op 2,2 Milliarden Dollar chiffriert, an esou kann een da verstoen, datt e sëlloch ONGen dës „Rekordmontanten“ - téschent Gänsefüßchen - zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef kritiséieren, well dës positiv Zuelen dach awer e bësse verfälscht sinn.

D'OCDE huet och elo dës Februar an engem Rapport festgehalen, datt si an deenen nächste Joren domat rechnen, datt d'Hëllef zu Gonschte vun den aarme Länner ofhuele wäert, an et ass dann och elo Ufank des Mounts bestätegt gi mam rezente Rapport vun 2006, datt effektiv dës Hëllef ëm 5,1% ofgehooll huet, an en plus geet d'OCDE dovun aus, datt dës Baisse vun der Entwécklungshëllef sech och am Joer 2007 weider bestätege wäert.

Ech denke mer duerfir, datt ee misst iwwer nei Mechanismen nodenken, fir d'Entwécklungshëllef kënnen ze finanzéieren, zum Beispill iwwert d'Iddi vun de Fransousen, fir eng international Solidaritéitstax zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef op de Fligerticketen anzeféieren. Dës Initiativ gétt am Moment vun 19 Staaten ënnerstëtzt. Et wär natierlech vu grousser Virdeel, wann all déi Länner ronderëm eis dräi heiter Initiativ géifen nokommen, well dann och den Drock op eis, ech meng wirtschaftlech gesinn, manner grouss wär, fir och op dës Wee ze goen a sech dës Iddi unzeschleissen.

Eleng scho wat d'Fligerdéparté vu franséische Flughäfen ubelaangt, géif esou eng Tax jährléich bis zu 200 Milliounen Euro erabréngen, an téschent engem an zéng Euro géifen esou via Fluchticket an d'Entwécklungshëllef fléissen. Et wär interessant d'Rechnung ze maachen, wat fir Zommen dës Tax géif obligatoresch erabréngen, wann ee se um internationale Plang géif aféieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dës puer Bemierkungen iwwert d'Efforten zu Gonschte vun der Entwécklung wollt ech awer nees op den nationale Kontext vun eiser Entwécklungshëllef zrëckkommen. Wann een de Kooperationsrapport méi genau ënnert d'Lupp hält, da gesäit ee ganz däitlech, datt d'Prioritéit vun eiser Kooperationshëllef - der CSV-Fraktioun no - nach ëmmer richteg leien: d'Waasser, d'Gesondheet, d'Education sinn a bleiwen d'Hauptachse vun eiser Kooperationshëllef.

Dës dräi Beräicher, déi esou enk matenee verknäppert sinn a souguer vuneneen ofhängeg sinn, droen dozou bäi, fir eng kohärent an effikass Entwécklungshëllef op der Plaz leeschten ze kënnen.

Eise Minister huet den 9. November 2006 an enger Pressekonferenz bei Geleeënheet vun der Presentatioun vum Rapport iwwert d'menschlech Entwécklung ënnerstrach, datt d'Gouvernance vum Waasser eng vun de gréissten Erausforderunge vum 21. Jorhonnert ass, an zwar an där Hisiicht, wou déi weltwäit Kris vum Waasser eng Brems fir de menschleche Fortschritt an eng Gefährdung fir d'Gesondheet an déi menschlech Sécherheet duerstellt.

Et ass kloer, datt, wa kee proppert Waasser do ass, d'Viraussetzung fir d'Gesondheet an d'Iwwerliewen iwwerhaupt emol net gi sinn. Basisinstallatioun wéi Lavabo an Toilette gehéiere bei eis zur absoluter Selbstverständlechkeet a representéieren am Fong och en absolute Minimum un hygienesche Standarden. Leider zielt dës net fir aner Kontinenter wéi Südamerika, Afrika oder Asien, wou nach ëmmer méi wéi eng Milliard Leit keen Zougang zu propperem Waasser hunn.

D'Folgen heivu si katastrophal. Esou bleift dat onproppert Waasser eng vun den Haaptursaachen vun der Stierfleckheet op der Welt, a mir zielen nach all Joer aacht Milliounen Leit, déi Krankheete wéi Cholera,

Duerchfall oder Typhus erliewen. D'Halschent heivu si Kanner ënner fënnf Joer.

Här President, wa mer et net fäerdeg bréngen, dësem Problem op de Fong ze goen, da loosse mer net nëmme d'Krankheete sech weider verbreeden, mä mer verhënnere zudeem och den Zougang zur Education an d'Partizipatioun un der wirtschaftlecher Entwécklung. Dat ass eent vun de Millenniumsziler, wann net souguer dat allerwichtigst, dat verlaangt, bis d'Joer 2015 d'Proportiounen vun deene Leit, déi keen Zougang zu propperem Waasser a senger Sanéierung hunn, ëm d'Halschent ze reduzéieren.

Dës heescht an anere Wieder, et fäerdeg bréngen, datt bis 2015 all Mënsch iwwer 20 Liter Waasser den Dag zur Verfügung huet, an dës an engem Ëmfeld vun engem Kilometer.

Dës Erausforderung ass kolossal, an d'Entwécklungslänner missten a just e puer Joer dat fäerdeg bréngen, woufir déi räich Länner am Fong e puer Jorhonnerte gebraucht hunn.

An hei ass et wierklech super kënnen ze behaapten, datt den Zougang zum proppere Waasser souwéi och seng Sanéierung ee vun den Eckpfeiler vun eiser Kooperationshëllef duerstellt.

Am Rapport mondial iwwert d'menschlech Entwécklung vum Joer 2006 fanne mer iwwerregens Lëtzebuerg ënnert deenen éischten Donateurs, déi de Projete vun de Programmer, déi d'Waasser an d'Sanéierung betreffen, eng besonnesch Wichtigkeet zoukomme loosse.

De Bericht iwwert d'menschlech Entwécklung enthält verschidden Empfehlungen, fir d'Waasserproblematik an de Grëff ze kréien. Esou soll den Zougang zum Waasser an d'Verfassung vun all Land verankert ginn, an et misst e globale Waasserentwécklungsplang opgestallt an och ëmgesat ginn.

Mä fir esou Programmer, seet den Yves Sassenrath, eise Mann beim UN-Entwécklungsprogramm, bräichte mer zéng Milliarden Dollar all Joer méi...

Datt den Zougang zum Waasser et erlaabt, fir de Prozentsaz vun der Scolarisatioun vun de Kanner an d'Luucht ze setzen, ass wuel gewosst. Zudeem erlaabt d'Presenz vum Waasser an engem Duerf den Abstand téschent de Jongen an de Meedercher, déi an d'Schoul ginn, ze verréngere. Wann een Duerf nämlech keen Zougang zum Waasser huet an de Versuergungspunkt vu Waasser méi wäit ewech ass, da sinn et an der Regel d'Meedercher, déi d'Aufgab hunn, Waasser sichen ze goen, an doduerch net an d'Schoul kënnen goen.

Domat wäert mer da bei engem Thema ukomm, dat an eiser Kooperationshëllef och eng wichteg Roll spillt: d'Recht op d'Education. Dës Recht gehéiert zu de fundamentale Rechter vun all Kand. Um weltwäite Plang ass eng gewësse Steigerung vum Prozentsaz vun der Scolarisatioun vun de Kanner festzustellen. Wougeint nach am Joer '99 weltwäit 15% vun de Kanner, déi am Alter si fir an d'Schoul ze goen, net an d'Schoul gaange sinn, sinn dës am Joer 2004 nach just 12%. An dach zielt d'Unicef am Joer 2006 nach ëmmer 115 Milliounen Kanner an der Welt, déi net scolariséiert sinn. Derbäi kommen och nach jee no Region méi oder manner staark Ennerscheeder téschent béide Geschlechter.

Der UNESCO no verbuchen d'Länner aus Afrika a Südostasien den niddregste Prozentsaz vun der Scolarisatioun. Esou gétt zum Beispill geschat, datt den Taux de scolarisation vun de Kanner am Mali bei 39%, am Burkina Faso bei 32% an am Niger bei 30% läit. Aus deem Grond si mer hei méi wéi erfreet doruwwer, datt mer an deenen dräi Zillänner, esou wéi d'ailleurs och an deenen aneren, Projete lafen hunn, fir d'Education an d'Formatioun an dës Länner ze förderen.

Här President, en anere wichtege Pilier vun eiser Entwécklungshëllef mécht d'Gesondheet aus. Och an deem Beräich geet déi Lëtzebuurger Kooperationshirem aktiven Engagement no. Esou huet zum Beispill de Prozentsaz vun der Entwécklungshëllef zu Gonschte vum Kampf géint den Aids net opgehele mat klammen zënter dem Joer 2001, an dës mat enger Augmentatioun vun den Ausgabe vun 12% téschent 2005 an 2006.

Also och 25 Joer no hirer Entdeckung, an no wäit iwwer 25 Milliounen Leit, déi un Aids gestuerwe sinn, si mer dës Pandemie nach ëmmer net op de Grond komm, déi stir weiderfiert sech an der Welt ze entfalten.

Den UNO-Statistiken no liewen ongeféier 40 Milliounen Leit weltwäit mat deem Virus an dës zu iwwer 90% an den Entwécklungs-

länner. Ee Kand op 20 huet am subsaharesche Kontinent seng Elteren duerch den Aids verluer. Besonnesch ervirzehiewe sinn an deem Kontext déi verschidden Niveauen op déi eis Kooperatioun am Kampf géint den Aids versicht anzegräifen:

Den Haaptdeel vun eiser Ennerstëtzung kënn de verschiddenen internationalen Agencë wéi ONUSIDA an der OMS zegutt. Lëtzebuerg ënnerstëtzt zum Beispill duerch d'OMS Programmer, déi sech méi spezifesch un d'Kanner an un d'Jugendlecher adresséieren, déi mam Virus infizéiert sinn, oder déi virun allem Fraen a jonk Meedercher viséieren. Aner Programmer, déi vun der Lëtzebuurger Kooperationshirem ënnerstëtzt ginn, concernéieren éischer den Zougang zu de Medikamenter an d'Entwécklung vun den néidege Gesondheets- an Encadrementsstrukture fir eng effikass Behandlung vum Aids.

Här President, Dir kennt mech elo scho gutt genuch, datt Der lech virstelle kënn, datt ech haut hei profitéiere fir e puer Themen unzeschwätzen, déi a mengem Ae vu grousser Wichtigkeet sinn an déi ëmmer erëm meng Attentioun captivéieren.

Ee vun deenen Theme betrëfft d'Stärkung vun der Roll souwéi och eng gréisser Autonomisatioun vun der Fra an der Gesellschaft, besonnesch am Entwécklungsberäich.

De Kofi Annan, de fréiere Generalsekretär vun der UNO, huet a sengem Virwuert vum Rapport iwwert d'Situatioun vun de Kanner an der Welt am Joer 2007 geschriwwen: Keen anert Mëttel hieft déi wirtschaftlech Produktivitéit méi an d'Luucht a reduzéiert d'Stierfäll vun de Mammen a Kanner, keen anert Mëttel ass méi effikass fir d'Ernährung ze verbessere an d'Gesondheet ze fuerdere, an zwar besonnesch d'Preventioun vum Aids. Keen anert Mëttel schaaft besser Méiglechkeete fir d'Ausbildung fir déi nächst Generatioun wéi wann een de Fraen an den Entwécklungslänner méi Responsabilitéit a méi Entscheidungskraaft zoutraut an hir Roll doduerch autonomiséiert.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Tatsaach, datt, wa mer versichen dat drëtt Millenniumsobjektiv ze realiséieren, dat heescht d'Gläichheet an d'Autonomisatioun vun de Fraen ze förderen, mir zwou Mécken op engem Schlag treffen, an zwar d'Verbesse- rung vun der Konditioun vun der Fra, mä awer och déi vun Kand. Dës dréit dann och dozou bäi all deenen aneren Objektivier méi no ze kommen.

D'Chancëgläichheet stellt net nëmme e moralesch Erfuerdernes duer, mä ass zudeem en decisiven Aspekt vum menschleche Fortschritt vun enger nohalteger Entwécklung. Obwuel scho vill geschitt ass zënter der Adoptioun am Joer 1979 vun der Konventioun fir d'Eliminatioun vun alle Formen vu sexistescher Diskriminatioun vis-à-vis vun de Fraen, bleift nach vill an deem Beräich ze maachen.

Esou bleiwen d'Fraen an d'Meedercher an éischer Plaz d'Opfer vun der Diskriminatioun an der Armut. Et bleift nach ëmmer e Fakt, datt d'Jongen et oft méi einfach hu fir duerch d'Liewen ze goe wéi d'Meedercher, an de Combel ass, et fänkt schonn u wa se emol nach net gebuer sinn.

Symptomatesch fir d'Stellung vun der Fra ass zum Beispill a villen Deeler vun der Welt déi héich Ofdreiwungsrat vu weibleche Föten. Déi medezinesch Techniken, déi et eis erlaben, de Gesondheetszoustand vum Kand am Bauch ze suivéieren, gi leider oft méissbraucht fir de Sexe vum Kand festzustellen, a wann et dann e Meedchen ass, de Puppelchen ofzedreien. An Asien, China an Indien sinn dës Praktike gang an gäbe mat der Konsequenz, datt mer elo schonn exceptionnel héich Gebuertsraten u Jongen hunn.

Da geet et weider mat der Schoul, weider mam Däiwelskrees vun der Benodeelegung. Obwuel de Prozentsaz vun de Meedercher, déi an d'Schoul ginn, staark zougeholl huet iwwert déi lescht Joren, sinn et awer nach ëmmer d'Meedercher, déi éischer d'Schoul ënnerbriechen, well se oft ganz fréi bestuet ginn oder am Stot eng Hand mat upake mussen.

Traditione wéi d'Beschneidung vun de Meedercher, forcéiert a schrecklech fréi Bestietnisser souwéi och dat ze vill an ze vill fréi Kannerkréie belauschten d'Gesondheet vun der Fra schrecklech. Eleng op der Tropeninsel Madagaskar si ronderëm 70% vun alle Meedercher am Alter vu 16 Joer scho Mamm. Wat d'Beschneidung ubelaangt, op déi ech d'lescht Joer ganz am Detail agaange war, gétt geschätzt, datt haut nach méi wéi 130 Milliounen Fraen a Meedercher Opfer vu sexueller Mutilatioun sinn, mat schlëmme Konsequenze fir hir Gesondheet. A wat d'Gesondheet am Allgemengen och

ubelaangt, kommen d'Frae souwisou e gutt Stéck manner gutt ewech wéi d'Jongen.

Et ass eng traureg Wourecht, datt méi wéi d'Halschent vun deenen 39 Milliounen séro-positiv Leit Frae sinn. A verschidde Regione vun Afrika, op de karibeschen Inseln, zum Beispill, lafen d'Fraen en Infektiounsrisiko, dee sechs Mol méi héich ass wéi dee bei de Männer. De physiologesche Fakt, datt d'Frae sech zweemol esou séier wéi d'Männer bei sexueller Rapport mam Aids infizéieren, ass sécherlech eng Erklärung.

Mä dee gréisste Problem ass mat Sécherheet d'Verhandlungsmacht vun der Fra, déi oft guer net do ass fir iwwerhaupt kënnen den Infektiounsrisiko ze reduzéieren. Derbäi kënn nach, datt vill Fraen Analphabete sinn an doduerch iwwert d'Risiko vum ongeschützte Sex net informéiert sinn. A wat fir schlëmme Konsequenze dat da fir hir Kanner huet, mengen ech brauch ech jo kengem heibanne méi ze erklären.

An och am Alter hält déi ongläich Behandlung vis-à-vis vum weibleche Geschlecht net of. D'Fraen iwwerliewen oft hir Männer, riskéieren dann awer d'Kontroll iwwert déi familiär Ressourcen ze verléieren a ginn esou oft Opfer vun Diskriminatiounen, wat d'Ierschaft an d'Propriétéit ubelaangen.

Dir Dammen an Dir Hären, oft ass d'Diskriminatioun géint Fraen a Meedercher fest an de kulturellen Traditione verankert an dowéinst ass et oft méi schwéier géint se unzekämpfen. Esou gétt dann oft déi sozial Exklusivatioun an Diskriminatioun vun de Frae vu Generatioun zu Generatioun weiderverierft.

Fir déi sexistesch Diskriminatioun ze eliminéieren souwéi och d'Aktiounsmuecht vun de Fraen ze verbessere, muss versicht ginn d'Bedelegung vun de Fraen un den Décisiounen op dräi verschiddenen Niveauen ze verbessere: an zwar doheem, op der Aarbechtsplaz, wéi och an der politescher Zeen. All Verbesserung an engem vun dës Beräicher verbessert automatesch d'Chancëgläichheet an deenen zwee anere Beräicher an huet zudeems positiv Effekter op d'Kanner.

Ech sinn houfreg, datt eis Kooperatioun eng Partie Projeten zu deem Thema ënnerstëtzt, wéi bei der Unicef, beim PNUD, bei der UNFPA. Ech wollt an deem Kontext just soen, datt am Rapport vun der Unicef vum Joer 2005 dat klengt Lëtzebuerg u 17. Plaz weltwäit ënnert den 20 gréissten Donateurs vun dëser phantastescher Organisatioun steet, just hannert Däitschland. Wann een dat awer op de Kapp rechent, figuréiere mir, hannert Norwegen, am Joer 2005 u sensationeller zweeter Plaz.

Mä trotzdem muss intensiv grad an deem Beräich weidergeschafft ginn, well virun allem hei bei de Statistike vun de Stierfäll vun de Mammen a verschidde vun eisen Zillänner am mannste Verbesserung virzefanne sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, en anert Thema, wat ech wollt uschneiden, wat mer besonnesch um Häerz läit, ass de Schutz vun de Kanner géint Gewalt a schlecht Behandlung. Et gétt geschat, datt weltwäit iwwer 300 Milliounen Kanner Opfer vu Gewalt, Ausbeutung a Mësshandlung sinn.

Ongeféier 246 Milliounen Kanner gi gezwonge schaffen ze goen an 180 Milliounen ënner hinne mussen déi schlëmme Forme vun Aarbechten erleedegen. Ongeféier 1,2 Milliounen Kanner ginn alljährléich Opfer vu Menschenhandel, an et gétt geschat, datt bis zu zwou Milliounen Kanner sexuell ausgebeut ginn, entweder andeem se an d'Pornographie oder an d'Prostitutioun gerode sinn.

Zu all Moment gi méi wéi 300.000 Zaldotekanner, ënnert deene Verschiddener emol keng aacht Joer hunn, am Kader vu bewaffnete Konflikter exploitéiert. Déi rezenst Beispiller huet den Här Schiltz jo och geschter erwähnt. An et gétt uegoholl, datt zënter 1990 arméiert Konflikter méi wéi zwou Milliounen Kanner d'Liewe kascht hunn.

40 Milliounen Kanner ënner 15 Joer gi méiss- handelt a vernoléisseg, an zwar esou schlëmme, datt se medezinesch versuergt musse ginn a soziale Schutz brauchen.

Ofgesi vun der Tatsaach, datt dës Kanner all Dag schwéier leide mussen an déi

huet, sech ze emanzipéieren. Déi gewénschten Diversifikatioun, d'Kompetitivitéit an den erwaartene Wuesstum vun den ACP-Länner hunn op sech waarde gelooss.

D'EU wëllt elo méi op Diversifikatioun vun de Wirtschafte souwéi och op eng méi regional Approche setzen, a mir hoffen, dass dës regional Integratioun gelénge wäert. Et ass nämlech kruzial no Mëttelen ze sichen, déi et erlaben, parallel zu den traditionellen Handelsweeër, déi vun Norden no Süde lafen, nei Handelsweeër ze schafen, déi vu Süden no Süde lafen.

Während d'Échangé mat der EU den Haaptdeel vum Commerce vun dësen ACP-Länner ausmaachen, sinn déi regional Échangé vernetzt ginn a quasi inexistent. Déi regional Integratioun ass amstand, fir de lokalen Handel no vir ze dreiwien a fir méi grous Mäert ze schafen.

D'Ewechhuele vun den Hindernisser tëschent den Nopeschlänner an d'Schafe vun enger richteger Integratioun wäerten déi kommerziell Échangé bevirdelegen an de wirtschaftleche Wuesstum stimuléieren. De regionale Maart, dee geschaf soll ginn, wäert hoffentlech méi attraktiv ginn, an Investissementer vu baussen unzéien.

Esou kann een an dësem Kontext och d'Initiativ vun der EU vum euro-afrikanesche Partenariat am Beräich vun den Infrastrukture besonnesch ervirhiewen.

Duerch dëst Partenariat engagéiert sech nämlech d'Europäesch Unioun, d'Interkonexionen um kontinentale wéi och um regionalen Niveau am Beräich vum Transport (Schinnen, Stroossen, Flughäfen, Häfen) - ech mengen de Louis Michel, wéi mer d'Éier haten, dass de Kommissär vun der Entwécklungshëllef hei zu Lëtzebuerg war, ass méi am Detail dorobber a gaangen -, wéi awer och vum Waasser a senger Sanéierung, der Energie an, ganz wichteg, den Informations- a Kommunikatiounstechniken eng enorm Wichtigkeet zoukommen ze loossen.

Dës Initiativ kënn sécher der regionaler Entwécklung vum afrikanesche Kontinent zougutt, deen dës méi wéi dréngend brauch, fir sech iwwerhaupt weiderentwéckelen ze kënnen.

Här President, et gëtt nach esou vill Saachen op déi ee misst agoen. Ech denken zum Beispill un déi aktuell Doha-Ronn, déi am Moment nees an der Sakgaass stécht an déi agelaut gouf fir ebe grad d'Entwécklung vun den Entwécklungslänner, déi am mëttelloosten dostinn, ze förderen.

Ech denken, dass et am Intérêt vu jiddferengem ass, fir d'Échangen ze liberaliséieren andeems gemeinsam Regeln opgestallt ginn, déi dës encadréieren. All déi Länner, déi dëst bis elo gemaach hunn, haten duerno besser Wuesstemschancë wéi déi, déi sech hannert all méiglech Protektiounen verstoppt hunn.

Solidaritéit heescht unerkennen, dass net all Land déi nämlech Capacitéiten huet fir ze exportéieren, an dass ee Konditiounen schafe muss, fir grad dës Länner ënnert d'Äerm ze gräifen. Dës Solidaritéit muss dann awer och vun deenen entwéckelte wéi och opstriedende Länner, wéi China, Indien oder Brasilien, gedroe ginn. Ech fäerte wa mer et net fäerdeg bréngen, zu engem Accord ze kommen, d'Konsequenz heivunnen wäert sinn, dass déi grous Handelsmächter vun der Welt op bilateral Accorden zréckgräife wäerten, wat se elo scho maachen, an zwar mat deene Länner a Regionnen, déi si bevirdelege wëllen.

Dëst bréngt da mat sech, dass déi ärmst a mëttelloost Partië vun der Welt, an ech denken hei virun allem un den afrikanesche Kontinent, nees benodelegt wäerte ginn. Esou eng Strategie schuet ganz kloer deenen aarme Länner, déi net staark genuch si fir den Demandé vun deenen entwéckelte Länner resistéieren ze kënnen an hei net kënnen mathalen.

Ee Beispill ass dat aggressivt Verhale vun de chinesesche Firmen am Fëschberäich, déi virun e puer Woche virun der Küst vun Neiguinea deene kleng Fëschbooter d'Fësch virun der Nues erausfëschten, fir se dann un d'Kanarische Inseln ze verkafen. Ech wëll mer net ausdenken, dass et elo Firmen aus Europa sinn, déi sech esou bëlle Fësch verschafen.

Esou bleift ze hoffen, dass um internationale Plang déi néideg Efforten ënnert ginn, fir d'Négociatiounen vun der Doha-Ronn am Kader vun dësem eenzegaartege Konzertationsforum tëschent den industriellen, émergenten an Entwécklungsniounen nees opzehuelen, an dass mer et fäerdeg bréngen zu engem Accord ze kommen.

Et misst een och nach op de Klimaschutz agoen, en Thema mat deem ee sech schonn eleng e ganzen Dag kéint beschäftegen, mam Besuch speziell op d'Entwéck-

lungslänner, déi och erëm hei am meeschte betraff wäert bei dëser Debatt. Mä leider ass meng Zäit limitéiert an esou versichen ech op e Schluss ze kommen.

Ech kann awer net ophalen ouni e puer Wuert iwwer ee Beräich ze verléieren, dee mech vum éischte Projet u fasziniert huet, an dat ass dee vun der Mikrofinanz.

Här President, et ass mat Sécherheet net fir näischt, dass den dësoregen Nobelpräis un de Mohammed Junus, och bekannt als de Banker vun deenen Aarmen, gaangen ass. Sait 30 Joer organiséiert de Jong vun engem Goldschmadd aus Bangladesch kleng Kreditter fir bedürftig Mënschen, déi versiche sech selbstänneg ze maachen. Seng éischt Clientë waren 42 aarm Leit, déi zesumme 27 Dollar gebraucht hunn. Bis haut konnt de Junus véier Milliarden Euro verginn an huet eng Réckzuelquot vun 99%. De 66-jährige Junus huet de Prinzip vun der Mikrofinanz an d'Liewe geruff a verhëllt esou deenen Äermsten ënnert deenen Aarmen aus dem Däiwelskrees ze entfléien an eng onofhängeg Existenz opzebauen.

Dem Junus seng phantastesch Iddi gëtt haut weltwäit kopéiert an dréit och hei zu Lëtzebuerg hir Friichten. Nom internationale Joer vun der Mikrofinanz am Joer 2005 an nodeems den Nobelpräis dem Papp vun der Mikrofinanz zougesprach gouf, ass dës Secteur méi wéi jee an allermanns Mond. De Philippe Onimus, President vun der ADA, mengt, dass dës Prinzip zu enger gewëssener Dynamik an der Entwécklungswelt bäidroen wäert.

Bei der Fréijoerskonferenz vum Investmentfondsverband war fir déi éischte Kéier Rieds vun engem Qualitätslabel fir esou Fongen. Mëttlerweile ass mat dësem Label „Luxflag“ e Sigel geschaf ginn, deen dës Fong zousätzlech auszeechent. D'Konzept vun der Mikrofinanz gewënnt all Dag u Popularitéit, a wann am Joer '97 d'Zuel vun de Leit, déi vun engem Mikrokredit profitéieren konnten, nach bei 7,6 Milliounen Mënsche louch, ass dës Zuel am Joer 2004 op iwwer 92 Milliounen gewuess.

» **Une voix** - Très bien.

» **Mme Nancy Arendt (CSV)** - 73% vun dëse Leit liewen an absoluter Aarmut an haten esou gutt wéi näischt wéi se hiren éischte Kredit opgeholl hunn, an och hei leien d'Reckzuelquote bei 98% an déi allermeescht vun hinne si Fraen.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Joer hat ech d'Chance, eise Minister mat enger ganzer Delegatioun aus dem Bankesektor vun der ADA, SOS Faim an de Leit vun der Press an Äthiopien ze begleeden...

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Très bien.

» **Mme Nancy Arendt (CSV)** - ...fir do kënnen mam Här Bettel eng ganz Partie „success story“ e selwer matzeerliewen.

» **Plusieurs voix** - Oohhh!

» **Mme Nancy Arendt (CSV)** - Den Här Bettel war gradesou begeeschtert wéi ech.

(**Hilarité**)

Leit mat nëmme 25 Euro Kredit hunn et fäerdeg bruecht, e Café oder en Hotel opzemaachen, Felder ze beplanzen an hir Kanner an d'Schoul ze schécken. Dës Leit konnt een de Stolz aus dem Gesiicht liesen iwwer alles dat wat si fäerdeg bruecht hunn, virun allem awer well een hinne dës Mëttel, dëst kleng Startkapital net geschenkt huet, mä well si selwer sech an der Welt konnte beweisen, dass och si eppes fäerdeg bréngen, wann een hinne eng Chance an eng Méiglechkeet gëtt. Eng Chance, déi hiert Liewe gerett a komplett verännert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Schluss. Dat klengt Lëtzebuerg ass e Ris fir alles dat wat et am Entwécklungsberäich bis elo geleescht huet a wat et sech nach virgeholl huet an Zukunft ze leeschten. D'Erausforderungen, déi sech eis stellen, sinn enorm, an ech géif mer erlaben ee Saz hannert dem Minister seng Satz ze hanken, déi hie bei senger Introductioun vum Rapport geschriwwen huet: „De Kampf géint d'Aarmut ass en aldeegleche Kampf, deen eis keng Paus gönt“, sot de Minister. Här President, main deemolegen Trainer virun der Olympiad huet mir prompt geäntwert, wéi ech wierklech eng Kéier komplett midd an ausgepompelt vun allen Trainingsunitéite gefrot hat, ob ech net och en hallwien Dag Paus kéint kréien: „Paus? Rest?“, wéi wann hien dat Wuert nach ni héieren hätt: „Rest is for the dead.“

Här President, hei ass et nach vill manner méiglech sech eng Paus ze erlaben. D'Tache ass immens, mä wann et ee Kampf gëtt, deen et derwäert ass mat Hartnäckegkeet an Ausdauer ze kämpfen, dann ass et mat Sécherheet deen heiten.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Madame Arendt. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Charel Goerens. Här Goerens!

» **M. Charles Goerens (DP)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Géigesaz zu menger Virriednerin kann ech net a perséinlech olympesch Erfahrung schaffe goen...

(**Hilarité**)

...fir meng Ried unzefänken oder ofzeschléissen, an dat wäert och, jiddefalls wat mech ubelaangt, nach eng Zäit laang esou bleiwen.

Mir wollten dem Minister am Numm vun der demokratescher Fraktioun awer Merci soe fir seng Interventioun, déi hie gëschter gemaach huet. An dee Merci begräift och de Rapport annuel, dee mer schonn eng Kéier an der Commission des Affaires étrangères diskutéieren konnten, an ech wollt nach eng Kéier grondsätzlech d'Haltung vun der Demokratescher Partei iwwert d'Entwécklungspolitik verdäitelen.

Mir hunn absolut kee Problem mam Zil vun 1% öffentlech Zouwenungen am Verhältnis zum Bruttosozialprodukt fir d'Entwécklungshëllef ze reservéieren. Ech fanne mir sollen dat och konsequent viruverfollegen. Wann dat och een oder zwee oder dräi Joer méi spéit kënn wéi dat ursprénglech geplangt war, dat ass net schlëmm. Wichtig ass, dass déi Hëllef, déi iwwert de Lëtzebuerg Budget ausbezuel ginn: via Direkthëllef, via Assistance humanitaire oder iwwer Lux-Development realiséiert Projeten, pertinent an effikass sinn an dass se och op Dauer Resultater bréngen. E Projet ass nëmmer dann eppes wäert, wann en no enger kuerzer Zäit kann ofgeschloss sinn a wann en och no enger laanger Zäit nach seng Effekter weist.

Zweetens, wat d'Haaptorientatioun ubelaangt op déi Secteurs sociaux de base, dat féint och eis voll ënnerstëtzen. Ech mengen en effet, dass mer sollen an den Hauptsecteuren, wéi zum Beispill an der Gesondheet, an der Schoul, am Développement rural intégré eis Suen ausginn, an der Waasserversuergung, an der Verbesserung vun der Situatioun vun der Fra, lauter Secteuren, déi sech aus dem Maartgeschéien eleng net kënnen erginn.

A mir halen et och net mat deenen, déi ëmmer mengen, et wier esou einfach, et soll een dach de Länner d'Fräiheet loossen, fir sech esou ze orientéieren an ze organiséieren, wéi se wëllen, de Maart, dee géif scho Sait dozou maachen.

Dozou wëll ech mat engem Zitat vum Geoffrey Sax déngen, deen emol gesot huet: Et ass illusoresch fir Leit opzefuerderen de Rimm zouzeéien, wa se emol iwwerhaupt kee Rimm hunn. An dat ass d'Situatioun virun där och eis Entwécklungspolitik steet. Mir hu schonn e puermol d'Geleeënheet gehat fir eis iwwert déi Spiral Korruptioun, Aarmut, Onsécherheet, déi dann erëm eng Kéier nei Aarmut generéiert, ze ënnerhalen. Ech wëll dat net nach eng Kéier nei oprëschen.

Dat, wat festzhalen ass do, dass ass - an do sinn ech och an der Linn vun deem, wat gëschter hei exposéiert ginn ass -, dass mer gezwonge sinn aus der Kohärenz vun de Politiken den Imperativ vun eiseim Handeln ze maachen. D'Kohärenz vun der Politik - oder vun de Politiken -, wat heescht dat?

D'Kohärenz vun der Entwécklungspolitik heescht, dass dat, wat an der Entwécklungspolitik opgericht gëtt, net därer duerch aner Politiken ëmgestouss ginn. Wa mer eis un dee Prinzip halen, dann huet d'Funktionsvum Entwécklungsminister natierlech eng, déi wäit iwwer seng an dem Arrêté grand-ducal fixant les compétences des ministres erausgehend Befugnisseer geet.

E Minister huet matzeschwätzen an der Weltbank. E misst e Wuert matzeschwätzen hunn am Fonds monétaire international. En huet e Wuert matzeschwätzen am Europäesche Conseil. E misst och hei am Land, jiddefalls wat d'Ausriichte vum Développement durable ubelaangt, ee gehéierlecht Wuert matzeschwätzen hunn, well déi extern Dimensionen vun der Solidaritéit gehéiert och zum Développement durable. Si ass iwwerengs och an de Kritären, déi den Développement durable solle periodesch moossen, zréckbehale ginn.

Wat heescht also Kohärenz vun de Politiken? Et huet mat Gouvernance ze dinn. Gouvernance heescht am Fong Wirtschaftsfäegkeet. Wat ass Wirtschaftsfäegkeet? Wirtschaftsfäegkeet - an do si mer um Kär vun der Fro - oder Wirtschaftsonfäegkeet, dat heescht, dass ass den Ufank. Et ass d'Konsequenz an och d'Ursach vun enger ganzer Partie Problemer, déi mer versiche mat enger intelligenter Entwécklungspolitik ze bekämpfen.

Déi meescht Problemer, déi mer an Afrika hunn zum Beispill, déi hu mat enger onkompletter respektiv bal total feelender Regierungsfäegkeet ze dinn. Wann eng Regierung net amstand ass, hir Fonction régaliene ze assuméieren, nämlech fir d'Sécherheet opzekommen, d'Education ze förderen, déi extern Sécherheet ze garantéieren, dann ass et normal, dass Fraktiounen sech eenzel Segmenter vum Pouvoir arrangéieren an dann iwwer anerer hierfalen, entweder selwer d'Richesse minière pilléieren oder sech zum Handlanger maache vu Leit, déi vu bausse kommen, fir d'Hand op d'Rächtümer an deem Land, wou d'Awunner et dringend brächten, ze leeën.

Dat ass de Fall a ganz ville Länner. Notamment och am Nigeria. Et brauch ee sech net ze wonneren, dass et zu regelméissegen Opstänn kënn am Niger-Delta, well déi Leit, déi do wunne bei de Pétrolstierm, widdert de Pétrolstierm, praktesch iwwerhaupt näischt - awer strictement näischt! - hu vun där Richesse, déi do exploitéiert gëtt.

Gouvernance huet also och ze di mat Redistributioun vun de Richessë sur le plan intérieur. Entwécklungspolitik mécht wéineg Sënn, wann dat doten net parallel klappt. Duerfir si mer och der Meenung, dass, wann e Land, wat zu eisen Zillänner gehéiert, au fur et à mesure seng eege Redistributiounsfäegkeet dévloppéiert, et déi och muss assuméieren.

Dat heescht am Kloertext, dass e Land wéi Namibia, wann et selwer eng Partie Richessë generéiert, obschonn dass am Norden nach ganz vill Aarmut ass, net eleng op Lëtzebuerg a seng Partenairé soll ziele kënnen, fir déi Aarmut ze bekämpfen, mä da muss et och am eegene Land Ressourcé mobiliséieren, fir op d'ärselwechter Plaz, wou d'international Entwécklungshëllef sinn, anzegräifen. Dass ass Kohärenz vun de Politiken.

Kohärenz vun de Politiken, dat huet awer och domat ze dinn, dass dat, wat am Entwécklungsberäich gemaach gëtt, net vun der Handlungspolitik ëmgestouss gëtt. Ech sinn och dem Minister dankbar, dass en Nuancë fonnt huet, fir dat ganz Zesummespill - gemeinsam Agrarpolitik mat der Situatioun vun de Baueren an Afrika, an der Sahel-Zon ënner anerem - ze ënnersträchen, well d'Saache ginn an der Karikatur méi einfach dohinnergestallt wéi se a Wierklechkeet sinn.

Wann déi gemeinsam Agrarpolitik, un där schrecklech vill ze kritiséieren ass - an ech gehéieren zu deene puer heibannen, déi selwer dovu betraff sinn -, soll esou schrecklech schlecht sinn, da muss ee sech froen: Ass et da gutt, dass d'Europäesche Unioun duerch Brasilien forcéiert ginn ass, fir seng Zockerpolitik ze änneren? Well d'Resultat vun där Zockerpolitik, wou d'Präisser elo um internen europäesche Marché erofgesat ginn - an zwar ganz massiv erofgesat ginn -, ass, dass de Protocole sucre, dee jo och de Präis vun den Entwécklungslänner, vun den AKP-Staten, op den europäesche Präis alignéiert huet, och elo progressiv erofgeet, mat där absurder Konsequenz, dass d'Länner wéi d'Île Maurice, déi eng natierlech Vocation haten an och nach virun hunn, fir Zocker ze produzéieren, dass déi dat praktesch duerch deen dote Schrëtt net méi an der Lag sinn, well et sech net méi rentéiert.

Also, wann een esou Schrëtt ënnerhëlt, da muss ee sech och iwwerleeën wat d'Konsequenze sinn. D'Konsequenz jiddefalls fir d'Zockerproduktioun an Afrika ass dramatesch.

Aner Fäll vu Kohärenz oder Inkohärenz kéint een uféieren och am Handelsberäich, fir emol lasszekomme vun deenen einfache Léisungen, déi ëmmer heeschen: Mä den Handel mécht räich. A wann den Handel räich mécht, da sollen déi Aarm Handel dreiwien. Da gi se vun hirem Haaptiwuel befreit. Esou einfach ass et net!

Elo si mer och schonn op engem anere Punkt: deem vun der Weltbank. D'Weltbank kënn just an d'Gespräch an de Parlamenter, fir dass déi sollten en Droit de regard hunn iwwert dat, wat do geschitt, obschonn et Gelder sinn, déi vun den Nationalstaten dohinner transféréiert ginn. An dee Scholddenerlass vun ronn 50 Milliarde muss mer jo nofinanzéieren; mir hunn dat jo elo viru

kuerzem - virun e puer Méint - heibanne gemaach. An dat kascht Lëtzebuerg jo och eng Staang Geld, dat iwwert déi nächst Jor-zéngte muss doranner verséiert ginn. Kontroll: null!

Et gétt iwwert d'Weltbank geschwat, wann hire President eng Frëndin huet an e placéiert déi an d'Bank selwer, an da gétt en där och nach eng Pai, déi méi héich ass wéi dat, wat am Barème fir esou Funktiounen virgesi war.

(Interruption)

Da gausséiert d'ganz Weltpress - d'international Press - sech iwwert deen dote Frais.

Mä ech sinn d'accord mat deem Artikel, deen elo virun dräi Deeg an der däitscher Wochenzeitung „Die Zeit“ stoung, dass een net nëmme soll de President wéinst deenen dote Praxise kritiséieren, mä et soll ee virun allem d'Politik vun der Weltbank op de Leescht huelen. An déi Politik vun der Weltbank: Wa mer déi emol analyséieren, do kënn't a puncto positiv Effekter op d'Entwécklungspolitik net vill Schéines eraus!

Fänke mer emol u beim Ufank. De Pascal Lamy war virun zwee Joer hei während der Lëtzeburger Präsidence, fir Stellung ze huelen zu den Agrarmäert an der Situatioun an den Entwécklungslänner, an do huet e gesot: Et gétt ëmmer behaapt, d'Organisation mondiale du commerce wier responsabel fir déi minabel Revenuen, déi d'Bauern an deenen dote Länner kréien. Dat ass net de Fall! Deen, deen am meeschten drop insistéiert, dass d'Präisser vun den Agrarprodukter an den Entwécklungslänner brädiert ginn, dat ass d'Weltbank.

Wien huet jee d'Méiglechkeet gehat, awer och nëmme iergendeen Awand, deen hätt kënnen zur Konsequenz hunn, dass d'Weltbank hir Politik géif änneren, kënnen ze maachen? Hei am Parlament, oder soss anzousch? Jo, et kann ee soen: D'Union interparlementaire, déi dann en marge vu groussen Evénementen emol zesummekënn't, déi ka sech emol doriwier äusseren. Dat stëmmt. Mä dat ass esou vill wäert, wéi wann een doheem ugestallt gétt eppes ze maachen an et mécht een dat net.

Ech wëll lech just soen, dass dat do op laang Sicht net gutt ass. Och net gutt ass fir d'Akzeptanz vun der Entwécklungspolitik. Et ass net gutt, well mir maachen hei wéi wa 60% oder 70% an eenzelne Länner vun der aktiver Bevölkerung iwwerhaapt net géifen existéieren. A wa mer wëllen hunn, dass déi Länner duerch Handel méi räich ginn a sech och selwer kënnen ernähren, da muss op deem dote Punkt ganz massiv emgeduecht ginn.

Ganz massiv emgeduecht ginn: Dat misst am Fong mat gehollef ginn duerch d'Matwierke vun der Organisation internationale du travail. Or, déi ass an deem Comité d'accompagnement, deen d'Négociatiounen am Kader vun der Organisation mondiale du commerce begleet, net present. Present sinn do d'CNUCED; dat ass e Gremium, deen haaptsächlech theoretiséiert. Present ass d'Weltbank; dat ass ee Gremium, dee Kreditter huet, an zwar ganz massiv Kreditter, fir ze verléinen. A present ass och de Fonds monétaire international, dee sech mat der Weltbank zesummen an den 80er Joren awer ganz massiv am Kader vum Washingtoner Konsensus versénnegt huet vis-à-vis vun den Entwécklungslänner.

D'Resultat war, dass d'Entwécklungslänner Geld geléint kruten. Et ass gesot ginn: „Mä Dir musst Är Regierungsfäegkeet verbesseren, an da wäert Der emol gesinn, wann Dir équilibréiert Statsfinanzen hutt, wéi flott dass dat bei lech virugeet.“

Wat ass geschitt? Déi Sue sinn zwar duerch d'Statskeesen an deene Länner transitéiert, si ginn och an dem Stat nach virun op der Débitslëscht opgefouert a virgefouert. An et ass eng grouss Diskussioun entfacht, vu dass jo déi meescht Gelder, déi do geléint goufen, net deenen eenzelne Länner, also den designéierten Empfänger zegutt koumen, dass een do misst am Fong vun der Scholdenannullatioun ofgesinn, well se hiren Zweck net erfüllt hunn.

Et kann een d'Fro och anescht stellen! Et kann een ee forcéieren eppes zrëckzebeziehen, wat hien iwwerhaapt net kritt huet. A si bezuelen et zrëck, entweder op déi eng Manéier, dass se d'Geld opbréngen iwwert

d'Leeschungen, déi am Land selwer opbruecht ginn, oder si ginn zrëckbezuelt duerch nach vill méi en héije Präis, dass heescht, dass Suen hannen a vir feelen, fir d'Secteurs sociaux de base ze entwéckelen: d'Schoulen, d'Spideeler, d'Grondgesondheetsversuergung. Déi zwou Dimensionen do hunn de Washingtoner Konsens an deene leschte 25 Joer uitgemaach.

D'Kohärenz vun de Politiken heescht also och, emol kucken: Wéi kann een dann den Handel ukuerbelen?

An d'OIT mat hiren Experten ass der Meenung, dass een nëmme just kann um Weltmarkt bestoen, wann ee sech permanent adaptéiert. Permanent Adaptatioun setzt viraus, dass een ëmmer erëm nei Weeër geet an de Betriber oder an deenen Entitéiten, déi exportéieren, an ëmmer erëm nei Weeër goen an deene Betriber, déi exportéieren, bedéngt, dass d'Produktionsprozesser permanent emgestallt ginn, mat dem Risiko, dass een och emol eng Kéier ka bäilafen an eventuell seng Produiten net lassgëtt. Well déi Produkté gi jo bezuelt op Marchéen, déi solvabel sinn. Dat ass eng Vérité de La Palice.

An déi Marchéen, déi solvabel sinn, dass sinn zum Beispill Marché wéi eis, wou mer ganz kriddlech Konsumenten hunn, déi hire Goût an hir Konsumgewunnechten all gudde Broutdag änneren. A fir deen dote Risiko ze packen, misst een och iergendeppes hunn, fir de Risiko ofzefiederer. D'Kohärenz vun de Politike bedeit also och, dass een dorunner denkt. Do gétt et awer näischt, fir de Risiko ofzefiederer.

Do bräicht een zum Beispill e Minimum vu Sécurité sociale. Ee Minimum vu Sécherheet, deen d'Leit géif opfänken, wa se hir Aarbecht verléieren an deene Betriber. Dat gétt et awer alles net do.

Da muss ech mech nach eng Kéier froen: Firwat gétt dann d'OIT, d'Organisation internationale du Travail, déi am Fong d'Vocatioun hätt, fir Mindestsozialstandarden ze imposéieren a sech och mat deenen dote Froen ofzeginn, firwat gétt déi net habilitéiert, fir hir Expérience an deen dote Gremium, dee soll d'Négociatiounen am Weltmarkt begleeden, anzubréngen?

Dat ass en Nonsense, dass se e Contretemps, dee mer net kënnen akzeptéieren, a mir brauchen net vu gudder Regierungsfäegkeet ze schwätzen, wa mer um Weltplang, wou mer Responsabilitéiten hunn, dass do emol net duerchkréien.

Wa mer elo vu Gouvernance schwätzen, wëll ech de Jacques Attali emol kuerz zitieren, dee gesot huet, jo am Fong bräichte mir eng Weltregierung. Dat ass richtig! An déi Weltregierung, déi hie sech virstellt, déi gesäit folgendermoossen aus: eng Fusioun tëschent dem G8 an dem Conseil de Sécurité.

Elo gesi mer jo awer, wat de G8 an de Conseil de Sécurité am Darfur fäerdeg bréngen. Am Darfur, do kann ee sech eng Partie Adjektiver afale loosser, fir d'Situatioun do ze charakteriséieren. Ech wëll emol kleng ufänken: Déi Situatioun ass franchise dégueulasse! An elo ass deen Ausdrock nach vill ze vill schwach, fir dat auszedrücken, wat mer alleguer emfannen, wa mer iwwert den Darfur schwätzen.

Do gi Leit einfach wehrlos arabesche Reidermilizen ënner anerem ausgeléiwert, déi mat der Complicitéit vu Khartoum do e ganz Vollek iwwerrennen, ethnesch Säuberunge virbereeden, an dat virun der allgemenger Indifferenz vun der Weltöffentlichkeet!

Et soll kee soen, e wéisst net, an et soll och kee kommen an eis soen, mir bräichten do e Système d'alerte oder de préalerte! Mir wëssen, wat do passéiert. Mir wëssen, dass Fraen do violéiert ginn. Mir wëssen, dass refuséiert gétt, fir Couloirs humanitaires do ze autoriséieren; a mir wëssen, dass d'Regierung vu Khartoum, déi nu wierklech awer aus ganz Gelungene besteet - an ech hat eng Kéier den Ausseminister begéint, wéi ech nach an der Regierung war -, dass déi awer och sech kënnen déi allgemeng Indifferenz do leeschten, well se mat der Complicitéit kënnen vu mindestens zwee Länner aus dem Conseil de Sécurité, an engem, wat am G8 ass, rechnen.

Wann een elo mat deem bevölkerungsräichsten, gréissten Land schwätzt, mat China zum Beispill, an et schwätzt ee se dorobber un, da kritt een esou eppes ze héieren, esou e puer Banalitéiten ronderëm d'Fro: „Mengt Dir net, mir sellen awer un engem System viru festhalen, wou mer d'égal à égal traitéieren?“ - Dat heescht, et geschitt nëmme just eppes am Darfur, wann d'Regierung vu Khartoum, der Haaptstad vum Sudan, domat d'accord ass.

Dat heescht am Kloertext, wann déi net domat d'accord ass, ka viru violéiert ginn,

kënnen virun ethnesch Säuberunge praktizéiert ginn, a ka sech virun eppes entwéckelen, wat iergendwou unzesiedelen ass tëschent ethnesche Säuberungen a Génocide.

Esou hu mer eis schonn eng Kéier am Ruanda blaméiert, wou et och net u Cellules d'alerte an de préalerte gefeelt huet, mä wou et einfach un Handlungswëllen an Handlungsfäegkeet gehapert huet.

Conseil de Sécurité a G8, wat bréngt se da fäerdeg? Am Conseil de Sécurité muss een d'Eestëmmegkeet hunn tëschent de Membere, déi de Conseil de Sécurité permanent besetzen; dass heescht, et muss een den Accord hu vu China an et muss een och den Accord hu vu Russland, fir Khartoum mat Sanktiounen ze dreeën an déi dann och à la fin du compte duerchzezéien.

Dat wier awer dat Mindest, wat ee misst kënnen maachen!

Da luewen ech mer awer - wa mer schonn ëmmer den Afrikaner Lektione ginn iwwert d'Regierungsfäegkeet - dat, wat si an hir Charta vun de Grondprinzipien vun der Afrikanescher Unioun erageschriwwen hunn. Do steet Folgendes: Si hunn dem Principe vun der Non-ingérence ofgeschwuer a si hunn en ersat duerch de Principe vun der Non-indifférence.

Elo kann ee soen, d'Afrikanescher Unioun, déi jo zum Deel en charge war vun der Gestéioun vun Konflikt am Darfur, déi och mat hiren Truppen do present war, huet versot. Där Meenung kann ee sinn. Mä et kann een awer och soen, op déi aner Manéier: Si sinn nach net prett, fir dat do alles ze assuméieren. Si packen dat nach net alles, mä ëmmerhi muss een hinnen awer politesch zegutthalen, dass se éischer viru kuerzem nach de Courage haten, fir un d'Spëtzt vun der Union africaine keen aus dem Sudan ze nennen. Si hunn dat refuséiert. Dat ass fir Afrikaner net evident, fir géint ee vun hinnen ze goen.

An zweetens ass den institutionellen Opbau, dee Chantier, deen et zu Addis Abeba gétt an deen zum Deel mat europäescher Hëllef konnt bis elo op dee Stand bruecht ginn, awer en Hoffnungsschimmer, dee mer menger Meenung no net dierfen enttäuschen.

Darfur - ech mengen, mir sinn alleguer dépasséiert vun den Evénementen. Mir kënnen elo hei ganz vill schwätzen: Wa China a Russland hir Verantwortung do net iwwerhuelen, da sinn déi aner - jiddefalls, wa se wëllen alles, wat se maachen, en conformité mam Droit international maachen - ganz schlecht drun.

Ech mengen, mir missten déi do Situatioun transzendéieren. Mech erënnert déi do Situatioun nach ëmmer méi un dat, wat a Bosnien-Herzegowina war, wou engersäits och Leit waren, déi relativ gutt équipéiert waren an déi konnt mat der Hëllef vu Belgrad hiren Unflug weiderdriewen - fir et emol ganz geléind auszedrücken -, an op där anerer Säit waren deene wehrlos Leit ausgeléiwert, déi soss näischt haten, fir sech ze wieren, wéi hir plakeg Hänne.

Soulaang wéi dee Problem net geléist ass, si mer eis an eiser Approche, fir d'Problemer vun deser Welt - an déi international Diszipliné viraussetzend - ze léisen, net gerecht ginn.

Ech wëll ofschléissen, Här President, mat e puer Iwwerleeungen iwwer eng Partie Phénomene, déi eis beschäftegen an déi och ëmmer erëm am Zesammenhang mat der Kooperatioun genannt ginn.

Ech sinn der Meenung, dass eng gutt Kooperatiounspolitik eis kann hëllefen, d'Immigration illégale ze reduzéieren. Ech sinn awer och der Meenung, dass mer eis nach musse länger Zäit iwwert d'Immigration illégale ënnerhalen, fir ze wëssen, wat mer wierklech domat mengen.

Ech war viru kuerzem op enger Tagung, do ass och Rieds gaangen iwwert deen dote Phénomene, an den Exposé iwwert d'Migratioun ass ugaang mat der Projektioun vun enger Kaart, déi de westlechen Deel vun Afrika am Mëttelpunkt hat an déi eropgaangen ass bis Südeuropa, an do sinn da vum Senegal, vun Togo, vu Mali, vu Mauretanien eng Partie Fléch laanscht d'Kanaresch Inseln gaangen, fir da bei Spuenien a Portugal an Italien unzokommen.

Dunn huet de Conférencier gesot: „Wat ass dat do Ärer Meenung no?“ De ganze Sall huet gesot: „Dat do ass d'Kaart vun der illegaler Immigratioun.“ „Neen“, huet hie gesot, „dat do ass d'Kaart vun der illegaler Féscherei, déi europäesch Entrepreneuren als Richesse laanscht d'afrikanescher Küst pilléieren.“ Sou séier kéint ee sech emol iren, wann een d'Sachen nëmme ganz eesäitig ugeet. Am Fong eng flott Manéier fir e Cliché zum Platzen ze bréngen.

Illegal Immigratioun. Mir gesi just dat wat bei eis kënn't, an ech mengen et wär e schlechte Mobile fir Entwécklungspolitik ze maachen, wa mer et nëmme just géife mat der Angscht virubréngen. Ech mengen et gétt och eng Responsabilitéit, déi fonctionnéiere muss, wann d'Angscht net present ass. A mir wäere ganz gutt beroden, wa mer och emol géife kucken: Wat ass d'Mobilitéit an där Regioun?

Déi gréisste Migratiounen sinn an der Regioun selwer. 90% vun de Migratiounen a Westafrika sinn an deene Länner selwer, an do komme mer op e Punkt, deen och muss am Kader vun enger kohärenter Approche ganz ferm weiderentwéckelt ginn, dass ass deen vum der Coopération transfrontalière an och vun der Coopération régionale.

An ech mengen och am Kader vun der Kohärenz ass et gutt, dass Effort gemaach ginn, souwuel vun der Kommissioun zu Bréssel wéi och vun deene 27 Memberstaaten, fir ze kucken: Wou ass jiddferengem seng Plaz? Ech mengen, dass der Europäescher Kommissioun hir Plaz déi ass, fir déi regional Projete haaptsächlech ze förderen, och finanziell ze förderen, well déi deene meeschte Länner, net nëmme deene klengen, mä souguer deene groussen, eng Nummer ze grouss sinn. Do kann een och d'Complémentaritéit förderen, andeems dass ee méi Synergieeffekte sicht tëschent deenen eenzelnen Acteuren, an ech mengen dass ass op enger gudder Schinn.

Ech wollt ophalen, Här President, mat der Fro, ob mer sollen den Appui budgétaire förderen oder net. Ech soen lech och direkt: Wéi ech nach selwer en charge war vum Département, war ech terribel reservéiert. Wéi ech aacht Deeg aus der Regierung eraus war, hunn ech dat schonn anescht gesinn. Dass ass normal. Wann een an der Regierung sétt an et weess een, dass ee riskéiert, eng Pann an engem gewëssenen Domän ze kréien, dann ass een natierlech extrem virsiichteg, an et ass een och wann eng Pann passéiert wahrscheinlech deen Eenzegen, dee fir déi Pann geruedstoe muss.

Appui budgétaire ass am Fong soss näischt wéi e Wiessel an der Method fir Geld an der Entwécklungspolitik auszeginn. Déi klasesch Method ass fir Projete a Programmer ze finanzéieren an et léisst een den Domm esou laang drop op de Sue bis een eng Géigeleeschtung am Pays récipiendaire gesäit.

Mir hunn ëmmer méi oft Argumenter zerwéiert kritt - an den aktuelle Minister nach vill méi oft wéi ech -, déi dorop hiweisen: Loosse mer mat där kolonialer Approche do ophalen an den Appui budgétaire praktizéieren, dass heescht d'Suen transitéiere loosser duerch d'Keese vum Empfängerland. Dass ass séier gesot an och gutt gesot, besonnesch wann et e Land ass, wat mustergültig ass. Mä déi meescht Länner, déi mustergültig fonctionnéieren, déi brauchen eiser net méi. Déi brauche keng Entwécklungshëllef méi.

Elo kënn't ee vläicht zaghaft ufänken an eenzelne Beräicher dass emol ze maachen. Wann een dat mécht, hätt ech och gär - an dat wollt ech lech och ofréieren, an dass ass keng Ubidderung -, dass mer de Risiko gemeinsam erkennen an och de Risiko gemeinsam akzeptéieren. Et geet net, dass dann een eleng mat deem Risiko muss auskommen. Ech weess, dass den Drock vun der Kommissioun grouss ass, an et gehéiert praktesch zum Credo vum Louis Michel, dass een op deen dote Wee soll goen.

Et gétt munches wat dofir schwätzt, mä an där dote Fro, wann een dat do wëllt maachen, mat deem Risiko, deen dat implizéiert, dierf een net fundamentalisteschen an der Kontroll sinn an dann et op eng Partie Mikado ukomme loosser, dass deen Éischten, dee wibbelt, eliminéiert gétt. Esou dierf et dann net sinn!

Loosse mer dann déi Risikokultur emol eng Kéier duerchdiskutéieren an da kucken, ob mer dat dote kënnen festhalen. Ech sinn extrem reservéiert an deem Domän. Et ass vläicht ee Land an Afrika, wou et fonctionnéiert, dass ass am Mosambik, deen et fäerdeg bruecht huet, och d'Procédure de déboursement vun deene 15 gréissten Donateuren iwwer ee Reech ze zéien, au point dass och d'Weltbank esou impressionnéiert war - si kann och emol heiansdo eppes Guddes maachen -, dass déi sech deene 15 Bayeurs de fonds do alignéiert huet.

Här President, ech wollt lech dass soe fir ze weisen, dass, och wann een aus den Affären eraus ass, een awer ëmmer nach der Meenung ass, dass mer et hei mat engem komplexen, awer engem ganz flotten Domän ze dinn hunn. An ech fannen et och flott, dass d'Chamber deen doten Effort viru ënnerstëtzt mat all deene Parteien, déi hei ver-

truede sinn, an datt mer et och vläicht - ech hat mer virgeholl ni iwwer Education ze schwätzen - an de Schoule fäerdeg bréngt géifen a soe géifen: Dat do maache mer wéinst der Dignité humaine, a mir mussen net bei all Frang oder bei all Euro, dee mer erausginn, all Kéiers erklären, wou eisen Intérêt ass. Dann hätte mer wierklech och do e Fortschritt gemaach.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, mir sinn hei op engem Gebitt, wou et an dëser Chamber e grouse Konsens gëtt. Mir sinn net hei op engem Gebitt, wou et Konflikter tëschent Majoritéit an Opposition gëtt; an deene leschte Joren eigentlech ni, egal wien och deen Departement vun der Entwécklungshëllef hat.

Et gëtt och e relativ grouse politesche Konsens an der Bevëlkerung zu Lëtzebuerg. Ech weess net, ob et prezis Sondagë gëtt, mä ech mengen, wann ee gesäit wéi d'Leit reagéieren wann dorëmmer an der Welt eppes geschitt, gëtt et de Konsens fir deenen Aarmen ze hëllefen, fir d'Aarmut ze eradiquéieren, fir bei Katastrophen anzegräifen, fir ze verlaangen, dass d'Europäesch Unioun oder d'Weltgemeinschaft am Darfur agräift an och d'Objectifs vum Millénaire verfollegt ginn. Dat ass erfreesch.

Ech hu mat Interessi gesinn, dass den Här Minister sech op Afrika konzentréiert huet. Dat ass ze erklären, well effektiv am Joer 2005 een Aarmen op dräi an Afrika war, a wa mer näischt Definitives maachen, hu mer an zéng Joer een Aarmen op zwee an der Welt, déi an Afrika sinn.

Afrika ass ganz bestëmmt e Laboratoire par excellence, wou d'Afrikaner selwer och mussen hir endogène Entwécklung an de Grëff huelen, mä ech mengen, an do kommen ech dann op deen allgemenge Konsens zréck vun deem ech am Ufank geschwat hunn: Déi Reformen, déi d'Afrikaner selwer musse maachen, déi hänke vun ons of, vläicht net esou séier reng materiell, mä an engem héije Grad politesch.

Déi entwéckelt Natiounen, zu deene mir selbstverständlech gehéieren, well mir och e relativ räich Land sinn, déi si responsabel fir d'Governance dobaussen. Ech schwätzen hei net vu Gouvernemen mondial, mä fir d'Governance an Europa an och um Plang vun der Welt. Déi Gouvernance, déi sécher ongenügend ass, well déi grouss international Institutionen ze vill oft utiliséiert gi fir Interessi vum groussen Natiounen ze verfollegen.

Wann zum Beispill an der Banque mondiale en Amerikaner zum ieweschten Chef gëtt, dann huet dat och eng politesche Konnotation an e politeschen Hannergrond. Et kéint ee gradesou gutt en Afrikaner dohinner un d'Spëtzt setzen an dann hätt ee wahrscheinlech en anert politescht Zeeche gesat.

Et gëtt sech och oft géint d'Ingérence a Länner opposéiert aus Ursachen, déi näischt mat der Entwécklung ze dinn hunn. An d'Europäesch Unioun, besonnesch och an hirer afrikanescher Politik, gëtt nach ëmmer determinéiert duerch Länner, déi kolonial Interessen hunn an eng kolonial Vergaangenheet, ob dat d'Fransousen, d'Engländer a souguer vläicht och nach heiansdo d'Belsch sinn.

Dofir ass et um europäeschen an um Weltplang net esou konfliktfräi wéi dat eventuell zu Lëtzebuerg ausgesäit. An dat kënnen mir als Lëtzebuurger ganz kloer soen: Mir hu jo eigentlech net déi Interessen an der Welt wéi aner grouss Natiounen.

Déi Lëtzebuurger Kooperatioun huet vill Suen zur Verfügung. Mir wëssen, dass mer 2007 ongeféier 0,9% vum Revenu national brut zur Verfügung hunn, fir eng multilateral Hëllef, fir eng bilateral Hëllef an och fir den ONGen, déi op deem Terrain vun der Entwécklungspolitik tätég sinn, ze hëllefen.

Et huet sech jo och am Laf vun de Joren eng Doktrin vun der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik dégageiert en Equilibre ze kréien tëschent deene verschiddenen Hëllefsmethoden, an dann och eng Continuitéit doranner, fir dass déi Hëllef, déi mer ginn, déi Entwécklungshëllef, och effektiv eppes bougéieren deet.

Et ass sech ëmmer méi op Pays cibles limitéiert ginn, a mir héieren, wa mer déi „Peer Review“ vun der OCDE kucken, dass insitéiert gëtt, dass déi Pays cibles sollen nach méi reduzéiert ginn. An et gëtt sech och natierlech limitéiert op d'Secteur vum Waasser, vun der Gesondheet, vun der Formation, fir eben effektiv elo Resultater ze kréien.

Et ass sécher och, dass een déi Doktrin do andauernd muss hannerfroen. Mä Virriedner, de Charles Goerens, huet zum Schluss vu senger Interventioun iwwert déi Aide budgétaire geschwat, wou hie selwer als een Tenant vun där Doktrin vun der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik geännert huet. Déi Kontakter, déi mer an der leschter Zäit hate mam Louis Michel hei an dësem Haus oder och zu Bréssel bei onser Visite an der Kommissioun mam Här Rosa vum Cabinet Michel, plus och dee Seminär, deen zu Bréssel war, wou och deen een oder anere Parlementaire war, dass déi d'Perceptioun vun der Aide budgétaire bei ons geännert hunn. Mir sinn also och gefuerdert, ons selwer andauernd mat där Doktrin ze befaassen an ze kucken ze evoluéieren.

Mir hunn an där Entwécklungspolitik, déi mer ugefaangen hu säit enger Partie Joren a wou mer wëllen op deen 1% vun onsem Revenu national brut kommen, eng virrangeg Aufgab: net esou séier ëmmer méi Suen ze kréien - dofir sinn ech och mam Charles Goerens d'accord, dass et net onbedéngt elo op ee Joer ugeet, ob mer op deen 1% ukommen -, mä dass et méi wichteg oder vläicht gradesou wichteg ass, fir dass mer dat, wat mer mat deene Sue maachen, iwwerdenken, andauernd hannerfroen, fir eben déi beschtméiglech Resultater ze kréien, a virun allem och, fir mat deenen Entwécklungen, déi dobausséi stattfannen, an deenen Initiativen, déi vun aneren Donateurë kommen, am Gläichklang ze sinn, fir méiglech konvergent Resultater ze kréien.

Ech wëll och nach hei soen, dass ech natierlech dem Minister seng Ried interessant fonnt hunn, well hie sech op zwee Theme konzentréiert huet: d'Accords de partenariat économique, op déi de Marc Angel wäert zréckkommen, an och de Problem vun der Gouvernance. Ech wëll och soen, dass mer beim Minister an onser Kommissioun ëmmer en oppent Ouer fannen, fir all Froen, déi mer hunn.

Dir wësst jo och, dass d'Chamber invitéiert gëtt bei deene Visiten, déi an deem engen oder deem anere Pays cible vun der Regierung organiséiert ginn, matzemaachen. A mir si jo och säit leschtem Joer derbäi wann déi Assises de la coopération am September stattfannen. Ee Wuert dozou.

Et wär wichteg, dass mer deen Ordre du jour an och d'Ausrichtung vun deenen Assisë géifen zesumme preparéieren a mat deene Leit vum Terrain a mat den ONGen zesumme schwätzen; dass mer also eng Aussprooch virdrun an der Chamberskommissioun hu mam Minister a mat senger Leit, fir ze kucken a wéi eng Richtung dass hie wëllt goen a vläicht och vun onser Säit en Input ze maachen.

Ech wëll och nach eppes soen iwwert déi Visiten am Ausland. Ech hunn dat vu Kollege gehéiert, déi matgaange sinn. Ech war selwer bei enger Visite derbäi ënnert der vieregter Regierung. Ech menge schon, dass d'Deputéierten net nëmme matginn, fir Tourismus do ze maachen. D'Deputéierte gi mat, well se bei där Politik interesséiert sinn a well se bei där Politik och wëlle mat schwätzen.

Dofir mengen ech schon, dass et wichteg wär, dass een, mat allem Respekt fir déi institutionell Trennung zwëschen Exekutiv a Legislativ, och während deene Visiten déi Deputéierten u politesche Gespréicher soll mat deelhuele loosse, déi an deene Länner och mat de Responsabele vun do gefouert ginn, well dat jo wichteg ass, och fir d'Reaktiounen vun deene politesch Responsabele an deene Länner ze erkennen.

Mir hunn all Joers dësen Débat hei, deen eben déi Attentioun suscitéiert wéi mer dat gesinn. Ech menge schon, dass ee sech misst iwwerleeën, ob een net an der Kommissioun vläicht méi oft prezis Projete an d'Evaluatioun vun esou prezise Projete soll duerchhuelen. Mir sinn, wéi Der wësst, eng Kommissioun, déi ganz regelméisseg schafft: eemol an der Woch oder och zweemol wann et muss sinn. Also, mir stinn zur Verfügung och vun der Regierung a vun deene Leit, déi um Terrain schaffen, fir hir Experienze matzediskutéieren an och eventuell ze hëllefen déi Evaluatiounen ze verstoen, déi gemaach ginn.

Déi Interaktioun zwëschent der Chamber an der Regierung respektiv och der Verwaltung respektiv och deenen Acteuren um Terrain an och den ONGe ass wichteg. Ganz oft - fir iwwert d'Roll vun den ONGe just eppes ze soen - gi jo d'Problemer vun hinnen eréischt an d'Öffentlechkeet gedroen. Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, dass de Problem vun den Accords de partenariat économique ganz staark vun den ONGen thematiséiert ginn ass.

Ech erkennen och un, dass de Minister mat sengem Bréif un d'Kommissioun do e wich-

tege politeschen Akt gesat huet. Mir sinn als Chamber gefuerdert, fir ons och an dee Réseau anzeklenken, deen et ebe gëtt, fir ons an d'Entwécklungspolitik, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä och international, dranzesetzen. Ech begréissen och, dass onse Kollege Charles Goerens als President vum Club du Sahel do eng wichteg Roll um Niveau vun der OCDE spillt.

Dat alles kann ons Expertise, onse Savoir-faire hei verstärken.

Et ass eng Fro, déi bei ons an der Fraktioun diskutéiert ginn ass, wou ech weess, dass de Minister net ganz waarm dofir ass. Ech wëll dat awer trotzdeem hei soen. Wa mer ons d'Fro stellen iwwer ons Doktrin an der Entwécklungspolitik, da muss ee sech bewosst sinn, dass dat Gesetz vun 1996 an der Zilsetzung relativ allgemeng ass.

Wann een den Artikel 1 vun deem Gesetz kuckt an et liest een do d'Objektiver, déi Lëtzebuerg sech gëtt an där Entwécklungspolitik, dann ass et natierlech: d'wirtschaftlech an d'sozial nohalteg Entwécklung vun de Länner, déi Entwécklungslänner sinn, a besonnesch déi am äermste sinn; zweetens, eng harmonieus Insertioun vun deene Länner an d'Weltwirtschaft; an drëttens, de Kampf géint d'Aarmut an den Entwécklungslänner. Dat sinn dräi allgemeng grouss Objektiver. Ënnert deene kann ee sech ganz vill virstellen.

Mä et wär menger Usicht no interessant, wann ee sech emol eng Kéier géif iwwerleeën, ob een an dat Gesetz net méi prezis oder vläicht och nach aner Objektiver kéint drasetzen - mir hunn elo zum Beispill vun der Aide budgétaire geschwat -, ob een net kann op esou e Wee goen. Mä bon. Ech verstinn, dass e Minister net all gudd Broutdag wëllt e Gesetz änneren, mä et ass awer eng Fro, déi ee sech ka stellen.

Dann eng aner Fro iwwert dat, wat mer maachen. Mir hunn also eng gewëssen Zuel vun Zillänner, a mir hunn ënnert deenen Zillänner déi äermst erausgeholl. D'Fro kann ee sech stellen: Wann een a ganz aarm Länner geet, ass natierlech d'Aufgab vill méi komplizéiert, well een am Fong geholl net ëmmer déi Relais huet, déi ee bräicht.

An et kann ee sech och d'Fro stellen, ob een niewent deenen äermste Länner net och dat eent oder dat anert Schwelleland kéint huelen, fir duerch Entwécklungshëllef dann eben och do anzegräifen. Et wier interessant sech Kritären ze ginn, fir dann ze iwwerpräifen, ob d'Hëllef dohinner geet, wou se wierklech am sännvollste ka genotzt ginn.

Eng aner Fro ass déi vun de Secteuren, an deene mer dra sinn. Ech hunn et d'ëinescht gesot: Mir ginn an d'Education, mir ginn an d'Formation, an d'Gesondheet an an d'Waasser. D'Fro stellt sech, ob dat der net ze vill sinn, well dat Secteur sinn, wou och aner Länner ganz vill dra maachen, ob een net soll déi Zuel vu Secteuren nach beschränken, fir, wéi gesot, sech nach méi ze spezialiséieren, e Créneau ze fannen, mat deem mer wierklech och ons am beschte kënnen identifzéieren.

Eng aner Fro, där ee sech och eng Kéier vläicht an der Kommissioun méi no misst unhuelen, dat ass d'Koordinatioun mat anere Länner, mat aneren EU-Länner oder och mat Net-EU-Länner, déi an deeneselwechte Länner Projete duerchféieren, och an deeneselwechte Secteuren tätég sinn. Ech menge schon, do misst een no Méiglechkeete sichen, fir complémentaire zu deem ze schaffen, wat anerer maachen - net niewenteneen, mä complémentaire.

Dat kéint natierlech och eng Entlaaschung gi fir d'Regierung vun deenen Zillänner, déi jo mat ganz ville Projete konfrontéiert sinn. Mir wëssen, dass dat och ganz oft ganz grouss Zuele vu Visiteurë sinn, déi déi Saachen da kucke ginn, an dass dat och erëm eng Kéier eng Belaaschtung vun den Zillänner ass.

Eng wesentlech Fro stellt sech natierlech, wat d'Koordinatioun vun der nationaler Entwécklungshëllef vun den EU-Länner mat der EU selwer ugeet. Ech weisen drop hin, dass d'Kommissioun elo eng Kommunikatioun erausginn huet, an där se probéiert, e Code de conduite auszeschaffen. Et wier interessant vun der Regierung ze héieren, wat se vun där Entreprise hält a wéi se sech dozou stellt.

Ech mengen d'EU-Kommissioun probéiert jo, hir Memberlänner ze iwwerzeegen, méi Geld direkt iwwert d'EU-Organer ze verschaffen. Et gëtt dann argumentéiert, dass dann d'Sue gebündelt ginn, dass se méi effikass kënnen agesat ginn, a reng intellektuell ass dat also sécher richtig.

D'Fro stellt sech natierlech iwwert d'Ausrichtung vun der Politik vun der Europäescher Unioun insgesamt. An do muss een

natierlech eng Diskussioun féieren iwwert d'EU-Aussepolitik: Ass d'Aarmutsbekämpfung en Instrument oder en Objektiv a sech? Ass zum Beispill d'Entwécklungspolitik en Deel vun der Migratiounspolitik? Oder ass et en Objektiv, fir d'Aarmut ze bekämpfen, onofhängeg elo vun enger Partie politeschen Ausrichtung vun der Politik vun der Europäescher Unioun?

Mir schwätzen ëmmer driwwer, wa mer d'Afrikaner gesinn op de Kanareschen Inseln ukommen: Wat kënnen mer maachen, fir dat ze verhënnere? Mir wëllen da bei hinnen hëllefen, Entwécklung maachen, fir de jonke Leit Méiglechkeeten an hirem Land ze ginn, amplaz dass se probéieren, illegal an Europa eranzekommen.

Ass dat d'Haaptzil vun der EU-Entwécklungspolitik? Oder ass et d'Bekämpfung vun der Aarmut? Dat ass also net esou evident. Ech mengen, do misste mer och als Lëtzebuurger ons kloer artikuléieren.

Ech weess, dass während der Présidence den Entwécklungsminister, den Här Schiltz, eng ganz wichteg Roll an där Bestëmmung vun der Politik vun der Europäescher Unioun gespillt huet, och mat der Zilsetzung vun der Aarmutsbekämpfung. Nach wësse mer, dass et aner Aspekter vun der Entwécklungspolitik gëtt, déi eben aner Piste verfollegen.

Et ass och richtig, dass mer, well mer als relativ klengt Land mat engem relativ klengen Apparat net alles selwer kënnen erfannen, duerch Koordinatioun mat anere Partner probéieren, vun deenen ze léieren.

Do gëtt et jo dann déi zwee Aspekter, déi schonn hei ugeschwat gi sinn. Dat Eent ass de Codéveloppement an dat anert ass d'Aide budgétaire.

De Codéveloppement besteet jo doranner, fir bei der Entwécklungszesummenaarbecht d'Zilland seng Ressourcë besser notzen ze loosse, an dass dann déi räich Partnerlänner hëllefen, do Problemer ze léisen, fir dann direkt eben en Impakt op d'Zilland ze hunn.

Dobäi sinn dann d'Migranten eng Ressource. Eng Ressource un Aarbechtskraaft an u Kompetenz. An am Kader vum Codéveloppement gëtt jo da probéiert, déi spontan Migratioun net nëmme als e Problem ze gesinn, deen ee muss bekämpfen, mä och als eng Chance, déi ee kann notzen. An doranner besteet jo dann d'Méiglechkeet, dass d'Diaspora aus engem Land Ressourcen zréckschéckt an dass déi Ressourcen dann ebe gebraucht ginn an deem Heemechtsland, en Deel vun der Economie auszemaachen an nei Entwécklung mat sech ze bréngen.

Dee Codéveloppement erlaabt jo dann och Immigranten am Gaaschtland positiv duerstellen, ze begleeten, och Regeln anzeféieren, dass se mussen zréckgoen. Et ass éinescht vum Nancy Arendt geschwat gi vun deenen Dokter an Malawi, déi méi zahlreich an enger englescher Stad si wéi am Malawi selwer. Ech mengen, dat ass sécher inakzeptabel an dat ass relativ komplizéiert awer ze änneren, wann een net eng systematesch Politik do mécht.

D'Aide budgétaire huet sécher e grouse Problem: Dat ass dee vun der Gouvernance. Et ass ganz kloer, dass, wann ee Suen an e Land gëtt, wou déi Gouvernance net klappt - ech schwätzen net nëmme vun där politescher, ech schwätzen och vun där Manéier, wéi Sue verdeelt ginn, wéi d'Gläichheet vu Mann a Fra ass -, wann déi net klappt, dann ass et schwierig, fir Suen doranner ze ginn.

Dee Sträit, deen an der Banque mondiale entstanen ass ëm de President, ëm den Här Wolfowitz, ass net nëmme e Sträit ëm d'Lächer a senger Strémp oder iwwer seng Partnerin, mä et ass virun allem e Sträit ëm d'Fro vun der Gouvernance.

Dat heescht, d'Banque mondiale duerch den Här Wolfowitz huet jo gesot, all Land, wat net demokratiesch ass no deem Modell, wat mir als demokratiesch gesinn, kritt keng Suen oder do gëtt net gehollef. Den Här Minister huet dat a sengem Exposé jo interessant duergestallt, dass d'Gouvernance net nëmme e classeschen, e westeuropäeschen oder atlantesche Modell vun Demokratie ass, mä dass do nach ganz vill aner Saachen dra sinn. - Et ass also eng komplex Matière.

Ech mengen awer, dass et interessant wär, fir déi Aide budgétaire ze probieren an do-raus och Lektionen ze zéien.

Här President, e leschte Punkt - et ass och schon ugeschnidde ginn - ass d'Mikrofinanz, déi e gutt Instrument ass an déi eng wichteg Roll spillt, och besonnesch fir d'Emanzipatioun vun de Fraen an Afrika.

Ech wëll drop hiweisen, dass d'Fraen an Afrika extrem vill Räichtum schafen. Et kann een an där Kommunikatioun vun der Kommissioun iwwert d'Gläichheet vu Mann a Fra an der Entwécklungshëllef noliesen, wat fir en Undeel d'Fraen an Afrika an der Schaffung vu Räichtum hunn, an dass se awer eigentlech schlussendlech näischt vun hirer Aarbecht hunn. Duerfir ass d'Mikrofinanz eppes, wat sech ganz oft och un d'Frae wenn.

Ech hunn dozou eng Proposition de loi gemaach mat der Nummer 5480, fir zu Lëtzebuerg esou e Secteur vun der Mikrofinanz ze encouragéieren, fir zum Beispill iwwer eng Entlaaschtung vun der Taxe d'abonnement Instrumenter vun der Mikrofinanz ze entwéckelen. Ech hu leider bis elo nach keng Äntwert vun der Regierung kritt.

Ech menge schon, dass Lëtzebuerg do en Know-how huet. Do ass jo och scho manches geschitt. Do gëtt jo och ganz vill Sensibiliséierungsarbeiten gemaach. Wann een d'Finanzplaz wëllt systematesch doranner implizéieren, muss een och e Geste op deem Plang maachen.

Dat waren, Här President, déi puer Remarquen, déi ech zum Rapport vun 2005 an zur Ried vun Här Minister maache wollt. Nach eng Kéier: Mir si mat där Politik, déi gemaach gëtt, d'accord. Mir fannen och, dass do eng Dynamik dran ass, a mir wënschen ons als Chamber op jidde Fall, dass mer ons ganz staark och weider doranner implizéieren.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi alljährlech Debatt hei an der Chamber iwwer Lëtzebuerg an déi europäesch Kooperationspolitik an Entwécklungshëllef ass an eisen Aen eng ganz wichteg Debatt.

Et ass eng Debatt, déi leider a manche Medien net dee Stellewäert genéisst, dee se eigentlech misst hunn. Et ass nämlech eng Debatt iwwer lëtzebuergesch an europäesch Entwécklungspolitik, déi eis forcéiert, iwwer eise lokalen, nationalen a souguer europäeschen Tellerrand erauszekucken, erauszekucken iwwer den Tellerrand vun Lëtzebuerg an europäesche Wuelstandsa Konsumparadies, zum Beispill un d'Stacheldréit vu Ceuta a vu Melilla un eiser europäescher Südgrenz.

A wa mer dann een- bis zweemol am Joer och nach e weineg méi wäit iwwert dësen Tellerrand erauskucken, da blécke mer zënter 30 bis 40 Joer schon op e Mier, op en Ozean vun Aarmut, vun Hunger, vun Krankheit, vun Ennerdréckung, vun Analphabetissem a groussen Deeler net nëmme vun Afrika, mä och vu Süd- a Mëttelamerika an an Deeler vun Asien.

Ech erspueren lech hei konkret Zuelen, well ech an deene vergaangene Joren esou Zuele méi wéi eng Kéier hei schon zitieréiert hat an et näischt géif bréngen, se all Joer nach eng Kéier ze zitieren. Ech wëll och drop hiweisen, dass op eng luewenswäert Aart a Weis d'Madame Arendt ganz vill vun esou skandaléis Zuelen hei genannt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2000 hat d'international Communautéit sech an de sougenannten Objectifs du Millénaire engagéiert fir enner dréckung, vun Alphabetissem a groussen Deeler net nëmme vun Afrika, mä och vu Süd- a Mëttelamerika an an Deeler vun Asien.

Eis Skepsis begrënnt sech engersäits duerch de Bléck an den historeschen Réckspigel. Schon ufanks de 70er Joren haten

déi räich Industriestaten héich an helleg versprach, esou schnell wéi méiglech hir Entwécklungshëllef op 0,7% vum BIP an d'Luucht ze hiewen. Déi meescht bleiwen awer haut, méi wéi 30 Joer duerno, nach ganz wäit dovunner ewech, an elo soll dann zumindest d'Europäesch Unioun bis 2015 versichen - dat ass also nach an aacht Joer - endlech un déi berühmten 0,7% erunzelen. Dat wier dann am Joer 2015, méi wéi 40 Joer no deenen urspréngleche Promessen, woubäi aner Industriemächten, wéi d'USA, Japan an esou virun, och dann nach wäerte ganz wäit dovunner ewechbleiwen.

Eis Skepsis, ob et geléngt bis 2015 d'Objektiver vum Millénaire ze erreechen, zum Beispill d'Aarmut ze halbieren, baséiert awer och op enger Rei vun anere Facteuren, vun Ursachen a vu Konstellatiounen, déi net direkt mat der Entwécklungshëllef selwer ze dinn hunn, mä déi souguer awer enger eegestänneger Entwécklung vun Afrika oder vun aneren Entwécklungslänner a -regiounen carrément och entgéintstinn.

Här Minister, Dir hat d'lescht Joer bei Ärer Ried, an och dëst Joer erëm, als Ursache vu Réckstännegkeet an Aarmut an Afrika - well Der lech jo op Afrika konzentriert - haaptsächlech op d'europäesch Kolonialherrschaft an d'Sklaverei an d'Folgen dovunner higewisen. Dat ass natierlech historesch gesi richtig, mä et ass bei Wäitem net déi eenzeg Ursach an och net den Haaptgrond an eisen Aen.

Dir hutt an Ärer Ried vu gëschter elo nach eng Kéier dorobber higewisen, mä och op déi néfaste Roll vun den europäeschen Agrarexportsubventiounen op de Weltmärchen an zum Beispill an afrikanesch Länner wéi dem Senegal oder aner Länner. Dës Kritik ass natierlech och richtig, mä si betrëfft eng skandaléis EU-Politik, déi awer vun alle Regierungen an Europa an deene vergaangene Joren a Jorzéngte komplett ennerstëtzt gouf an déi bis mindestens 2012 nach soll weidergoen.

Dat sinn also nach véier Joer, an eventuell souguer nach duerno, well et jo zu Hongkong am Dezember 2005 bei den OMC-Verhandlungen iwwert de Welthandel net zu enger Eenegkeet koum an dofir en Zréckféieren op null vun deenen EU-Exportsubventiounen erëm a Fro gestallt ass. - Dir hutt dat jo och selwer an Ärer Ried gesot.

Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, als Gréng zwiwele mir net un Ärem gudden Wëllen oder un Ärer Kompetenz. Mir ennerstëtze selbstverständlech Äert Zil fir quantitativ esou schnell wéi méiglech op 1% vum BIP fir déi Lëtzebuerg Entwécklungshëllef ze kommen. Mir deelen och Är Préoccupatiounen vu Qualitéit, Effikasitéit a Kontroll vun der Entwécklungspolitik.

Do, wou mir zum Deel eng aner, méi eng wäitgehend, ech mengen och méi eng kohärent Vue mengen ze hunn a Saache Kooperatioun an Entwécklungspolitik, dat ass bei der Analys vun all den aktuelle Grënn vu wirtschaftlecher Stagnatioun, vun Ennerentwécklung an Aarmut an Afrika an insgesamt am Tiers-Monde. An där gëtt et der méi wéi déi, déi Dir genannt hutt, an och méi gewichteger zum Deel.

A mir mengen, dass all déi Grënn misste benannt ginn, an dat och all déi Grënn missten attackéiert ginn, dass se missten ugaange ginn, fir se ze veränneren.

Et ass nämlech net nëmme d'Geschicht vun der europäescher Kolonialherrschaft an et sinn och net nëmme déi europäesch Exportsubventiounen oder déi amerikanesch Exportsubventiounen un Agrarmarché, déi d'Problemer vun haut ausmaachen. Et gëtt nach vill aner heiteg aktuell Ursachen, déi Der weder d'lescht Joer nach dëst Joer genannt hutt an déi ech dofir awer wëll benennen, well ech mengen, dass et déi och sinn, déi eng effikass Entwécklungshëllef verhënnere, déi verhënnere, dass déi aarm afrikanesch oder aner Entwécklungslänner de Wee aus der Aarmut kënnen fannen.

A wann un deene méi globalen, un deenen aneren Ursachen, op déi ech elo gläich ze schwätze kommen, näischt wäert geännert ginn, dann hëlleft och déi beschten Entwécklungshëllef an eisen Aen nëmme ganz weineg. Da bleift se nach ëmmer noutwendeg, mä si hëlleft dann net fir d'Situatioun global ze veränneren.

Déi aner Ursachen... Dat sinn iwwerens Ursachen op déi net eleng déi Gréng zënter Joren agaange sinn, mä och praktesch sämtlech international ONGen op Weltplang an iwwerens och déi meeschte Politiker oder op jidde Fall ganz vill Politiker, net nëmme aus Afrika, mä och aus deenen anere Länner aus dem Tiers-Monde: aus Süd- a Mëttelamerika an esou virun, Politiker mat deenen ee jo bei internationale Konferenzen, där vun Doha oder där vu Cancún, konnt doriwwer schwätzen.

Niewent dem Passé colonial an den aktuellen Agrarexportsubventiounen ass et zum Beispill och de laangjährege Verfall vun de Präisser fir Rohstoffe an Agrarproduit vum de Länner vum Süden op de kapitalistesch dominierte Bourgeois vun New York a London - an dat net nëmme fir Kaffi, fir Kakao oder Zocker -, wouduerch all Tiers-Monde-s-Länner jorelaang, an dat scho ganz laang, gravierend Recettenaboussen haten.

Et sinn och déi néfaste Konsequenze vun enger onmoralescher Kreditverschuldungsan Zenspolitik, déi d'Tiers-Monde-s-Länner zënter 20 Joer stranguléieren a wou heefeg d'Zenslaascht, déi se mussen all Joer bezuelen, méi héich ass wéi déi ganz Entwécklungshëllef, déi munch aarm Länner dann aus dem Weste kréien. Aneschters ausgedréckt: Öffentlech Steiergelder aus éierleche Motiver eraus hei bei eis fir Entwécklungshëllef - a mir ennerstëtzen dat bekanntlech total -, mä emgekéiert onmoralesch Profiter fir international Bankespekulanten a Groussaktionären.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Als Gréng si mer der Meenung, dass ouni eng konsequent a méi schnell Entscholdungspolitik am Intérêt vum Tiers-Monde et kaum eng eegestänneg positiv Entwécklung an deene Länner ka ginn, quitte dass een natierlech esou wäitgehend Entscholdungsprogrammer mat enger Rei vu positiver Konditiounen wéi där vun enger gudder Gouvernance zum Beispill oder mat enger nohalteger Entwécklung muss kombinéieren a se muss domadder verbannen.

Néfaste waren a bleiwen deelweis och d'Konsequenze vun enger Partie vu sougenannte Strukturpassungsprogrammer, déi den Tiers-Monde-s-Länner vun der Weltbank an dem Internationale Währungsfonds zënter 15 bis 20 Joer diktéiert goufen, wann déi aarm Länner un nei Kreditter komme wollten. Déi international Institutiounen, wou jo awer Europa och Verantwortung matdréit, hu bis viru kuerzem nach d'Regierung vun deene Länner dozou gezwongen, hir Marché fir auslännesch Firmen opzemaachen, op Käschte vun hiren eegenen, meescht vill ze vill schwache Betriber, déi jo do ruinéiert goufen.

An do gëtt et vill Beispiller, souwuel a Südamerika, Peru an esou Länner, Bolivien, wéi och zum Beispill an afrikanesche Länner, well déi Länner gezwonge gi sinn, enner de Prämissé vum Internationale Währungsfonds an der Weltbank, wichteg Infrastrukturen, wéi zum Beispill Transportinfrastrukturen, Eisebunn, Energie- oder Waasserversuergung ze privatiséieren, mat meeschtens gravierende soziale Konsequenze grad fir déi Äermste vun deenen Aarmen. Just zwee, dräi Stéchwierder: d'Waasserversuergung a Bolivien, d'Eisebunn an Senegal oder am Mali, wou d'Privatisierung zu konkreten, ganz wäit gehende soziale Verschlechterung gefouert huet.

Zu den negative Konsequenze vun esou Internationale Währungsfonds-Strukturpassungsprogrammer huet zum Beispill och gehéiert, dass an öffentleche Verwaltungen oder Servicer - Verwaltung, Educatioun, Santé - huet misse Personal agespuert ginn, wat et jo awer Regierunge vun esou aarme Länner net grad méi einfach mécht, fir eng gutt Gouvernance oder fir effikass Gestioune kënnen ze garantéieren. An dat hätte mer jo awer gären.

Dir Dammen an Dir Hären, niewent deenen dote Saachen alleguerten, déi ech opgezielt hunn, gëtt et awer och nach eng Politik - a besonnesch an deene leschte Joren -, eng Wirtschafts- an Handelspolitik vun den USA, vu Japan, vun der EU, neierdängs och vu China oder vun Indien a Saache Liberalisierung vun Welthandel, déi alles anescht ass wéi eng edel Politik. Déi ass alles aneschters wéi eng solidaresch Politik. Et ass ugaange mam „Uruguay Round“. Et ass virugaangen enner dem Regime vun der OMC, an et gëtt jo haut nach ganz hefteg dorëmmer gestriden.

Geschwat gouf zum Beispill zu Doha an duerno och vun enger sougenannter Doha-Entwécklungsrund zu Gonschte vun enger positiver, avantagéiser Integratioun vun de Länner vum Tiers-Monde an dem Welthandel, fir et hinnen ze erméiglechen, endlech op eege Féiss ze kommen.

D'Wierklechkeet zënterhier - zënter där Doha-Ronn - gesät leider vill manner solidaresch aus, wéi dat den Dréttwëllänner vun europäeschen Ennerhändler wéi den Häre Lamy oder Mandelson oder hiren amerikaneschen oder japaneschen Kollege bei deene Verhandlung vum der OMC ëmmer erëm versprach gi war.

Iwwert d'progressiv Accorden zum Fräihandel, virun allem esou Accordé wéi TRIPS - oder ADPIC op Franséisch - oder GATS -

AGCS op Franséisch - ass et den Ennerhändler vun de räichen Industriestaten zënter zéng Joer virun allem dorëms gaangen, d'Marché vum den Tiers-Monde-s-Länner opzemaachen, se ze liberaliséieren, ze privatiséieren an ze brevetéieren am Intérêt vu westleche grouse Firmen, déi do wëlle profitabel expandéieren. A bekanntlech ass et hinne jo och gelongen, dës Handelsprinzipie wäitgehend och eranzebréngen an d'Accordé vu Cotonou.

Här Minister, all dës opgezielte Facteure maachen an eisen Aen, dass d'Situatioun vun Afrika a vu villen aneren Tiers-Monde-s-Länner haut esou desastréis ass, wéi se eben ass.

Wat an de kommende Joren a Jorzéngten nach riskéiert derbäizekommen, dass sinn zwee weider Facteuren, déi hirersäits och gravierend Konsequenze riskéieren ze kréien; an nach wäit vill méi gravierend Konsequenzen.

Dat Eent, dass de Kampf vun den Industrienatiounen a vun de sougenannte Pays émergents - wéi Indien, China an esou virun - em déi leschte Pétrols- a Rohstoffreserven an Afrika. An dat riskéiert zu net weinege biergerkrichsähnleche Situatiounen an zu dramatesche Flüchtlingskatastrophen an Afrika ze féieren.

Dat Zweet ass de prognostizéierte Wandel vum Klima, dee grad am Süden an an Afrika zu dramatescher Dréchenheet, mä emgekéiert och zu lwwerschwemmungen an Naturkatastrophe riskéiert ze féieren, mat dramatesche Konsequenze fir Landwirtschaft an Ernährung, fir Migratioun a Masseflucht aus de betraffene Regiounen.

Ech hat virun, ganz am Ufank, d'Stéchwuert gebraucht vu Ceuta a vu Melilla, vun eiser Südgrenz zwëschen Europa an Afrika. Dat schéng mir am Moment nach ganz kleng Virzeechen ze si vun deem, wat riskéiert u Masseflucht aus Afrika op Europa duerzekommen.

(Interruption)

Iwwerens géllt datselwech fir d'USA mat hirem Stachelndrot, dee se hu par rapport zu Mexiko. Wann d'Entwécklung esou virugeet, wäert et och ëmmer méi zu enger ëmmer méi staarker Masseflucht och un der amerikanescher Grenz kommen. Well, wéi d'Madame Arendt hei richtig gesot huet: Déi Leit - an dat sinn déi honnerte vu Milliounen vu Leit, déi an esou dramateschen Existenzsituatiounen liewen -, déi versiche ganz einfach vun do fortzekommen, wou se keng Chancen hunn. Da versiche se dohin ze goen, wou se mengen eng nei Chance kënnen ze kréien.

Bon, ech wollt dat just gesot hunn, well do kommen nach zwou Saachen op eis zou, déi riskéieren nach vill méi dramatesch ze ginn, wéi mer dat bis elo erlieft hunn.

A grad muss een awer dann och kucken: Wien ass dorunner schold? Oder: Wien ass dorunner Haaptschold? Et ass ganz kloer an eisen Aen, dass un dësen zwou ze erwaardende schlëmmen Entwécklungen haaptsächlech d'Industriestate schold sinn, mat hirem onökologeschen a mat hirem ökologeschen onhaltbare Produktiouns-, Konsum- an Entwécklungsmodell. Dozou - zu den Industriestaten - gehéiere jo och mir Europäer, déi dorunner da mat Joer hunn.

Soulaang mer weltwäit net endlech wierklech begräifen, dass et esou net ka weidergoen, soulaang eis Haaptorientatiounen an der Wirtschaftspolitik leien, soulaang déi dominant Ideologie déi ass vum totale Fräihandel, vun ëmmer méi Wuesstum a Konsum a vun der Kommerzialisierung vun alle Beräicher vun eise Liewen an alle Regiounen vun der Welt op eise Planéit, soulaang dat net ännert, soulaang wäert sech d'Entwécklung och net zum Besseren hiewen an eisen Aen, weder an Afrika nach an anere Länner vum Tiers-Monde, mä och net bei eis.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Et ass eisen net nohaltege Produktiouns-, Konsummodell, an et sinn déi am Kontext vun der OMC a vum Nord-Süd-Konflikt absolut ongerecht an unfair Handelsbeziungen, déi misste geännert ginn, déi och haut grad dozou bäidroen a bedéngen, dass trotz Entwécklungshëllef, déi jo jorelaang gemaach ginn ass, sech d'Situatioun vun Afrika a vum Tiers-Monde wesentlech net gebessert huet a sech och net wäert vill verbesseren.

Och souguer an émergente State wéi China oder Indien muss ee jo gesinn, dass do honnerte vu Milliounen vu Leit an der Landwirtschaft an total aarme Situatiounen bleiwen. Och an Indien! An och a China! An och wann elo gesot gëtt: Dat sinn elo déi modern Tigeren, dass sinn déi modern Industriestaten. Och do ass dat krasst Gefälle zwëschen Räich an Aarm nach ëmmer do. A wa

mer insgesamt déi global Politik virumachen, déi bis elo gemaach ginn ass, da wäert sech och dorunner net vill änneren.

Erlaabt eis dofir och, Här Minister, e wéineg skeptesch ze bleiwen, och wat déi sougenannten «Accord-de-parténariat-économiquen», déi sougenannten APEe mat de sougenannten AKP-State betrëfft, an d'Chancë fir doriwwer an där Form, wéi se elo verhandelt ginn, d'Ennerentwécklung an d'Aarmut relativ schnell kënnen an de Grëff ze kréien. Ech hat bei eiser Diskussioun vun dësen Accorden am Kontext vun de Cotonou-Accorden eis Meenung a Kritik scho gesot, duerfir wëll ech hei elo net méi am Detail dorobber zrëckkommen.

Mir sinn natierlech d'accord mat der sénnvoller Iddi vu regionalen Ensembelen a vu regionaler Zesummenaarbecht do. Dat ass absolut evident. Mir sinn och d'accord mat der Iddi vun der Noutwendegkeet vu gudder Gouvernance a vun Demokratie, woubäi et an Är Ried sécherlech ganz positiv war emol drop hinzewiesen, dass et an enger Rei vun afrikaneschen Zivilisatiounen och scho länger Formen vun demokratescher Diskussioun a Partizipatioun gi sinn, éier d'Europäer iwwerhaupt an Afrika dohinner komm sinn an do souguer vill esou Traditiounen zerstiéiert hunn.

Dir sot dann awer am Kontext vun Demokratie a vu gudder Gouvernance, dass et awer haut nach schwierig wier, fir eis demokratiesch Modeller 1:1 an Afrika wëllen ze exportéieren, well et do muncherueerts spezifesch Situatiounen an Traditione géif ginn, wéi zum Beispill de Pouvoir vu Chefferien oder vu Marabouts. Dat ass sécherlech net falsch. An et ass dann natierlech sécherlech och noutwendeg, fir konkret um Terrain grad och mat esou Traditionen ëmzegoen an zum Beispill esou Marabouts oder Chefen a méi fortschrëttlech Entwécklung versiche mat anzubauen.

Mä onofhängeg dovunner menge mer awer, dass et net déi afrikanesch Maraboute sinn, déi eng méi positiv afrikanesch Entwécklung wesentlech behënnere. Mä et si ganz aner Marabouts; nämlech esou, déi an der Chefetage vu multinationale Pétrols- oder anere Firme setzen an déi virun allem u bëllegen Ofbau- a Produktiounsbedingung vu Rohstoffen an Afrika interesséiert sinn, a vill manner un enger positiver Entwécklung vun Afrika a vun de Leit selwer.

Oder esou Maraboute wéi zum Beispill e gewëssene Här Wolfowitz, Chef vun der Weltbank, dee bekanntlech iwwert d'Bezuehlung vun der eegener Frëndin net grad am Moment derbäi ass, de Politiker aus dem Tiers-Monde e positivent Beispill ze gi vun enger gudder, vun enger net korrupter Gouvernance.

(Interruption)

Vu skrupellose Machenschaften vu Manager vun „Total“ oder vun anere Firmen iwwerhaupt net ze schwätzen.

» **Une voix.** - Waasser priedegen a Wäin drénken.

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Am Kontext vun den Accords de partenariat économique ass vun lech, Här Minister, nach eng kéier op de Prinzip vun enger zäitlecher a produktspezifischer Asymmetrie higewise ginn. A vun Prinzip hier klängt dat natierlech och ganz gutt, an et kéint een dat och ënnerstëtzen. Är Intentiounen dobäi, déi Der an Är Ried gesot hutt, déi stinn och hei guer net zur Diskussioun.

Et gëtt niewent deenen APEen an niewent der Diskussioun elo doriwwer awer och nach Verhandlungen um Niveau vun der OMC a parallell do derzou. An et gëtt do de massiven Drock vu grousser Firmen, fir iwwer esou Accordé wéi TRIPS oder ADPIC oder de GATS trotzdeem fir si profitabel Overture vun de Marchéen an den AKP-Staten ze kréien. Mir fäerte weiderhin, dass den Drock vun deene wirtschaftleche Mächten op den Här Mandelson méi effikass riskéiert ze ginn, wéi de Géigendrock vun lech oder vun Här Louis Michel oder vun aneren europäeschen Entwécklungspolitikern.

Mir verstinn op jidde Fall am Moment nach déi ganz staark Réticencen, net nëmme vun internationalen ONGen, mä och vu ville westafrikaneschen oder vun afrikanescher Politiker, déi Angscht hunn, fir einfach esou mat op de Wee vun deenen APEen do ze goen.

Dir Dammen an Dir Hären, et géif nach ganz vill hei ze soe ginn. Ech mengen, d'Madame Arendt hat haut praktesch eng Fidel-Castro-Ried hei un den Dag geluecht; esou laang war se.

(Interruptions)

Ech wëll dat elo hei net maachen - et war net gradesou laang wéi de Fidel Castro -, obschonn et natierlech nach ganz vill Saachen géif ze soe ginn.

Mir waren als Gréng - a mir bleiwen dat - ëmmer fir eng solidaresch Politik vis-à-vis vun de Länner vun Tiers-Monde zënter dass déi Gréng gegrennt gi sinn. A mir wäerten dat och haut bleiwen. Mir wäerten dofir, Här Kooperatiounsminister, och alles ënnerstëtzen, wat Der wäert maachen, wat an esou eng Richtung geet vu méi Solidaritéit, vun der Erhéijung vun der Entwécklungshëllef quantitativ a qualitativ, och vun enger kontrolléierter Entwécklungshëllef. Och esou Mesuré wéi deen Audit, dat fanne mer eng ganz positiv Saach, fir sech selwer a Fro ze stellen, fir ze kucken: Wat kënnen mer vläicht awer nach besser maachen. Och Aspekter wéi déi vun der Mikrofinanz fanne mer Saachen, déi ganz positiv sinn.

Mä mir wäerten eis awer och an Zukunft weiderhin e wéineg erlaben, och heiansdo nach kritesch Froen a Problemer opzuerwerfen, virun allem doriwwer opzuerwerfen, wat d'Kohärenz vun der europäescher Entwécklungspolitik ubelaangt, wou déi eng Hand - an dat ass e Bild, wat am Fong scho virun 30 Joer emol schonn a Bicher ze gesi war - deem aarmen Afrikaner e Löffelche mat Houschtsirup ginn huet, a vun hinnen eng aner Hand komm ass, déi deemselwechten aarmen Afrikaner den Hals zougedrückt huet, esou dass de Sirup net emol konnt ofgeschléckt ginn.

Dat heescht, et muss och an Europa insgesamt an endlech zu enger Kohärenz vun de Politike kommen, fir dass net d'Entwécklungspolitik an déi eng Richtung zitt a wëllt gutt Saache maachen, an op där anerer Säit gëtt iwwer ekonomesch Mechanismen déi Entwécklungshëllef erëm eng kéier zunich-tegemaach.

Bon, dass gesot, dass ass eis allgemeng Kritik, déi elo näischt direkt mat der Lëtzebuerger Haltung zu der Entwécklungspolitik ze dinn huet. Ech mengen, déi geet insgesamt an eisen Aen an eng positiv Richtung. Duerfir kann ech lech och nëmme luewe fir déi Politik, déi Dir do maacht. Mä dat gesot wäerte mer dann hoffentlech d'nächst Joer erëm eng kéier eng Debatt kënnen féieren, déi positiv ass, wa mer vläicht och e klengt Stéckchen an der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik wäerte virukomm sinn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Huss Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wëll dës Debatt an dräi Deeler opdeelen an deene puer Minuten, déi mer zur Verfügung hunn: ee méi en nationalen, dann en europäeschen Deel, an dann natierlech och déi ganz Debatt hei ariichten an e méi weltpolitesche Kontext, dee bien entendu hei muss mat agezu ginn.

Um nationale Plang wëll ech fir d'éischt Félicitatiounen ausschwätzen; Félicitatiounen un déi Acteuren, déi um Terrain eng gutt Aarbecht leeschte während Joren an och am vergaangene Joer. Félicitatiounen och un ons selwer an un d'Regierung, well mer et fäerdeg bréngen, fir endlech nees e kleng Schratt méi wäit ze kommen an ons a Richtung vun dem Zil bewegen, fir 1% vun Revenu national brut an d'Entwécklungshëllef ze stiechen, sou dass mer elo also bei 0,9% ugelaangt sinn.

D'Manéier, wéi mer ons Entwécklungshëllef uleeën, geet jo zu engem Deel iwwer multilateral an iwwer bilateral Instrumenter an Aktiounen. Et muss een ervirsträchen, dass dee Rapport, dee mer kritt hunn, ganz positiv ass, ganz detailléiert ass, an dass mer och domadder ganz d'accord sinn.

Ech géif awer och soen, dass, wann een esou vill Suen investéiert an d'Entwécklungshëllef, een awer och net därerf vergiessen, dass dobaussen an onsem Land awer och nach eng etlech Leit eng méi kritesch Stëmm hunn a sech soen: Firwat huelle mer déi Suen net fir ons Leit? Firwat di mer esou vill Suen an d'Ausland?

Duerfir mengen ech mussen mer och hei ganz kloer soen, an ech wëllt dozou bäidroen, fir dat ze soen, dass mer esou vill Suen do investéieren, well mer aus enger humaner Iddi eraus wëllen op dee Wee goen. Dass ass ganz evident. An och engem Land wéi Lëtzebuerg steet dat absolut gutt zu Gesiicht, well mer justement eent vun deene räichste Länner an Europa an an der Welt sinn, sou dass dat mer also do solle mam gudden Beispill virgoen.

Mä et kann een awer och esou argumentéieren, dass, wann ee wëllt eppes géint déi illegal Immigratioun maachen, da muss een natierlech do ufänken, wou et am néidegsten ass, dass heescht an deenen Herkunftslänner, wou d'Leit wierklech keng aner Chancen hunn, fir hiert Liewe positiv ze ge-

stalten, fir sech ze entwéckelen, wéi dass se illegal emigréieren, a wa mir hinnen hëllefen, an hirem Land eng besser Position ze kréien, dann ass dat op jidde Fall dee richtegste Wee.

Sou dass mer also prinzipiell mat där Ausriichtung vun där viregter Regierung an och vun dëser Regierung ëmmer d'accord waren.

Nach geet et dorëmmer, fir d'Suen, déi mer hunn, esou effikass wéi méiglech unzeleeën. Nach geet et drëm, fir ze verhënnere, dass, wann een Euro gëtt, dovunner e groussen Deel an administrativ Käschte fortgeet.

An an deem Kontext muss een ervirsträchen, dass ee sech heiansdo Froe ka stellen. Zum Beispill: Wa fir Kenia Medikamenter solle kaaft ginn, an et do 20 Donateuré gëtt, déi iwwer 13 Organismes de marchés publics, also öffentlech Ausschreiwunge maachen, fir déi Medikamenter do ze kafen, da muss ee sech d'Fro stellen, ob een dat net kënnt besser organiséieren.

An an deem Kontext huet och d'Europäesch Kommissioun Enn Februar dëst Joer eng Kommunikatioun erausginn iwwert dat, wat se nennt e Code de conduite sur la division du travail dans la politique du développement.

Ech hunn dat dote mat zimlech Intérêt gekuckt, well se en fait dovunner ausginn, oder den eenzelne Länner an Europa proposéieren, fir op en neie Wee ze goen. Dass heescht, fir ze kucken, dass een déi Suen alleguerter méi global gesäit, dass ee Land chargéiert gëtt vun deenen anere Länner, fir an engem gewëssene Secteur an an engem gewëssene Land d'Sue vun e puer Länner oder vun Europa ze investéieren, fir also do duerjer méi eng grouss Effikasitéit ze kréien. Dass nenne se Coopération déléguée, mä et ass awer praktesch esou, dass eng Aarbechtsdeellung gemaach gëtt.

Beispiller gëtt et schonn elo am Ruanda, wou Schweden Hëllef um Gebitt vun der Erzéiung an deem Land wollt ginn, déi hu se ganz un England ofgetratt. Da gesäit een och, dass Holland zum Beispill, wat um Ufank 70 Zillänner hat, elo op 20 zrëckgaangen ass, mä awer och versicht, fir do duerjer mat méi Sue méi geziilt kënnen ze intervenéieren, fir och Sue vun anere Länner kënnen mat a verschiddene Secteuren a Länner ze verwalten.

Duerfir wier et interessant, Här Minister, fir ze froen, wou dat doten elo debattéiert gëtt, a wat fir engem Ministerrot. Wéi ass d'Stellungnahm vun der Regierung zu där Problematik? Wëlle mer och op dee Wee do goen oder bleiwe mer bei onsem Wee, wéi en elo ass? Dass ass eng Problematik, wou ech frou wier, wann d'Regierung do kënnt e puer Explikatiounen ginn, wéi si d'Saach gesäit.

Da muss een natierlech d'Entwécklungshëllef och an e méi globale Kontext setzen. Mir wëssen alleguerter, dass am Kader vun der Mondialisatioun, vun der Globaliséierung, natierlech d'Mäert iwwerall op sinn oder bal iwwerall op sinn, an dass natierlech an där Zäit, wou déi Mäert opginn, dee Pendel heiansdo onglécklecherweis ze wäit ausschléit a ganz vill Problemer an der Zäit mat sech bréngt, ekonomesch Problemer, sozial Problemer, well deen Émschwonk heiansdo a verschiddene Länner ze vill rapid komm ass.

Prinzipiell menge mir, dass et richteg ass a wichteg ass, dass ee muss um Niveau vun der OMC weider diskutéieren am Kader vun deenen Doha-Ronnen, wéi et bis elo scho vu verschiddene Riedner hei ugeschwat ginn ass.

Ech mengen, et ass wichteg, dass do d'Europäesch Unioun eng Léisung féint an och selwer bereet ass, verschidde Sacrificer ze maachen. Fir ons ass et skandaléis, dass nach ëmmer Agrarsubventiounen, haapt-sächlech aus Amerika, an Entwécklungslänner ginn an do de Klengbauere Konkurrenz maachen; och Exportsubventiounen an déi Länner ginn, an dass och domadder eng etlech klenger Betriber, Mëtzelbetriber do futti gemaach ginn. Ech mengen, dass ass dee falsche Wee. Domadder kënnen mer och net d'accord sinn.

Wat och richteg ass, dass ass, dass mer net nëmme den Handel gesinn, dass mer och net nëmme d'Entwécklungshëllef gesinn, mä dass mer och, wa mer verschidde Interventione maachen, awer net vergiessen, fir och dozou bäiziedroen a Remarque ze maachen, fir dass de Mënscherechter, dass der Zivilgesellschaft an deenen eenzelnen Zillänner méi Rechnung gedroe gëtt.

Nach gëtt et och eng aner Problematik, wou ech gesinn hunn, dass an de vergaangene Jore schonn e puer Geste geschitt sinn, dass ass d'Entlaaschtung vun der internationaler Schold vun den Entwécklungslänner. Do

sinn et 1996, 1999 an 2005 scho verschiddene Initiative ginn.

Mä nach gesäit een, dass notamment Amerika a verschidde aner Länner sech do e bësse méi schwéierdinn, fir op dee Wee ze goen. An et kann net esou sinn, dass herno Europa a Russland verschidde Entlaaschtunge ginn, an dovun profitéieren dann deen Ablack d'Amerikaner, déi deen Ablack méi Sue kënnen vun hirer Scholdelaascht nees abezéien.

Do schéngt mer iergendeppes ze sinn, wat falsch ass, a wou ech och mengen, dass an de bilaterale Diskussiounen zwëschent der Europäescher Unioun an Amerika sollten esou Problemer diskutéiert ginn. Well et ass ganz onsënneg, dass eenzel Länner Sacrificer maachen op deem Gebitt, fir dass en anert Land dovunner profitéiert, wat net en Entwécklungsland ass.

Da gëtt et generell an Afrika, mä och a verschiddene anere Länner eng Équatioun, wou ech keng Léisung weess. Dass ass wann ee gesäit, dass d'Populatioun ëm eng etlech Prozent steigt, an dass de PIB nuren ëm d'Halschent steigt. E steigt wuel, mä vill manner wéi d'Populatioun.

Dat féiert dann dozou, dass dee Kuch, deen ëmmer méi grouss gëtt, awer duerch méi Leit opgedeelt gëtt an opgiess gëtt. Déi Équatioun do kann net opgoen. Duerfir misst ee sech iwwerleeën oder kucken, wéi een op där enger Säit kéint dozou bäidroen, fir dass déi Grënn, woufir esou vill Kanner op d'Welt kommen, agebremst ginn - dass ass meeschtens fir herno am Alter Leit ze hunn, déi fir ee surge kënnen -, dass do also och e Wee gesicht gëtt, deen enger soss onendlecher Spiral, wou et ni eng Léisung gëtt, kéint eng Léisung bréngen.

Et sinn hei schonn an e puer aneren Interventione Remarqué gemaach ginn doriwwer, dass mer zwar eng Organisation internationale du travail hunn, an dass mir och als Europa - déi meescht europäesch Länner - do déi Konventioun schéi brav ënnerschreien, mä dass ee Land - Amerika - dat Land ass vun deene groussen industrialiséierte Länner, wat déi allermannstent ënnerschreift. Och do gesäit een, dass vun onser Säit aus - vun europäescher Säit aus, vun den europäesche Länner aus - Initiative kommen, fir ze hëllefen, mä dass dat natierlech permanent sabotéiert gëtt duerch aner Initiativen.

Iwwert den Darfur, do ass hei och vu muncher Virriedner ervirgestrach ginn, wéi d'Situatioun do ass. Dass ass e regelrechte Skandal. Nach muss ee festhalen, dass et net nure China ass, wa an deem Land investéiert, zu Khartoum, mä dass et och eng etlech europäesch Firme gëtt - och hei aus Nopeschlänner -, déi ganz aktiv an deem Land sinn, a wou ee sech dann heiansdo fret: Wou leien d'Logiken heiran?

An et huet een d'Impressioun, dass, wann een hei vu Mënscherechter a vun esou Aktivitéit schwätzt, wann do net och nach ekonomesch Sanktiounen komme géint déi Länner oder géint déi Entreprene, déi do investéieren, dann huet een d'Impressioun, dass déi ganz Gestikulatioun, déi sech soss an der UNO an op anere Plaze mécht, awer contrecarréiert gëtt duerch wirtschaftlech Realitéiten.

Dat gesot, Här Minister, wëll ech am Numm vun der ADR soen, dass mer mat lech d'accord sinn, esou wéi Der et an Är Intervention gesot hutt, an annoncéiert hutt, wat Der wëllt maachen. Dass ass am Intérêt vun enger gudder lëtzebuerger Entwécklungshëllef, an do kënnen mer och an déi Richtung mat lech goen.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech soe Merci, Här President. Dem Här Kooperatiounsminister wëll ech och fir säi Virtrag félicitéieren, an och fir all Beméiungen, déi d'Regierung am Beräich vun der Entwécklungshëllef gemaach huet. Ech wëll just zwou Saachen hei am Zesummenhang mat der Kooperatioun belichten: Éischtens emol d'Noutwendegkeet vun der finanzieller Hël-

reit, an do misste mir op anere Plazen dann och an d'zweet Rei goen. Och doriwwer soll een diskutéieren.

Net méi spéit wéi muer fénn op Direktesch-Niveau eng Réunioun zu Bréissel statt, tëschent dem Lëtzebuerger Direkter, dem hollänneschen Direkter an dem belschen Direkter, fir emol ze kucke wat mer am Benelux vu gemeinsame Méiglechkeeten hunn, och am Sënn vun Effikassitéit, och am Sënn fir méi Gelder dem Kampf géint d'Aarmut zouzewenden.

Här Goerens?

» **M. Charles Goerens (DP)**.- Ech wollt emol de Minister froen, wat hien hält vun der Proposition vum Louis Michel, Entwécklungskommissär, fir eng Programmation commune ze maachen, d'Kommissioun/Lëtzebuerger, um Cap-Vert?

» **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**.- Här President, Här Goerens, dat ass eng Fro, déi mer sollen zesumme kucken. Mir hunn ee gemeinsame Projet mat der Kommissioun um Cap-Vert. Dat ass e Projet, dee scho laang, laang, laang leeft. Ech géif dofir plädéieren, datt mer dee géifen ofschléissen, evaluéieren, wéi déi Kooperatioun funktionéiert huet, an dann zesumme kucken, ob mer op dee Wee géife goen. Ech weess net, ob mer genuch Beréierungsmasse do mat der Kommissioun um Cap-Vert fannen, mä dat soll een awer alles zesumme kucken.

Mir ware jo och bei deenen, déi sech zu Recht am Kader vun der Déclaration de Paris agesat hunn, fir datt net Länner wéi de Kenia an anerer mat 350 Missiounen d'Joer mussen eens ginn. Ech mengen, da mussen mer och deene Wieder Aktioun follege loossen. An ech si frou, datt d'Chamber mat op dee Wee geet.

Ech sinn op jidde Fall quasi en permanence, Här Kommissiounspresident, zur Verfügung vun der Chamberskommissioun fir Vuen ze échangéieren. Ech denken, datt mer e permanenten Dialog an Débat hunn, datt d'Chamber eng grouss Implikatioun weist am Kader vun der Entwécklungspolitik. An ech si sécherlech dee Leschten, dee sech doriwwer beklot. Au contraire, mir maachen dat och am Kader vun den Assisen.

Mir haten eigentlech eng Debatt avant la lettre hei virun zwee Méint am Kader vum Accord de Cotonou. Ech sinn op jidde Fall à disposition, fir weider mat lech zesummeschaffen, sief dat an der Kommissioun,

hei am Plenum oder och am Kader vun den Déplacements op den Terrain. Ech mengen, och dat mécht d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik aus, datt et eng Politik ass, déi mer zesumme maachen. Nach eng Kéier alle Riedner Merci fir hir Interventiounen!

Als allerleschte Punkt, Här President, wéll ech op d'Fro vun der Plaz vun der Entwécklungspolitik par rapport zu deenen aneren europäesche Politiken agoen. D'Entwécklungspolitik huet en Objektiv u sech selwer, wat nämlech heescht „international Solidaritéit“ a wat och eppes mat Dignitéit ze dinn huet. Ech soen et oft: Mir kënne sécherlech, wat d'Dignitéit ubelaangt, och nach bei aneren - a bei den Afrikaner insbesondere - eppes léieren. Mä d'Entwécklungspolitik huet en Objektiv u sech selwer, nämlech d'international Solidaritéit, datt et definitiv inakzeptabel ass, datt mer am Joer 2007 nach iwwer eng Milliard Leit op der Welt hunn, déi mat manner wéi engem Dollar den Dag mussen iwwerliewen.

Par rapport zu deenen aneren Politiken heescht dat, datt d'Entwécklungspolitik deenen aneren Politiken muss Rechnung droen, an déi aner Politiken der Entwécklungspolitik mussen Rechnung droen. Dat ass iwwer Joren op europäeschem Niveau dat, wat an alle Konklusiounen steet, dat, wat an allen Dokumenter steet. Déi eng Politik muss där anerer Rechnung droen - Handelspolitik, Migratiounspolitik, Entwécklungspolitik -, ouni awer datt déi eng där anerer subordinéiert gëtt.

Duerfir sinn ech och der Meenung - an ech sinn d'lescht Joer am Detail heipor agaan - , datt een Deel vun der Äntwert op d'Fro vun der Migratiounen, a wahrscheinlech deen durabelsten Deel - oder souguer sécher deen durabelsten Deel -, an der Entwécklungspolitik läit, well si Perspektiven op der Plaz kreéiert. Et ass awer sécher net déi eenzeg Äntwert. Et kann och net déi exklusiv Äntwert sinn.

Op där anerer Säit warnen ech awer dovir, fir op de Wee ze goe vum Codéveloppement à la française. De Codéveloppement à la française ass nämlech deen, datt déi, déi zréckginn, e Pécule kréien, fir eng Aktivitéit dohannen ze entwéckelen. Do kann ee jo u sech näischt dergéint hunn. Mä ech soen awer, datt mer eis ganz seriö d'Fro mussen stellen, wat mer sur place domadder provozéieren.

Do sinn der, déi gi fort. Déi kommen erëm mat Suen, fir eng kleng Entreprise opzemaachen, e kleng Commerce. An déi, déi dobliwwe sinn? Mussen déi och goen, fir datt se eppes kréien?

Duerfir soen ech, beim Codéveloppement à la française - an ech hu menger franséischer Kollegein dat och méi wéi eng Kéier gesot - hunn ech do meng gréisste Bedenken. Et

muss eng Fro vun Opportunités égales sinn. Dat heescht, och déi, déi sur place bliwwe sinn, mussen Chancen an Opportunitéiten kréien. Chancen an Opportunitéiten ass dat, vun deem ech gëschter geschwat hunn. Chancen an Opportunitéiten ass dat, mat deem ech haut wéll schléissen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir hunn nach ee Punkt op eisem Ordre du jour, an dat ass de Projet de loi 5628 iwwert de Centre européen pour les prévisions météorologiques. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Angel. Den Här Angel huet d'Wuert.

2. 5628 - Projet de loi portant approbation

- **du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;**

- **des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme**

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur**.- Jo, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet geet et ëm de Centre européen de prévisions météorologiques à moyen terme. Dëst ass eng intergouvernemental Organisatioun, déi aus 18 europäesche Länner besteet, déi sech an nächster Zukunft nach erweidern wäert.

Dës Organisatioun ass 1975 gegrënnt ginn a befënnt sech an der Stad Reading, westlech vu London. Dëse Center beschäftegt 170 Leit. Lëtzebuerg ass dëser Organisatioun per Gesetz vum 14. März 2002 bäigetratt. Deemools huet dës Chamber d'Konventioun vun '73 iwwert d'Kreatioun vun dësem Center an de Protokoll iwwert d'Privilegien an d'Immunitéiten approvéiert.

D'Hauptobjektiver vun deem Centre sinn: d'Entwécklung vun digitale Methode fir d'mittelfristeg Wiederprevisioun, d'Erstelle vu Wiederprevisioun an Zesummenaarbecht mat deenen nationale Wiederdëngschter, Recherche wéi een nach ka besser d'Wieder virausgesinn, an d'Collecte

an den Archivage vun den Donnéeën. Wéi gesot ass Lëtzebuerg säit 2002 Member.

Haut mussen mer just e Protocole d'amendement zur ursprüngelecher Konventioun unhuele souwéi nach e puer Amendementer zum Protokoll vun de Privilegien an den Immunitéiten. Et gëtt an engem profitéiert en Toiletage de texte duerchzehuelen, wou vun der Konventioun zum Beispill dat Wuert «Organisation» duerch «Conseil» ersat gëtt. Den «Directeur» gëtt den «Directeur général», d'«Communauté européenne» gëtt d'«Union européenne», an eng nei Numérotatioun och vun de Paragraphen.

Bei deene meeschten Amendementer, déi an deem Projet haut drastinn, handelt et sech ëm de Sprochegebrauch. Et gëtt festgesat, dass d'Aarbechtssproochen Däitsch, Franséisch an Englesch sinn, an déi offiziell Sproochen awer déi offiziell Sproche vun all Mitgliedsland sinn. All Land kann also froe während de Sitzungen all d'Rapporten iwwersat ze kréien a während de Sitzungen Dolmetscher ze kréien, awer nom Prinzip „request and pay“. Dat heescht, wa si dat froen, da mussen se et och selwer bezuelen.

(**Interruption**)

Et ännert näischt um Wieder. Neen.

(**Hilarité**)

An dann ass nach een Artikel 15. Do kënt en neie Paragraph bäi. Do geet et ëm d'Propriétéit vun all deene Saachen, déi an deem Centre produzéiert ginn.

De Conseil d'État war heimadder d'accord. Mir haten am ursprüngeleche Gesetzesprojet dräi Tiren am Intitulé: d'Amendementer vun der Konventioun, d'Amendementer vum Protokoll iwwert d'Privilegien, an dunn nach eng Kéier déi ganz amendéiert Konventioun. Do huet de Statsrot gemengt, dat bräicht een net méi; et géif duergoe mat deenen zwee éischten. D'Kommissioun huet sech där Propos ralléiert.

Ech ginn emol éischtens den Accord vu menger Partei, an da wollt ech lech proposéieren och den Accord heizou ze ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix**.- Très bien.

» **M. le Président**.- Merci, Här Rapporteur. Wann ech d'Reaktiounen op deenen eenzelne Bänke gesinn, dann ass et sécher esou, dass all Mënsch heibannen - all d'Fraktiounen - dem Rapporteur senge Propositionen suivéiert; d'Regierung, gesinn ech, och. Domadder denken ech, dass mer déi Debatt kéinten ofschléissen, an de Vote vum Projet de loi, dee gëtt muer de Mëtteg am Ufank vun der Sitzung virgeholl.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 17.40 heures**)

Chamber TV



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification
 1. du Code du Travail;
 2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;
 3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
 4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5628 - Projet de loi portant approbation
 - du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;
 - des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. Dépôt d'un projet de loi
4. 5636 - Projet de loi concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres et M. Luc Frieden, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

» M. le Président.- Ech géif proposéieren, dass mer dee Vote, dee mer vu gëschter nach ze maachen hunn, no dem éischte Projet maachen, dee mer um Ordre du jour hunn. Dat ass de Projet iwwert de Congé individuel de formation, wou de Code du Travail a verschidden aner Gesetzter ëmgeännert ginn. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Jos Scheuer, mä a sengem Numm presentéiert den Här Fernand Diederich de Rapport vun der Educationskommissioun.

1. 5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du Travail;
2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;
3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le sta-

tut général des fonctionnaires communaux

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

» M. Fernand Diederich (LSAP), *rapporteur, en remplacement de M. Jos Scheuer.*- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5337 ass de 4. Mee 2004 vun der deemoleger Madame Minister vun der Éducation nationale, der Formation professionnelle an dem Sport, der Madame Brasseur, an der Chamber déposéiert ginn. D'Beruffschamberen hunn hiren Avis dozou ofginn, an de Statsrot huet säin Avis de 14. Februar 2006 formuléiert.

An der Réunioun vum 5. Abrëll ass de Projet eng éischte Kéier an der Kommissioun vun der Éducation nationale presentéiert ginn. De President vun der Kommissioun Jos Scheuer ass an der Réunioun vum 22. Mee als Rapporteur bestëmmt ginn. An enger Réunion jointe mat der Familljekommissioun den 13. Juli 2006 sinn de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert ginn. De 6. Juli 2006 huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer uegholl an den 28. Februar 2007 den Avis complémentaire vum Statsrot diskutéiert.

D'Madame Minister zoustänneg fir d'Famill an d'Jugend huet proposéiert, d'Zousatzkonditioun vun enger Zougehéieregkeet vu sechs Méint am Betrib beim Congé-jeunesse ewechzeloossen, fir esou deene jonken Animateuren déiselwecht Méiglechkeeten ze bidden wéi hiren eelere Kolleegen. D'Kommissioun huet dese Virschlag uegholl, an de Rapport zu deemem Gesetzesprojet ass den 18. Abrëll 2007 uegholl ginn.

Wat den Historique ubelaangt, huet de Wirtschafts- a Sozialrot an engem Avis vum 8. Dezember 1993 Recommandatiounen zur Berufsausbildung formuléiert. Doraus ass d'Gesetz vum 22. Juni 1999 entstanen, dat ee rechtliche Regime geschaf huet fir de kollektiven Accès zur Formation professionnelle continue. Am Kader vun der Konvention, déi den 2. Mee 2003 opgrond vum Subsidiaritätsprinzip tëschen de repräsentative Gewerkschaften an den Arbeitgeber aus dem Privatsektor ënnerschriwwen gouf, soll den Accès vum Einzelnen zur Formation professionnelle continue erlichtert ginn. Déi zwou Parteien hu Recommandatiounen gemaach fir en deementsprechende Congé, déi de 4. Mee 2004 zum Dépôt vun deemem Gesetzesprojet gefouert hunn.

Den Objet vum Gesetzesprojet besteet an der Schafung vun engem individuelle Congé de formation, deem d'Arbeitnehmer, d'Indépendanten an déi liberal Beruffer soll encouragéieren, Formatiounen ze maachen, déi hinnen hëllefen, op Changementer an hirem Berufsliewen ze reagéieren, déi hir Employabilitéit verbesseren, eventuell Chômageperiode verkierzen an de Wiessel op eng nei Aarbechtsplaz erlichteren.

De Projet schreift sech um Niveau vun der Europäescher Unioun an de Kader vun der Relance vun der Lissabon-Strategie an, wou op d'Wichtigkeet vum „lifelong learning“ higewise gëtt. Fir d'Ausbildung vun den Erwuessene brauch een Zäit, déi de Leit, déi berufflech engagéiert sinn, net ëmmer genuch zur Verfügung steet.

A sengem Avis vum 14. Februar 2006 stellt de Statsrot fest, dat de Secteur public bei deemem Gesetzesprojet ausgeschloss ass. Senger Meenung no gëtt et keng objektiv Kritären, déi den Ausschloss vun den Arbeitnehmer aus dem öffentliche Secteur justifiéieren. De Prinzip vun der Gläichheet virum Gesetz ass net respektéiert. De Statsrot weist d'Chamber dorop hin, dat e sech wäert formell opposéieren.

D'Kommissioun ass der Meenung, dat de Gesetzesprojet aus engem Accord tëschen de Sozialpartner aus dem Privatsektor eraus entstanen ass, an domat den öffentliche Dénegsch ausgeschluss war. Ähnlech Negociatiounen missten um Niveau vun der Fonction publique gefouert ginn. Si ass net d'accord, fir der Textpropositioun vum Conseil d'État ze suivéieren.

A sengem Avis complémentaire vum 16. Januar 2007 stellt de Statsrot fest, dat déi vun der Kommissioun proposéiert Amendementer sengen Observatiounen aus dem éischten Avis an engem bestëmmte Mooss Rechnung droen, bedauert awer, dat d'Kommissioun an der Fro vun der Gläichheet virum Gesetz bei hirer Positioun bleift.

Ausserdeem bemierkt hien, dat de Congé-formation misst am Code du Travail iwwerholl ginn, esou wéi déi aner spezial Congéen, wat och gemaach ginn ass.

Wat den Intitulé ubelaangt, proposéiert de Statsrot opgrond vun der Aféierung vum Code du Travail duerch d'Gesetz vum 31. Juli 2006 eng nei Formulatioun, déi den Accord vun der Kommissioun féinnt. Den Intitulé ass folgendermoosse libelléiert: Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification 1. du Code du Travail; 2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation; 3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Den Artikel 1 beseet: Et gëtt e Spezialcongé geschaf, genannt Congé-formation, deem et soll dem Arbeitnehmer erlaben, u Coursen deelzehuelen, Exame virzubereeden, Mémoires ze rédigeren oder aner Aarbechten am Zesammenhang mat enger Formation ze maachen. An de Genoss vun deem Congé kënnen Arbeitnehmer kommen, déi normalerweis op enger Aarbechtsplaz op dem Lëtzebuerger Territoire beschäftegt sinn, duerch een Aarbechtsvertrag un eng Entreprise gebonne sinn, déi rechtméisseg am Grand-Duché etabléiert ass. Si mussen ausserdeem weinstens sechs Méint bei dem Arbeitgeber beschäftegt sinn am Moment, wou se de Congé ufroen.

D'Demande fir de Congé muss vum Arbeitgeber aviséiert ginn. Bei engem negativen Avis kann de Congé zréckgesat ginn, wann d'Absence vum Arbeitnehmer gréisser negativ Auswierkung fir de Betrib hätt. Als Formatiounen ginn déi unerkannt, déi uge-

buede gi vun Institutionen, déi de Statut vun der öffentlecher a privater Schoul hunn, vu Berufschamberen a vu privaten Associationen, déi vum Ministère unerkannt sinn, hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland. D'Gesamtdauer vun Congé-formation kann 80 Deeg während enger berufflecher Carrière net dépasséieren. Maximal kënnen 20 Deeg iwwer eng Period vun zwee Joer zouerkannt ginn.

De Congé ka fractionnéiert ginn. D'Minimaldauer ass een Dag. Fir déi Leit, déi à temps partiel beschäftegt sinn, ginn d'Congésdeeg proportionell gerechent. D'Stonnenzuel, déi investéiert gëtt, gëtt an Zuel vu Schaffdeeg ëmgewandelt, andeem se duerch acht dividéiert gëtt. D'Zuel vun den Urlaubsdeeg gëtt gerechent, andeem dese Quotient duerch dräi dividéiert gëtt.

Arbeitnehmer, déi an de Genoss vum Congé-formation kommen, hunn Urecht fir all Congésdag op eng Ausgläichentschädigung an Héicht vum Duerchschnittsloun, ouni dat se awer dat Véierfacht vun soziale Mindestloun fir netqualifiéiert Arbeitnehmer dépasséieren däerf. D'Indemnitéit gëtt vum Arbeitgeber bezuelt. De Stat bezuelt dem Arbeitgeber de Betrag vun der Indemnitéit zréck, souwéi d'Part patronale vun de Sozialbeiträg.

Artikel 2: De Genoss vum Congé-formation, deem am Code du Travail virgesinn ass, gëtt op d'Indépendanten an op liberal Beruffer ausgedehnt, déi säit mindestens zwee Joer bei der Lëtzebuerger Sozialversécherung affiliéiert sinn. D'Indemnitéit gëtt fixéiert op Basis vum Revenu, dee fir d'Pensionsversécherung gëllt, ouni dat se dat Véierfacht vum soziale Mindestloun och däerf iwwerscreiden.

Artikel 3: D'Gestioun vum Congé-formation geschitt duerch de Service de la formation professionnelle. Zu deem Zweck ass de Service autoriséiert, iwwert d'Effektiver eraus, déi duerch d'Budgetgesetz autoriséiert sinn, ee Fonctionnaire an der Carrière vum Redakter oder een Employé de l'État aus der Carrière D anzustellen.

Artikel 4: Et gëtt eng berodend Kommissioun agesat, déi als Missioun huet, d'Demandé vun den Indépendanten an de liberale Beruffer ze aviséieren an hiren Avis am Sträitfall ze ginn. D'Kommissioun besteet aus siwe Memberen: engem Verrieder vum Ministère vun der Formation professionnelle als President, engem Verrieder vun Aarbechtsminister a jee engem Verrieder vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre de l'Agriculture, der Chambre du Travail an der Chambre des Employés privés. Si gi vum Minister fir fënnf Joer ernannt. Dës Dauer ass renouvelabel. D'Kommissioun kann op Experten zréckgräifen.

Artikel 5: Spéitstens fënnf Joer no dem Akraaftriede vun deemem Gesetz gëtt en Evaluatiounsrapport un d'Regierung an un d'Chamber geschéckt.

Artikel 6: D'ofgeännert Gesetz vum 4. Oktober 1973 iwwert de Congé-éducation kritt folgenden Intitulé: Loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-jeunesse. De But vun deemem Congé besteet doran, Aktivitéiten am Intérêt vun der Jugend um lokalen, regionalen an nationale Plang ze ënnerstëtzen.

Et geet drëm, dat déi Jugendlech u Stagen, Studiendeeg oder -wochen, Coursen oder Treffen hei am Land oder am Ausland deelhuele kënnen. Fir folgend Aktivitéite kann de Congé-jeunesse accordéiert ginn: Formation a Perfectionnement vu Jugendanimateuren, Formatioun vu Kadere vu Jugendbewegungen oder kulturellen oder sportleche Veräiner, d'Organisatioun an den Encadrement vu Stagen an éducativen Aktivitéite fir déi Jonk.

D'Genehmigung vun deemem Programm an d'Unerkennung vun Congé-jeunesse geschéien am Respekt vun de Kreditter, déi all Joer am Budget vum Stat zu deemem Zweck ageschriwwen sinn. D'komplett Dauer vun Congé-jeunesse ka 60 Deeg net iwwerscreiden. D'Gestioun vum Congé-jeunesse geschitt duerch de Minister, dee fir d'Jugend zoustänneg ass. Déi weider Bestëmmunge sinn déiselwecht wéi fir de Congé-formation.

Artikel 7: An der Loi modifiée vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vun de Statsbeamte souwéi an der Loi modifiée vum 24. Dezember 1985 iwwert de Statut vun de Gemengebeamte gëtt den Terme Congé-éducation duerch den Terme Congé-jeunesse ersat. De Congé-jeunesse gëllt also och fir de Secteur public.

Artikel 7: Dëst Gesetz trëtt a Kraaft den éischten Dag vum Mount no deem vu senger Publikatioun am Mémorial.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Noutwendegkeet vum „lifelong learning“ haut net ka genuch betount ginn, esou ass et awer wichteg, duerch konkret Moossnamen d'Émsetzung ze erméiglechen. De Stat huet mat dësem Gesetz e wichtige Bäitrag dozou geléiert. Ech bieden Iech, dëse Gesetzesprojekt unzehuelen, a bréngen hei mat den Accord vu menger Fraktioun.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Diederich. Als éischte Riedner ass age-schriwwen déi honorabel Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5337 huet e Péripel duerch zwou Legislature gemaach, huet also zwee Auteuren oder zwou Autricen - wann ech dat därer esou soen -: d'Madame Brasseur an d'Madame Delvaux.

D'Avisé vun de verschiddene Chamberen, vum Conseil d'État an d'Prise de position vun der Familljeministesch sinn erallt ginn tëschent dem 8. Oktober 2004 an dem 28. Februar 2007. Zweenehalleft Joer laang war dat alles a Gestation.

Ech wëllt awer net verfeelen, dem Rapporteur, dem honorabelen Hér Jos Scheuer, op Demande vu sengem Kolleg fir säin extensive schrëftlechen a säin exzellente mëndleche Rapport Merci ze soen.

Dëst Gesetz mécht eng grouss Ouverture a Richtung Valorisation vum Humankapital a gëtt zugläich d'Méiglechkeet, dem fréiere Congé-éducation eng Eegestännegkeet ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn déi Réimesch Verträge, deenen hir 50 Joer mer virun e puer Wochen op dëser Plaz gefeiert hunn, déi an den Artikelen 126 an 127 d'Wichtegkeet vun der professioneller Formation ervirsträchen: «La Communauté met en œuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des États membres...»

Entsprechend dem Subsidiaritätsprinzip ass also jiddfer Stat gefuerdert. An der Vergaangenheet ass scho mat dem Gesetz vum 1973 iwwert d'Aféierung vum Congé-éducation a mam Gesetz vum 1979 iwwert d'Aféierung vum Accès collectif des travailleurs à la formation professionnelle continue en Ufank gemaach ginn. A mat dësem Projet si mer an der Kontinuitéit.

Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet maache mer, wéi ech scho gesot hunn, en Investissement an d'Humankapital. Mir investéieren an d'Intelligenz, an d'Kompetenzen an an d'Wësse vun de schaffende Leit: de Beschäftegten aus dem Privatsektor, de Selbstännegen an de liberale Beruffer.

Fir de Moment sinn d'Statsbeamten nach vum Projet ausgeschloss. Dat soll awer eiser Meenung no änneren a si solle mat agebonne ginn. Ech komme méi spéit op dëse Punkt zrëck.

Här President, eis manuell schaffend Welt ass amgang, ëmmer méi eng intellektuell Welt ze ginn. Mir haten eis zum Zil gesat, déi rébarbativ schwéier manuell Aarbechte vu Maschinnen a Roboter ausrichten ze loossen. Dat hu mer och op wäite Strecke fäerdeg bruecht.

Awer haut ass et e Fait, dass d'Evolution ëmmer méi enger intellektueller Revolution gläichkënn, wou d'mënschlecht Wëssen ëmmer méi am Vierdergrond steet. Sou eng Erkenntnis verflucht. A mat dësem Projet de loi huet d'Politik dëser Erkenntnis an dëser Verfluchtung Akte follege gelooss.

Fir dem Wëssen ëmmer méi gerecht ze ginn, fir ëmmer a permanent um leschte Stand vun dem Wëssen ze bleiwen, ass et vu fundamentaler Wichtigkeet an d'Formation ze investéieren; se net nëmmen unzëbieden, mä se och fir jiddfer Einzelnen zougänglech ze maachen. Dat dreift d'Beschäftegung an d'Luucht, léisst eist Land op engem héije Kompetitivitéitsniveau an ass wichteg fir d'Cohésion sociale vun eiser Gesellschaft.

Net nëmmen op d'Formation continue muss mer setzen, mä op d'Formation als solch ënner all hiren Aspekter: nei Formation, eng aner Formation, a méi Formation. Dat ass wichteg fir d'Zefriddenheet vu jiddfer schaffendem Mënsch, fir dass hie sech ka veränneren, entwéckelen, sech verbessern an net, wéi bis elo oft, muss mat Frust e Liewe laang enger Aarbecht no-go, déi hien net gäre mécht oder net méi gäre mécht, well d'Routine kann déidlech sinn an d'Motivatioun muss ëmmer erëm geniert ginn.

Här President, déi Formatiounsméiglechkeet, déi mer mat dësem Projet schafen, hëlleft fir, Exklusivene ofbauen a gläich Chancë fir jiddfer schafen. Ech denken un déi, déi an de fréiere Jore sech keng Formation konnte leeschten an direkt hu misse schaffe goen an elo probéiere kënnen - wa se et da wëllen - sech ëmzeschoulen.

Wéi oft héiert een dobaussen: „Wann ech fréier d'Chance gehat hätt, fir ze léieren!“ Et waren der och, déi haten d'Chance an hu se net genotzt aus ënnerschiddleche Grënn. Am Liewe gëtt een heiansdo méi spéit asichteg. Och deene gëtt dëse Projet de loi d'Méiglechkeet, hirem Liewen en neien Dréi ze ginn.

An dësem Projet gi mer awer virun allem jiddferengem déi finanziell Moyenen, fir den Appetit op Formation unzereggen. Jiddfer kritt d'Méiglechkeet, a sengem professionelle Liewen ze evoluéieren, egal wéi eng Origine hien huet, egal wéi eng Ausbildung hien huet, wann hien de Wëllen dozou huet - natierlech sous condition, dass den Aarbechtsrhythmus an de Patron et erlaben, wéi et an deene respektiven Artikelen steet.

Jiddferengem kann d'Chance ergräifen, déi him et erlaabt, seng Plaz an der Gesellschaft ze verbessern. Och wann ee betoune muss, dass dës nei Form vu Congé nëmmen duergeet, fir sech a senger Aarbecht ze perfektionéieren an nëmmen a beschränkte Fäll frësch respektiv nei ze orientéieren. Egal wéi, et ass een appréciable Schrëtt, dee mer am Beräich vun der Formation maachen.

Ech denken un eng Sekretärin, déi sech an der Kontabilitéit wëllt schoulen an elo d'Méiglechkeet huet, sech iwwert déi Formationen, déi déi professionell Chamberen ubidden, an déi nei Matière eranzeschaffen, sech dann no an no perfektionéieren kann an duerno vläicht ganz an der Kontabilitéit hiert berufflecht Doheem fënnt. Ech denken och un eng Standardistin, déi Sekretariatsaarbechte wëllt maachen an hei iwwer e puer Cyclen Notiounen am Sekretariat ka kréien an och hei eng nei Carrière ka maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir sengem Liewen eng ganz nei Orientatioun ze ginn, ginn déi 80 Stonne Congé, déi den

neien Artikel L234-61 virgesäit, sécher net duer, mä et geet awer bestëmmt duer, fir de Goût un der Formation ze kréien, och de Goût, sech dann duerno nei orientéieren ze wëllen an esou d'Chance ze notzen, eppes aneschters ze maachen.

De Perfectionnement kann een dann ouni Weideres iwwert d'Formation professionnelle continue maachen, déi jo och an engem Gesetz hei an dësem Haus gestëmmt gouf a vu ville Bierger a Biergerinnen an Usproch geholl gëtt.

Mat dësem Gesetz ännere mer den Text vum 1973 iwwert de Congé-éducation, dee mer vun elo u Congé-jeunesse nennen, an dat zu guddem Recht, well déi Dénominatioun Congé-éducation zur Konfusioun féiere kéint.

Elo hu mer ee Gesetzestext, deen engersäits d'Modalitéiten iwwert de Congé individuel de formation aféiert, an d'Modalitéiten, déi mer iwwert de Congé-jeunesse scho kann hunn, mat abënn; dee Congé, deen ee kann huelen - a vun dësem Congé kënnen d'Fonctionnaires och weiderhi profitéieren -, wann ee wëllt Animateur vu Jugendleche ginn, sech am Kader vun der Betreuung vu Jugendorganisationen, kulturellen Associatiounen oder Sportsclubb perfektionéiere wëllt oder awer mathëlleft, Jugendaktivitéiten oder Formatiounstagen ze organiséieren.

Et ass op dëser Plaz interessant ervirsträchen, dass dës Form vu Congé am Joer 2003 bei 1.153 Demandeuere Uklang fonnt huet, an dass de Stat sech déi Congé d'Joer 2003 ronn eng hallef Millioun Euro kaschte gelooss huet.

Här President, mat dësem Projet gëtt och dat neit Aarbechtsgesetzbuch deement-sprechend op senger jeeweilegen Dispositionen ëmgeännert a komplettéiert.

Ech wëllt nach op ee wichteg Sträitpunkt agoen, dee jo däitlech am Avis vum Statsrot développéiert gouf, an zwar den Auschluss vun der Fonctioun publique aus dem Projet, wat deen neie Volet vum Congé individuel de formation ugeet.

De Statsrot huet eiser Meenung no Recht, wann e mengt, dass de constitutionnellé Prinzip vun der Gläichheit vu jiddferengem virum Gesetz net respektéiert ass, wann de Projet net explizit erwähnt, aus wéi enger Ursaach d'Fonctionnaires aus dësem anzeféierende Congé ausgeschloss sinn.

A sengem Avis complémentaire vum 16. Januar 2007 gëtt de Statsrot eis zu där Problematik e Beispill, andeem e freet, firwat e Fonctionnaire, dee scho säit Joren an der Fonctioun publique schafft, net soll iwwert de Wee vun deenen 80 Stonne Congé crédit d'Formation vum Ofschluss vu senger Sekundärstudie finanzéiere kënnen, wann ee Privatbeamten oder een Indépendant déi Méiglechkeet elo kritt.

Mir mengen, dass dat eng Diskrepanz tëschent deenen zwou Zorte vu Beschäftegte gëtt, déi fréier oder spéider wéi schonn an der Chargésaffär vun den administrativen Juridictione mat Ënnerstützung vun der Cour constitutionnelle gebrach gëtt.

Elo muss een awer wëssen, wou deen Ënnerschied hierkënn! D'Dispositione vum Projet, dee mer elo stëmmen, si vun der Regierung mat de betraffene Gewerkschaften an enger Konventioun festgehalen ginn. D'Kommissioun ass d'Fro vun engem Congé-formation och muss mat der CGFP am Kader vun enger Konventioun geregelt ginn. De Minister vum öffentlechen Déngscht wëllt dat och maachen, a wann et geschitt ass, kënnen mer d'Méiglechkeet vun engem neie Congé-formation op d'Fonction publique ausdehnen.

Am Sënn vun der Gläichbehandlung vun alle Leit, déi eng weider Formation ustriewen, wëllt ech deemno d'Regierung opfuerderen, och mam öffentlechen Déngscht eng

Konventioun auszeschaffen. Esou sollen dann d'Statsbeamte kënnen am gläiche Mooss an op déiselwecht Manéier wéi d'Leit an der Privatwirtschaft vun esou enger Moossnam profitéieren.

Ceci dit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wënschen an hoffen ech, dass vun deem neie Gesetz, wat e gutt Gesetz ass, räichlech Gebrauch gemaach gëtt, dass d'Patroné matspillen, dass d'Gesetz net dé-tournéiert an net méissbraucht gëtt, dass déi programméiert Evaluatioun duerchgefouert an och am positive Sënn concluant gëtt.

Ech soe Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn heimadde den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Madame Gantenbein. Nächste Riednerin ass déi honorabel Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Anne Brasseur (DP)** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass e Projet, dee weist, dass een, fir ze légiféieren, heiansdo immens laang Zäit brauch, an nach si mer mat dësem Projet net um Enn vun eise Beméiungen, wat och gutt ass, well et soll jo näischt stoe bleiwen, an alles evoluéiert - mä meng Virriedner si schonn dorop agaangen.

Ech wëll dem Rapporteur Merci soen, a stellvertretend fir de Rapporteur dem honorabelen Hér Diederich, deen hei de Rapport virgedroen huet, deen och den Historique vum Gesetz gemaach huet.

Aus deem Historique geet ervir, dass 1993 de Conseil économique et social op d'Problematik higewisen huet vun der Formation continue, an dass et du bis 1999 gedauert huet, bis meng Virgängerin, d'Madame Hennicot, e Projet de loi déposéiert huet fir den Accès collectif un d'Formation continue. Et ass elo grad gesot ginn, et wären zwou Ministerinnen un dësem Projet bedeelegt. Ech géif soen, et geet virdrun un. Et war och d'Madame Hennicot, déi virdrun den Accès collectif géleest huet - e Projet, deen duerno awer eréischt ëmgesat gouf.

Beim Accès collectif ass et esou, dass ee Betrib ka froen, fir Formation continue mat senger Leit ze maachen, an da kritt en opgrond vun den Dispositionen, déi am Gesetz stinn, eng Partie vun deene Suen, déi en doran investéiert, erëm.

An deen Investissement huet eng immens Evolution kannt. Am Joer 2000 waren et 12,2 Milliounen Euro, déi esou un d'Betrib gefloss sinn, fir Formation continue ze maachen, an am Joer 2004 waren et schonn 18,1 Milliounen. Dat heescht 50% méi. Dat beweist, dass d'Betrib och erkannt hunn, dass een ëmmer méi muss an d'Formation un senger Leit stiechen.

Allerdéngs, do ass opgefoll, dass besonnesch déi kleng Betrib net à même waren, dat ze organiséieren. Et ass vill méi einfach fir ee grouss Betrib, deen och e Service des ressources humaines huet, eppes fir d'Formation continue vu senger Leit ze maachen. Et si mat der Chambre des Métiers enorm Efforté gemaach ginn, fir och u méi kleng a mëttel Betrib erunzekommen, fir dass se Formation solle maachen a vun deem Gesetz bénéficiéieren. Leider huet dat awer net an deem Mooss gegriff, wéi et am Fong hätt misse gräifen.

Parallell zu deem Accès collectif war och gefrot ginn, en Accès individuel ze maachen. Do war et vill méi schwierig eens ze ginn, an dat war jo och eng Négociatioun ënner Sozialpartner - also Patronat engersäits, Salariat anerersäits -, fir dass déi sech missten eens ginn. An dunn ass dat an der Tripartite Formation professionnelle décidéiert ginn, an zwar war dat den 21. Februar 2001.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ech muss soen, dass et net einfach war, deen Accord ze kréien, mä ech sinn awer ganz frou, dass dee koom, an déi Tripartite Formation professionnelle ass jo eng Émanation vun der Tripartite. Et ass gesot ginn, all dat, wat d'Éducation an d'Formation betrifft, diskutéiere mer an enger extraer Tripartite, an déi huet eben den Accord fonnt, fir dass soll den Accès individuel och erméiglecht ginn.

Dorop hunn dann d'Partenairé sech zesumme gesat an hunn den 2. Mee 2003 en Accord signéiert. Dunn huet et nach ee Joer gedauert bis de Projet de loi ausgeschafft ginn ass, an deen ass dann de 4. Mee 2004 hei déposéiert ginn. Dat ass elo schonn erëm dräi Joer hier. Dat heescht, vum Dépôt vum Gesetz bis haut, wou mer et votéieren - an ech jo dovun aus, dass dee Projet hei d'Unanimitéit vun der Chamber kritt -, hu mer erëm dräi Joer gebraucht. D'Avisé koume spéit.

De Conseil d'État huet säin Avis 2006 ofginn. Do waren Observatiounen dran, dann ass dat hin an hier gaangen. Mä, Här President, ech wëll lech soen: Mir mussen et dach awer fäerdeg bréngen, dass mer an onsem Travail législatif dat accélérierte kennen, well mir wiere frou gewiescht wa mer déi Dispositiounen hei schonn éischter hätte kennen émsetzen, well wéi noutwendeg et ass, wéi batter néideg mer dat hunn, gétt jo vun alle Bänken ënnerstrach. Dofir mussen mer wierklech kucken, ob mer an Zukunft net können de Processus législatif accélérieren. Do ass d'Chamber gefuerdert. Mä net nëmme d'Chamber ass gefuerdert, och de Conseil d'État ass gefuerdert, fir seng Avisé méi séier ze ginn.

Ech wëll net op all d'Dispositiounen agoen, déi am Gesetz stinn - den Här Diederich huet dat jo am Numm vum Rapporteur hei ganz gutt gemaach -, mä eng vun deene Froen, déi och beim Conseil d'État zu vill Oprou Ulass ginn huet, dat ass, well d'Fonction publique hei net dran ass. D'Fonction publique kann net hei dra sinn, well si waren net an deenen Négociatiounen derbäi, déi ënner Partenaires sociaux ausgemaach gi sinn. Den Här Spautz, dee wénkt mat engem Signe approbateur; also gétt hie mer Recht.

Dat do ass en anere Volet. Mir hätten deen och nach kennen hei traitéieren, mä dann hätt dese Projet nach méi laang gedauert. An ech hätt dat net richtig fonnt, dat hei nach opzehalen. Mä et ass ganz kloer, an do ginn ech och der Madame Gantenbein Recht, déi hei seet, dass de Stat muss en Accord och mat de Statsbeamte fannen, fir dass mer och zu engem ähnlechen Arrangement kommen. An da muss selbstverständlech nach eng Kéier léigiféiert ginn; mä do si mer an engem anere Kader.

Lifelong learning kritt ëmmer méi eng grouss Bedeitung. A wann ech kucke wivill Leit elo op fräiwëlleger Basis ouni Hëllef vun hirer Entreprise eppes fir hir Formatioun maachen, da kann een dat nëmme begréissen. Ech bewonneren déi Leit, déi zum Beispill an d'Owescoursé ginn an déi niewent hirer normaler Aarbecht hir Fräizäit afferen, fir regelméisseg während Joren eng Formatioun ze maachen, fir en Ofschloss nozehuelen, dee se bis dohinner net kruten.

Wann ech Leit kucken, déi d'Meeschterprüfung maachen, déi all sonndes moies a Coursé ginn, dat si Leit, déi etabléiert sinn, déi en Handwierkerdiplom hunn, déi regelméisseg schaffen, déi Charges de famille ganz oft hunn, an déi ginn all sonndes moies an déi Coursen, fir d'Meeschterprüfung ze maachen. Dat ass onwahrscheinlech.

Duerch dese Projet bréngt mer et elo fäerdeg, eng Partie, e Stéck vun hirer Fräizäit ze récompenséieren: De Betrib iwwerhëlt e Stéck, de Particulier iwwerhëlt e Stéck an de Stat iwwerhëlt e Stéck. Ech fannen dat richtig, well zesumme si mer interesséiert drun, dass d'Leit esou gutt wéi méiglech forméiert sinn.

Am Kader vun deemem Projet gétt da ganz oft och vum Chômage geschwat, an et muss ee leider feststellen, dass de Pourcentage vun deene Chômeuren ouni Qualifikatioun ëmmer méi zouhélt. Elo wësse mer all heibannen, dass et duerch eng Formation continue schwierig ass, een, dee wierklech d'le départ keng Formatioun huet, op Formatioun ze bréngen. Mä mir hunn duerch eng Gesetzesännerung, déi an deene leschte Joren duerchgefouert ginn ass, et awer fäerdeg bruecht, dass och erwuesse Leit zum Beispill können en CATP maachen. An doriwir krute mer awer eng Partie Leit mat Qualifikatioun.

D'Demandeurs d'emploi, déi keng Qualifikatioun hunn, déi waren am Februar 2005 bei 50%. Elo si mer iwwer 52% bei deene Leit, déi keng Qualifikatioun hunn. D'Formation continue hëlleft net alles, mä et ass

awer méiglech doduerch méi Leit ze qualifizéieren. An déi, déi eng Qualifikatioun hunn, déi wëssen all, dass et net duergeet eng Kéier en Diplom an der Täscht ze hunn, mä dass ee sech muss weiderbilden.

Dat Wichtigst, dat ass awer d'Attitud, déi een huet vis-à-vis vum Apprentissage: Éischtens, dass een en Apprentissage de base mécht, dee gutt ass, an dass een duerno gewëllt ass, en Apprentissage ze maache während dem ganze Liewen. Een, deen d'Impressioun huet, dass den Dag komm ass, wou en näischt méi bälléiert, dat ass e Mënsch, deen ze bedauern ass, well deen huet keng Perspektiv méi.

Ech fannen et flott, well jiddferen, ob formal oder net formal, dee wëssbegierig ass, dee wierklech nach wëllt eppes léieren - dat ass formidabel -, deen développéiert sech an dréit domat zum Développement vun der Gesellschaft bäi. Ech géif mer wënschen, dass esou vill wéi méiglech Leit op d'est Instrument wäerten zréckgräifen.

Nach wëll ech soen, dass de Problem mat der Fonction publique och misst geléist ginn, an ech huelen un, dass d'Regierung och haut, och wann de Fonction-publique-s-Minister net do ass, ons awer ka soen - entweder d'Madame Delvaux oder d'Madame Jacobs -, wéi d'Attitud vun der Regierung ass, wat den Zougang vun der Fonction publique ass zu deemem Instrument, wéi se do gedenke virunzuekommen. Ënner deenen Observatiounen géif ech den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Madame Brasseur. Nächste Riednerin ass déi honorable Madame Loschetter.

» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Exposé des motifs vun deemem Projet de loi, do steet geschriwwen, dass dese Projet sech parfaitement integriert an d'Konklusiounen vun der Europäescher Kommissioun; schonn 1995 an hirem Livre blanc sur l'éducation et la formation: Enseigner et apprendre vers la société cognitive. Dës Konklusiounen ënnersträchen ënner anerem och d'Wichtigkeet vum Apprentissage tout au long de la vie - Lifelong learning -, fir den Erausforderungen nozegoen, déi sech notament an der Aarbechtswelt duerch fundamental Ännerunge charakteriséieren.

Jiddferen weess, dass d'Ausbildung, an notament d'Erwuessenenausbildung, eng adequat Zäit Disponibilitéit brauch. Disponibilitéit, déi eng Persoun, déi enger bezuelter Aarbecht nogeet, wahrscheinlech net zur Genüge huet. Fir eng besser Professionalisatioun vun den aktuellen ekonomeschen Acteuren ze garantéieren, a fir de Mutatiounen, déi eis traditionell Aarbeitsplazen duerchmaachen, adequat kënne virzegräifen, muss a soll de Stat intervenéieren nieft den Efforten, déi d'Betribler maachen, fir den Einzelnen ze ënnerstëtzen a sengem Wëlle sech weiderbilden.

Dat alles steet Wuert fir Wuert - zwar op Franséisch - am Exposé des motifs.

(Interruption)

Op Franséisch.

Dat heescht, jiddferen soll a muss kënne vun enger staatlecher Ënnerstëtzung profitéieren, och well mir eis zu Lëtzebuerg zum Zil gesat hunn: a Formation continue ze investéieren, eng Société de la connaissance ze sinn, de Lissabonner Prozess - d'Lissabon-Strategie - zu Lëtzebuerg weiderzedreifen. Dese Projet de loi féint seng Originen - et ass schonn eng Kéier hei gesot ginn - an enger Recommandatioun vum Conseil économique et social, an et ass effektiv virun allem eng Transkriptioun an engem Gesetz vun engem Accord interprofessionnel tëschent de Sozialpartner.

Doduerch, dass d'Regierung decidéiert huet, en neit Gesetz op den Instanzewege ze féieren, kritt d'Gesetz iwwer de Congé-éducation, e Gesetz, dat vum Ministère de la Famille, de la Jeunesse an esou weider géreiert gétt, erëm säin ursprüngelechen Charakter. Éducation a Formation ënnerscheede sech eben an hirer Definitioun.

De Congé-formation ass gericht op Persounen, déi schaffen an déi sech wëlle forméieren, weiderforméieren an ëmforméieren. D'est ass e wichtige Aspekt an Zäite wou et kaum nach eng Persoun gétt, déi iwwer 40 Joer, dat heescht eng ganz Berufscarrière, beim selwechte Patron schafft, déi eng selwecht Aarbecht mécht an déi net muss sech mat deenen neien an ëmmer méi séieren Innovatiounen ausenanersetzen. Esou wäit, esou gutt.

Awer da gi mer ganz geschwënn mat deem leidege Problem konfrontéiert, an zwar dee

Problem, dass e Gesetz entweder fir de Secteur public oder fir de Secteur privé géllt. De leidege Problem, dass mir et hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net fäerdeg bréngen, e Gesetz ze schreiwen an ze stëmmen, wou all schaffend Persoun, sief se am Secteur public, am Secteur privé, eng liberal Profession ausübt oder eben indépendant ass, wou jiddferen, deen enger bezuelter Aarbecht nogeet, d'selwecht behandelt gétt.

De Fait, dass de Congé-éducation erëm op seng initial Iddi orientéiert gétt, ass eng gutt Initiativ an dréit och zur Kloerheet an zur Transparenz bäi.

Och ass et do fäerdeg bruecht ginn - an do schwätzen ech och als Member vun der Commission Travail et Emploi, déi praktesch ëmmer unanime ëmmer erëm ënnersträicht, dass de Secteur public an de Secteur privé solle gläich considéiert ginn.

De Congé-éducation gétt duerch de Congé-jeunesse ersat, an dat zwar an deenen dräi Gesetze: am Gesetz vum Congé-éducation vum 4. Oktober 1973, Ministère de la Jeunesse; am Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwer de Statut vun de Statsfonctionnaires an am Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwer de Statut vun de Gemengefonctionnaires.

Mir begreissen d'est ausdrécklech, esou wéi all aner Ännerung am Kontext vun deem neie Congé-jeunesse, och zum Beispill de Fait, dass déi Klausel, dass ee sechs Méint muss bei engem Patron schaffen fir e Congé-jeunesse kënne ze kréien, net zréckbehale ginn ass. Dat kënnt virun allem de jonke Salariéen entgéint; dat ass och schonn hei gesot ginn.

Firwat war et dann net méiglech, genau d'selwecht ze maache mam Congé-formation, Här President, Dir Dammen an Dir Hären? E Congé-formation anzeféiere fir all Persoun, déi am Land schafft?

Dat ass eng einfach Fro, déi ech am Numm vun der ganzer grénger Fraktioun net eleng un d'Éducationministesch stellen oder un d'Familljeministesch, mä eigentlech un déi ganz Regierung, mat hirem Aarbechtsminister, hirem Fonction-publique-s-Minister, hirem Ekonomeminister, hirem Héichschoulminister a schlussendlech och hirem Premierminister, deen net midd gétt erwirzesträichen, wéi wichtig et ass, dass e Land wéi Lëtzebuerg, dat matzen an Europa läit, mat senger groussen Nopere ronderëm, en ekonomesche strategesche Punkt ass a bleibt, woufir et esou wichtig ass, dass all Persoun, déi hei am Land schafft, sech e ganz Liewe laang weiderbild, sech den neien Erausforderungen um Aarbechtsmaart no adaptéiert, fir dass mir eng Wëssengesellschaft ginn a bleiwen.

Mä voilà, et war alt erëm eng Kéier, oder vläicht besser ausgedréckt, nach ëmmer net méiglech, eng eenheetlech Approche an der Politik ze elaboréieren, op engem u sech net ëmstriddenen Aspekt wéi d'Ënnerstëtzung vun der Weiterbildung. Alt erëm eng Kéier, oder erëm besser ausgedréckt, nach ëmmer gétt de Secteur public anescht behandelt wéi de Secteur privé. An, une fois n'est pas coutume, de Secteur public kënnt méi schlecht ewech bei deser legislativer Aktioun.

Eng Persoun, déi am Secteur public schafft, huet bis auf Weiteres kee Recht méi sech extra Congé unzufroen, fir zum Beispill sech weiderbilden, sech op en Examen ze préparéieren, jee, all déi wichtig an noutwendeg Ursachen, firwat de Congé-éducation bis elo huet misse geruetstoen.

An och wann de Fonction-publique-s-Minister sech elo eng intelligent Aktioun welcher Natur och ëmmer ausdenkt, fir d'est ze represséieren, esou bleibt et awer eng traureg Situatioun, dass och hei zwee Secteuren anescht behandelt ginn.

De Statut unique „lässt grüßen“!

Gott sei Dank, kann ee bal soen, gesäit de Conseil d'État dat och esou, an et ass d'autant plus regrettable, dass trotz dem Oprechterhale vun der Opposition formelle vum Statsrot d'Regierung bei hirer Position bleibt, an déi zoustänneg Chamberskommissioun Éducation et Formation professionnelle net de Courage hat, aner Schrëtter ze goen an der Regierung domadder den Diks ze riichten.

An enger Politik vun der Promotioun vum „lifelong learning“, vun der Promotioun vum eiser Gesellschaft um Wee ze enger Wëssengesellschaft, souwäit se och an notament an der Lissabonner Strategie beschriwwen ass, esou wéi se an etleche Lignes directrices beschriwwen ass, esou wéi et an etleche Pabeieren iwwer Innovation a Plein emploi beschriwwen ass, esou wéi et notament an der Politik vum Maintien dans l'emploi och beschriwwen ass, an esou enger Politik mussen de Wieder „Taten folgen“.

Mir haten eis als gréng Fraktioun eng méi couragéis a generéis Politik vun der Regierung erwaart, net nëmme well mir politesch ëmmer erëm op d'Wichtigkeet vun der Weiterbildung hiweisen an d'Hoffnung och nach net opginn, dass d'Regierung eise Rot-schléi emol géif noegoen, mä och well mir ëmmer erëm héieren an de Riede vun den zoustänneg Ministere vun deser Regierung, dass si d'Wichtigkeet an d'Ënnerstëtzung vun enger Weiterbildungspolitik fir jiddferen als Prioritéit gesäit.

Firwat da setze si hir Sätz net a politesche Pragmatismus ëm?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus deser Ursach - ausser mir kréichen eng gerechtfertegt Äntwert, déi dann och dem Statsrot entgaange wier - wäerten déi Gréng sech bei deemem Vote enthalen.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Madame Loschetter. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach gefrot. Här Jaerling!

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Merci, Här President. Mir bleibt nach just d'Zoustëmmung zu deemem Projet ze ginn. Ech mengen, wa mer schonn hei eng Kéier eppes Positives virleien hunn, da soll een dat och net laang zerrieden.

(Brouhaha général)

» M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madame Delvaux!

» Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen all menge Virriedner an och dem Rapporteur a sengem Remplaçant villmools Merci fir éischtens de Rapport, zweetens déi Diskussioun. Vu dass all Riedner esou intensiv op d'Virgeschichte gaangen ass vun deemem Projet, brauch ech jo net den Historique nach eng Kéier ze maachen. Ech wëllt dräi Saachen zréckhalen:

Éischtens wëllt ech confirméieren, effektiv, d'Madame Brasseur huet dat jo wierklech gutt hei erkläert, vu dass si déi deemools zoustänneg Ministesch war, dass dat Gesetz hei eng Transpositioun ass vun engem Accord, enger Konventioun zwëschen de Patronen an de Gewerkschaften aus dem Privatsecteur an dass du gesot ginn ass, dann transposéiere mer dat an e Gesetz, fir dass et méiglechst séier geet.

(Interruption)

Dat war awer d'Argument, an där Zäit.

Dat hat natierlech zur Konsequenz, dass d'Fonction publique net vun deem Gesetz betraff ass, well jo d'Fonction publique net mat de Patronen vum Privatsecteur negociéiert iwwer hiert Recht op eng Formatioun. Dat ass och alles scho virdrun hei gesot ginn. Et ass awer ganz vill ronderëm diskutéiert ginn an dofir wollt ech, an ech sinn dofir autoriséiert vum Minister vun der Fonction publique, nach eng Kéier kuerz dorobber zréckkommen.

Ech mengen, dass d'Situatioun am öffentlechen Secteur an am Privatsecteur relativ verschidden ass, wat d'Rechter ugeet, wat d'Flexibilitéit vun der Aarbeitszäit ugeet, a wat, losse mer soen, d'Entgéintkomme vun de Patronen ugeet. Et gétt also do e fundamentalen Ënnerschied.

Dozou muss een da soen, dass dat Gesetz hei eigentlech regelt, wéi de Stat intervenéiert. Duerfir brauche mer jo e Gesetz.

Wie bezilt de Stat am Fall wou e Patron an e Salarié aus engem Betrib sech eens ginn? Déi Fro brauche mer fir den öffentlechen Secteur jo net ze klären, well déi ass komplett anescht. Also: De Stat muss jo net engem Privatpatron eppes bezuelen, wa seng eege Leit an eng Formatioun ginn.

Dann ass an der Fonction publique d'Situatioun vun der Formation continue eigentlech grondleeënd esou geregelt, dass eigentlech fir eng Promotioun ze kréien a senger Carrière all Statsbeamte praktesch eng Obligatioun huet fir 30 Deeg Formation continue ze maachen. Dat ass schonn e fundamentalen Ënnerschied mam Privatsecteur, well soss kann en déi verschidden Etappen a senger Carrière net hannert sech bréngen.

Dann ass dat Zweet, dass beim Stat eng grouss Offer u Formation continue besteet, déi vum INAP offréiert gëtt. An alleguer déi Leit, déi sech fir Formation continue interesséieren, déi kënnen dat jo liesen, wat do alles offréiert gëtt. Dat ass substanzieell!

Do gesi mir - mir, dat ass elo de Ministère vun der Fonction publique an domadder also d'Regierung -, dass et Leit gëtt, déi ganz vill vun där Offer profitéieren, a Leit, déi ganz weénege dovunner profitéieren. Den Avantage an der Fonction publique ass, dass déi, déi wëlle vill profitéieren, keng iewescht Limite hunn, dat heescht, déi kënnen esou vill a Formation continue goe wéi se wëllen, ouni dass se dee Plaffong vun 80 Deeg hätten. An deem Sënn ass dat dann erëm e fundamentalen Ënnerschied zum Privatsektor.

Wou ech d'Bedenke verstinn, déi och an der Kommissioun manifestéiert gi sinn, dat ass éischer déi Fro: Wann ee Statsbeamten oder een, deen am Service beim Stat schafft, wann deen elo gären an Zukunft een oder zwee Deeg fréi hätt fir den Examen ze léieren, dann ass dat de Moment net méiglech. Dat ass eigentlech deen eenzege Schéinheitsfeeler an deem Gesetz.

An do hu mer jo och no Récksprooch mam Minister vun der Fonction publique awer decidéiert, mir kéinten dat de Moment net an d'Gesetz drasetzen, well, wéi Der wësst, Verhandlungen de Moment lafen téschent der Regierung an der CGFP. Verhandlungen, déi natierlech eng grouss Envergure hunn, net nëmmen iwwer deen heite Sujet, mä iwwer Gehälter an - also ech sinn net am Geheimnis dran - iwwer nach e ganze Koup aner Saachen. Just huet de Minister vun der Fonction publique gesot, hien hätt deen dote Punkt als ee vun deene Sujeten, déi an de Verhandlungen traitéiert mussen ginn, opgefouert. An ech weess net wou mer de Moment dru sinn.

Dat heescht, dat war déi eenzeg Demande, déi mer haten, a wou mer gesot hunn: Jo, do ass effektiv en Handlungsbedarf wat d'Fonction publique ugeet, mä do hätte mer gären, dass dat am Kader vun deenen Négociatiounen mat der Fonction publique soll gekläert ginn. Esou vill also zu deem dote Punkt.

Ech weess elo net, ob dat der Madame Loschetter an deene Gréngen duergeet, mä ech denken, dass ee wirklech muss en Ënnerschied maachen téschent de Rechter, wat d'Formation continue ugeet, fir déi Leit, déi en öffentleche Statut hunn, an déi, déi e private Statut hunn.

Deen zweete Punkt, deen hei vu jiddferengem ervirgetrach ginn ass - an dee kann ech mat ënnersträichen -, dat ass, dass mer immens laang Zäit gebraucht hunn, fir dat Gesetz hei duerch d'legislativ Hürden ze bréngen, a wéi Der jo wësst si mer nach net doduerch, well héchstwahrscheinlech de Statsrot jo wäert seng Reserven oprechterhalen, an dass dat hei nëmmen en éische Vote ass vun engem Gesetz, wou mer dann nach eng Kéier an dräi Méint mussen en zweete Vote virhuelen. Wann de Statsrot, wéi gesot, seng Opposition formelle oprechterhält.

Also, ech bedauern dat och, wëll awer e bëssen als Excuse dobäi ginn, dass an der Zwëschenzäit - nom Dépôt vum Gesetz an haut - e Code du Travail agefouert ginn ass, an dass also dat heite Gesetz sech an de Code du Travail situéiere muss. An dat huet also mat sech bruecht, dass eng ganz Aarbecht huet misse gemaach ginn, fir d'Numérotatioun vun den Artikelen aneschtens ze maachen, wou ech muss soe mer dankbar sinn, dass de Conseil d'État déi Aarbecht fir eis gemaach huet, well esou einfach ass dat net fir dat anzerellen.

An da wollt ech als leschte Punkt nach eppes ubréngen - näischt Prezises méi zum Gesetz, mä zur allgemenger Diskussioun iwwer „lifelong learning“ -: Ech denken, dass et kee gëtt hei zu Lëtzebuerg, deen net gemierkt huet, dass mir an enger Wëssensgesellschaft liewen. Mir sinn dran. Et ass net eng Décisioun vun enger Regierung fir dranzekommen, dat ass einfach eng Feststellung. A mir hunn allegueren ech géif bal soen d'Vepflichtung, fir eis dauernd ze informéieren. An et ass sécher och d'Aufgab vum Stat, fir dat do ze begleeden an ze encadréieren.

Ech wëll dofir just déi eng an déi aner decouragéiere fir ze mengen, dass ee jee géif genuch doranner maachen, well wann ee seet „lifelong learning“, dann ass et och net mat 80 Deeg am Liewe geden. Dat heescht, mir mussen eis ganz vill mobiliséieren, Konditiounen schafen, fir dass déi Offer u léieren an u sech adaptéiere wéi säi Wësse multiplizéieren ëmmer erëm erneiert gëtt, dass se steet.

Mir mussen och e ganze Kader dofir schafen, wat d'Zertifikatioun ugeet. Dat ass fir mech e wichtegt Element heivunner, wou mer éischt Schrëtt gemaach hunn. Mir si jo och amgaangen d'Offer ze augmentéieren iwwer eBac, dat heescht Enseignement à distance, all déi Forme vu léieren, déi ee sech do ka virstellen. Dat ass e grouss Chantier, dee wahrscheinlech ni en Enn krit.

Ech denken och, wann ech d'Diskussiounen vun deene leschte Méint gesinn, dass et och e Mentalitéitswandel muss ginn, an dass d'Leit allegueren, mir allegueren, sech mussen och domadder offannen, dass een eigentlech mat engem éischten Diplom zwar ee gudden Départ an d'Liewe krit huet, mä dass den éischten Diplom net duergeet, an dass een och deene Leit, déi déi Chance net hate fir en éischten Diplom ze kréien, eng Méiglechkeet muss ginn, fir eng éischt Formatioun ze kréien. Ech stellen esou fest, wann ech d'Zeitungen, d'Communiquéen liesen, dass dat net vu jiddferengem gedeelt gëtt, an dat mécht mech eigentlech traureg.

Dofir géif ech soen, dat Gesetz hei ass ee Stéck vun engem Puzzle, dee mer zesummeseetzen. Et ass e wichtige Schrëtt, mä et ass nach laang net all Problem geléist mat deem Gesetz. Mä ech sinn awer frou, dass dat Gesetz hei esou e breede Konsens an der Chamber fënnt, an dofir soen ech lech allegueren villmools Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert nach gefrot.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, ech wëll mech just de Merciën uschlësse vis-à-vis vun all deenen, déi dozou bäigedroen hunn - och wann et laang gedauert huet, Madame Brasseur, bis mer endlech esou wäit waren -, datt och eng Rei vu Prezisiounen an eng Rei Verbesserungen, déi virgesi sinn an deem Deel, dee mat der Jeunesse ze dinn huet, elo awer an engem éische Vote gestëmmt ginn an domadder da weinstens awer kënnen an dräi Méint a Kraaft trieden a mer domadder deene Leit och kënnen Satisfaktioun ginn.

Dofir och dem Rapporteur a sengem Stellvertreider an allen aneren e grouss Merci, datt mer elo déi hei schwéier Hürd geholl hunn. Merci.

» **M. le Président.** - Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domadder ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5337 ass ugehall mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sonnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira,

Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann nach zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5628 iwwer de Centre européen pour les prévisions météorologiques.

2. 5628 - Projet de loi portant approbation

- du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;

- des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (vote)

D'Diskussioun gouf jo gëschter ofgeschloss. D'Ofstëmmung fänkt elo gläich un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5628 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sonnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs freet d'Wuert fir den Dépôt vum engem Projet de loi, huelen ech un.

3. Dépôt d'un projet de loi

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, de Grand-Duc huet mech autoriséiert, de 24. Abrëll 2007, de Projet de loi iwwer de Centre intégré zu Bäerbuerg ze déposieren.

- Projet de loi N°5723 autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg

Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Ech ginn Akt vum Dépôt vum deemem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun weidergeleet gëtt.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5636, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle. D'Wuert huet de Rapporteur, déi honorabel Madame Doerner.

4. 5636 - Projet de loi concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

» **Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Joer verschwannen hei zu Lëtzebuerg eng 50 Persounen: Dorënner si jugendlech Dauerausräisser, déi fir eng kuerz Zäit verschwanne wéinst familiären oder schoulesche Problemer, awer och eeler fragiliséiert Leit a souguer Erwuessener, déi no engem Sträit einfach bei Frënn ënnerdauchen. Zum Gléck kommen déi meescht no enger kuerzer Zäit vum selwen erëm oder gi vun der Police opgegraff.

Anerer awer hannerloossen net déi geréngste Spur. Do derhannert stinn oft tragesch Schicksalen, verzweifelt Elteren, mä d'Siche vun ofgänger Persounen ass awer och fir eis Police eng delikat Affär. Firwat? Well déi betraffe Famill extrem sensibiliséiert ass. Si stellt sech Froe wéi: Lait eist Kand verletzt an engem Gruef? Ass et entfouert oder souguer ëmbruecht ginn? Huet et sech selwer eppes ugedoen? Oder hu mir eis eppes virzwerfen? Kee weess et. Gewëss ass nëmmen, datt dat Kand ni doheem ukomm ass.

Fir d'Famill fänkt eng schwéier Zäit un a si leeft an enger quälender Ongewëssheet vu Waarden, Angscht an Hoffnung. D'Aussoe bei der Police sinn do derniewent och ganz oft net zoutreffend, oder et verstoppt sech tatsächlech e Verbräichen hannert sengem Ausbleiwen.

Wéi reagéiert elo an der Praxis d'Police, wann eng Persoun vermësst gemellt gëtt?

Fir d'alleréisch: D'Date gi polizeintern diffuséiert per Email-System, an dat erlaabt d'Ofgläiche mat Lëschte vu Spideeler, Prisonen an onbekannten Doudegen. Och Schengen-wäit kann dese Fahndungsopruuff aktivéiert ginn, an zwar iwwer den SIS, dat wëllt soen de Schengener Informationssystem, an dat banne 15 Minute vun der Meldung. Bei Auslandsfäll gëtt d'Interpol ageschalt. An nëmme mam Accord vun den Eltere gi Fotoe vum Vermëssten an de Medien publizéiert. Ech wëll nach ervirhieren: Speziell fir vermësste Kanner gëtt an der EU d'est Joer eng eenheetlech Hotline instaléiert.

Mä net all Vermësstemeldung léist eng direkt grouss ugeluechte Sichaktioun aus, wou d'Polizisten, d'Pompjeeën a Fräiwëlliger onermiddlech op de Bee sinn, fir de Betraffenen ze fannen.

Mir gesinn, datt d'Responsabilitéit bei enger Vermësstemeldung bis elo exklusiv eng Responsabilitéit vun der Police ass, dat heescht, déi Vermëssteproblematik berout op enger praktescher polizeilecher Handhabung, ouni eng gesetzlech Regelung. Firwat?

Ganz einfach, well e Vermëssten am Prinzip näischt mat der Strofwelt ze dinn huet. De Begrëff vun Disparitioun ass an eise Code d'instruction criminelle weder virgesinn nach definéiert, dat heescht, de Justizapparat kann net a Bewegung gesat ginn.

Fir de Laien ass dat ganz oft onverständlech, datt bei der Sich no enger Persoun de Parquet net vu sech aus op déi gängeg Ermëttlungsmoosnamen zréckgräife kann, an dat contrairement zur Fahndung vu verdächtige Leit. Et ass also un der Zäit fir dese Vide juridique ze féllen. Dofir enthält dese Projet, dee mer haut stëmme sollen, verschidden nei Prinzipien an Artikelen, déi op eng Verbesserung bei der Vermëssteproblematik zielen sollen.

Den Hauptpunkt vun deemem Gesetz ass, datt beim Verschwanne vu Kanner a vu fragiliséierten Erwuessenen, dat wëllt soen: Leit, déi ënner enger Mesure de protection stinn, do kann elo de Procureur all zwangsrechtlech Ermëttlungsmoosnamen huelen, déi nämlech, déi géifen ugewannt gi bei enger Enquête en flagrante, also en flagrante délit, an dat op eegen Initiativ hin, och wa kee Verdacht op eng strofbar Handlung virliit.

An anere Wieder: De Parquet kann elo, mat der Zesummenaarbecht vun der Police judiciaire, Hausduerchsuechungen, Saisiën maachen vun Dokumenten, Zeien unhéieren an och op DNA-Profiler zréckgräifen. An och no engem Délai vu 24 Stonne gëtt déi Prozedur ënnert der Form vun enger Enquête préliminaire weidergefouert. Och den Untersuchungsrichter kann domadder befaasst ginn. An dës Ermëttlungsmoosnamen ënnerbräichen och all Friste vun enger Verjährung, wann eng Infraktioun géif festgestallt

Jeudi,
26 avril 2007

ginn am Kader vun dëser Fahndung. D'Zil vun dëser Prozedur ass et, der Police nei Unhaltspunkten ze ginn iwwert d'Motiver an en eventuell Verbleiwe vum Gesichten.

An natierlech wäert dës Prozedur och hëllef, eventuell fingierte Vermögensmeldungen entgéintzewierken. No dësem Projet nämlech kann de Procureur och mat der Sich vun engem Erwuessene befaasst ginn, allerdéngs nëmme nëmme verschiddene Konditiounen. Dës Aschränkunge bei dëser Persounegrupp sinn ze verstoen opgrond vun der Bewegungsfräiheet a selbstverständlich dem Recht op eng Privatsphäre vu jiddfer Mënsch iwwer 18 Joer. Dat heescht, en Erwuessene ass net verpflichtet, säin Openthalt senger Famill matzedeelen a kann och deemtsprechend net gesicht ginn, a scho guer net nëmme polizeilechem Zwang a seng Famill zréckgefouert ginn, souguer wa seng Fra dat nach esou gär hätt.

Et gëtt Leit, déi vun engem Dag op deen aneren d'Famill an d'Vergaangenheet...

(Interruption)

Dat ass egal.

...hannert sech loossen an iergendwou e ganz neit Liewen ufänken. Dat ass eng Privatsaach a keng Affär fir d'Police, an dat muss och respektéiert ginn!

Aus dësen Ursache féiert hiert Verschwanen net ipso facto zu enger Enquête. Déi nei Prozedur setzt viraus, dass d'Veschwanne beonrouegend oder suspekt muss sinn. D'Ëmstänn wéi eng Persoun verschwënnt, hiren Alter an hire Gesondheitszoustand spillen hei eng grouss Roll.

Wann elo e Vermëssten ermfonnt gëtt, da ka seng Adress net engem Drëtte communiquéiert ginn. Den initiale Gesetzesprojekt hat déi Méiglechkeet virgesinn, mam Accord vun der Persoun, déi gesicht ginn ass, oder mam Accord vum Procureur, wann en Intérêt bestanen hätt, dës Adress weiderzeginn. De Statsrot huet awer - an zu Recht - drop higewisen, dass d'Notioun vun engem „intérêt légalement protégé“ problematesch ass. Dorënner hätten zum Beispill fale kënnen: de Bénéficiaire vun engem Pension alimentaire oder awer de Créancier vun engem x-beliebiger Schold.

Mir dierfen net vergiessen, dass Zil an Zweck vun dësem neien Artikel 43-1 sinn: de Schutz, d'Sécherheet an d'Ofwier vu Geforen. An et geet net drëm, zivilrechtlech Aspekter am Reflex mathëllefe wëllen ze léisen. Et gëtt hei keng Verbindung mam Zivilrecht. Et ass en Ënnerscheid, ob ech vum Code civil profitieren, deen et mer erméiglecht, eventuellen Ierwen hir Rechter geltend ze maachen, wann ee vun der Famill verschollen ass, dat sinn déi Présomption d'absence an déi Déclaration d'absence.

D'Kommissioun ass mat op de Wee vum Conseil d'État gaang an huet dës Disposition, wat d'Kommunikation vun der Adress betrëfft, ganz einfach gestrich. Dat heescht: A kengem Fall gesäit deen neien Text eng Matdeelung vun der Adress vir. De Conseil d'État ass der Meinung, dass d'Fro vun der Kommunikation vun der Adress an engem méi generelle Kader soll geregelt ginn, an zwar an engem Kader, deen déi ganz Problematik vum Accès op de strafrechtlechen Dossier ee fir allemol géif regelen.

Eng kleng Prezisioun: Wann déi betraffe Persoun awer elo nach keng 18 Joer huet oder si ass am Kader vun engem Mesure de protection - dat wëllt soen, si géif ënner Tutelle, Curatelle oder Sauvegarde de justice stoen -, da kréiche selbstverständlich d'Eltere respektiv zum Beispill den Tuteur déi Adress matgedeelt.

Mat der Aféierung vum Begrëff vun der „disparition de personnes“ an eise Code d'instruction criminelle ass och den Artikel 44 vun dësem Code ergänzt ginn an erlaabt elo dem Procureur, op d'Plaz ze goen, wou eng Läch fonnt ginn ass, an op d'Experten an d'DNA-Profiler zréckzegräifen, fir dës Persoun ze identifizéieren an och eng Feststellung erauszefannen, wat d'Ëmstänn vun hirem Doud betrëfft.

De Procureur kann all Mëttelen, déi him zur Verfügung stinn, net nëmme asetze beim Verschwanne vun engem Persoun oder bei engem onbekannten Doudegen, mä och bei engem schwéier Verletzen, deen opfonnt ginn ass an deen net méi selwer ka soen, wat him zougestouss ass. Domadder also kann d'Identitéit vun dëser Persoun festgestallt gi respektiv d'Ëmstänn vun der Verletzung bestëmmt ginn.

Schlussendlech gesäit an engem leschten Artikel dës Projet och den neien Artikel 53-1 am Code d'instruction criminelle vir, dat wëllt soen: Den Untersuchungsriichter kann och an Zukunft seng traditionell Pouvoiren ausüben am Kader vun den dräi Hypothesen, déi an dësem neie Projet behandelt

ginn, an zwar: d'Veschwanne vun engem Persoun, d'Entdeckung vun engem Läch an engem schwéier Verletzen.

Ech kommen zum Schluss a wëll Folgendes bemierken: Dës Projet ass op Demande vum Parquet hin initiéiert ginn. De Justizminister huet e gudden Text geschriwwen, dee sech op e franséisch Gesetz vun 2002 baséiert. De Conseil d'État huet dës Projet enger grëndlecher Revisioun ënnerzunn an huet en nei artikuliert, formuliert an adaptéiert.

Dësen Text ka leider an esou engem heikler Matière wéi dem Verschwanen net all Problemer léisen, mä e wäert awer d'Aarbecht vum Procureur a vun der Police vereinfachen, an dat selbstverständlich am Interesse vun de Betraffenen an hire Familljen.

Mir kënnen dës Projet stëmmen, an ech gi gläichzäitig den Accord vu menger Fraktion.

))) **Plusieurs voix.** - Très bien!

))) **M. le Président.** - Merci, Madame Doerner. Éischt Riedner ass den honorablen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

))) **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der Madame Doerner als Rapportrice Merci soen. Tatsaach ass, dass e Vide juridique hei am Land bestanen huet iwwert d'Disparitioun vun der Persoun an et wichtig ass, dass dee Vide combléiert gëtt. Den Drame, deen et fir eng Famill ass oder fir eng Persoun, déi eng aner Persoun verléiert an net weess wou se ass, ass virun allem am Fall elo vu Mineuren oder vu Majeur-protégéen dramatesch gewiesch, well ee jo net weess - fir e Mineur - wat ka geschitt sinn; a bei engem Majeur protégé och net. Bei engem Majeur ass et och guer keng Disposition ginn, an do ass et wichtig, dass de Procureur d'État haut kann, deemno wéi d'Situatioun vun dëser Persoun ass, och esou eng Enquête opmaachen.

Dat Eenzelt, wou ee sech muss d'Fro stellen, dat ass: Am Text ass keng Rekursméiglechkeet virgesinn. Dat heescht, wann de Procureur seet: Neen, ech hunn decidéiert et géif näischt gemaach ginn, - wat ass do vu Méiglechkeet vun engem Recours? Wéi eng Rekursméiglechkeet gëtt et vis-à-vis vun der Famill, fir kënnen déi Décisioun vum Procureur d'État unzefechten? Den Text gesäit näischt vir. Vläch weess de Minister, ob do de Code d'instruction criminelle eppes aneschters virgesäit, mä ech mengen net.

Do wou ee sech och muss d'Fro stellen, an et sinn awer frou, an d'Rapportrice huet et scho gesot, dass de Conseil d'État awer op d'Liberté-individuellen insistéiert. Dat dote soll keen Text sinn, wou een duerno ka kucken een ermëzefannen, well ee mengt, et hätt een eppes zegutt; eng Pension alimentaire oder esou eppes. Dat wier en Text gewiesch, wou de Stat am Fong Detektiv gespillt hätt an de Leit gehollef hätt einfach probéieren aner Leit ermëzefannen, wou se net wossten... wou se vläicht fräiwëlleg kee Kontakt méi mat der Famille d'origine hunn, mat där Persoun haten, an do de Stat gehollef hätt déi Persoun ermëzefannen.

Mir fannen et wichtig, dass deen Text an deem Sënn geännert ginn ass. An och mat deenen Amendementer, déi de Conseil d'État proposéiert huet, kann d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen doten Text stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

))) **Une voix.** - Très bien.

))) **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den Här Klein huet d'Wuert.

))) **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci der Rapportrice fir hir ausféierlech Rapporten. Dës Bestëmmungen, déi mer haut hei wäerte verabschieden, maachen eng Lück an eise Strafrecht zou, nämlech d'Verfuere vum Parquet, dem Procureur d'État an der Police judiciaire am Fall vun der Disparitioun vun engem oder méi Persounen. De Code civil sengersäits regelt a sengem speziellen Titel d'Absence vu Persounen. Esou eppes ass an eise Strofbuch net virgesinn. Dat ass och eng aner Saach. Duerfir muss mer elo eppes aféieren, fir déi Lück zouzemaachen.

Am Prinzip ass et jo esou, dass no engem vun de Grondrechter jiddferee ka kommen oder goen, wéini a wuer e wëllt, a wéi laang e fort ass oder fort bleift. Jiddferee ka sech an der Öffentlechkeet fräi bewegen oder hannerwands hale soulaang e wëllt.

Elo gëtt et awer Situatiounen, wou e Verdacht kann opkommen, dass deem, dee länger Zäit verschwonne ass onni eng Norricht ze hannerloossen, onni eppes vu sech ze ginn, onni vun engem anere gesinn oder begéint ze ginn, eppes kéint passéiert sinn.

Do muss ee sech seriö Gedanken maachen, fir där Persoun ze hëllef an erauszefanne wat geschitt ka sinn. D'Méiglechkeet an d'Recht mussen bestoen, fir no där verschwonnener Persoun ze kucken, an zwar no préetablierten offiziellen Regeln. An deem Sënn gëtt elo de Code d'instruction criminelle ofgeännert.

Et gi bei der Disparitioun vu Persounen zwou verschidde Situatiounen - an d'Rapportrice, déi huet se schon ënnersicht -:

Éischts, d'Disparitioun vu Mineuren oder vu Majeuren, déi protégéiert sinn. An deem Fall gëtt présuméiert, dass se Hëllef brauchen an dat direkt muss no hinne gekuckt ginn, well do de Risque vill méi grouss ass, dass eppes virkomm ass, en vum hirem Alter respektiv vun hirem mental oder physisch gebriechlechen Zoustand. Duerfir kann an Zukunft de Parquet dann agräifen, laut der Prozedur vum Code d'instruction criminelle. Dat ass eng Schutzmoosnam méi fir déi Leit, déi do beträff sinn.

Zweetens, bei den Erwuessenen, déi net protégéiert sinn, do geet et net duer, dass d'Disparitioun festgestallt ginn ass. Et kommen nach Konditiounen mat derbäi. An zwar déi Disparitioun muss beonrouegend - inquietante - oder suspekt sinn, en vum hirem Ëmstänn, vum Alter vun Interessent oder vu sengem Gesondheitszoustand. D'Action publique kann net onni Weideres a Bewegung gesat ginn. De Procureur d'État ass an deem Fall den Décideur. Hien entscheet opgrond vun den Ëmstänn, ob et ubrecht ass oder net, ob et sech opdrängt oder net, fir ze agéieren.

De Procureur huet also engem wichte Entschcheidungsgewalt, well jo Notioun wéi d'Suspicioun an de Caractère inquietant net genau definéiert sinn an net déi allerkloerst sinn. Am Fall, wou d'Disparitioun net opgedeckt gëtt, ënnerbriechen d'Akten, déi ënnerholl gi sinn, och d'Prescriptioun, sollt sech spéider eraustellen, dass iergendwéi e Crime oder en Delikt mat där Disparitioun do eppes ze dinn huet.

Wichtig ass och festzustellen, dass par rapport zum ursprünglechen Text de Conseil d'État motivéiert proposéiert huet, fir d'Bestëmmung erauszehuelen, dass am Fall, wou en Intérêt et géif justifiéieren, de Procureur d'État d'Adress vun engem, deen ermfonnt ginn ass, weidercommuniquéiert. Dat ass och esou vun der Commission juridique akzeptéiert ginn.

Mir gesinn also, dass an dësem Projet de loi de Grondrechter an dem Respekt vum Privatliewe Rechnung gedroe ginn ass. Mir kréie mat dësem Gesetz Instrumenter geschaf, fir am Fall vun Verschwanne vu Persounen deene betreffend an den interesséierte Familljen eventuell ze hëllef an se vun hirem Verzweiflung fräizemaachen. Dat ass eng weider Moosnam, fir d'Sécherheitsgefäll vun de Leit ze verstärken. Duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

))) **Plusieurs voix.** - Très bien.

))) **M. le Président.** - Merci, Här Klein. Den Här Braz huet d'Wuert nach gefrot.

))) **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Just ganz kuerz, fir och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun ze bréngen an och dem Rapporteur, der Madame Doerner, Merci ze soe fir hire Bericht.

))) **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Henckes nach.

))) **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, dat hei ass héchstwahrscheinlech kee grousst Gesetz, wat deckt an der Opinion publique debattéiert gëtt, mä wat awer bluttnoutwendeg ass. Jiddferee kennt oder huet hiere vu Fäll, wou Leit verschwonnen sinn, wou Kanner verschwonnen sinn, a wou et deen Ablack ganz schwéier ass, fir kënnen eng Action publique anzeleeden, fir dass no där Persoun oder deem Mannerjähre gesicht gëtt.

Dat ass heiansdo méiglech, mä de Parquet muss heiansdo op Instrumenter zréckgräifen, wou ech mech froen, ob se ëmmer an der Limite vun der Legalitéit waren, mä wat awer am Intérêt vun der Saach war. Dat war eng Lacune am Gesetz, an dofir ass et wichtig, dass déi Lacune elo opgehewe gëtt.

Et ass e gutt Gesetz, an dofir wollt ech och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojekt bréngen.

))) **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Justizminister Luc Frieden.

))) **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, dat hei ass e Gesetz, wou Recht a Gefäll ganz no beienee leien. An de Fait, dass mer an deene leschten 100 Joer déi Dispositionen hei net am Gesetz

haten, obschonn dass mer all Joer - wéi d'Rapportrice zu Recht gesot huet - ronn 50 Disparitiounen hunn, beweist d'ganz Schwierigkeet, déi besteet, fir esou eppes an engem Gesetz richteg unzepakken.

Mir hunn dat Gesetz hei op de Wee ginn, well mer gemengt hunn, dass hanner ville vun deenen Disparitiounen sécherlech op där enger Säit de Wonsch vu Fräiheet vun deem Einzelne besteet, fir ze verschwannen, mä awer op där anerer Säit och ganz vill Misär a Suerg vun anere besteet, déi e Recht drop hunn ze wëssen, wou hire Familljemember hin ass. An dat Recht gëtt quasi zu enger Pflicht fir de Stat, wann et sech ëm mannerjähreg Leit handelt oder ëm Majeuren, déi ënner engem extrae Régime de protection sinn.

Duerfir hunn ech fonnt, dass, obschonn all déi Regierung virdrun an dësem Kontext dem Procureur d'État keng Handhab ginn hunn, ee misst an dëser Matière de ville Familljen hëllef, déi eis oft dramatesch Bréiwer geschriwwen hunn, well se gesot hunn: Et ass ee verschwonnen, an de Stat kann näischt maachen, well net onbedéngt en Element vun Infractioun gi ginn ass. Do kënnen mer näischt maachen.

Duerfir sinn ech frou, dass hei dës Projet esou engem breet Zoustëmmung féint. Well ech mengen, et ass e Projet, dee sech juristisch ugesäit, mä deen awer zum Zil huet, sécherlech d'Fräiheet vun engem ze respektieren, mä virun allem awer derfir ze suergen, dass vill Misär ka méi kleng gemaach ginn doduerch, dass de Stat Mëttelen huet opzékären, wou eng Persoun ass oder firwat eng Persoun net méi wëllt mat hirem Vergaangenheet eppes ze dinn hunn.

Duerfir géif ech och gären der Madame Doerner fir hire Rapport Merci soen, grad esou wéi deenen aneren Deputéierten, déi heizou Stellung geholl hunn, a Merci och fir déi breet Ënnerstützung, déi dës Projet schéngt hei an der Chamber ze fannen.

Merci.

))) **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Här Bettel!

))) **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech hat eng Fro gestallt: Wann de Procureur elo géif refusieren, bei engem Majeur esou eng Enquête opzemaachen, wat do d'Rekursméiglechkeete vun der Famill sinn? Ass do eppes virgesinn?

))) **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Ech géif a priori mengen, dass dat ënner de Prinzip fällt, dass de Procureur ëmmer selwer entscheet, a wéi engem Moment en eppes mécht, an dat do déi allgemeng Prinzipie vum Code d'instruction criminelle géife spillen.

(Interruption)

An deem Fall géif dat heeschen, kee Recours. Ech mengen, haut gi mer de Leit e substanzieel Recht bäi, wat de Procureur, deen am Numm vum Stat dat mécht, op eng responsabel Aart a Weis wäert maachen, an duerfir gesinn ech do en zousätzlecht Recht, wat mer de Leit ginn, wat een net anescht brauch ze encadréieren.

))) **M. le Président.** - De Procureur jugéiert d'Opportunitéit.

Voilà, mir kommen dann zu der Ofstëmmung vum Projet de loi 5636.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5636 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger

Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, an dat ass de Projet de loi iwwert d'Schafung vun enger Société de gestion de patrimoine familial. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Mosar.

5. 5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

»» M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Diskussion an der Ofstëmmung vum Projet de loi iwwert d'Société de gestion de patrimoine familial wäert d'Chamber haut déi zweet Etapp hannerst sech bréngen an der Suite vun der Ofschaffung vum Holdingsstatut vun 1929.

Déi éischt Etapp si mer am leschten Dezember gaangen, wou mer an engem Gesetz d'Iwwergangsbestëmmunge festgeuecht hunn, déi definitiv den 31. Dezember 2010 auslafen, vun deem Datum un also, wou et och keen Holdingsstatut méi wäert an eisem Land ginn.

Eng drëtt a lescht Etapp wäert da sinn - an ech wäert zum Schluss nach kurz dorobber ze schwätze kommen -, datt, nodeem mer haut en neie Vehikel fir d'Gestioun vu Privatvermögen en place setzen, mer och mussen dofir suergen, datt déi institutionell Investisseuren en ähnlech Instrument zur Verfügung gestallt kréien, well si net kënnen op d'SPF zréckgräifen. Eréischt da wäert mer dann och d'Buch vun der Holding '29 kënnen definitiv zoumaachen.

Ech wëll hei am Detail net méi op d'Virgeschicht agoen, déi allgemeng bekannt ass an déi op d'Décision vum 19. Juli vum leschte Joer vun der Kommissioun zréckgeet, déi gemengt hat, datt den Holdingsstatut 1929 eng net zoulässeg Statshëllef géif duerstellen.

Ech wëll och haut an hei net méi op déi Argumenter vun der Kommissioun agoen; dat hu mer alles schon an der Diskussion vum éischte Projet am leschten Dezember gemaach, esou datt ech mer dat kann erspueren a mech exklusiv wëll konzentrieren op dee Projet de loi, dee mer haut an hei diskutieren.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Virausschéckend wëll ech dann nach eng Kéier betounen, datt dësen neie Steierstatut net nëmmen als Holdingersatz geduecht ass, mä a sech vill méi eng breet gefächert Clientèle wëllt usprieche wéi déi, déi sech am Holdingsstatut erëmfënnt. Ech sinn dann och perséinlech dovun iwwerzeegt, datt mer mat der Schafung vun dësem neie Steierstatut der Banken- a Finanzplaz en zousätzlechen innovativen Projet dohinner setzen, deen hoffentlech deesewechte grouss Succès wäert kenne wéi d' Holding '29.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Objektiv vun dësem Projet ass, d'Flexibilitéit, déi d'Privatpersoune bei der Ges-

tion vun hirem Privatverméige brauchen, mat enger ugepasstener Fiskaliteit ze verbannen.

Ech wëll awer elo net am Detail op all eenzel Dispositioun vun dësem Gesetzesprojet agoen - Dir kënnt dat alles noliesen a mengem schrëftleche Rapport -, mä ech wëll mech dorop limitieren, lech nach eng Kéier déi grouss Prinzipien vun der SPF hei ze resümieren.

Ufänke wéilt ech nach eng Kéier andeem ech betounen, datt d'SPF keng nei Gesellschaftsstruktur ass, mä a sech just e Steierstatut - esou wéi dat och bei der Holdinggesetzgebung de Fall ass. Dëst bedeit dann och, datt d'SPF kann an all Form vu Kapitalgesellschaft agekleet ginn, sief dat eng Société à responsabilité limitée, eng Société anonyme, eng Société en commandite par actions oder eng Société coopérative, déi awer ënner Form vun enger Société anonyme organiséiert ass.

Et ass dann och kloer, datt dës moralesch Persoun vun der limitierter Haftung vun der Personne morale profitiert an domadder och en eventuelle Recours vun Dréttpersoune limitiert.

Wat kann dës SPF fir Aktivitéiten entwéckelen? Si kann a sech all Zorte vu Finanzaktivitäre kafen, besëtzen, verkafen a géréieren. Wat awer expressément ausgeschloss ass, dat ass, datt dës Gesellschaft kommerziell Aktivitéite bedreift, wat dann och mat sech bréngt, datt d'SPF net direkt kann Immobilië besëtzen an och keng rémunéiert Préten u Sociéitéite kann accordéieren, an deene se selwer eng Participatioun hätt.

Schlussendlech kënnen d'Aktië vun enger SPF nëmme vun enger limitierter Zuel vun Investisseuren gehale ginn a kënnen also net op enger Bourse cotéiert ginn.

Wie kann elo Aktionär an esou enger SPF an Zukunft ginn? Fir d'alleréischte natierlech all d'Privatpersoune, derniewent awer och all sougenannten Entité patrimoniale, déi am Intérêt vun Privatverméige vun enger oder méi physische Persoune agiert. Betoune wéilt ech heizou, datt esou eng Entité patrimoniale kann en Trust, eng Stéftung oder Fondation sinn, awer och all aner Zorte vu moralescher Persoun Lëtzebuurger oder auslännescher Nationalitéit ënnert der Oplag, datt se keng kommerziell Aktivitéite bedreift. Schlussendlech kann awer och en Intermédiaire optriede fir déi Investisseuren, déi ech virdrun hei opgeléicht hunn.

Wéi ass elo d'Administratioun vun dëser SPF organiséiert? Hei wëll ech nach eng Kéier betounen, datt d'Gesellschaft en tant que telle net kann an engem Conseil d'administration vun enger Gesellschaft vertruede sinn, an där se selwer eng Participatioun hätt. Et ass allerdéngs net verbueden, datt den Aktionär direkt oder den Administrateur vun der SPF an esou enger Gesellschaft am Conseil d'administration siégéiert.

Wéi ass elo de genaue steierleche Statut? Dës SPF bezillt weder Akommessteier nach Gewerbesteier an ass och net der Verméigensteier ënnerworfen, ausser - an do renvoyéieren ech op dat ëmgeännert Gesetz vum 4. Dezember 1967 - wa se während engem Exercice net méi wéi 5% vun Dividenden touchéiert, déi aus Participatioune vu Gesellschaften kommen, déi kenger vergläichbarer Steier ënnerworfen si wéi eiser Kollektivitéitssteier.

Wat déi indirekt Steiere betrëfft, fält d'SPF natierlech drënner; dat heescht, si bezillt souwuel den Droit d'apport wéi d'Taxe d'abonnement. Allerdéngs gëtt souwuel den Taux wéi de Berechnungsmodus vun der Taxe d'abonnement fir d'SPFen anescht fixéiert. Esou bezuele si an Zukunft en Taux vun 0,25%, allerdéngs référéiert d'Besteuerungsbasis sech just op dat libéiert Kapital, dat duerch d'Prime d'émission nach kann augmentéiert ginn. Parallell gëtt dann och e Plaffong vun 125.000 Euro fir d'Taxe d'abonnement agefouert.

Schlussendlech wëll ech nach zu dësem Punkt bemerken: D'SPF fält dann och net ënner d'Duebelbesteierungssoffcomes, par contre awer ënnert de Secret professionnel, wéi en am Paragraph 178bis vum allgemenge Steiergesetz festgeschriwwen ass.

Wat elo d'Dividende betrëfft, déi vun enger SPF ausbezuelt ginn, esou falen déi net ënner d'Retenue à la source. Dëst géillt allerdéngs net fir déi Zënsen, déi vun enger SPF selwer ausbezuelt ginn, well déi ënner esou eng Retenue à la source kënnen falen.

Wéi fonctionnéiert elo d'Kontroll vun der SPF? Hei sief direkt präziséiert, datt d'Enregistrementsverwaltung ass, déi hei zoustänneg gëtt. Fir der Administratioun awer ze erméiglechen, hir Kontroll auszeüben, muss d'Gesellschaft selwer eng Rei vu Vérificatiouns- a Certificatiounsobligatioune erfüllen. Dës ginn am Prinzip vum Domicilia-

taire vun där Gesellschaft iwwerholl. Sollt d'Gesellschaft keen esou en Domiciliaire hunn, mussen dës Verpflichtunge vun engem Réviseur d'entreprises iwwerholl ginn.

Wat sinn elo d'Sanktioune, wann déi SPF sech net un déi elo vu mir virdrü beschriwwenen Oplagen hält?

Dann huet den Direkter vun der Administration de l'Enregistrement d'Méiglechkeet, der SPF hire Statut ewechzehuelen, allerdéngs - an dat wëll ech hei nach eng Kéier expressément betounen - ass dat net eng Obligatioun fir deen Direkter, mä eng Fakultéit. Dat heescht, den Direkter behält hei e gewëssenen Ermessungsspielraum, wat d'Auschwätze vun esou enger Strof betrëfft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder kommen ech och scho bal zum Schluss. Eng lescht net oninteressant Fro, déi ech awer hei nach wollt beäntweren, ass déi: Wat fir eng Prozedur muss respektéiert ginn, wann een eng aktuell existéierend Holdinggesellschaft an eng SPF wëllt ëmwandelen?

Hei ass fir d'éischt ze betounen, datt natierlech all Bedéngunge vun der SPF mussen erfëllt ginn. Ass dat de Fall, geet et duer, datt et hei zu enger Statutenännerung kënnt, wou an éischter Linn den Objet, d'Dénominatioun vun der Gesellschaft mussen ugepasst ginn, an dëst muss natierlech duerch en Notársakt geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdrun a menger Aleedung gesot: Duerch d'Schafung vun der Société de gestion de patrimoine familial kritt d'Banken- a Finanzplaz en net interessant Instrument zur Verfügung gestallt fir d'Verwaltung vu Privatvermögen. Ech si perséinlech dovun iwwerzeegt, datt dëst en effizient Instrument ass, wat de Besoiné vu ganz villen Investisseuren wäert entsprechen, an ech zweifelen eigentlech dofir och net um Succès vun dësem neie Produit.

Allerdéngs kënnen déi institutionell Investisseuren, wéi ech et scho virdrü gesot hunn, net op dëst Instrument zréckgräifen, an dofir géif ech och haut an hei nach eng Kéier dofir plädéieren, Här Minister, fir eventuell iwwert de Wee vun enger Adaptatioun vun eiser SOPARFI-Législatioun d'iddi vun den Intérêts notionnels wéi awer och d'Taxatioun vun de Plus-values sur valeurs mobilières vu moralesche Persoune esou steierlech ze organisieren, datt mir weider kompetitiv bleiwe par rapport zu eisem noen Ausland, an hei denken ech ganz besonnesch un d'Belsch an un Holland.

Ech géif dofir d'Regierung bidden, esou schnell wéi méiglech hei Neel mat Käpp ze maachen an an deenen nächste Wochen e Projet de loi ze deponieren, deen d'Interesse vun dësen institutionellen Investisseuren berücksichtegt.

An deem Kontext erlaabt mer dann och nach eng Kéier derfir ze plädéieren, Här Minister, den Droit d'apport ofzeschaffen, dat ëmsou méi well jo d'Europäesch Kommissioun spéitstens bis 2010 dësen Droit d'apport wëllt EU-wäit ofgeschaaft gesinn.

Här President, no der Adoptioun vum Gesetz iwwert d'Fonds spécialisés, dat sech elo schon als e grouss Succès erausstelt, schafe mer haut d'Grundlag, fir datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg och an Zukunft a vläicht nach méi wéi bis elo en Zentrum vun der Verwaltung vu Privatverméige gëtt. Meng Hoffnung als Rapporteur wier op jiddede Fall, datt mer haut den Ufank vun enger ähnlecher „success story“ schreibe wéi déi vun eise Virgänger, déi 1929 d'Holdingsgesetzgebung op d'Schinne gesat hunn.

Ech soen lech Merci.

»» Plusieurs voix.- Très bien!

»» M. le Président.- Merci, Här Mosar. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

»» M. Lucien Thiel (CSV).- Merci, Här President. Fir unzefänken dem Kolleeg Laurent Mosar villmools Merci fir säi Rapport. En e bësse scho bal ze ausféierleche Rapport, well dat, wat ech lech ze soen hunn, gläicht deem, wat hien lech elo grad gesot huet, zimlech staark.

Et wosst een zwar, datt eppes am Komme wier, nodeems d'Direction générale, d'Konkurrenz vun der Brësseler Kommissioun ufanks Februar vum leschte Joer eiser Regierung matgedeelt huet, si géif eng Prozedur no Artikel 88 vun Gemeinschaftsrecht, also eng Enquête ulafe looschen.

Mä trotzdem huet et eis kal erwëscht, wéi den 19. Juli d'lescht Joer vu Brëssel et geheescht huet, d'Europäesch Kommissioun wier trotz alle Géigenargumenter vun der Lëtzebuurger Regierung zur Konkurskommission komm, datt de Steierregime vun eisen Holdinge géint d'europäesch Recht géif ver-

stoussen. Dofir, esou housch et, däerft ab sofort keng där Holdinge méi gegrennt ginn an déi existéierend misste bis zum Joresenn ofgeschaaft ginn.

Also eppes wat 77 Joer laang anstandslos fonctionnéiert huet, wat et an 12.600 Exemplare gëtt, gutt 20 Milliarden Euro wäert ass an dem Stat ron 40 Milliounen Taxe d'abonnement am Joer abrängt; eppes wat nach fennef Joer virdrun, no enger klenger Korrektur, de Seege vu Brëssel, allerdéngs vun enger anerer Direction générale, kritt hat, war op eemol eng Ausgebuert vun Illegalitéit an huet direkt missen exekutiert ginn.

No deem Coup, dee verständlecherweis Oprou ënnert d'Clienté vun eiser Finanzplaz bruecht an duerfir eng schnell Reaktioun verlaangt huet, stoung d'Regierung virum Choix, entweder den Haarden ze markéieren an op den Europäesch Gerichtshaff ze goen, wou mir de Juristen zufolge 50% Chance gehat hätten, fir Recht ze kréien, awer dat eréischt no zwee oder no dräi Joer, oder awer mat Brëssel ze verhandelen, fir op d'mannst en Opschub vum Délai erauszeschloen.

D'Regierung huet dee verstännege Wee gewielt, an de Minister Frieden huet doropshin déi zoustänneg Kommissärin - d'Madame Kroes - dozou bruecht, eisen Holdingen eng Gaalfrist bis Enn 2010 ze accordéieren.

Dat gouf dann och an deem Gesetz festgehalten, dat mir am Dezember hei gestëmmt hunn, dat de Laurent Mosar elo nach grad erwähnt huet.

Domat war natierlech den eigentleche Problem nach laang net geléist. D'Clienté wollte wëssen, wéi et duerno géif weidergoen, a waren net wëlles bis 2010 ze waarden, eier se sech decidéieren géifen, fir hir Suen zu Lëtzebuerg ze looschen oder se anzwousch anescht ënnerdaach ze bréngen. Et huet also misse séier gehandelt ginn.

Dat ass, wéi mir haut gesinn, geschitt. Knapp néng Méint no der Hiobsnouvelle vu Brëssel solle mir elo e Gesetz stëmmen, dat de Problem zwar net ganz léist, awer op d'mannst e gudden Deal dovun.

Mat hirer net grad iwwerzeegender Argumentatioun, d'Holdinge wieren Entrepreneuren an dofir ze besteiere wéi aner Entrepreneuren och, well si aktiv Gestioun géife maachen, hunn déi Brësseler Konkurrenzweichter eiser Regierung eng Upak ginn, fir de Problem ze splécken an esou een Deal vun den Holdingen aus dem Collimateur erauszehuelen.

Et gëtt wuel Holdingen, déi ganz gehéireg an d'Finanzmäert agräifen an eng ganz aktiv Gestioun vun hirem Patrimoine maachen, woumat se natierlech an d'Schosslinn vun der Brësseler Kommissioun geroden. Dat sinn duerch d'Bänk déi ganz déck Holdingen, déi d'Avoiré vu grouss Multinationalen an anere kapitalkräftege Gesellschaften hei bei eis géréieren.

Mä déi grouss Majoritéit - et heescht em déi 80% - vun eisen Holdinge sinn éischter Familienentrepreneuren, déi de Patrimoine vun hire Besëtzer verwalten an déi dat op eng méi konservativ, manner aggressiv Aart a Weis maachen. Vu wirtschaftlecher Aktivitéit am Sënn vun der Kommissioun kann do wuel kaum Rieds sinn. An anere Wieder: Bei dësen Holdinge konnt wuel de Virwurf vun der staatlecher Bähëllef net gräifen, deen d'Madame Kroes eisen Holdingen in globo unhänke wollt.

Do war et nëmme logesch, datt d'Regierung sech drop versteift huet, d'Familienholdinge wiere vun dem Brësseler Doudesurteil net betraff a kéinte weiderhi vum avantagéis Steierregime profitieren.

Déi Logik gouf dann och an dat Gesetz ëmgesat, dat mir haut stëmmen sollen, an dat sech am Wiesentlechen op d'Definitioun vun där Zort vun Holdinge konzentriert, déi lech elo grad vum Kolleeg Rapporteur ausserneegeluecht ginn ass.

Domat wier och deen Deal vun eisem Problem geléist. Bleift dann nach deen aneren, dee vun de sougenannten institutionellen Holdingen. Dee weit net nëmmen a ganze Krack méi a puncto Volume, a puncto Suen, mä en ass och dee kriddlechsten, well Brëssel grad déi Zort Holdingen um Napp huet an et hei net mat e puer Korrekture gedoe ka sinn.

Mä dat kann an däerf keng Entschëllegung sinn, fir de Problem op d'laang Bänk ze tesselen. Hei geet et em vill Milliounen, fir net ze soe Milliarden, an et geet em gewichteg Clienten, déi esou séier wéi méiglech gär eng Äntwert drop hätten, wéi et dann elo mat hirer Holding géif hei weidergoen.

Fir hinnen déi Äntwert ze ginn, brauche mir emol d'Rad net nei ze erfannen. Mir hunn nämlech schon an den 80er an an den 90er Joren e Vehikel geschaf, deen duerch aus amstand ass, d'Relevé vun den institu-

tionellen Holdingen ze huelen. Hien heescht SOPARFI, als Ofkierzung fir Société de participations financières.

Net vun ongeféier gouf d'Instrument gemeng deemools, wéi et agefouert ginn ass, als eng Art Holding bis bezeechent, well a Wierklechkeet handelt et sech ëm soss näischt wéi eng Holding, awer eng Holding, déi besteiert gëtt an déi dofir dann och international akzeptéiert ass. D'Astuce besteet just dodran - vereinfacht elo ausgedréckt -, datt d'Holding der Mammefirma oder enger Duechterfirma Sue léint, déi dann, wa se inklusiv Zënse erëmbezuelt ginn, net steuerlech erfaasst ginn, also wou um Enn keng Steieren ufalen.

Een oder zwee Aménagementter bei där SOPARFI géife schonn duer, fir datt si d'Roll vun de gekäpften Holdinge voll a ganz iwerhuele kënn. Wann een dann nach dës getunte SOPARFI mat deem kombinéiere géif, wat de belschen Noperen agefall ass, fir hir gläichfalls vu Bréssel ofgeschaaft Centres de coordination ze ersetzen, da wäre mer scho méi wéi aus dem Schneider. Ech mengen hei déi sougenannten Intérêts notionnels, regelrecht fiktiv Zënse, déi am Fall vun enger Eegekapitalfinanzéierung ugerechent a vun de Steieren ofgehale kënnen ginn. Eis belsch Nopere jiddefalls sinn domat ganz zefridden, well si si bei der Kommissioun domat duerchkomm.

Schliesslech, souzosen als Kiischt op der Schlagsahn, kënn een dann och nach den Droit d'apport ofschaffen, dee jo entretemps souwisou scho vu Bréssel a Fro gestallt ginn ass an deem seng Deeg gezielt sinn. Domat, wa mer déi dräi Saache géife kombinéieren, hätte mer e Maximum gemaach fir dat d'Lach ze stoppen, wat eigentlech duerch d'Holdingdécision oder duerch d'Antiholdingdécision vu Bréssel geschloe ginn ass.

Här President, ech hunn déi dräi Punkten an enger Motioun zesummegefaasst, déi ech d'Éier hueren lech elo ze iwwerreechen an déi vu Verriedner vun deene fënnf Fraktiounen gedroe gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- qu'il y a lieu de compléter l'arsenal législatif afférent suite à l'abandon du statut spécial des sociétés de participations financières appelées «holdings 29»;

- que suite à la création des sociétés de gestion de patrimoine familial il reste à trouver une solution pour les investisseurs institutionnels;

- que les clients attendent la mise en place, dans les meilleurs délais, d'un nouveau véhicule adapté à leurs besoins;

- qu'il est envisagé, au niveau communautaire, d'abolir le droit d'apport, impôt grevant également les sociétés de participations financières;

invite le Gouvernement

- à revoir la législation existante sur les SOPARFI, véhicule susceptible de prendre la relève des holdings institutionnels après légère modification;

- à étudier l'introduction du principe des intérêts notionnels dans la législation luxembourgeoise;

- à envisager l'abolition du droit d'apport.

(s.) Lucien Thiel, François Bausch, Ben Fayot, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes.

» **M. le Président.** - Merci.

» **M. Lucien Thiel (CSV).** - Merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt also kaum e Grund fir nach weider mat deem leschte Voleit vun deem Triptychon ze waarden, zu deem eis déi Brésseler mat hirem Holdingkill gezwongen hunn. Ech kéint mer virstellen, datt nach virum Enn vun dësem Joer och d'ëst Gesetz sprochräif wär - vläicht net esou séier wéi mäi Kolleeg Laurent Mosar. Ech si bereet der Regierung Zäit bis zum Enn vum Joer ze accorderen.

(Interruption et hilarité)

Ah jo! Géométrie variable.

An da vläicht mat e bësse Chance kéint ech dann nach eng Kéier vun dëser Plaz aus dat soen, wat ech elo lech soen, nämlech datt d'Regierung mat dësem Gesetz genee dat Richteg gemaach huet, an datt ech dofir ouni Weideres den Accord vun der CSV-Fraktioun dozou gi kann.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech wëll fir d'alleréisch dem Rapporteur, dem hono-rabelen Här Laurent Mosar, Merci soe fir säi schrëftlechen an och mündleche Rapport, deem am mündleche scho ganz am Detail, am schrëftlechen nach méi am Detail eis déi eenzel Dispositiounen vun deem neie Statut vun der Société de gestion de patrimoine familial, ofgekierzt SPF, presentéiert huet. Et ass, wéi gesot, en neie juristesche Kader fir d'Gestioun vun engem private Verméigen ze assuréieren.

Mir wëssen, datt déi Méiglechkeet, déi bis elo bestanen huet, nämlech d'Holding '29, ëmmer ganz kritesch gekuckt ginn ass, kritesch vun anere Finanzplazen, kritesch dann och vun anere Länner, an datt mer ëmmer probéiert hunn, dee Statut vun der Holding '29 esou gutt wéi méiglech ze verteidegen.

Dat huet dann och dozou gefouert, datt mer net méi spéit wéi 2005 nach eng Modifikatioun vun deem Statut virgeholl hunn, fir eis ze conforméieren op eng Rei vu Propositiounen, déi och vu Bréssel gemaach goufen, an der Hoffnung, datt mer dee Statut vun der Holding '29, vun der Holding '29, kéinten an d'Zukunft eriwuerretten.

Nun awer, zënter dem 19 Juli 2006, also knapp ee Joer méi spéit, wësse mer, datt och dat net gelongen ass, datt d'Europäesch Kommissioun dee Statut do als Aide d'État ugesäit, a mir dofir gezwonge waren ze reagéieren.

Mäi Virriedner, de Lucien Thiel, huet d'Alternativen opgezielt, an och mir waren der Meenung, datt eigentlech dës Wee, dee mer gaange sinn, dee richtegen ass, fir ze kucken eng Phase transitoire auszuhandelen, déi mer och ausgehandelt kruten, well och aner Länner an ähnleche Situatiounen scho bis 2010 do Zäit kritt hu fir eigentlech hir Législatioun unzepassen.

Mir hunn eigentlech op enger Rei vu Pistë reagéiert, fir eis konform ze setzen zu deem, wat d'Europäesch Kommissioun sech virgestallt huet: Mir hunn de Statut vun der Holding '29 ofgeschaaft. Mir hunn eng Phase transitoire, wéi gesot, bis 2010 agefouert, woubäi awer ganz kloer ass, datt mat der Akraaftsetzung vun deem Gesetz, dat mer nach am Juli hei d'joert gestëmmt hunn, keng „a!“ Holding - loosse mer se esou nennen - méi ka geschafe ginn, mä datt déi Phase transitoire dann och nëmme géllt fir déi Holdingen, déi scho virdru geschafe waren.

Haut maache mer e weidere Schratt an déi dote Richtung, nämlech fir eng Alternativ ze schafe fir d'Gestioun vu privatem Verméigen. Mä nu wësse mer awer, datt dat eben net duergeet, datt bei deenen Holdingen, déi haut existéieren an déi vläicht och an Zukunft nach derbäikomm wäeren, der eben och ganz vill dobäi sinn, dobäi wäeren, déi net vun dësem Statut profitéiere kéinten. Dofir d'äerfen eis Ustregungen hei net op en Enn goen.

Nun, wann ee kuckt, déi wichtegst Dispositiounen vun der Société de gestion de patrimoine familial, dat sinn och gläichzäiteg déi wichtegst vun der Holding '29, nämlech deemools ass et jo schonn drëms gaange fir d'Duebelbesteuerung haaptsächlech ze évitéieren. Och dat soll hei évitéiert ginn andeems eng SPF vum Impôt sur le revenu, dem Impôt commercial an och dem Impôt sur la fortune ausgeschloss ass, gläichzäiteg se dann awer och net vun deene sël-lechen Duebelbesteuerungsofkommessen, déi mer mëttlerweil awer mat Länner ënnerschriwwen an och ëmgesat hunn, profitéiere kann, esou wéi et jo och bei der Holding '29 war.

Do hu mer eigentlech dee Kritär och iwwerholl, dee mer agefouert hate mat der Modifikatioun vun der Holding '29, bis wéini eigentlech déi Exemption vun der Besteuerung gëlle kann. Do gëtt gesot, wa manner wéi 5% vun den Dividenden aus Investitiounen am Ausland kommen, déi eng ähnlech Besteuerung hu wéi mir.

An do wär eigentlech schonn d'Fro, ob mer déi Interpretatioun vun deenen Dispositiounen, wéi mer se mam Gesetz vun 2005 virgeholl hunn, och bäibehalen. Deemools war jo gesot ginn, wann d'Impositioun bei der Halschent läit, da wär se nach esou just ähnlech ze considéiere wéi hei am Land, wat vläicht e bësse couragéiert war fir et esou ze gesinn. Dofir wollt ech vläicht vum Minister wëssen, ob dat och elo bei dësem neie Statut vun der SPF esou géif gehandelt haab ginn.

Wéi gesot, mat dësem Gesetz gëtt e weidert Stéck eigentlech a Kraaft gesat fir drop ze reagéieren, esou datt de Statut vun der Holding '29 mëttelfristeg wierklech guer net méi wäert zur Dispositioun stoen. Et ass nach net dee leschte Schrëtt, an och mir wäerten

déi Motioun ënnerstëtzen, déi jo och vun eisem Fraktiouns-president, dem Charles Goerens, ënnerschriwwen ginn ass, fir ze kucken Alternativen ze sichen, och fir déi institutionell Investisseuren, fir do eng ähnlech Alternativ fannen ze kënnen. An dann, wann et Instrumenter sinn, déi schon existéieren, déi esou ëmzestrukturéieren, datt se wierklech eng attraktiv Alternativ zur bishereger Holding '29 sinn. Och dofir wäerte mir also déi Motioun do stëmmen.

Den Optimismus an der CSV-Fraktioun, wat den Dépôt an och d'Stëmme vun deem eventuelle Gesetz ubelaangt, do schéngt elo eng Stee hei gemaach ze ginn, wien da méi schnell dat Gesetz do gesäit kommen. Ech meng mir sollen einfach emol de Minister froen - dee misst et wëssen -, awéiwäit d'Viraarbechte gemaach si ginn, fir un deem Gesetz do ze schaffen - dat géif d'Chamber mat Sécherheet interesséieren -, a wéini mer mat esou engem Projet de loi kënnen rechnen.

Dat gesot, Dir hutt et héieren, d'DP-Fraktioun stëmmt fir d'ëst Gesetz, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Nächsten agedroene Riedner ass den Här Henckes.

(Interruption)

Pardon? Den Här Henckes ass agedroen. Ah bon, ech hu mech geiert, den Här Fayot. Entschëllegt!

Entschëllegt, Här Fayot.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dat ass näischt, Här President.

» **M. le Président.** - Et ass een net gewinnt esou oft ze presidéieren. Et ass d'Opreegung, déi...

(Hilarité)

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, dat léiert ee mat der Zäit.

» **M. le Président.** - Oh, mir bleift där net méi vill.

(Hilarité)

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Et ass natierlech schwéier, d'Begeeschterung vun onsem Rapporteur fir d'ëst Gesetz ze surpasséieren, gradesou gutt wéi d'Begeeschterung vum Här Thiel, dem éischte Riedner vun der CSV.

Ech wëll awer hei am Numm vun der LSAP kloer a bestëmmt soen, dass mir d'ëst Gesetz ënnerstëtzen a matstëmme, well mer interesséiert sinn, dass d'Finanzplaz Lëtzebuerg esou vill wéi méiglech interessant Instrumenter kritt, fir an der Konkurrenz mat anere Finanzplazen ze bestoen. Mir kennen d'wirtschaftlech Importenz vun dëser Finanzplaz, an d'LSAP ass also och d'accord fir mat op dee Wee ze goen.

Ech wollt zwou Bemierkungen no deenen ausféierleche Bemierkunge vum Rapporteur maachen, deem mer natierlech Merci soe fir säi Bericht.

Déi éischt: Mir si gewuer gi vum Minister, dass, wéi d'ëst Gesetz preparéiert ginn ass, Kontakt geholl gi war mat de Servicer vun der europäescher Kommissioun, fir ze gesinn, ob déi Orientatioun déi richteg wär. Et wär interessant ze wëssen, ob dann elo vun der Kommissioun, wéi dat Gesetz da faerdeg war, Zeeche komm sinn - ech weess, dass ee keen Accord formel do kritt -, dass d'ëst Gesetz esou an der Rei ass.

Déi zweet Bemierkung: Mir sinn an enger Konkurrenzsituatioun mat anere Plazen, och an der direkter Ëmgéigend, ob dat Bréssel oder Amsterdam ass, a selbstverständlech ginn do och ëmmer erëm Instrumenter gesicht, fir Privatfortunen unzezéien.

Duerfir wollt ech d'Regierung froen, ob se - wéi soll ech dat elo nennen - eng Veille de la compétitivité ënnert de Finanzplazen huet, ob se eng Opstellung huet vun all deenen Instrumenter, déi mir och wëllen applizéieren.

Dat wär a mengen Aen eng wichteg Saach. Ech huelen un, dass dat gemaach gëtt. Et wär och fir déi Leit hei an der Chamber, déi sech domat ofginn, interessant ze wëssen. Ënner Reserv vun deene Remarquen an och mat onser Approbatioun fir d's Motioun, géif ech lech Merci soe fir d'Opmierksamkeet.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Dann ass et awer elo no menger Lëscht um Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President, datt Der mer d'Wuert gitt. Ech wëll fir d'ëischt dem Rapporteur, dem Här Laurent Mosar, félicitéiere fir säin dynameschen a prezise mündlechen a schrëftleche Rapport. Wa mer haut en neit Gesetz stëmme mat enger neier Form vu

Gesellschaft, d'SPF, dann huet dat domadder ze dinn, datt d'Europäesch Kommissioun geduecht huet, datt ons Holdinggesellschaften vun 1929 u gutt Déngschter geleesch hunn, mä datt déi net konform zu den europäeschen Traitée wieren.

Mä wa mer haut awer gesinn, datt mer mat den SPFen en deelweisen Ausgläich schaffen, da gesäit een op jidde Fall, datt d'Europäesch Kommissioun zu 80% falsch louch, well bei engem ganz gudden Deal vun deenen Holding '29 waren d'Investisseure Privatpersounen. Et ass also ëm den Impôt sur le revenu des personnes physiques gaangen. An do huet d'Europäesch Kommissioun zum Gléck keng Kompetenzen.

Dat Zweet, wat een och muss festhalen, ass, datt d'Europäesch Kommissioun keng Kompetenzen huet fir institutionell oder privat Investisseuren, déi ausserhalb vun der Europäescher Unioun investéieren.

Dat gesot, muss een, wann een d'Gesetz elo virleien huet, festhalen, datt mer elo en neie Wee ginn, fir wéinstens de Privatpersounen, déi hiert Verméige wëllen hei zu Lëtzebuerg verwalte loosse, eng Alternativ ze schafen iwwer eng nei Form vu Gesellschaft, déi sech awer ganz staark un der Holdinggesetzgebung inspiréiert, a wou d'Europäesch Kommissioun manifestement keng Kompetenzen huet.

D'Artikelen vum Gesetz si kloer. Et ass just een Artikel, wou ech mer héchstwahrscheinlech ka virstellen, datt et zwar nach e puer Diskussiounen wäert gi mat der CSSF, der Commission de Surveillance du Secteur Financier. Dat ass deen Artikel 2. Dee seet, datt ee sech net däréif an d'Gestioun vun enger Gesellschaft immiscéieren. Ech huelen un, datt dat d'Gestion journalière ass. Do gesäit een, datt awer och nach e puer Notiounen héchstwahrscheinlech wäerten duerch d'Praxis méi prezisiéiert ginn. Mä et ass awer och ganz kloer, datt en Aktionär - och eng SPF - awer en enger Aktionärsversammlung däréif seng Meenung soen an och un deenen deelhuelen. Dat schéngt mer net ënnert d'Gestioun ze falen.

Dann hu mer ee Problem, deen awer d'Regierung och misst ugoen. Dat ass de Problem vum Droit d'apport. Ech hat viru sechs Woche bei der Heure de questions un d'Regierung eng Fro do opgeworf, mä leider war d'Stonn eriwuer, esou datt den Här Minister keng Geleeënheet hat, fir dorobber ze äntwerten. Ech wëll him also haut nach eng Kéier déi Fro stellen, fir déi ech deen Ablack d'Geleeënheet net hat, respektiv sinn ech och bereet, wann d'Regierung mengt, datt se nach e bësse Zäit misst hunn, fir sech d'Saach oder d'Äntwert ze iwwerleeën, dat iwwert d'Form vun enger Question parlementaire ze maachen.

D'Europäesch Kommissioun huet all déi Länner - ech mengen, et sinn der nach dräi oder véier -, déi en Droit d'apport hunn, gebieden, fir dee bis den 1. Januar 2009 ofzeschaffen. Elo kann een natierlech waarde bis de leschte Stéppel bis een dat mécht, mä ech mengen dat wier schlecht fir ons Finanzplaz. Ech géif éischer préconiséieren, datt d'Regierung nach d'ëst Joer géif annonciéieren, datt se dat vläicht géif op den 1. Januar 2008 virzéie respektiv, wa se net wëllt op dee Wee do goen, datt se wéinstens par étape wëllt deen Droit d'apport reduzéieren, entweder am Taux, oder datt se notament den Droit d'apport um Capital minimum vun den SAen - 32.500 Euro, op deem Montant - géif ofschaffen.

Ech verstinn, datt d'Regierung an notament de Budgetminister bei där Fro vun der Suppressioun vum Droit d'apport e bësse bleech gëtt am Gesiicht, well hie weess, datt dat awer en zimlech considérable Montant ass. Här Minister, Dir sot mer, ob ech dat nach richteg an Erënnerung hunn, mä ech mengen et sinn eng 72 Millioune Euro. Ech ka mech vläicht uren. Mä et gesäit een also, datt et e ganz considérable Montant ass, mä wou mer awer mussen op dee Wee goen.

Dofir, Här Minister, wollt ech lech froen, ob Der elo scho wëllt soen a wat fir eng Richtung d'Regierung wëllt goen, oder ob Der léiwer nach e bësse Bedenkzäit hätt, an datt ech lech dat géif froen iwwer de Wee vun enger Question parlementaire.

Déi zweet Iddi, déi ee muss zrëckbehalen: Ech si frou, datt mer konnte mat eng Mo-

tioun droen, fir verschidde Solutiounen ze sichen, wat déi Sociétés de participations financières ugeet, fir notament do kënnen den institutionellen Investisseuren entgéintzekommen. Ech mengen, et sinn e puer Notioune, déi hei kënnen zréckbehale ginn - déi eng ass déi vun den Intérêts notionnels -, mä et muss een awer och nach Léisunge fanne fir déi Gesellschaften, déi a Länner investéieren ausserhalb vun der Europäescher Unioun, respektiv a Länner, mat deene mir keng Conventions contre la double imposition - keng Konventioun géint d'Duebelbesteuerung - hunn.

Dat schéngt mer op jidde Fall e puer Pisten ze sinn, déi nach misste geléist ginn. Ech wäert mer och erlaben, fir am Laf vum Mee der Commission des Finances e puer Propositions de texte an deem Sënn ze maachen, déi mer deen Ablack kéinten diskutéieren, a vläicht iwwerparteilech an zesumme mat der Regierung deen een oder deen anere Wee sichen.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deemem Gesetzesprojekt bréngen. A bien entendu wäerte mer och d'Motioun, déi mer mat ënnerschriwwen hunn, matdroen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Jo, Här President. Vu datt de Rapporteur alles exzellent erkläert huet, fällt et mer net ganz schwéier fir ze soen, datt meng Fraktioun dese Projet wäert stëmmen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Bausch. Ech huelen un, dass d'Regierung wëllt Stellung huelen zu där ganzer Bootschaft Froen, déi se gestallt krut. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, selbstverständlech wëllt d'Regierung zu deemem Projet Stellung huelen; fir d'éischt selbstverständlech, fir dem Rapporteur, dem honorabelen Här Mosar, Merci ze soe fir säi Rapport, souwéi och deenen anere Kolleegen aus der Finanzkommissioun, déi net nëmme hei an öffentlecher Sitzung, mä virun allem och an deene sëllege Sitzung vum der Finanzkommissioun op eng extrem intensiv Aart a Weis sech mat deemem Projet auserneeegesat hunn.

Ech bleiwen der Meenung, datt eng Finanzplaz nëmme staark ass a sech nëmme kann entwéckelen, wann dee richtege juristesche gesetzgeberesche Kader besteet, a wann dee Kader esou gemaach ass, fir eng Ënnerstützung fir d'wirtschaftlech Entwécklung ze sinn.

Ech mengen net, datt d'Ekonomie eleng sech kann dévoppéieren, mä datt d'Ekonomie d'Gesetzgebung brauch, fir kënnen zu där néideger Entwécklung vun der Finanzplaz, déi mer gären hätten, ze féieren. An duerfir hu mer eng ganz Rei vu Gesetzer gemaach, an dëst reit sech an déi Politik an.

Ech hätt gären och an Zukunft - d'Regierung hätt gären och an Zukunft, datt all déi eenzel Pillerë vun den Aktivitéit vum der Finanzplaz ënnerstëtzt ginn. Sief dat d'Gestioun vum private Verméigen, also Private Banking, sief dat d'Fongindustrie, sief dat d'Boursségeschäft, sief dat „clearing &

settlement“ oder sief dat och international Kreditter: Fir all déi Elementer muss mer e gesetzgeberesche Kader hunn, dee vill Optiounen opléist - well mer eben eng international Finanzplaz wëlle sinn - an deen et erméiglecht, hei Geschäfte ofzewéckele mat enger internationaler Ausrichtung. Dat mécht den Ënnerschied vun där Finanzplaz aus. An d'Gesetzgebung spillt eng wesentlech Roll.

Ëmmer erëm empfänke mer Leit aus verschidde Länner, déi hei zu Lëtzebuerg wëllen am Finanzsecteur eppes oprichten, déi an engem anere Land scho sinn, a wa mer hinnen d'Fro stellen: „Firwat kommt Der op Lëtzebuerg?“, da kommen ëmmer erëm déi nämlech Argumenter.

Eent vun deenen ass, datt mir déi beschte Gesetzgebung hunn, datt mer eng schnell Entscheedung huelen, souwuel um Niveau vun der Regierung, do wou d'Regierung Agrémenté muss ginn, wéi um Niveau vun der Iwwerwachungskommissioun vum Finanzsecteur respektiv vum Assurancésecteur, an datt mer och eng businessfrëndlech Attitüd hunn. Dat heescht, mir versichen ze verstoen, wat fir eng Problemer d'Entreprises an deem Secteur op den Dësch leeën. Duerfir huet déi Finanzplaz esou vill Aarbechtsplazen och d'lescht Joer geschaf.

Dese Projet de loi ass konform zu där Philosophie, an duerfir mengen ech och, datt et gutt ass, datt en hei gestëmmt gëtt mat enger ganz breeder Zoustëmmung, wann ech dat richtege matkritt hunn.

Mir hunn dee Projet an engem Gespréich der Europäescher Commissioun virgestallt, an d'Europäesch Commissioun huet net fonnt, datt dat hei eppes mat staatleche Bähelëfen ze dinn hätt. Mir hunn aus evidente Grënn keng formell Ufro un d'Kommissioun gemaach, well mer jo selwer der Meenung sinn, et hätt näischt mat staatleche Bähelëfen ze dinn.

Selbstverständlech ass d'Kommissioun onofhängeg. Och wa se haut géif an engem Brëif eppes schreiwen, ass se ëmmer fräi an der Zukunft d'Texter esou ze interpretéieren, wéi si et fir noutwendeg fënnt. Dat ass och mat der Holding '29 esou geschitt. D'Kommissioun gëtt et scho laang, mä si huet elo op eemol fonnt, dat wär net konform mam Traité. An dann huet jo och all Memberstat d'Recht, virun den Europäesche Geriichtshaff ze goen, wann een eng Kéier mat der Kommissioun guer net averstanen ass.

Mir hunn hei erkläert bei dem éischte Gesetz am Kontext vun der Holding - an dat ass och hei rappeléiert ginn de Mëtteg vum Här Thiel -, datt mer der Meenung waren, an deemem Kontext wär et besser, mir géife kee Recours maachen, well de Recours Rechtsongesicherheet geschaf hätt, mä datt mer géife kucken, eppes aneschters a Plaz ze setzen, an dat hu mer gemaach. Den Här Mosar huet dat esou am Detail erkläert, datt ech dorobber net méi wëll a brauch anzegeen.

Mir kucke selbstverständlech - an ech mengen, dat ass ganz wichteg a richtege -, wat am Ausland geschitt. Mir hunn dat net op enger formeller Lëscht. Dat kann ee vläicht nach besser strukturéieren, mä de Stat selwer souwéi och - wann ech richtege informéiert sinn - d'Uni Lëtzebuerg souwéi och ganz vill Fiduciairen an Affekoténétuden deelen eis ëmmer erëm interessant Gesetzgebunge mat, déi am Ausland sinn, a wou ee sech kann inspiréieren, fir nach méi konkurrenzfähig ze ginn, do wou mer déi Meenung hunn, datt aner Gesetzgebunge besser sinn.

Mir maachen dat, an ech muss soen, generell ass eis Gesetzgebung méi konkurrenzfähig wéi déi vun den Nopeschlänner, mä déi änneren och dauernd, an duerfir muss

een eben ëmmer erëm nei Ännerunge maachen, well d'Zäit...

(**Coups de cloche de la Présidence**)

...dréint an deem Secteur do ganz schnell.

Elo sinn hei de Mëtteg eng ganz Rei Wënsch ausgedréckt ginn, fir aner Elementer vun der Steiergesetzgebung nach ze verbessern: D'Iddi vun den Intérêts notionnels, déi jo an der Belsch hire Wee gemaach huet, ass mentionnéiert ginn; Ännerungen eventuell um SOPARFI-Gesetz; d'Abolitioun vum Droit d'apport.

Ech kéint déi Lëscht vun all deene Wënsch, fir Steieren erofzesetzen, selbstverständlech hei nach fortféieren, well d'Bréiwer, déi de Stats- a Finanzminister, deen zoustänneg ass fir d'Steierpolitik, kritt an deem do Beräich, sinn zahlrähch. Et gëtt de Wonsch, fir d'Kierperschaftssteier erofzesetzen, aus Konkurrenzgrënn virun allem mat Osteuropa. Et gëtt de Wonsch, fir d'Taxe d'abonnement ze reduzéieren. Et gëtt de Wonsch, fir d'Steiertabell vun de Privatpersounen un d'Inflatioun anzepassen.

Et muss een also all déi Elementer do zesumme kucken an da kucken, wat een iwwerhaapt ka maachen, fir datt de Stat och nach eng Rei Moyenen huet, well d'Chamber huet och eng aner Motioun gestëmmt, an dat war déi bei de Budgetsdebatten d'lescht Joer, datt mer de Budgetsdefizit misste reduzéieren. A wann ech also de Mëtteg des Motioun hei kréien, da steet déi e bëssen a Kontradiktioun mat där Motioun, déi d'Chamber gestëmmt huet am Kontext vun de Budgetsdebatten.

Ech wëll domat soen, datt d'Regierung selbstverständlech amgaangen ass ze iwwerleeën, wéi mer d'steuerlech Konkurrenzfähigkeit kënnen nach verbessern. Mir maachen dat souwisou permanent. Mir maachen dat och am Liicht vun der Diskussioun ronderëm den Droit d'apport. Ech erënneren dru wat de Statsminister hei am Numm vun der Regierung gesot huet, datt mer dat ganz seriö kucken.

Fakt ass, datt den Droit d'apport d'lescht Joer ronn 80 Milliounen erabruecht huet, a wann een op 80 Milliounen verzicht, wat mer mengen datt mer misste mëttelfristeg maachen aus Konkurrenzgrënn, da muss een natierlech kucke wat een als Géigefinanzierung mécht. Héicht ee vläicht aner Steieren oder mécht ee verschidde Saachen op der Ausgabesäit net? - Dat ass eben d'Konscht vun der Budgetspolitik.

Duerfir géif ech mengen, datt ech mat der Grondausrichtung vun där Motioun d'accord sinn, well se reflektéiert dat, wat d'Regierung heibannen och scho bei de Budgetsdebatten gesot huet, mä datt mer d'Steierpolitik ëmmer als ee Ganzt mussen gesinn, a mir kënnen natierlech net zugläich allegueren d'Steiere senken.

D'Kommissioun huet nëmme eng Proposition gemaach iwwert d'Ofschafung vum Droit d'apport. Déi ass am Conseil vun de Finanzministeren nach net diskutéiert ginn an déi ass a fortiori och net ugeholl gi vun de Finanzminister. Nach ass et eis Intentioun, an déi Richtung weiderzedenken, ënnert dem Virbehalt vun den Zilsetzungen, déi mer eis zesumme mat der Chamber oder mat groussen Deeler vun der Chamber ginn hunn, fir d'Statsfinanzen am Equilibre ze halen.

Duerfir géif ech mengen, datt mer spéider am Joer méi kloer kéinte gesinn, wéi mer déi ganz Steierlandschaft am Horizont 2008, 2009, 2010 wäerte gestalten. Mir huelen déi Motioun gären un, well si ass en ligne mat deenen Aarbechten, déi d'Regierung souwisou zënter e puer Méint féiert.

Dat gesot, Här President, ass natierlech meng Satisfaktioun grouss, datt dese Projet

hei gestëmmt gëtt. An iwwert déi aner Modifikatioun, déi proposéiert gi sinn, si mer ëmmer dankbar, wann d'Chamber och selwer Propositione mécht. Wéi gesot, zugläich sinn och déi budgetär Considéatiounen matzuberücksichtegen. Ech weess, datt dat de Souci och vun der Chamber ass, an duerfir wäerte mer och weider am Gespréich mat der Finanzkommissioun vun der Chamber iwwert déi Steierpropositione bleiwen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zum Vote vum Projet de loi 5637. Den Text vum Gesetz befënnt sech am Dokument 5637^a.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5637 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

Motion 1

Mir kommen dann zum Vote vun der Motioun. Kënnen mer déi par main levée ofstëmmen?

(**Assentiment**)

Wien ass derfir?

Ech stelle fest, dass dat d'Unanimité ass. Déi Motioun ass also à l'unanimité ugeholl ginn.

Mir wäeren dann, Dir Dammen an Dir Hären, um Enn vun eisem Ordre du jour. Déi nächst Sitzung si fir den 8., den 9. an den 10. Mee virgesinn. Den Ordre du jour oder d'Proposition vum Ordre du jour gëtt vun der Conférence des Présidents proposéiert an lech da schrëftlech zougestallt.

D'Sitzung ass eriwwer.

(**Fin de la séance publique à 16.41 heures**)



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N°182 du 8 mai 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à la prise en charge par l'UCM des prestations de transport du malade, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question N°183 du 15 mars 2007 de Mme Colette Flesch relative à l'adoption, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Question N°184 du 4 mai 2007 de M. Roger Negri relative à l'interconnexion au niveau de l'approvisionnement en électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Question N°185 du 8 mai 2007 de M. Claude Adam relative aux lits de vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Question N°186 du 8 mai 2007 de M. Marc Spautz relative au conseil et à la protection des consommateurs connectés à la télévision par «câble», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Question N°187 du 8 mai 2007 de M. Gast Gibéryen relative à une directive visant à libéraliser le marché postal d'ici le 1^{er} janvier 2009, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Question N°188 du 4 mai 2007 de M. Alexandre Krieps relative à la réduction des délais d'attente en matière d'IRM, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question N°189 du 8 mai 2007 de M. Robert Mehlen relative à la capacité du Laboratoire National de Santé (LNS) d'effectuer une prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement le cancer de l'utérus, adressée à M. le Ministre de la Santé
4. Question avec débat N°19 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réforme des délégations de personnel
5. Question avec débat N°17 de M. Robert Mehlen au sujet de la reconnaissance officielle de certaines formes de médecine «non conventionnelle» dans le système de sécurité sociale
6. Question avec débat N°18 de Mme Marie-Josée Frank relative aux problèmes liés au service médical d'urgence
7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2006
(Débat - Motion)
8. 5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
 - la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs
 (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. Demandes en naturalisation
 Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.
 (Début de la séance publique à 15.01 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis eng Kommunikatioun ze maachen, Här Minister vun der Gesondheet?

» M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Neen, Här President.

1. Communications

» M. le Président. - Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est

déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5721** - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie - de l'Amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adopté à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998, et des décisions y afférentes

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.04.2007

2) **5722** - Projet de loi portant approbation du Deuxième Avenant, signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1^{er} avril 1958

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.04.2007

3) **5723** - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 26.04.2007

4) **5724** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 25 novembre 2005, tel que modifié par le règlement grand-ducal du 21 novembre 2006, concernant la participation du Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EUBAM) à Rafah

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 02.05.2007

5) **5725** - Projet de loi transposant la directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE du Conseil et les directives 96/57/CE et 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 02.05.2007

3. En date du 24 avril 2007, la Chambre des Députés a été saisie de la pétition N°281 contre le projet de construction du foyer d'accueil pour toxicomanes, rue Dernier Sol, par des habitants du quartier.

4. «Avec ce débat, l'Assemblée parlementaire, temple de la protection des valeurs du Conseil de l'Europe, lance une nouvelle initiative visant à donner une photographie de la situation des droits de l'Homme et de la démocratie sur le continent.»

Ainsi le Président de l'Assemblée parlementaire, Monsieur René van der Linden, a ouvert la séance du mercredi matin, 18 avril, journée qui était réservée exclusivement:

a) à la situation des droits de l'Homme et de la démocratie en Europe, d'une part, avec les interventions de nombreuses personnalités, telles que:

- Mme Louise Arbour, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme;

- M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe;

- M. Jean-Paul Costa, Président de la Cour européenne des droits de l'Homme;

- Mme Irene Khan, Secrétaire générale d'Amnesty International;

- M. Kenneth Roth, Directeur exécutif de Human Rights Watch;

- M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe;

- M. Halvdan Skard, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe;

- M. Ugo Mifsud Bonnici, Vice-Président de la Commission européenne pour la démocratie par le droit, et

b) au suivi des résultats obtenus par les États: évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée, d'autre part, avec les discours entre autres de:

- M. Jean-Michel Belorgey, ancien Président du Comité européen des droits sociaux;

- M. Mauro Palma, Président du Comité européen pour la prévention de la torture;

- Mme Eva Smith Asmussen, Présidente de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance;

- M. Alan Philips, Président du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales.

Il reste à signaler que lors du débat sur la situation des droits de l'Homme en Europe, le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, en sa qualité de rapporteur pour avis de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'APCE, est intervenu pour souligner qu'une Europe démocratique, soucieuse des droits de l'Homme, se doit de faire respecter les droits sociaux, conformément aux principes énoncés dans la Charte sociale européenne révisée.

«Si l'on regarde objectivement la situation de l'insertion et de la pauvreté nous voyons qu'aujourd'hui près de 72 millions de citoyens européens sont exposés à un risque de pauvreté. Le chômage reste l'une des principales causes de pauvreté et d'exclusion, même si ce n'est pas la seule. L'Europe doit faire face à deux grands défis: la mondialisation qui nécessite une compétitivité accrue et l'évolution démographique qui se traduira à moyen terme par un vieillissement de la population européenne et à long terme par sa diminution.»

Il propose, entre autres, pour faire face à ces enjeux:

- de créer les conditions d'un renouveau démographique par un soutien accru aux familles;

- de réformer notre modèle social dans le sens d'une prise en charge plus collective pour développer la solidarité intergénérationnelle à l'échelle de la société, et

- de prendre des mesures nécessaires pour que les rangs de la classe émergente des travailleurs pauvres cessent d'accroître et pour que le travail soit synonyme de dignité humaine et de qualité de vie et garantisse un taux d'inclusion maximale dans la vie sociale.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en deuxième partie de session à Strasbourg du 16 au 20 avril 2007. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que les membres suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Hauptert, Jean Huss.

Après le discours d'ouverture du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, fut discuté le rapport d'activité du Bureau.

En dehors des débats sur les droits de l'Homme précités figuraient à l'ordre du jour de la session les thèmes suivants:

- respect des obligations et engagements de l'Azerbaïdjan;

- adhésion de la République du Monténégro au Conseil de l'Europe;

- discours de M. Viktor Yanoukovitch, Premier Ministre de l'Ukraine;

- la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Fiorenzo Stolfi, Ministre des Affaires étrangères de Saint-Marin, Président du Comité des Ministres;

- code de bonne conduite des partis politiques;

- candidats à la Cour européenne des droits de l'Homme;

- équité des procès dans les affaires d'espionnage ou de divulgations de secrets d'État;

- débat de politique générale avis sur le projet de memorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, et

- la nécessité d'une convention du Conseil de l'Europe relative à la suppression de la

contrefaçon et du trafic de produits contrefaits et la qualité des médicaments en Europe.

Au cours de cette session ont eu lieu:

a) trois discussions selon la procédure d'urgence:

- la 1^{re} au sujet du «fonctionnement des institutions démocratiques en Ukraine»;

- la 2^e en rapport avec la «situation au Proche-Orient», et

- la 3^e sur un projet de convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, et

b) un débat d'actualité relatif au «Soudan et Darfour - la responsabilité de l'Europe».

Lors de cette deuxième partie de session l'Assemblée a adopté sept résolutions, quatre recommandations et trois avis en rapport avec les points à l'ordre du jour.

5. Par lettre du 23 avril 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 28 au 29 mars 2007:

- Résolution sur l'avenir des ressources propres de l'Union européenne;

- Résolution sur l'avenir du football professionnel en Europe;

- Résolution sur l'intégration des nouveaux États membres dans la PAC.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Präsidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, duerno d'Questions avec débat vun den Häre Jacques-Yves Henckes a Robert Mehlen a vun der Madame Marie-Josée Frank. Uschléissend hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun deene Gréngen iwwert d'Antitubaksgesetz, an dann de Projet de loi 5653 iwwert d'Autohaffpflicht. Um Enn vun der Sitzung huele mer och nach d'Naturalisatioun vir.

Muer um hallwer dräi presentéiert de Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker d'Declaratioun zur Lag vun der Natioun, an iwwermuer moies um hallwer zéng an nomëttes um hallwer dräi féiert d'Chamber d'Debatt iwwert dem Här Statsminister seng Declaratioun.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Heure de questions au Gouvernement

Mir kommen dann zur Froestonn un d'Regierung. Laut eisem Reglement, wësst Der, hunn d'Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir hir Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntworten. D'Froe kommen ofwiessend vu Majoritéit an Opposition.

Als éischt hu mer d'Fro vun där honorabeler Madame Martine Stein-Mergen un de Minister vun der sozialer Sécherheet iwwert d'Käschte vum Krankentransport. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°182 du 8 mai 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à la prise en charge par l'UCM des prestations de transport du malade, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

» Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Gesondheitsminister, ech wëll haut net iwwert den Abus vun Ambulanztransporter schwätzen, obwuel een dorwuer ganz vill kéint soen. Ech wëll och keng Lanz hei brieche fir eis Taxi-Entrepreneuren, well ech perséinlech der Meinung

sinn, dass an deene meeschte Stied, déi ech kennen, de Service besser ass an d'Präisser méi niddreg.

Et geet awer hei em en eminent praktesche Problem. Oft kommen d'Patienten an d'Garde mat der Ambulanz, der Police oder mat Kolleegen, a si wëssen herno net, wa se dann net mussen dobleiwen, wéi se sollen heemkommen. Den öffentliche Transport läit zwar op der Hand, en ass awer a ville Fäll net praktikabel: Heiansdo sinn d'Leit am Pyjama, oder si hu bluddeg Kleeder un, oder ganz einfach, well nuets d'Bussen och net fueren.

Et bleift engem mat den heitege Reglementer dann näischt aneschtens iwwreg wéi eng Ambulanz ze bestellen, well d'Transporter mam Taxi heem, déi gi just bei Seriëconsultatiounen rembourséiert. Als Alternativ gëtt et nach d'Taxisambulanz, mä dës Méiglechkeet ass nëmme wéineg manner deier wéi d'Ambulanz an - ech weess dat aus eegener Erfahrung - ass och wesentlech manner komfortabel an de meeschte Fäll wéi den Taxi.

Meng Fro un de Gesondheitsminister wier also, der UCM eventuell dës Problem virzeleeën. Et ass weder u Ministère nach un ons heibannen, fir esou Saachen ze decidéieren, mä ech mengen awer, dass een ons Professionellen d'Méiglechkeet eventuell soll erëmginn oder ginn, fir heiansdo a verschiddene Fäll, an op Certificat médical selbstverständlech, den Taxi opzemaache fir dës Leit.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président.- Merci, Madame Stein-Mergen. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo, zoustänneg fir d'sozial Sécherheet, huet d'Wuert.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Stein-Mergen hätt mer et eigentlech ganz einfach gemaach mat engem vun hire leschte Sätz: Et ass net de Gesondheits- an net de Sécurité-sociale-s-Minister, deen déi doten Dispositiounen am stillen Kämmerlein beschléisst, mä et ass d'Statutekommissioun vun der UCM, wou zwar de Sécurité-sociale-s-Minister eng Stëmm huet - awer nëmme eng -, an d'Décioun duerch eng quasi paritétesch Gestiou vun de Sozialpartner geholl gëtt.

Ech wëll mech awer do net hannert de Sozialpartner verschanzen, well déi dote Mesure an déi dote Regelung virun enger ganzer Rei vu Jore geholl ginn ass, wéi déi Transporter iwwerhandgehol hunn a wéi d'Krankekeese fir d'x-te Kéier virum Problem stoungen, wéi se Defiziter kéinten ofbauen ouni ze vill staark un déi grondsätzlech Leeschtungen ze goen. Dunn ass déi heiten Décioun geholl ginn. Déi ass dann och vun deem deemolege Minister oder der Ministerin - ech weess net genee, wéini dass et decidéiert ginn ass - ënnerschriww ginn.

Wat de Fong ugeet vun der Madame Stein-Mergen hirer Interventioun, esou kann ech eng Rei vun hire Bemierkungen deelen, well et effektiv heiansdo méi gënschteg wär, wann een op den Taxi mat engem Certificat médical kéint ëmsteigen, amplat dass ee muss op eng Ambulanz zrëckgräifen. Fir dat doten awer richtig gefaasst ze kréien, misst ee mat deem noutwendige Fingerspëtzegefill virgoen, well soss géif dat erëm eng Kéier entgleisen.

Et muss ee jo soen - an dat soll een net vergiessen ze soen -, dass eise Remboursement an de Krankekeesen europawäit an dorwuer eraus, intergalaktesch souguer, dee grousszüegsten, dee generösten iwwerhaupt ass a kaum an engem anere System ähnlech gutt rembourséiert gëtt wéi hei zu Lëtzebuerg. Da féint ee sécher ëmmer eenzel Punkten, wou een nach kéint soen: Dat dote misst och nach gemaach ginn; mä wann een heiansdo de Choix huet, fir op eppes ze verzichten, fir dat Essenziell kennen ofzesécheren, bon, da mécht een eigentlech deen dote Choix, deen och gemaach ginn ass.

Ech wëll lech allerdéngs soen, dass d'Sozialpartner mat enger Rei vun Dispositiounen vun deemem Reglement befaasst sinn an net méi spéit wéi muer de Moien op eenzel Detailler vun där doter Regelung wäerten agoen. Ech kann lech elo net soen, wat erauskënnt, mä et ass schon e Bewosstsi bei der UCM do, dass een an eenzelne Fäll kann Erliichterunge bréngen.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann, déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Colette Flesch un d'Madame Familljeministesche iwwert d'Adoptioun. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°183 du 15 mars 2007 de Mme Colette Flesch relative à l'adoption, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

» Mme Colette Flesch (DP).- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, ech wollt folgend Fro un d'Familljeministesche stellen: Am Regierungsprogramm 2004 steet iwwert d'Adoptioun, an ech zitieren: «Le Gouvernement envisage d'engager une réflexion sur cette question de société.» D'Madame Minister huet an engem vun deene seltene Sitzungen, déi mer dëst d'Joer an der Chamber haten, als Äntwert op meng Fro, déi mat dem Accouchement anonyme ze dinn hat, geäntwert, dass se bereet wär d'Diskussioun iwwert de Sujet vun der Adoptioun unzegoen.

Ech hunn dräi Froen. Si si ganz einfach.

Kann d'Madame Minister ons soen, ob schonn Iwwerleeungen um Niveau vun der Regierung an där Fro ugestallt si ginn?

Zweetens, wann dat sollt de Fall sinn, wéi wäit ass d'Regierung an där Diskussioun? Wat sinn d'Konklusiounen, intérimaire oder definitiv?

A schliesslech: A wat fir engem Délai kënnen mer ons erwaarden, dass eng eventuell Reform vun der legislativer Basis vun der Adoptioun hei an der Chamber kéint déposéiert ginn?

Merci, Här President.

» M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Madame Familljeministesche Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Flesch huet ewell e puermol probéiert, mir Froen ze stellen. Mir waren allen zwee hei, mä da waren esou vill Froen um Ordre du jour, dass mir ni zum Zuch komm sinn. Haut hu mer emol d'Chance, dass mer kënnen dorobber äntwerten.

D'Madame Flesch huet gefrot wéi et wier mat deem Débat iwwert d'Adoptiounen. Ech kann hir dozou soen, dass mer zënter 2006 amgaange sinn, mat deene verschiddene Services den Tour ze maachen, wou mer iwwerhaupt stinn hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn entre-temps e Centre de Ressources ageriicht, wou et eng Kéier drëm geet mat all deene Leit, déi wëllen e Kand adoptéieren, obligatoresch eng Preparatioun eigentlech ze maachen, fir dass se iwwerhaupt kënnen Kanner adoptéieren. Dee Service - Service d'adoption heescht deen - gëtt administrativ gëriert vun der Croix-Rouge, mä dee steet awer fir all Services, déi bestinn, zur Verfügung a steet deenen dann och op.

Da stellt ee sech selbstverständlech eng ganz Partie vu Froen, déi - géif ech soen - och ethesch Froe sinn. A vun dohier hu mer elo Kontakt opgeholl mam Comité national d'éthique, fir ze kucken: Wat ass den Tour, och dee méi groussen Tour? An ech weess mech ze erënnere, dass besonnesch och deemools, wéi mer hei diskutéiert hunn, gesot gouf: Wéi geet dat da mat Kanner, déi médicalement assistéiert op d'Welt kommen? Hunn déi och d'Recht ze wëssen, wien hire Papp ass? Wien hir Mamm ass, dat kéint ee jo do och soen, mä wien de Papp och ass?

Dat sinn also déi Froen, déi wierklech och méi fundamentaler sinn a wou et natierlech och net esou ganz séier eng Äntwert dorobber gëtt. Dofir hu mer gesot, mir wëllen eis selbstverständlech virun allem inspiréieren an deene Froen eng Kéier un der Convention de La Haye, déi em d'Adoptiounen an da selbstverständlech och em d'Kannerrechtsfroen dréint, an doropshin och kucke wat dann eventuell kéinte Propositionen sinn, wann dann d'Gesetz misst geännert ginn.

Wat och déi öffentlech Aarbecht ubelaangt, wäert den 8. Juni eng öffentlech Konferenz sinn, déi mer zesammen organiséiere mat der Aide à l'enfance de l'Inde an déi zum Thema huet „Betreuung von Adoptivkindern“.

Ech denken och, dass et wichteg ass, dass een och e bësselchen no baussen dat méi thematiséiert, mä ech sinn de Moment awer total an der Onméiglechkeet der Madame Flesch op hir drétt Fro ze äntworten, fir ze soen, wéini mer esou wäit sinn, dass ee ka soen, wat an dem Gesetz kënn geännert ginn, well mer elo emol amgaange sinn awer wierklech e groussen Tour ze maachen, wéi gesot eng Kéier mat den Adoptiounsservices, mä dann awer och mat der Commission d'éthique respektiv och mat anere Leit, fir ze wëssen, wat - wann ee géif ufänken doranner ze änneren - een da géif maachen.

Merci, Här President.

» M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dann ass déi nächst Fro déi vun honorabelen Här Roger Negri un den Energieminister iwwert d'Stroumversuergung. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°184 du 4 mai 2007 de M. Roger Negri relative à l'interconnexion au niveau de l'approvisionnement en électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

» M. Roger Negri (LSAP).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 2. September 2004 am Ufank vun dëser Legislaturperiod hat ganz Lëtzebuerg während e puer Stonne kee Strom. Näischt ass méi gaangen. Dir kënn lech erënnere: D'Haushalter, d'Betribler an d'Verwaltung hate kee Strom. Zum Beispill op der Schueberfouer hunn d'Leit vun de Spiller misse geholl ginn. Et war am hellen Dag. Wä et owes geschitt, wä et sécher nach zu vill méi Problemer komm.

Deemools ass gesot ginn, mir missten eis Stroumversuergungssécherheet verbessere. Mir kréien eise Stroum jo zum groussen Deel vun der RWE aus Däitschland iwwert d'Stroumzouleitung via Tréier, Heeschdref a Bauler an Däitschland Richtung Lëtzebuerg hei an d'Land eran.

Sengerzäit ass gesot ginn, dass keng Interconnexion électrique am Süde vum Land zwëschent der Cegedel an dem Sotel-Réseau besteet an dass dës Méiglechkeet soll analyséiert ginn. Des Weideren hu mir hei am Land eis eege Stroumzentral zu Veianen an d'Stroumzentral vun der TGV-Zentral um Belval vun der TWINerg.

Meng Fro duerfir: Kënnen dës zwou Anlagen, déi mer hei bei eis am Land hunn, och bei esou engem Blackout zu Hëllef geholl ginn?

De 4. November 2006 war e weidere generale Blackout an der Stroumversuergung, deen d'Länner ronderëm eis getraff huet, wou Lëtzebuerg awer glécklecherweis verschoungt ginn ass.

Aus all deem wëll ech den Här Energieminister, den Här Jeannot Krecké, froen, wat bis elo säit dem Blackout vum 2. September 2004 geschitt ass, a wat nach muss gemaach ginn, fir dass gréisser Stroumpannen hei am Land an Zukunft, souwäit dat méiglech ass, net méi virkommen.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwert.

» M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

» M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit dem September 2004 sinn eng Rei Saache geschitt, déi mat sech bréngen, dass ee muss dovun ausgoen, dass mer besser opgestallt sinn, méi sécher sinn, mä honnertprozenteg Sécherheet hu mer natierlech net. Dat ass onméiglech ze garantéieren.

Wat geschitt ass bei den Héichspannungsleitungen vun 220.000 Volt: Et ass eng komplett Mise à jour gemaach ginn op däitscher Säit. Dir wësst, dass deemools de Problem an Däitschland war.

Dat Zweet ass, et sinn eng ganz Serie vun Transformatore bäikomm uewe bei Niederstedem - do wou u sech de Problem war. Mir hu selwer en neien Dispatching méttlerweil zu Heeschdref. An do ass och deen Dispatching zu Brauweiler, dee fir déi ganz Region zoustänneg ass. Déi Interconnexioun mat deem Dispatching ass elo besser.

Ech war selwer kucken. Deen neien Dispatching-Center, deen huet elo d'Méiglechkeet, all Kéiers dann, wann Aarbechten ze geschéien hunn, eng Simulatioun ze maachen, wat d'Effeten dovun kënnen sinn. Mä Dir kënn lech erënnere, bei deem grouse Blackout, deen elo war duerch dat Schëff uewe bei Bremen, do hate se och eng Simulatioun gemaach an et ass awer schifgaangen, mä si haten eng Simulatioun probéiert.

Mir hu méttlerweil e ganz sophistiquéierte System, dee Scada heescht, do opgestallt - mä bon, eng absolut Sécherheet huet een net. Wat mer probéiert hunn, dass ass déi eenzel Connexiounen an d'Reaktionszäiten ze verbessere, déi mer hunn op där enger Säit mat dräi Réseauen: Dem Réseau vun der RWE - Dir wësst, dass mer véier Héichspannungsleitungen, zweemol zwou u sech, hunn, déi aus Däitschland kommen; mir hunn eng vun 150.000 an eng vun 220.000, déi aus der Belsch kommen, a mir hunn u sech d'Sotel, déi och nach mat erspillt, quite dass déi aus der Belsch alimentéiert gëtt fir de Moment.

Do ass och eng Checklésch gemaach gi vun deene Manöveren, déi direkt ze geschéien hunn. Dat war deemools nämlech net de Fall. Mir waren u sech ganz schlecht

dorop preparéiert. An et besteet och elo en automatesche System, fir d'Leit vum Cegedelsnetz an awer och d'Direktioun automatesch ze avertéieren, wann e Problem ass.

Zousätzlech hu mer en Ofkommess mat der TWINerg - Dir wësst, d'TWINerg alimentéiert haaptsächlech Richtung Belsch -, fir dass déi an deem Moment, wann et méiglech ass, de Réseau émschalt op Lëtzebuerg. Zousätzlech hu mer séchergestallt, dass, wat d'Sotel iwwert d'Elia nämlech aus der Belsch kritt, mir do direkt kënnen intervenéieren. Dat war och zum Deel d'leschte Kéier geschitt. Wann d'Sotel net dofir gesuergt hätt, dass eenzel Elektrouewen direkt ausgefuert gi wieren, dann hätt et nach méi laang gedauert.

An déi drëtt Asazméiglechkeet, déi mer hunn, ass effektiv zu Veianen, wou mer mat der RWE dat Ofkommess amgaange sinn ze diskutéieren, wou mir kënnen op ee Coup dann déi ganz Puissance vu Veianen notzen. Wat eis géif garantéieren, dass mer ongeféier bei engem Blackout fénnef bis sechs Stonnen 100% d'Land kënnen alimentéieren iwwert dee Wee. An dat kéint geschéie bannen eng oder zwou Minutten.

Fir de Moment lafe Gesprécher och fir eng Interconnexioun zwéschent dem Elia-Netz an dem Cegedelsnetz - permanent oder net, dat ass techesch amgaang analyséiert ze ginn. Den 21. Mee gesinn ech den zoustännege Ministerkolleeg an der Belsch, den Här Verwiltgen, an do solle mer u sech dat Ofkommess definitiv maachen, dass een deem aneren hëllef, an dass mer dat maachen iwwer eng Interconnexioun, wat eis géif erlaben, dann zousätzlech zu där Interconnexioun an Däitschland eng Interconnexioun Däitschland-Belsch iwwer Lëtzebuerg ze probéieren.

Dann hu mer Pylônes de secours. Dat hutt Der gemierkt deemools wéi am Münsterland dee Problem war, dat war elo am Wanter 2005/2006, dass d'Cegedel op seng eege Pylônes de secours konnt zréckgräifen. Do-duerch ass bei eis och näischt geschitt. Datselwecht hu mer mat Ofkommess, speziell Ofkommess säit deem Blackout mam Ausland. Et ass och elo kloergestallt, wat bei der Cegedel ze geschéien huet.

D'leschte Kéier war dat och net kloer: Wou treffen d'Leit sech? Ech mengen, esou elementar Saachen hunn net geklappt. Et gëtt also elo en automatesche System, fir u sech Bescheed ze soen. Si, déi Cellule de crise, déi zesummekënnt, déi kënn zu Heeschdref zesummen a soss néierens. An den Haut-commissariat de la Protection nationale, d'Services vun der Protection civile a vun der Police grad wéi déi responsabel Politiker an d'Press ginn avertéiert.

Ech menge schonn, dass mer elo eng ganz Chaîne vun Elementer hunn, déi mat sech bréngen, dass et d'nächste Kéier éischters méi schnell ka behuewe ginn an dass et net méi esou schnell dozou kënn. Mä eng absolut honnertprozenteg Sécherheet huet een net.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro kënn tumm honorabelen Här Claude Adam un d'Familljeministesch iwwert d'Veianen an den Alters- a Fleegeheimer. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°185 du 8 mai 2007 de M. Claude Adam relative aux lits de vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir net bekannt, wéi vill Leit e Member aus hirer Famill doheem versuergen a fleegen. Et ass awer gewosst, datt dat eng Aufgab ass, déi ustrengend ass. An déi Leit, déi sech esou enger Charge ugeholl hunn, déi riskéieren och alt, hir eege Gesondheet op d'Spill ze setzen. Ee Bespill sief nème genannt vun der Gefor, dat ass de Burn-out. Émsou méi wichteg ass et, datt déi Leit, déi en eeleren oder kranke Mënsch doheem versuergen, och emol kënnen an d'Veianen goen an hir Batterien nei oplueden.

Am Relevé des services pour personnes âgées au Luxembourg, do kann ee sech énnern anere och iwwert d'Veianen an der eeler Leit informéieren. Do gëtt et dann engersäits Veianen an der eeler Leit, déi nach ganz autonom sinn; anerersäits awer och Better fir déi Leit, déi net ouni Fleege kënnen auskommen.

Wann een dann awer déi Lëscht vun de Veianen iwwer Telefon ofrufft, dann erlieft een déi eng oder aner Enttäuschung. Verschidde Veianen gëtt et guer net

méi. Esou steet zum Beispill am Relevé nach d'Blannenheem vu Bierschbech mat fénnef Veianen do. Si hu keen eent méi! An déi Better, déi et nach gëtt, si ganz laang am Virus ausgebucht. Et ass zum Beispill bis Enn Oktober praktesch näischt méi ze kréien.

Duerfir meng Fro un d'Madame Minister: Si genuch Veianen mat an ouni Soinë fir eeler Leit do?

Wann net, an ech mengen, et géifen der net genuch ginn, wat wëllt d'Regierung maachen, fir dës Situatioun ze verbessern?

Gëtt am Familljeministère och un aner Méiglechkeete geduecht? Zum Beispill andeems Leit forméiert ginn, fir bei d'Privatleit heemzegen an d'Assistenz an d'Fleege ze iwwerhuelen déi Zäit wou d'Leit an der Veianen sinn?

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Adam. D'Madame Marie-Josée Jacobs, Ministerin zoustännege fir d'Famill, huet d'Wuert.

» Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*. - Här President, déi Fro, déi den Här Adam stellt, dat ass: Gëtt et genuch Veianen?

Dat ass an deem Sënn schwéier ze beäntwerten, wéi mer och feststellen; a wéi Dir dat och gesinn hutt am Rapport, sinn an déi 90% vun deene Better besat. An ech sinn och frou, datt eng Kéier een esou e Rapport kuckt. Do wou et effektiv schwierig ass, dat ass ëmmer an der Fuesveianen, dat ass an der grousser Veianen an an de Veianen em Chrëschttag. Derzwéschent gëtt et ëmmer erëm Phasen, wou et méi einfach ass a wou Der och ënnerdaach kommt.

De Problem vun den Haiser ass, datt déi, déi ganz Better hunn an déi einfach soen, mir hunn zwee, dräi Veianenzëmmeren an déi stelle mer dofir zur Verfügung, datt se déi jo dann net ëmmer besat hunn an dann natierlech och dorobber Defizit maachen. Wann Der wëllt, dat ass also deem ee Problem, deen ass. Dat ass och de Grund firwat datt Dir net méi Leit fannt, déi eigentlech spontan bereit si fir ze soen: Hei, mir stellen esou vill Zëmmeren zur Verfügung.

Bei Servior, dat ass natierlech e grousser Betrib, ass et esou geregelt, datt se soen, mir hu keng fix Better, mä ëmmer wann ee kënn kucke mer - wann Der esou ee grousser Betrib hutt, da si jo ëmmer Leit, déi hir Zëmmeren net méi brauchen, well se da gestuerwe sinn -, datt kuerzfristeg dann och Leit do an esou Veianenzëmmeren erkommen. Et ass natierlech heiansdo schwierig fir d'Familljen, fir dat laang am Virus ze plangen.

Mä de Problem, dee besteet, ass einfach: Si mer bereet, ouni datt déi Better besat sinn, deenen Haiser eppes dofir ze bezuelen? An dat ass natierlech keng bëlleg Affär. Wann een engem Träger muss 120.000 oder 150.000 - ech schwätze jo nach ëmmer an deenen ale Frang - de Mount bezuelen, fir datt ee Bett net besat ass, dat ass natierlech awer net grad esou evident, an dofir hu mer och bis haut keng richteg gutt Äntwert dorobber fonnt.

Déi aner Fro fir ze soen: Hutt Der lech iwwerluecht fir Leit ze fannen, déi bei eeler Leit kënnen heemgoen?, denken ech ass iwwert d'Reseauen geregelt. Bei deenen eenzelne Réseauen ass et jo méiglech, datt Nuetswaachen zum Beispill kënnen organiséiert ginn, an et ass jo d'Fleegeversécherung, déi während de Veianen och déi Prise en charge do bezuelt. Sou datt ech mengen, datt dat méiglech wär fir esou organiséiert ze ginn.

Mä datt et zäitweis e Problem ass, däärs sinn ech mer bewosst, mä ech hunn awer bis haut, och zesumme mat den Träger, nach keng zefridde stellend Äntwert fonnt fir ze soen: Wa mer dat elo esou oder esou regelen a maachen - à moins, wéi gesot, datt et ganz vill Sue kascht, gesinn ech net, wéi een dat de Moment och kéint anescht maachen.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Madame Minister. Dann zur nächster Fro. Den honorabelen Här Marc Spautz stellt eng Fro un den Här Wirtschaftsminister iwwert de Konsumenteschutz um Gebitt vun der Televisioun iwwer Kabel.

- Question N°186 du 8 mai 2007 de M. Marc Spautz relative au conseil et à la protection des consommateurs connectés à la télévision par «câble», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

» M. Marc Spautz (CSV). - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virun e puer Méint huet eis de Kommunikatiounsminister matgedeelt, dass et an Zukunft

wäert méiglech sinn, dass mer hei am Land 80 Programmer kënnen empfanke, wa mer eis als Konsument mat verschidden Apparater installéieren.

Déi Bedreiwfirmen am Kabelnetz verschécken zënter Wochen a Méint Informatiounen un d'Leit wou se schwätze vu 85 Euro fir een Decoder plus verschidde Packagen, an do ass elo d'Fro: Wou kënnen d'Leit sech berode goen?

Den ILR ass ee Régulateur, do könne se sech net berode goen. Mä wou hunn d'Leit d'Méiglechkeet sech beroden ze goen?

Well wann een de Leit keng Äntwert ka ginn op déi Fro, da fäerten ech, dass mer duerno iwwert d'Satellitteschossele wäerte schwätzen, well och do sinn déi grouss Geschäfte op d'Iddi komm, dass et elo wichtig ass Satellitteschosselen unzebidden. Well wann d'Leit sech net erëmfannen an deem Dschungel, wéi et an Zukunft soll goen, da kucke se wat fir si am bëllegsten ass, da gi se eng Satellitteschosselen kafen, an da wäerten eis Fassaden an eis Haiser voll domadder sinn, an da wäerten eis Gemengemammen a Gemengepäpp heibanne schéi geplot ginn, a mat hinne de Minister vum Intérieur, wa mer keng Äntwert kënnen dorop ginn, wou d'Leit sech kënnen berode loosse, wéi et ass mam Tarif fir déi nei Antennen.

Merci.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Spautz. Den Här Jeannot Krecké, zoustännege Minister, huet d'Wuert.

» M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä Dir gesitt, dat wat Der mer gereecht hutt, wat en rapport mat der Inflatoun ass, dass ech mat Sécherheet net frou sinn, dass elo d'Präisser vun de Cäblo-opérateuren an d'Luucht ginn.

Mä ech mengen och souguer avertéiert Gewerkschaftler sinn do net dergéint, well si kënnen jo net dergéint sinn, dass elo endlech d'Autorechter bezuelt ginn, déi bis elo net bezuelt gi waren. Ech ka mer net virstellen, dass se do dergéint sinn. Mä domat gesinn och eenzel Leit, dass een heiansdo an der Onméiglechkeet ass fir ze eppes Neen ze soen, wou ech och souwisou net Neen ze soen hat, mä wou den Här Schiltz dat jo ausgehandelt huet.

Ech verstinn, dass vill Leit net frou sinn, dass se déi Suen elo do mussen investéieren.

Wou kënnen se sech berode loosse?

Ech mengen, déi eenzeg Plaz, déi wierklech eng richteg Ulaftell wär, dat ass d'ULC, d'Union luxembourgeoise des consommateurs. Déi gesinn ech als Eenzeg, déi dat kéinten objektiv maachen. Well all déi aner si jo selwer Opérateur oder Régulateur. Wéi Der richteg gesot hutt, ass ee Régulateur am Fong geholl net do fir ze beroden.

De Ministère selwer huet dat jo, wann een esou wëllt, géoutsourct un d'Union luxembourgeoise des consommateurs, déi mer mat 815.000 Euro subventionéieren, fir dass se ebe just déi Berodung vun de Leit mécht.

Ech mengen, dat wär déi richteg Plaz fir et unzegoen. Doriwwer eraus ass et natierlech esou, dass d'Gemengenautoritéit selwer elo responsabel sinn ze kucken, wat fir eng Reglementatioun si sech ginn, wann elo ganz vill Satellitteschossele kommen.

Ech sinn dermat d'accord, dass dat net ëmmer gutt ausgesäit, mä dat ass och net einfach ze regelen. Mä do wäert ech mech och net amëschen an do wäert ech d'Gemenge mam Innenminister gewäerde loosse an där dote Saach.

Wéi gesot, ech gesinn nëmmen eng eenzeg Plaz, dat ass d'ULC.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. An där nächster Fro adresséiert sech den honorabelen Här Gast Gibéryen och un den Här Wirtschaftsminister, an zwar iwwert d'Liberaliséierung vun der Post.

- Question N°187 du 8 mai 2007 de M. Gast Gibéryen relative à une directive visant à libéraliser le marché postal d'ici le 1^{er} janvier 2009, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President.

Den 18. Oktober 2006 huet d'EU-Kommissioun zu Bréissel eng Direktiv op den Instanzwee geschéckt, déi virgesäit, datt de Postmarché bis den 1. Januar 2009 komplett liberaliséiert soll ginn.

Meng Froen un den Här Minister sinn duerfir: Wéi huet d'Lëtzebuerger Regierung sech en vue vun där Diskussioun am EU-

Ministeschconseil positionéiert? Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Fortbestoe vun den Aarbechtsplaze bei der Lëtzebuerger Post - an der Lëtzebuerger Post insgesamt - an engem eventuell komplett liberaliséierte Marché ze garantéieren?

» M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Den Här Minister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

» M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net esou, dass mer amgaange sinn eis ze iwwerleeën, wéi den Här Gibéryen mengt, wéi mer géife virgoen. Mir si schonn an där dote Saach virgaangen.

Den Här Schiltz, deen u sech zoustännege ass fir d'Reglementatioun an deen dat och am Conseil verteidegt, huet kloer an daitlech d'Positioun vu Lëtzebuerg vertrueden, a vläicht kéint ech lech dat virlesen, wat mir aktéiere gelooss hunn dohanen: «Nous restons convaincus qu'un service réservé est le moyen le plus efficace et le plus simple de financer un déficit du service universel et nous ne sommes pas convaincus que les propositions de financement avancées par la Commission soient vraiment efficaces et nous doutons sérieusement de la faisabilité.»

Et ass nämlech esou, dass jo u sech unerkannt ass, dass de Service universel nach soll garantéiert ginn, mä dass dee muss finanziert ginn. Do gëtt et e puer Methode fir dat ze maachen, a mir sinn definitiv der Meenung, dass de Service réservé, dat heescht déi Monopolstellung op deene Bréiwer vu manner wéi 50 Gramm, bei Wäitem déi besch Aart a Weis ass fir dat ze finanzéieren. All anere Mechanismus gëtt komplizéiert; gëtt menger Meenung no sozial ongerecht.

Mir hunn och net déi beschten Erfahrung, muss ech soen, mam Fonds de compensation. Wann ech kucke beim Elektreschen, wat fir e Misär mer do hunn! Do hu mer jo dee Fonds de compensation fir u sech erneierbar Energien, fir deenen d'Subventionen ze gi bei der Aspeisung. Da seet deen ee vun de Commissären, mir missten an déi Richtung goen. Dee vun der Konkurrenz allerdéngs seet eis da just de Contraire a seet: Et ass eng Form vu Statshëllef an Dir musst ophalen domadder.

Esou dass ech gesot hunn, dass ech a priori Schwierigkeeten hätt mat engem Fonds de compensation a léiwer hätt mir géifen einfach elo net méi weider liberaliséieren, egal wat ee vun deem hält wat bis elo geschitt ass.

Et ass an eisen Aen, an den Ae vun der Regierung absolut onnëtz, am Moment weider ze liberaliséieren. Dat bréngt guer näischt. Dat Eenzeg wat et bréngt, dat sinn zwou Saachen:

Et gëtt fir déi eenzel Leit héchstens méi deier fir den eenzelnen Timber oder den Envoi gëtt einfach esou vill méi deier. Dofir ass et onsennege, dat do nach ze maachen. Zweetens hu mir e Marché, dee ganz atypesch ass, wéi mer a ville Saachen atypesch sinn. Mir hunn 100 Clienten, déi maachen 80% vum Volumen aus. Dat heescht, et kënn och nach een heihinner, e Konkurrent, deen hält sech déi 100 Clienten do, domat huet en 80% vun deem Marché vu manner wéi 50 Gramm Bréiwer, wat nach e substanzuellen Deel hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vum Ausland ass, an dann de Rescht, Wäisswampech, Fréiseng an all déi aner, d'Leit do ze bedéngen, dat iwwerléisst en anere Leit.

An duerfir soen ech, dass de Service réservé déi eenzeg Léisung wär.

Mir hunn dat, wéi gesot, verteidegt, a vis-à-vis vum Kommissär, dee McCreevy heescht, hunn ech selwer um leschten ECOFIN, well en och zoustännege ass fir d'Services financiers, nach eng Kéier gesot, dass et definitiv fir Lëtzebuerg schlecht wär. Mir hunn em gewisen, dass mer eng Etüd vun engem Consultant, deen Alcantara heescht, kënnen virweisen, wou e gesäit, dass et hei zu Lëtzebuerg absolut an d'Katastroph féiert, wa mir dat do maachen, dass et esou vill méi deier gëtt an dass mir souwisou och Problemer am Énnere vun der Post selwer kréien.

Sou dass d'Regierung do darselwechter Meenung ass wéi d'Postdirektioun a wéi d'Syndikater, dass mer mat alle Mëttele probéieren, dat do ze évitéieren.

Mir sinn also net an engem Zeenario bis schonn, wou mer soen, wann dat geschitt, da maache mer dat an dat. Mir sinn nach am Zeenario 1, wou mer eis elo wierklech wäerte stramm dergéint wieren. An deenen nächsten zwee Deeg geet e Bréif, deen elo scho preparéiert ass, eraus, erëm eng Kéier un de McCreevy, mat eisen Explikatiounen, well do ass jo méttlerweil déi zweet Etüd eraus - no där vu PricewaterhouseCoopers -, déi elo weist, wat fir eng Schwieregkeeten op eis zoukommen.

Dëst an der Hoffnung, dass nach anerer sech iwwerzeege loossen, well dat hei ass eng Fro vu Majoritéiten. Fir de Moment kippt et am Fong geholl mat Däitschland. Wa mer et fäerdeg bréngen, Däitschland op eis Säit ze zéien, da bréngt mer et och fäerdeg, dass et zumindest an enger éischter Phase net duerchkënn, dass et zumindest no hanner verluecht gëtt an dass vläicht dann iergendwann de Verstand och bei eenzelne Kommissäre kënn, fir ze soen, dass onnëtz liberaliséieren einfach näischt bréngt.

Well hei geet mat Sécherheet fir den einfache Bierger net de Präis erof; e geet héchstens an d'Luucht, an d'Problemer an deene Postbetreiber, mat deenen d'Leit awer zefridde waren, ginn héchstens an d'Luucht. Duerfir wäerte mir eis mat Hänn a mat Féiss dergéint wieren. An ech hunn lech dat virgellies aus engem Groupe de travail «Services postaux», wou mir drop gehalen hunn, nach eng Kéier eis Position kloer an d'äitlech ze maachen, well deen een oder anere gemengt huet, mir wiere schonn d'accord mat engem anere Méchanisme de financement. Mir wëllen dee vum Service réservé.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Nächst Fro vum honorabelen Här Alexandre Krieps un den Här Gesondheitsminister iwwert d'Waardezäit um Gebitt vun den IRM.

- **Question N°188 du 4 mai 2007 de M. Alexandre Krieps relative à la réduction des délais d'attente en matière d'IRM, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Merci, Här President. Ech hunn déi Fro opgegraff hei duerch de Commentaire zu der véierter Carte sanitaire. Déi huet gesot, dass d'IRMen hei zu Lëtzebuerg an deene leschte véier Joer mol fënnf an der Frequenz gaang sinn, dass trotz deene villen Equipementer - mir sinn do déi Éischt an der Welt - d'Waardezäiten tëschent zwou an zwelef Woche sinn. Mech stëmmt dat net esou pessimistes, well an den Nopeschlänner sinn déi Zäiten nach vill méi laang. Och an héich équipéierte Länner wéi der Schwäiz oder anere Länner ass et esou laang wéi hei zu Lëtzebuerg.

Meng Fro ass: Ass eng tarifaire Restriktion zum Usage vun deenen Equipementer gewiescht, wéi dat heiansdo ukléngt, well se nëmme bis sechs Auer oder siwen Auer owes fonctionnéieren? Mir wëssen alleguer, dass een duerch technesch Ursachen, op den IRMen heiansdo duerch d'Reduktion vun de Sequenzen, awer d'Zuel vun de Prozedure pro Dag net kann an d'Luucht setzen, dass héchstens d'Qualitéit drënner leit. Sinn déi Zuelen also duerch tarifaire Considérations reduzéiert ginn? Oder ass dat wierklech eng Ausnahm? Dat ass meng Fro un de Gesondheitsminister.

Eng aner Fro, déi ech him net gestallt hunn: Hätt ee kënnen zeechnen, dass d'Arthroscopië vum Knéi zum Beispill, wat eng heefeg Prozedur ass, erofgaange sinn duerch den Usage vun der IRM, well et huet een ëmmer e Benefiss? Ech wollt him déi Fro stellen, an och vläicht dass hien ons e puer Wuert seet zum nächste Plan hospitalier wat d'Équipement-lourdë sinn.

Wat een awer berouegt: Ech hat virun e puer Wochen en amerikanesche Frënd op Besuch, deen huet mer gesot, dass d'IRM toraxique, zum Beispill d'Broschtquerf-IRM, an Amerika 1.600 Euro tariféiert ass an zu Lëtzebuerg 400 Euro. Dat ass awer be-

rouegend, Här Minister. Mä wann Der ons kënn eng Perspektiv opzeechnen. Ech selwer gleewen, dass mer vill Equipementer hunn, an dass mer se vläicht kënnen besser asetzen; loosse mer et esou soen.

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Krieps. Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol Merci dem Här Krieps fir d'Fro an och fir seng nuanciéiert Duerstellung vun der Situatioun wéi se um Terrain ass.

Wat d'Equipementer ugeet, läit e bal richtig. Mir si weltwäit net d'Nummer eent, mä mir sinn d'Nummer zwee hanner Japan, dat déi Apparater jo och produzéiert. Mä mir sinn do a ganz gudder Gesellschaft.

Et ass net esou, dass d'Waardezäiten op tarifaire Limitatiounen zrëckzeféiere sinn, well déi Augmentatioun vun den Nuets-tarifer, déi wierkt eréischt no aacht Auer, net no sechs Auer.

Ech si selwer virwëtzeg ginn, wéi ech d'Fro gestallt kritt hunn, an hunn eng improviséiert Émfro an deene verschiddene Spideeler hei am Land gemaach, déi en IRM hunn. An ech hunn erausfonnt, dass sech bei den Urgencë kee Problem stellt, dass sech bei de Patienten, déi an den Haiser leien, kee Problem stellt, well déi esou séier bäikomme wéi en Apparat fräi gëtt. Ausserhalb vun den Urgencë kann et zu Waardezäiten zwëschen zwou a sechs Woche kommen.

Ech hunn awer vu sämtleche Servicer bestätegt kritt, dass, wa Certificatë vun Dokterer erakommen, wou dropsteet, dass eng gewëssen Urgence do ass, si flexibel genuch sinn, fir déi Leit eranzehuelen innerhalb vu rasonnabele Fristen.

Wat elo d'operationell Zäiten ugeet vun deene verschiddenen IRMen, do gëtt et Ennerscheeder am Land. Do fannt Der Spideeler, déi hiren IRM vu siwen Auer moies bis siwen Auer owes bedéngen, anerer vun hallwer aacht bis aacht Auer owes. Et ass ee Spidol derbäi, dat den IRM vu siwe bis fënnf operéiert, an en anert vu véierel vir siwe bis véierel op sechs, nach eent vun hallwer aacht bis hallwer siwen.

Do gesitt Der, wann Der dat kuckt, do sinn nach Reserven dran, wann een dat anescht erschéiere wéilt, an à supposer dass den Drock esou grouss gëtt, dass een déi dote Plagë brauch. Ech hunn och Récksprouch mat der UCM geholl, déi virun e puer Méint d'Spideeler ugeschriwwen huet, fir erauszefannen, wéi d'Evolutioun vun de Waardezäiten ass. Bei de Spideeler hat ech net d'Impressioun, dass se iwwerrullt ginn. Dass gewëssen Drockperioden do sinn, gëtt net ofgestriden.

Et ass elo esou, dass mer an der Genehmigungsprozedur nach een IRM hunn - deen zu Nidderkuer -, deen awer vläicht eng aner Nues hält am Rahme vun der Fusioun vun de Süd-Spideeler, an dass sech och eng nei Generatioun vun IRMe weist, déi manner opwändig sinn an déi bei den Artikulationen gradesou gutt Resultater hu wéi déi méi schwéier Apparater.

Mir schléissen net aus, dass mer eis weiderentwëckelen a Saachen Apparaturen, mä ech sinn och ganz dankbar fir d'Duerstellung, wéi den Här Krieps se gemaach huet, dass, wa Spitt an de Plage-horären do ass, ee fir d'éischt domat soll ufänken, fir deen optimal auszenotzen, ier een an deem zweetbeschtméiglech équipéierte Land nach eppes dropleet.

Dann, mengen ech, e lescht Wuert: Et soll een och kucken déi verschidden Apparater vun der Imagerie médicale ëmmer dann do anzesetzen, wou se am optimaalste kënnen agesat ginn, an net vläicht do, wou et aner Alternative gëtt, déi zumindest gradesou vill wäert sinn, a virun allem oppassen, dass een net Leit duerch de ganze Luna Park guidéiert.

Voilà! Här President, véier Sekonnen hunn ech iwwerschrott an ech sinn elo fäerdeg.

» **M. le Président.** - Si si scho verziehen.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Merci.

» **M. le Président.** - Da komme mer zur leschter Fro fir haut. Dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen, och un den Här Gesondheitsminister, iwwer eng Prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement contre le cancer de l'utérus. Här Mehlen!

- **Question N°189 du 8 mai 2007 de M. Robert Mehlen relative à la capacité du Laboratoire National de Santé (LNS) d'effectuer une prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement le cancer de l'utérus, adressée à M. le Ministre de la Santé**

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Effektiv, meng Fro riicht sech un den Här Gesondheitsminister. Si baséiert op engem Artikel vun der Wochenzeitung „Le Jeudi“ vum 17. Abrëll. An deem Artikel geet Rieds vun engem Pabeier, deen aktuell géif am Laboratoire vun der Santé zirkuléieren, a wou eng gënschteg Léftchen dee bei si op de Redaktiounsdësch geblos hätt; dee Pabeier selbstverständlech.

An deem Pabeier geet Rieds dovun, dass Differenzen opgedaucht wäeren, wat d'Diagnostik vum Gebärmutterhalskriibs ubelaangt, wou eng ganz Partie Interpretationsschwierigkeete sinn. De Minister wär inquétiéiert, an hien hätt och dofir den Institut Pasteur vu Paräis domat beoptraagt, fir emol ze kucken, wat dann do wär.

Dofir wollt ech hei e puer Froen opwerfen: Éischstens, Här Minister, kënn Der eis confirméieren, dass déi Situatioun esou ass? Kënn Der eis Erklärungen dozou liwweren? Wat si gegebenfalls d'Ursachen, well et kéint ee jo awer mengen, dass dat, wann och keng exakt Wëssenschaft, dach awer méi oder wéineger eng prezis Wëssenschaft wär?

Wat ware gegebenfalls d'Konsequenze fir d'Patientinnen? Si schreien hei am Artikel: «De deux choses l'une: ou le Laboratoire National de Santé a diagnostiqué trop de cancers du col de l'utérus ou pas assez, ou les femmes ont subi trop d'interventions médicales ou pas assez.» Wat waren d'Konsequenzen? Hutt Dir, Här Minister, scho vläicht éischt Resultater vun där Enquête, déi Der anscheinend an d'Wëe geleet hutt? A wat passéiert dann elo entre-temps, bis datt mer wierklech wëssen, wat da richtig a wat falsch ass?

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Nach eng Kéier den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech schmuzelen, wann den Här Mehlen vun enger gënschteger Léftche schwätzt oder déi gënschteg Léftche rapportéiert.

» **Une voix.** - Un vent favorable...

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech mengen, déi gënschteg Léftchen, déi huet en Numm, an déi Leit, déi d'Insider sinn, hunn déi gënschteg Léftchen identifizéiert.

Mä de Geck an den Eck, well et e seriösen Thema ass, mat deem net ze spaassen ass.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Et ass richtig, dass an der Campagne, déi all Joer widderholl gëtt, fir de Gebärmutterhalskriibs fréi a preventiv ze detektéieren, vun engem Joer op dat anert Ofwäichungen an de Statistiken opgefall sinn. Den Här Mehlen huet a senger mëndlecher Approche net méi vu graven Dysfonctionnement geschwat.

Ech muss och soen, dass et net e graven Dysfonctionnement ass, wann déi Responsable vum Labo Ofwäichunge feststelle vun engem Joer zum aneren an engem Preventivprogramm an direkt resolut handeln, mir dat mellen, an ech zesumme mat der Spëtzt vum Labo decidéieren, dass mer net eng Enquête, mä - wéi dat ubruucht ass an esou enger Situatioun, wou mer ofwäichend Chifferen hu vun engem Joer op dat anert - vun Experten eng Contrelecture maache loossen, fir objektiv kënnen feststellen: Sinn déi Ofwäichungen normal, well mer an engem Joer manner Fäll haten, oder si se net normal?, an doraus misste Konsequenzen zéien.

Dat ass ganz schnell geschitt. An ech muss och soen, dass meng Kolleegen aus der Regierung, ënner anerem de Budgetminister, och direkt déi noutwendeg Moyenen zur Verfügung gestallt hunn, fir déi Géiglecture do ze maachen.

Et ass elo gefrot ginn: Wat wäeren dann d'Konsequenze vun deenen Ofwäichungen? Entweder Iwwerversuergung an Iwweragräffer vis-à-vis vun deene Fraen, déi ze vill als positiv déctéiert gi wäeren, oder Iwwersi vun engem Problem?

Also ech géif mengen, weder nach. Déi direkt Gefor ass net ginn. Och hat den Här Mehlen a senger schrëftlecher Fro vun enger potenzieller Doudesgefor geschwat.

Och dat ass net esou, an ech explizéiere mech.

Wann eng Fra positiv déctéiert wär iwwert d'Analyse vum Labo, da gëtt selbstverständlech d'Feinanalys gemaach an da gëtt definitiv festgestallt: Et ass positiv oder et ass faux positif. Et ass positiv: Da gëtt reagiert; et ass faux positif: Dann ass keng Reaktioun néideg.

Vu dass hei zu Lëtzebuerg deen doten Test, Ofstréch fir de Kriibs vum Col de l'utérus feststellen, am Prinzip eemol d'Joer gemaach gëtt, vill, vill méi oft, wéi dat iergendwou an engem aneren Nopeschland ass, wann eng Kéier een iwwersi gëtt, da gëtt een dat Joer duerno récupéiert, an dee Kriibs entwéckelt sech lues, sou dass fir d'Fraen, déi en cause sinn, keng direkt an imminent Gefor fir hir Gesondheet besteet.

Mä well et awer wichteg ass, virzesuergen, an och net e Labo an e schiift Liicht ze réckelen, hunn déi Alarmglacken, déi et gëtt, wann een ofwäichend Chifferen huet, hei geklappt. Mir hunn direkt reagiert, mir kréien innerhalb vun engem Mount éischt Resultater a mir kënnen aus deene Resultater da schléissen, ob vläicht virdrun ze vill virsichteg analyséiert ginn ass, oder ob elo an der Methodik iergendepes ofgewach ass, wat mer dann direkt kënnen korrigéieren.

Mir ginn un déi dote Saache mat ganz vill Seriö a vill Entschlossenheet erun a mir verlossen eis net op gënschteg Léftercher. Dat ass en Appel, deen ech nach wie vor maachen: Jidderee kann emol eng Kéier Ofwäichungen a sengen Analysen hunn, mä da geet et drëm, fir un engem Strack ze zéien, fir dat esou schnell wéi méiglech an d'Rei ze bréngen, am plaz gënschteg Léftchen ze spillen.

Villmoos Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Froestonn un d'Regierung ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Reform vun de Personaldelegatiounen.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den Här Henckes huet fënnf Minutten, an d'Regierung zéng Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

4. Question avec débat N°19 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réforme des déléguations de personnel

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme periodesch mat enger Fro hei an d'Chamber erëm, an déi betrëft déi 3.000 Employéen, déi ënnert dem Privatbeamtestatut fir de Stat oder fir d'Gemenge schaffen an déi zënter 1979 net méi d'Méiglechkeet hunn, fir aktiv oder passiv bei den Delegationswahle fir Personaldelegierten deelzehuelen, einfach well d'Gesetz dat net virgesäit.

Ech hunn 2001 eng Proposition de loi an deem Sënn déposiert. Do ass awer näischt drop geschitt.

Am Oktober 2003 hunn ech d'Regierung, an notament den Aarbechtsminister gefrot gehat, wat dann d'Regierung wëlles hätt, fir deem Problem do en Enn ze bréngen, well et net gutt ass, dass eng 3.000 Leit hir verfassungsrechtlech Gläichbehandlung, op déi se Urecht hunn, d'Recht fir sech fir hir Intéréten aktiv a passiv bei dem Patron ze verteidegen, verwiert gëtt.

Dorobberhin - dat war am Oktober 2003 - huet den Här Aarbechtsminister mer geäntwert, d'Regierung hätt en Avant-projet de loi ausgeschafft; dee géif elo nach diskutéiert ginn. Et wieren zwou Méiglechkeete virgesinn:

Déi eng wier déi, dass géif gekuckt ginn nom Droit du travail, dat heescht, ob de Kontrakt privatrechtlech wier. Deen Ablack hätten also d'Employé-privéen Urecht op en Delegierten a si hätten aktiiv a passiv Walrecht, wéi nom private Recht. Oder et geet nom Droit public: Da wier et d'Statsbeamtegesetz, dat géif spillen. Oder et kënn och nach eventuell gekuckt ginn, ob den Employeur public wier. Deen Ablack géif also och d'Statsbeamtegesetzgebung spillen, a si géifen also domat integriéiert ginn.

Dat war am Oktober 2003, a bis haut sinn déi Iwwerleeunge vun der Regierung anscheinend nach ëmmer amgang, well de Projet de loi ass net déposiert ginn.

Duerfir wollt ech elo froen, no bal véier Joer, wou mer dann elo dru sinn?

Dat gëtt desto méi interessant, well wann d'Iddi opgegraff géif ginn, déi den Här Aarbechtsminister am Joer 2003 hei gesot hat, datt eventuell géif gekuckt ginn, ob den Employeur public wier, dat heescht, ob et Stat oder Gemeng wier, wann dat den Employeur wier, da géif deen Ablack d'Statsbeamtegesetzgebung spillen an d'Employé-privé kéinten also bei de Statsbeamte mat wielen.

Wann dat gemaach gëtt, da kënnst déi zweet Fro, am Kader vun deenen Debatten iwwert de Statut unique. Da géifen natierlech deen Ablack déi Aarbechter, déi elo d'Méiglecheit hunn, fir hir Delegéierten nom privat-rechtliche Statut ze wielen, also net méi no deem Statut hir Delegéierte wielen, mä déi géifen dann och no der Statsbeamtegesetzgebung fueren.

Duerfir, Här Minister, mir geet et hei drëm, datt eppes geschitt. An ech géif och mengen, datt déi Léisung de richtege Wee wier, déi Der een Ablack ugedeit hat, fir ze soen, datt sollt no der Privatbeamtegesetzgebung gefuer ginn, an datt se och no deene Regele sollten d'aktiiv an d'passiiv Wahlrecht hunn. Dat schéngt mer déi richteg Léisung ze sinn, d'autant plus datt d'Verfassungsgericht elo schonn e puermol gesot huet, datt all déi Spezialwurschte fir den Employeur public, wou dee kënnst d'Kontrakter indéfiniment renouveléieren, vu Joer zu Joer an esou weider, wou dat alles als verfassungswiddreg erkläert ginn ass.

Duerfir, Här Minister, sot mer wann ech gelift: Wou sidd Der mat Ären Iwwerleeungen drun? Wéini kréie mer e Projet de loi? A wann et géif zu engem Statut unique kommen an Dir hätt de Statut vum Employeur public gewielt, géift Der deen Ablack och bei den Aarbechter d'Delegatiounswahlen, wéi se elo bestinn am private Secteur, annulléieren?

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Merci, Här President. Ech mengen den Här Henckes stellt hei ganz wichteg Froen. Hien huet och versicht Léisungsausatz ze ginn, do ass hien awer e bésse méi duercherneen - mä do kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

D'Fro ass effektiv richteg gestallt. D'79er Delegatiounswahlgesetz seet, et ginn Delegatiounen gewielt, do wou Aarbechter sinn, do si mer strikt am privat-rechtliche Regime. Bei den Employéén, seet d'79er Gesetz allerding, gi keng Delegatiounen gewielt wou de Patron eng Entité publique ass.

An do gesi mer dann déi zwou verschidde Philosophien, déi kommen. Déi eng Philosophie déi seet, mir kucken no der Natur vun de Relations contractuelles, an déi aner seet, mir kucken no der Natur vum Employeur.

Doduerch, dass mer am 79er Gesetz déi zwee matenee verméschen, hu mer ee Punkt wou d'Verfassungsgericht net e puermol, mä eemol effektiv gesot huet, dass dat falsch wier, dass do eng Partie Leit, nämlech d'Employés privés au service de l'État - där gëtt et der bal keng, mä au service des communes, do gëtt et der relativ vill -, net d'Recht hätten, sech selwer representéieren ze loosse, well se weder énnert d'79er Delegatiounswahlgesetz falen nach énnert de Statut de la fonction publique, wou d'Employés de l'État an d'Employés communaux drénner falen.

Déi Fro ass also eng mat där mir eis auserneegesat hunn, an ech hunn och en Avant-projet de loi als Aarbechtsminister ausgeschafft - nach énnert der vieregter Regierung -, dee mer net nëmmen de Sozialpartner, mä iwwerengs och der Chamber zoukomme gelooss hunn. An deem Avant-projet de loi hu mer folgend Solutioun virgeschloen, nämlech déi, déi ganz daitlech seet, dass mer mussen en Énnerscheid maachen tëschent dem Régime de droit privé an dem Régime de droit public.

Dat heescht, dat wat Dir gemengt hat wat ech wéilt, dat ass falsch. Eigentlech hunn ech och ëmmer dat gesot, mä dann hunn ech mech wahrscheinlech net daitlech genuch ausgedréckt, mä am Text steet et awer daitlech - deen d'Chamber och krut -, dass ech der Meenung sinn, dass mer net sollen no der nature de l'employeur kucken, mä dass mer ëmmer nëmme sollen no der nature des relations contractuelles kucken.

Dat ass iwwerengs eng Philosophie, déi mer bei eis am Haus elo duerchféieren. Ech géif emol net soen, zënter deem ech do sinn, mä och scho virdrun. Mä zënter deem ech do sinn, féiere mer déi am Haus systematesch duerch. Dat hu mer och bei de Kollektiv-

vertråg gemaach, a beim Eenheitsstatut kréie mer datselwecht erëm.

Mir kucken net wat fir eng nature den Employeur huet, mä mir kucke strikt duerno: Sinn et relations contractuelles privées oder net? Wat dann an deem Avant-projet de loi zu folgender Modifikatioun vum Gesetz gefouert huet: D'Delegatiounen ginn do gewielt wou mer en Etablissement hunn - dat muss also kee Betrib sinn -, wou 15 Leit Employés privés sinn.

Dat heescht, an enger ganz Partie Gemengen, déi zum Beispill elo Delegatiounen wéile fir d'Fonctionnaires, fir d'Aarbechter - bei de Fonctionnaire sinn d'Employés communaux derbäi -, missten och Delegatiounen gewielt gi fir d'Employés privés. Dat ass dat wat mer an deem Avant-projet de loi virgeschloen hunn.

Deen Avant-projet de loi ass effektiv net weidgergaangen, well mer mëttlerweile an der Diskussioun Eenheitsstatut sinn a well mer an der Tripartite notamment mam Patronat ofgemaach hunn, dass mer den Eenheitsstatut maachen. An d'Patronat sot, mir wëlle léiwer den Eenheitsstatut maachen, wéi dass mer wëllten eng Reform vum Dialogue social à l'intérieur des entreprises maachen; wéi ech dat nennen.

» **Une voix.** - Wat hutt Der gesot, Här Minister? D'Patronat wéilt den Eenheitsstatut?

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo, jo, so ass dat gaangen. Par rapport zu deem anere selbstverständlech.

An ech hu mech do engagéiert par rapport zum Patronat, dass mer effektiv deen Avant-projet de loi elo net weiderdriewen. Wa mer soen, an deser Legislaturperiode maache mer en Eenheitsstatut, da maache mer an deser Legislatur den Eenheitsstatut. An dat wat mer vu Reforme virgesinn hunn, och an der Regierungserklärung iwwert d'Delegatiounen, d'Comité-mixtën, dat mécht des Regierung net, dat ass dann déi nächst Regierung an déi Parteien, déi déi nächst Regierung bilden, fir do sech eens ze gi fir dat ze maachen oder net.

Also hu mer deen Avant-projet net realiséiert opgrond vun deenen Accorden, déi mer mam Patronat getraff hunn. Den Avant-projet de loi läit nach ëmmer do an de Problem läit nach ëmmer do. A fir dee Problem ze léisen hu mer an der Regierung decidéiert, dass déi Léisung, déi den Aarbechtsminister virgeschloen huet, den Aval vun der ganzer Regierung fënnt, nämlech fir ze soen, an Zukunft wielen d'Employés privés hir eegen Delegatioun nom Privatrecht, a wielen dann also net zesumme mat den Employés communaux respektiv mat de Fonctionnaires communaux.

Dat muss mer an d'Gesetz ëmsetzen, an e Freideg huet d'Regierung dem Aarbechtsminister feu vert ginn, fir dass hien dee Projet de loi iwwert d'Delegatiounswahlrecht soll ëmsetzen, nämlech d'Direktiv „Vilvoorde“, wéi se genannt gëtt, wou mer elo en Avis vum Statsrot hunn, wou mer amgaange sinn Amendementen am Haus auszeschaffen. An am Kader vun deem Projet de loi presentéiere mer dann och déi dote Solutioun.

Ech wëll hei just Ärer Chamber soen, dass et dobaussen och Kräfte gëtt, notamment um gewerkschaftliche Bord, déi dat déi falsch Solutioun fannen. Déi als richteg Solutioun fanne fir ze soen, mir muss kucke wat d'nature de l'employeur ass an net wat d'nature des relations contractuelles ass.

Ech bleiwen hei der Meenung - an do soen ech dann definitiv eppes aneschtens wéi den Här Henckes gemengt huet, wat ech géif mengen -, dass mer nëmmen erauskommen aus allen Diskussiounen, wa mer no der nature des relations contractuelles kucken an net no der nature de l'employeur.

Dat heescht, Här Henckes, zu Ärer Fro zum Eenheitsstatut, dass et evident ass, dass den Eenheitsstatut sämtlech Leit betrëfft, déi e Contrat de travail de droit privé hunn, dat heescht sämtlech Aarbechter a sämtlech Employés privés, egal wien hiren Employeur ass, dat ass also dann och beim Eenheitsstatut keen Énnerscheid, fir ze soe wou ass Stat a Gemeng engersäits a wou ass Privatsecteur anersäits.

Mä mir kucken, do wou et privatrechtlech Relatiounen gëtt, ob de Patronat- oder öffentlech-rechtlech ass. Mä do, wou privatrechtlech Aarbechtsvertrag sinn, zielt dann och den Eenheitsstatut an do zielen dann och an Zukunft d'Delegatiounswahlen. Dat ass konform zu där Linn, déi mer - nach eng Kéier, soen ech souguer, éier dass ech Minister gouf - am Aarbechtsministère duerchgesat hunn.

Ech wëll lech erënneren un eng Reform vun de Chambres professionnelles an den 80er Joren, wou zum Beispill daitlech gesot gouf,

d'Chambres professionnelles kucken net méi no der nature de l'employeur, mä no der nature des relations contractuelles. An ech mengen, dass dat déi eenzeg richteg a kloer Trennungslinn ass, mat där mer kënnen schaffen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer...

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech wollt nach eppes froen.

» **M. le Président.** - Nach eng Zousazfro, Här Minister.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Eng ganz kleng Zousazfro, Här Minister.

Här Minister, ech si frou, datt Der déiselwecht Approche hutt wéi ech se och a menger Proposition de loi virgesinn hat. Ech wollt awer just nëmme froen, gedenkt Der, wann zum Beispill de Statut unique net géif d'Est Joer iwwert d'Bühn goen, wat jo fir d'Gesetzter ze transforméieren net grad esou einfach schéngt ze sinn, datt Der dann awer géift den Avant-projet de loi, wéi Der en elo virschlot, wéinstens als Projet de loi déposéieren, fir datt mer wéinstens op engem Punkt kéinte séier virukommen?

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Här President, ech schéngt wierklech de Problem ze hunn, dass ech mech net daitlech ausdrécken. Ech hu virdu gesot - an ech widerhuelen dat nach eng Kéier -, mir setzen dat doten net duerch mam Eenheitsstatut, dee jo soll fir den 1. Januar 2009 a Kraaft trieden, wat eis ze spéit schéngt, mä mir hänken en Amendement just iwwert deen dote Punkt un de Projet de loi dit „Vilvoorde“, dee vum Statsrot aviséiert ass, a wou mir elo Amendementer maachen a wou mer dann och deemnächst bei den Här Glesener an d'Kommissioun ginn.

Et ass net, dass se net Aarbecht genuch do hätten, mä mir ginn dohinner a mir hänken et do drun, well mer der Meenung sinn, dass dee Projet éischer iwwert d'Bühn geet, a well mer eis och absolut bewosst sinn, dass spéitstens bis 2008, wou Sozialwahlen am Privatsecteur ugesot sinn, muss d'Gesetz eng Léisung fonnt hunn. An dozou engagéieren ech mech, dass déi Léisung bis dohinner fonnt ginn ass.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zu der nächster Fro, an dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen iwwert déi alternativ Medezin an eisem System vun der sozialer Sécherheet.

5. Question avec débat N°17 de M. Robert Mehlen au sujet de la reconnaissance officielle de certaines formes de médecine «non conventionnelle» dans le système de sécurité sociale

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Effektiv, Här President, esou wéi ech dat och a menger schrëftlecher Demande formuléiert hunn, geet et hei ëm d'Reglementéierung, d'Integratioun, d'Reconnaissance officielle vu verschiddene Forme vun net konventionelle Medezinen an eise System vun der Sécurité sociale.

Dat ass eng Diskussioun, déi dauert scho laang an huet och schonns zu villen Débats gefouert, an d'Empreinte vun deser den 29. Januar 2004 - dat sinn elo schonns iwwer dräi Joer hier - kritt. Do hate mer en Débat d'orientation, wou deemools d'Kommissioun vun der Santé hei eng Motioun virgedroen huet, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass - et war nach eng aner Regierung wéi déi vun haut -, fir véier Disciplines complémentaires ze reglementéieren, an zwar: d'Homéopathie, d'Akupunktur, d'Osteopathie an d'Chiropraktik.

D'Regierung ass bal unanime opgefuerdert ginn - ech hat hei a menger schrëftlecher Demande iertümlecherweis „unanime“ geschriwwen, mä et war „bal unanime“ - fir dat ëmzesetzen.

(Interruption)

Duerfir, och well dobaussen am Public ëmmer gefrot gëtt: Wéini kënnst dat dann?, wollt ech den Här Minister froen: Wat sinn dann d'Suiten, déi déi nei Regierung, déi jo awer och engagéiert ass duerch déi Motioun, bis elo där Motioun do reservéiert huet?

Am Fall wou Etüden, déi nach ugekënnegt gi waren, sollte gemaach gi sinn: Wat sinn d'Konklusiounen vun deenen Etüden a Reflexiounen an deem Domän? Fir wéini ass mat klaren Décisiounen an Aktiounen ze rechnen? Wou leien eventuell d'Problemer oder d'Resistenzen an deem Secteur do?

An da wollt ech de Minister, just well hien et ass, froen: Wéi gesäit et da mat der Psychotherapie aus?

Hien huet sech deemools a senger Qualitéit als Deputéierten hei bei deem Débat derfir ausgesprach, wann net souguer bedauert, datt d'Kommissioun an deem Domän net weiderkomm wär.

Ech géif och déi Fro an de Kontext stelle vun engem Débat, dee mer net virun allze laanger Zäit hei gefouert hunn, wou mer bedauert hunn, datt hei zu Lëtzebuerg esou vill Médicaments psychotropes consomméiert ginn, wou ee jo ganz sécher, wann dat géif praktizéiert ginn, och déi iwwerdrivwe Consommation vun esou Medikamenter kéint erfrosetzen.

Voilà! Dat si meng Froen, an ech si ganz gespaant op d'Antwort vum Här Minister.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kuerz d'Evolution vun deem heiten Dossier: Den Här Mehlen huet richteg skizzéiert, dass mer um Gebitt vun de complémentairé Medezindisziplinen eng Vergaangenheet hunn, an dass mer virun dräi Joer eng ganz gutt intensiv Orientéierungsdebatt an der Chamber iwwert déi zukünfteg Reglementéierung vun enger Rei vu Médecines complémentaires haten.

D'Chamber huet der Regierung eng Rei vu konkreten Aufgabe ginn, an d'Regierung huet déi Aufgabe seriö ugepaakt. Mir waren der Meenung, dass mer sollte bei enger Disziplin ufänken, déi dobaussen och zimlech vill Zousproch huet - déi vun der Osteopathie -, a mir hunn en Avant-projet de règlement ausgeschafft, dee mer an d'Consultatioun ginn hu bei deene betraffene Milieuen. Mir hunn eng Direktioun geholl, déi sech - hu mir gemengt - gréisstendeels géif no der Orientéierungsdebatt richte. Mir hunn och eng ganz Rei vu Reaktiounen vum Terrain kritt: kritesch bis ganz kritesch.

Well mer der Meenung waren, dass den Avant-projet opgrond vun enger klarer Missioun vun der Chamber ausgefouert ginn ass, wollte mer d'Chamber erëm zu Rot zéien an opgrond vun de Reaktiounen vum Terrain froen, wéi d'Regierung déi doten Aufgab dann elo soll entweder confirméieren oder modifizéieren.

Wann den Här Mehlen mat sengem Kolleeg aus der Santékommissioun geschwat hätt, dann hätt e gewosst, dass opgrond vun de Viraarbechte vun der Regierung d'Chamberskommissioun an der Zwëschenzäit ganz gutt Aarbecht geleescht huet, well se déi betraffe Milieuen - sief dat d'Osteopathen, sief dat d'Kinésithérapeuten, sief dat de Collège médical, sief dat d'AMMD - gehéiert huet an hir Meenung och considéréiert huet.

Opgrond vun där Diskussioun, déi d'Regierung mat der Chamberskommissioun weiderhi wäert hunn - mir sinn nach net schlëssig derduerch -, wäerte mir selbstverständlech déi doten Aarbechte weiderféieren. Ech wëll allerding soen, dass déi Aarbechten net einfach sinn, well wa mer vun der Staang eng Reglementatioun kéinten hei zu Lëtzebuerg importéieren, déi sech am Ausland bewäert hätt, dann hätte mer se scho laang. Et ass allerding esou, dass an der Belsch zwar e Gesetz besteet iwwert d'Reglementatioun vun der Osteopathie, dat Gesetz awer ni ausgefouert ginn ass, well d'Reglementer net geholl gi sinn.

Et ass e Fait, dass virun e puer Wochen a Frankräich reglementéiert ginn ass, dat Reglement awer op esou vill Géigewier getraff ass, dass et an der Zwëschenzäit erëm zréckgezu ginn ass. Et ass och e Fait, dass et eng ganz Rei vu Formatiounen gëtt, wou jidderee mengt, dat wär déi richteg Formatioun. A fir do ze tranchéieren ass net evident, well een eventuell hei zu Lëtzebuerg Jurisprudenz mécht vis-à-vis vun de Situatiounen am Ausland.

Dat ass also deem Hannergrond, dee mer hunn. An ech muss soen, d'Chamberskommissioun zesumme mat eise Leit a mat der Regierung insgesamt mécht do eng ganz gutt Aarbecht. Si mécht sech et net einfach. Si mécht dat och kontrovers, wéi

dat bei esou engem Thema noutwendeg ass. An ech ginn d'Hoffnung net op, dass mer eng gutt Léisung hei kënnen fannen.

Et ass net esou, dass dat déi eenzeg Disziplin ass, déi mer wëlle regelen. Anerer si méi einfach. De Médecin homéopathe, dat ass vill méi einfach, well den Dokteschdiplom do ass. De Médecin acuponcteur, well mer dat jo an den Hänn vun den Doktere wëlle loossen, ass och kee Problem. Et stellt sech d'Fro also net, a wien sengen Hänn d'Preskription läit.

Dann huet den Här Mehlen eng wichteg Fro ugeschwat, déi vun der Reglementierung vun der Psychotherapie, wou och dann de Remboursement vun de Krankeeseen hannendrun hänkt, besonnesch bei de Kanner ee wichtegt Element. Och do si mer net inaktiv bliwwen. Mir hunn d'Asetze vun engem Aarbechtsgrupp suscitéiert, wou och d'Vertrieder vun dem Enseignement supérieur derbäi wäerte sinn, fir weider op deem Avant-projet de règlement ze schaffen, dee viru Joren eng Kéier ausgeschafft ginn ass, deen awer op gradesou weineg Géigeléift um Terrain gestouss war.

(Interruption)

Jo, och do. Si hu Recommandatiounen, mä déi Recommandatiounen sinn net ëmmer esou am Detail, dass ee se an d'Législation kann transposéieren.

Wann et also Prioritéit gëtt, wou mer drop schaffen, da gehéiert selbstverständlech d'Reglementation vun der Disziplin vum Psychotherapeut - et gëtt ganz vill Beräicher an der Psychologie - zu enger vun eise Prioritéiten. Mä, wéi gesot, och do erëm eng Kéier gëtt et keng Solutiounen, déi ee vun der Staang ka kafen, mä mir schaffe seriö dodrun.

An dass eis déi alternativ oder complémentaire Medezinen um Häerz leien, hu mer bewisen, wéi mer relativ schnell dee Projet de loi, deen ënnert där viregter Regierung nach vum Kolleg Carlo Wagner ausgeschafft ginn ass iwwert de Remboursement vun den homéopathesche Medikamenter, als eent vun deenen éischte Gesetzer an dëser Legislaturperiod konnten hei an der Chamber eestëmme gestëmmt kréien.

Villmools Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. D'Zousazfro vum Här Mehlen.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, den Här Minister, wann ech him gutt nogelauschert hunn, huet net iwwert d'Chiropraktik, déi och an der Motioun opgefouert war, geschwat. Et géif mech interesséieren, wou mer do dru sinn.

Dat anert ass: Kann hien eis konkret soen, wat hie gedenkt dat mer wierklech bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod ëmgesat kréien?

» **M. le Président.** - Hie ka jo net alles wëssen.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Merci. Zu der Chiropraxie: Déi ass net vergiess, mä mir wollte bei enger Disziplin ufänken, fir do déi ganz Reglementation duerchzezéien, an da weider fir déi nächst Disziplinen opzebauen. Ech ginn dovun aus, dass mer et ronn wäerte bréngen an dëser Period d'Disziplin vum Psychotherapeut ze reglementéieren, a mat Hoffnung och an der Osteopathie kënnen eng Reglementation ze fannen, déi d'Waasser hält.

Beim Psychotherapeut gëtt am Moment léigiféiert a reglementéiert an der Belsch an a Frankräich, esou dass mer do vläicht Hëllefstellung kréien. Mir wäerten och bei der Osteopathie d'Evolution am Ausland net aus den Ae verléieren, mä eis et net esou einfach maachen, dass mer egal wat reglementéieren an et herno regrettéieren. Mä mir wëlle virun allem bei deene Reglementatiounen dem Patient méi Sécherheet ginn, an net onbedéngt de Professionen e Gefale maachen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. D'Madame Marie-Josée Frank wëllt sech och un de Gesondheitsminister adresséieren - dat ass e gefroete Mann haut de Mëtteg - iwwert de medezineschen Noutdängscht.

6. Question avec débat N°18 de Mme Marie-Josée Frank relative aux problèmes liés au service médical d'urgence

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Service de remplacement vun den Hausdoktere fonctionnéiert a verschiddene Secteuren am Land ineffikass, fir net ze soe katastrophal.

No verschiddene Question-parlementairen an Interventiounen vun einzelnen Dokteren huet de Minister et bis elo nach net fäerdeg bruecht - jo! -, eng Situation ze schafen, déi d'Leit an eiser Regioun zefridde stellt, a besonnesch am Osten an och am Norden. Ëmmer méi Kloe vu Patiente kommen, wa se ausserhalb vun den normalen Consultationsstonden en Dokter en charge misste kréien, wou se laang hin an hier telefonéieren, fir ze wëssen, wéi een Dokter elo grad de Service d'urgence assuréiert, a wa se da bei den 112 uuffen, kréie se gesot: „Mir hu keen Dängschtplang hei leien.“

Kënnt Der verstoen, Här Minister, datt dat vill Onzefriddenheet bei eise Leit an eise Regiounen ervirriff?

Wann d'Patienten dann endlech den zoustännegen Dokter fonnt hunn, da waarde se och nach laang, bis e ka kommen, well e grad dann an enger Urgence war, déi vläicht 20, 30 km wäit ewech ass, sou datt dann deen Dokter, deen de Service garantiert, nach wäit hin an hier muss rennen.

Mir wëssen, datt den Dängschtplang vun den Doktere fräiwëlleg opgestallt gëtt, also net obligatoresch ass. Do muss d'Politik eng Äntwert drop fannen. Och wann den Osten net am Plan hospitalier als Région sanitaire zréckbehale ginn ass, mengen ech hunn d'Leit an eiser Regioun awer och d'Recht, adequat an effikass esou e Service an Usproch kënnen ze huelen, wa se e brauchen.

E weidere Problem ass: Wann dann en Dokter passéiert war, d'Leit Medikamenter opgeschriwwen kritt hunn, da muss se nach eng Apdiikt fannen, déi dann och Dängscht huet, an och do ass datt oft ganz problematesch fir vill Leit, wa se dann nach mussen wäit fueren fir d'Medikamenter ze kréien. Do denken ech zum Beispill un eng elengerzéisend Mamm oder e Papp, déi nach kleng Kanner doheem huet, wéi och un eis eeler Matbierger an eisem Land.

Duerfir, Här Minister, mengen ech ass et héich Zäit, datt hei kuerz-, mëttel- a laangfristeg reagiert gëtt, fir dëser Situation en Enn ze setzen.

Mir brauchen en effikas Konzept, wat och Opklärung de Leit dobausse gëtt, well ëmmer erëm mierkt een, datt d'Leit dobaussen net wëssen, wéi dee ganze Service de remplacement opgebaut ass. Et ass un der Zäit, fir erëm eng Informatiounscampagne ze starten.

An da froen ech de Minister, ob e schonn eng Plate-forme de coordination erstallt huet, wou eben déi eenzel Acteure vum Terrain mat um Dësch setzen, fir Verbesserungspropositiounen auszeschaffen. A wéi steet et ëm déi sougenannte „Maison médicale“ ass, déi soll geschafe ginn. Ech hoffen, datt et net do geet wéi am Plan hospitalier, datt den Osten och do erëm eidel ausgeet.

Duerfir, Här Minister, ech si ganz gespaant op déi Äntwerten, déi ech elo vun lech wäert kréien. Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption)

» **M. le Président.** - Merci, Madame Frank. Loosse mer dem Här Gesondheitsminister eng Chance ginn, fir...

Mir kënnen herno, Här Goerens, op Är Proposition zréckkommen, mä de Moment ass et um Här Gesondheitsminister, fir Stellung ze huelen.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Frank mécht esou wéi wa se dat Thema haut eréischt géif entdecken.

(Hilarité)

Dobäi weess se pertinemment, dass deen dote Problem sech am Osten zënter laangem stellt, a si ass och scho viru laange Jore vu ville Leit an hirer Regioun dorop opmierksam gemaach ginn. An ech hunn...

(Interruption)

...mat villem Intérêt e Lieserbrëif gesi vun engem Dokter aus der Regioun, dee sech manner vum Gesondheitsminister am

Stach gelooss gefüllt huet wéi vun eenzelne Vertrieder aus der Regioun.

Dat wëll ech awer elo emol esou gesot hunn! Dir hutt jo nach d'Geleeënheet, fir herno eng Zwëschefro ze stellen.

Am Géigesaz zu deem, wat Dir hei sot, ass de Gesondheitsminister nämlech net inaktiv bliwwen, esou wéi Dir dat reprochéiert kritt vu Leit aus Är Regioun, mä mir hunn deen doten Dossier mat vill Iwwerzeegung ugepaakt. Mir hu Verhandlung mat den Dokteren opgeholl, fir dee System, deen ënnert dem Carlo Wagner entwéckelt ginn ass, wat de Berechtschaftsdéngscht an der Nuecht ugeet, iwwert de Sonndeg, d'Feierdeeg an d'Weekender auszedeihen.

Mir hunn an deene leschte Méint exzellente Diskussione gehat mat der AMMD. Dat maachen ech net marktschreieresch; ech kënnen dat offiziell un, wann dat Konzept definitiv steet a wa mer de Leit an der Regioun eppes Seriöses kënnen bidden - iwwereng net nëmmen an der Ostregioun, net nëmmen an der Nordregioun, mä och an deenen anere Regiounen, wou et heiansdo ganz vill Méi kascht, fir e Berechtschaftsdéngscht un Fonctionnéieren ze halen, wou Generalisten, déi heiansdo bis owes spéit an d'Nuecht souwisou ënnerwee sinn, dann och nach iwwert d'Feierdeeg mussen schaffen.

Ech hu gesot, dass eng gutt Grondversuergung hei am Land essenziell ass, an déi Grondversuergung, déi kréie mer doduerch op d'Been, dass mer jonk Leit, déi Medezin wëlle studéieren, encouragéiert kréien, fir Generalisten ze ginn a mer hinnen och hëllef, während de Weekender a während der Nuecht och emol eng Kéier kënnen ze schloufen an doduerch en anstännege Service op d'Bee setzen.

Gutt Rahmenbedingunge sinn ëmsou méi noutwendeg bei de Generalisten, well d'Generaliste jo net vu grousszügen staatléchen Hëllef profiteieren, déi an de Spidolssecteur eraginn, wou de Spezialist kann op déi doten Infrastrukturen zréckgräifen an als Contrepartie eben och eng gewësse Berechtschaft erabréngt.

Bei de Generaliste gëtt an d'Struktüre vun hire Praxen nëischt investéiert. Duerfir kënnen mer de Generaliste Merci soen doduerch, dass mer en anstännege Berechtschaftsdéngscht an en Ersatzdängscht organiséieren - net esou, wéi dat fälschlicherweise duerjengegehait gëtt an der schrëttlecher Fro vun der Madame Frank, wou monter de Service de remplacement mam Service d'urgence verwiesselt gëtt.

(Interruption)

Dat sinn zwou verschidde Saachen. Dir kritt jo d'Wuert herno. An ech hunn net den Toun virginn, Madame Frank! Ech hunn net den Toun virginn!

Ech sinn nämlech normalerweis gewinnt - an dat hutt Der de ganzen Nomëtteg hei gesinn -, dass ech korrekt a fair, ouni an d'Filleken ze klappe mat den Deputéierten hei dialogéieren. Wann ech awer natierlech eppes dohigeklaakt kréien, woufir ech net d'Responsabilitéit hunn, mä wou ech au même titre wéi mäi Virgänger probéieren, eppes opzebauen, wat d'Waasser hält, da muss Der erlaben, dass ech mat deeneselwechte Ménz erëmbezuelen, wann ee falsch Saache behaupt.

Mir ginn also dovunner aus, dass mer flächendeckend fir d'Land e Service de remplacement fir nuets, wou mer den Dängscht méi no un d'Besoiné vun de Leit erubréngen, kënnen garantéieren, an deeselwechte Service de remplacement fir d'Leit iwwert d'Weekender an iwwert d'Feierdeeg.

Dat kascht! Dat kascht, an duerfir ginn ech dovunner aus, dass mer e ganz breede Konsens an dëser Chamber fannen, wann et dorëm geet, Argumenter ze fannen, fir zousätzlech Kreditter ze fannen, fir deen doten Dängscht ze schafen, well dee Berechtschaftsdéngscht, dee mer elo hunn - ouni elo de Remboursement vun de Krankeeseen mat eranzebezéien -, dee kascht iwwert de Statsbudget 1,8 Milliounen d'Joer.

Et ass also net esou, dass ee ka soen, dass mer net Efforté gemaach hunn. Et kann een natierlech ëmmer méi maachen. Mir si jiddefalls bereet, dat ze maachen.

Iwwerengs wëll ech soen, dass an deenen anere Regiounen och heiansdo Problemer optauchen, mä dass et bis elo méiglech war beim Berechtschaftsdéngscht, ëmmer dem 112 d'Nummere matzedeele vun den Dokteren, déi Berechtschaftsdéngscht haten. Fir den Osten kritt den 112 déi Nummeren net.

Dat wëlle mer änneren. Eis geet et also, wa mer hei Verbesserung maachen, drëm, eng vergläichbar qualitativ Ofsecherung vun de Patienten am ganze Land ze sécheren.

Ech bieden lech dann, konstruktiv dorunner matzeschaffen, fir dass mer dat ab dem 1. Januar 2008 kënnen realiséieren.

Merci!

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Madame Frank, Dir wëllt, denken ech, eng Zousazfro stellen.

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Här Minister, éischtens sinn ech net domadder d'accord, datt Der sot, ech géif zënter Joren de Problem net kennen, well ech hu schonn oft verbal mat lech iwwert déi Problematik an eiser Regioun...

(Interruption)

...geschwat, an Dir hutt eng Kéier zu mer gesot, et wier besser mir géifen dat op engem verbale Wee maachen, anstatt Question-parlementairen ze stellen. An dat hunn ech gemaach.

Zweetens: Villes, wat Dir hei explizéiert hutt, gëtt mer keng Satisfaktioun, well ee Problem hutt Der net genügend ugeschwat, dat ass déi Zäit vun owes sechs bis owes zéng Auer, wou awer dann déi Garde nach net garantiert ass, well jo grad do déi meeschte Problemer sinn. Dir hutt hei vum Nuetsdängscht a vum Weekend geschwat.

(Interruption)

» **Une voix.** - Dir musst lech der Vertrauensfro stellen.

(Hilarité)

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech stelle mech ganz gär der Vertrauensfro.

Ech bestreiden net, dass ech zu der Madame Frank gesot hunn, dass een dat dote besser um Terrain ze maachen hätt an duerch Négociatiounen mat den Dokteren, wéi dass een eng Question parlementaire géif stellen.

Ech muss awer soen, dass déi Ausso genee dräi Wochen al ass, an net déi Joren,...

(Interruption)

...a wann d'Madame Frank sech während Jore fir deen dote Sujet agesat huet, wëll ech wëssen, wat se bewierkt huet um Terrain.

Dir kënnt mech jugéieren den 1. Januar, wat mir bewierken, wat elo d'Apdikten ugeet.

(Interruption)

Dir kënnt roueg nach eng Kéier reagéieren, mä Dir hätt awer besser...

(Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Loosse mer elo beim Thema bleiwen!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Wat elo d'Apdikten ugeet, wëll ech lech soen, dass mer an deem leschte Joer véier zousätzlech Apdikte fräiginn hunn, dass d'Apdikten en neie Plan de garde...

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Ech hu lo grad net vun den Apdikte geschwat!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Dach, Dir hutt gesot, dass d'Leit missten...

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Ech hu gesot, dass owes vu sechs bis zéng Auer...

» **M. le Président.** - Madame Frank, wëllt Der eng Zwëschefro stellen? Da géif ech lech bieden, dat ze maachen.

(Interruption)

Voilà, den Här Minister ass d'accord, dass Der dat maacht.

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Aha.

» **M. le Président.** - Da stellt Är Fro!

(Hilarité)

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Ech hunn nach eng Kéier eng Fro gestallt iwwert d'Prise en charge vun den Dokteren vun owes sechs bis zéng Auer. Dat ass och dobäi, mä dat, wat ech als Zousazfro gefrot hunn, dat war vun den Dokteren, vun der Visite vum Dokter.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ah, ech hat lech verstanen, wéi wann och Problemer wäeren, wann d'Leit missten an eng Apdiikt fueren, déi relativ wäit ass.

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Dat och, jo!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Also hunn ech lech awer richtig verstane gehat.

» **M. le Président.** - Awer nëmmen deelweis. Loosse mer elo...

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - A bei den Apdikte wäerte mer de Réseau vun den Apdikter weider erweideren.

A wann d'Madame Frank mer gutt nogelauschtert hätt, dann hätt se héieren, dass mer ab dem 1. Januar dee Service de remplacement méi no bei d'Besoiné vun de Leit wäerte bréngen. Dat heescht, dass de Service de remplacement net eréischt um zéng Auer ugeet, mä dass de Service de remplacement mat u Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet schonn um aacht Auer ugeet, well no sechs Auer, no siwen Auer sinn d'Cabineté vun de Generalisten - an do kënnen e puer Generalisten heibanne mer dat bestätegen - nach wäitgehend besat, esou dass de Service de remplacement duerno ufänkt.

Ech mengen, dat soll een och emol no bausse soen, och bei lech an der Regioun, dass jiddferen Intérêt huet, fir iwwert de Service de remplacement ewech, fir iwwert de Service d'urgence ewech en eegenen Hausdokter ze hunn, deen d'Famill kennt an deen och disponibel ass, wann een en emol brauch.

Et kann een net ëmmer nëmme jéimeren an hoffen, dass de Service ebe just ëmmer dann zur Verfügung steet, wann een e brauch. Ech mengen, dass et och wichtig ass, dass een d'Generalisten doduerch ënnerstëtzt, dass een en eegenen Hausdokter huet. Ech mengen, et sinn der heibannen, déi mer wäerten dobäi bäipflichten.

Villmools Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Madame Frank, ass et an der Rei?

Da komme mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass op Demande vun der Fraktioun vun deene Gréngen d'Aktualitéitsstonn, déi vun hinnen ugefrot ginn ass, iwwert d'Antitabaksgesetz. Den Här Huss huet als Vertrieeder a Spriecher vun der Fraktioun vun deene Gréngen als Éischten d'Wuert.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2006

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zënter enger Partie Jore schonn ass op Bedreiwe vun der Weltgesundheitsorganisation WHO eng weltwäit Campagne amgaangen, fir déi absolut desastréis Gesundheitschied, déi duerch den Zigarettendamp ervirgeruff ginn, ze reduzéieren an ze miniméieren.

Longekriibs, Nierekriibs, vill aner Zorte vu béisaartegen Tumeuren, Häerkreeslaferkrankungen a vill aner Krankheete sinn et, déi d'Gesondheet vum Fëmmert belaauchten an oft zum fréizäitegen Doud kënnen féieren, vu Suchtproblemer an aner Inconvenienzen net emol ze schwätzen.

Wéi du virun e puer Joer ëmmer méi wëssenschaftlech Etüden nogewisen hunn, dass och d'Passivfëmm gravéierend Gesondheetsschied kënn provozéieren, du si weltwäit a quer duerch Europa gesetzlech Initiativen an d'Wee geleet ginn, fir d'Mënschen zumindest géint d'Gefore vun passive Fëmmen ze schützen - esou och hei zu Lëtzebuerg, wou en neit Gesetz am Summer d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass.

Obschonn dat neit Gesetz eng ganz Partie vu wesentleche Fortschrétt mat sech bruecht huet an enger Rei vu Secteuren, positiv Fortschrétt, déi elo och insgesamt gesi wäitgehend akzeptéiert a respektéiert ginn, bleift dëst Gesetz an eisen Aen op enger Rei vu Punkten awer staark hannert deem zréck, wat eng global preventiv Propektioun vun allen Netfëmmerte betrëfft.

Do wou et ëm d'Protektioun vun eiser Gesondheet geet, ëm Preventioun vu vermeidbare schwéiere Gesondheetsschied, do dierften insgesamt an eisen Ae keng faul Kompromisser gemaach ginn. Mä et schéngt wéi wann dës Risiko vun passive Fëmmen nach ëmmer vu munche Leit net richteg zur Kenntnis geholl géife ginn, well op esou munchen öffentleche Plazen, virun allem zum Beispill a Caféen oder Diskothéiken, monter virugefëmmt gëtt, woubäi europawäit duerchgefëiert Moossunge kloer noweisen, dat grad an esou Caféen a Bistron an an Diskothéiken heiansdo katastrophal héich Wäerter vun toxesche

Schadstoff virleien, niewent aner Risiken, déi et do och nach gëtt - Kaméidi an esou virun.

Här Minister, wann ee gesäit, wéi vill jonk Leit, virun allem och wéi vill jonk Meechercher a Fraen dobannen oder op der Strooss fëmmen, da bleiwen nach ganz vill Opklärungsarbecht ze leeschten a weider Mesuren ze ergräifen.

Virun allem wat d'Risiko vun passive Fëmmen och doheem am Haushalt fir kleng Kanner, fir Bëbeeën an och scho fir de Fötus am Mammebauch bedeiten, doriwwer schéngt leider bei net wéinege Leit net genuch Bewosstsinn ze bestoen. An do bleift eiser Meenung no nach ganz vill Opklärung ze leeschten.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng sinn net déi Eenzeg, déi d'Gesetz vun leschte Joer kritiséiert haten, well et nach ze vill an ze grouss Ausnahmen zouléisst. Och d'Ligue contre le cancer an all déi wichtegst Dokteschassociatiounen haten dat kritiséiert a verlaangen eng Erweiterung a Verschäerfung vun eiser Gesetzgebung, esou wéi et eis iwwerregens schonn eng Partie vu Länner virgemaach hunn, wou och a Caféen a Bistron an Diskothéiken d'Fëmmen komplett verbuede ginn ass. Ech denken un Irland, Schottland, Malta, Italien, an an de kommende Méint och England, Wales, Frankräich a wahrscheinlech anerer.

A Frankräich soll dat jo ab dem 1. Februar d'nächst Joer de Fall sinn, an an Däitschland schéngt d'Balance sech elo och ëmmer méi staark an déi dote Richtung hinzebewegen. Ech hunn aus enger Zeitungsnotiz nach just gelies virun e puer Deeg, wat se an Hessen wëlles hunn, ee vun de groussen däitsche Bundesländer, do soll et och an déi Richtung goen.

A wat d'EU-Kommissioun betrëfft, esou huet do jo elo am Januar 2007 d'Generaldirektion Santé a Verbraucherschutz e sougenannt „green paper“ erausbruecht, wou se - nozeliesen op de Säite 14 a 15 vun deem „green paper“ - och éischter fir e globalen, ëmfaassende Verbuet an allen öffentleche Raim plädéiert huet, wéi fir eng Regelung mat där enger oder aner Ausnahm.

Aus all dëse Grënn, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ass an eisen Aen d'Zäit komm, fir elo bal e Joer duerno en éischte Bilan ze zéien, an dee Bilan soll een net eréischt zéien no deenen nächste Wahlen, fir dorauer och positiv Konsequenzen ze zéien. Dat ka fir eis nëmmen heeschen, dass eis Gesetzgebung misst verstärkt a komplettéiert ginn, an dass derniewent och nach weider méi spezifesch Opklärungscampagné misste gestart ginn, fir dem Fléau vun passive Fëmmen doheem am Haushalt ze begéinen, wéinst deem wat ech virdu gesot hu vun Schutz vun de Bëbeeën, Fötus an esou virun, a fir gläichzäiteg och ze errechen, dass den Tabakkonsum insgesamt ka lues a lues zréckgedrängt ginn.

Aus all dëse Grënn hu mir als Gréng folgend Motioun ausgeschafft, déi ech lech virleien. Hei ass déi Motioun, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la nouvelle loi relative à la lutte antitabac est entrée en vigueur en septembre 2006;

- que cette loi, qui a rencontré une bonne acceptation auprès de la population, a apporté un certain nombre d'améliorations au plan de la protection contre le tabagisme passif;

- que certaines lacunes de cette loi, notamment dans le domaine de la protection de la santé des non-fumeurs ainsi que des jeunes dans les cafés, bars, discothèques ainsi qu'au lieu de travail, sont vivement critiquées par les associations de médecins et les ONG œuvrant pour la lutte antitabac;

- que la tendance auprès des pays européens évolue nettement en faveur d'une interdiction totale du tabac dans les lieux publics et les lieux de travail;

- les expériences positives de pays européens comme l'Irlande, Malte, l'Italie, qui ont joué un rôle précurseur en adoptant des interdictions complètes de fumer dans les lieux accessibles au public et aux lieux de travail;

- que la France renforcera sa législation antitabac au 1^{er} février 2008 par une interdiction complète de fumer dans les cafés et les discothèques;

- que la Commission européenne, dans son livre vert du 30 janvier 2007 «Vers une Europe sans fumée de tabac» exprime également son souhait d'étendre l'interdiction de fumer dans les lieux publics à toute l'Europe;

invite le Gouvernement

- à réfléchir à un renforcement de la loi relative à la lutte antitabac afin de garantir une réelle protection contre la fumée de tabac sur le lieu de travail ainsi que les lieux accessibles au public, cafés et discothèques inclus;

- à renforcer les campagnes d'information contre le tabagisme passif au domicile privé en vue de la protection des fœtus et des enfants.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.

An där Motioun gëtt et eng Rei vu Considéranten: en éischten, deen einfach op dat neit Gesetz vun leschte Joer hiweist; en zweete Considérant, wou gesot gëtt, hei doduerjer sinn eng Rei vu positive Fortschrétt effektiv op enger Rei vu Plazen erziilt ginn; wou dann awer am drëtten Considérant gesot gëtt, wou nach hei an deem Gesetz Lacuné sinn, virun allem am Beräich vu Caféen, vu Baren, vun Diskothéiken, an d'Problematik op der Aarbechtsplaz, déi och nach net ganz esou geregelt ass, wéi et misst sinn.

An da kommen eng Rei vu Considéranten, déi kloer drop hiweisen, wat am Ausland geschitt. Virun allem och wat d'Europäesch Kommissioun selwer seet. Och dat vu Frankräich, dat vun Irland, dat vu Malta ass an deene Considéranten.

Dee leschte Considérant geet da finalement op deen „green paper“ vun der Europäescher Kommissioun an, deen Dir jo wahrscheinlich kennt, also vum Januar 2007.

An no deene Considéranten hu mir zwou Invitatiounen un d'Regierung:

Ech fänke mat där zweeter un, déi zweet, vun där mer wëssen, dass se natierlech net iwwer Gesetz ka gemaach ginn: Dat ass déi Informatiounscampagne. Mä et läit an der Hand vun Ministère, fir esou Informatiounscampagnen ze maachen, fir wierklech - dat ass nach eng méi spezifesch Saach - och drop opmierksam ze maachen, dass een och doheem kann dem passive Fëmmen ausgesetzt sinn, virun allem déi Schwaach, virun allem d'Kanner, d'Bëbeeën an esou virun.

An dat Zweet ass effektiv eppes, wat gesetzlech ze maachen ass, dat ass en «renforcement de la loi relative à la lutte antitabac afin de garantir une réelle protection contre la fumée de tabac sur le lieu de travail ainsi que les lieux accessibles au public, cafés et discothèques inclus».

Deen hu mer esou formuléiert, dass et fir d'Regierung mindestens derwärt misst sinn, fir déi Motioun do kënnen ze diskutéieren a fir se eventuell unzuhuelen, well mir soen elo net, Dir misst elo dat maachen, wat a Frankräich elo geschitt beispillsweis, well do geschitt nämlech dat do elo schonn den 1. Januar oder den 1. Februar d'nächst Joer. Mir schreiwen «à réfléchir à un renforcement». Dat heescht, et ass also eng Formule, déi vill méi virsiichteg gewielt ass, déi also vill méi Sputt léisst, mä mir mengen awer, dass doriwwer soll nogeduecht ginn, fir a Richtung vun enger Verschäerfung vun der Gesetzgebung, virun allem a Caféen a Bistron, Diskothéiken ze diskutéieren.

Mir mengen, dass dat noutwendeg wier. D'Dokteschorganisationssoen et; d'Ligue contre le cancer seet et; d'Europäesch Kommissioun selwer seet et. Wann Dir kuckt nach eng kéier an deem „green paper“ hei vun der Europäescher Kommissioun, do gëtt op der Säit 20, an de Konklusiounen, nach eng kéier e Plädoyer gemaach fir dat wat si nennen eng méiglechst wäitgehend global Léisung fir en totale Schutz ze kréie vun de Passivfëmmerten. An op där Säit 20, Här Minister, dat géif mech och interesséieren, do ginn d'Regierungen an d'Stakeholders, mä och d'national Regierungen opgefuerdert, op dat heiten ze äntwerten, an zwar sollte se hir Äntwerten eragi bis den 1. Mee 2007.

Den 1. Mee 2007, dat ass elo zënter e puer Deeg eriwuer, an duerfir wollt ech lech froen, Här Minister, ob Der schonn op deen „green paper“ iwwer „Europe free from tobacco smoke“ geäntwert hutt a wat Der dorobber geäntwert hutt.

Ech soen lech Merci an ech iwwerrechen heimadder nach just déi Motioun, déi, wéi gesot, virsiichteg an den Invitatiounen formuléiert ass, wou ech hoffen, dass mer dofir kënnen Ennerstëtzung kréien.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Huss. D'Madame Martine Stein-Mergen huet als éischt Riednerin d'Wuert nom Här Huss.

Débat

» **Mme Martine Stein-Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer bei ons an der Frak-

tioun driwwer diskutéiert hunn, wat wuel de Sënn kéint si vun der Grénger Partei hirer heiteger Heure d'actualité iwwert d'Antitabaksgesetz, ware mer ons awer allgemeng eens, dass et vläicht nach e bëssen ze fréi wier dass dëst Gesetz déifgräifend Konsequenze kéint erbruecht hunn.

Et wäert sécher op gesondheetspolitescher Säit nach net zu massiven Aspuerung vum de Krankekeese komm sinn; déi erwaarde mer ons jo eréischt Jorzéngten no esou Moosnamen, wa se da gräifen.

Et wäert och nëmmen dann antrieden, an dat hat ech schonn eemol de leschte Summer gesot hei, wann net nëmme Leit ophalen ze fëmmen, mä haaptsächlech wa keng Jugendlecher méi domadder ufänken. Et ass sécher schwéier erauszefannen, wéi vill där Jonker net ufänke wéinst deene Moosnamen aus dem Gesetz, mä et ass villméi domat ze rechnen, awer dat och éischter mëttel- bis laangfristeg, dass et aus der Moud kéint an dass et net méi cool ass ze fëmmen. Ech mengen, dorobber wäerte mer misse waarden. Schlussendlech wäerten awer och d'Präisser vun den Tubakswueren - an ech mengen dat wär deen eminente Punkt - e wichtige Impakt op hiert Fëmmverhalen hunn.

Wat déi Leit ubelaangt, déi wëllen ophalen, esou kann ech aus menger Praxis soen, wann och net statistesch, awer gefillsméisseg ganz sécher, dass eng ganz Rei Fëmmerten dëse Moment probéieren opzehalen, an engem gudden Deel vun hinne geléngt dat och. Ech wëll elo hei keng Reklamme maache fir d'Pharmasindustrie, mä et gëtt vill, och an de Medien, vun deem neie Medikament geschwat, wat dëse Schrëtt soll erliichteren.

An ech mengen effektiv, dass mer hei vläicht eng Verbesserung vun der Ennerstëtzung beim Ophalen, beim Sevrage tabagique mat dësem Instrument hunn. Et ass eng Substanz, déi Nikotinrezeptoren am Gehir antagoniséiert. Dat sinn déi Rezeptoren, vun deenen deen een oder deen anere Fëmmert der vill oder manner ausbild. Wann ee vill där Rezeptoren huet, dann ass d'Sucht méi schwéier. Déi Leit, déi der nëmme wéineg bilden, dat sinn déi, déi nëmmen hei an do eng fëmmen an och emol e puer Deeg net, oui dass et hinne schwéierfällt.

D'Medikament besetzt also dës Rezeptoren an d'Gehir mengt et hätt en anstännege Nikotinspiegel an et verlaangt manner no där nächster Zigarett. Hei läit also op d'mannst e gewësse Potenzial fir deene Leit ze hëllefen, déi wëllen ophalen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den Invest ass fir de Patient net méi héich, wéi wann e géif fir déi nämlech Suen Zigarett kafen.

D'Generalisten haten eng Formatioun iwwer „Aide au sevrage tabagique“, déi ganz reegen Ussproch hat, esou dass och si gewappnet sinn, hire Patient beim Sevrage bäizestoen. Och an de Spideeler gëtt et iwwerall Consultatiounen fir beim Sevrage ze hëllefen.

Dir Dammen an Dir Hären, och op der gastronomescher Front schéngt et zimlech roueg virzegoen. D'Fëmmgesetz gëtt iwwerall duerchgezunn. Et gëtt wéineg Straitfall a Sanktiounen, esou op d'mannst emol an der Press; well déi géif een do ganz sécher erëmfannen.

Déi Leit, déi et net kënnen loosse, sti schéi brav virun der Dier, an de Wiert huet en Äschebecher do stoen, fir dass seng Entrée net verknascht gëtt. Et léiert ee sech kennen, verschidde Stroossen erënnere owes an der Stad un Zeene vu Roum.

Et wier sécher interessant an dësem Zesammenhang vun Här Minister ze héieren, wéi vill Demandé fir Fumoiré bis elo eragereecht gi sinn. De Besoin schéngt jiddfalls net iwwergrouss ze sinn.

Och virun de Bürosgebaier a virun den Administratiounen stinn d'Leit bei hiren Äschebecheren, an et huet een allgemeng d'Gefill, dass et manner Streidereien iwwert d'Fëmm gëtt wéi virun dem Gesetz a wéi d'lescht Joer an der „heißer Phase“ vun dem Stämme vum Gesetz 5533.

Wann ech dem Här Huss nolauscheren, da ginn ech eben d'Gefill net lass, dass dës

Applikationsproblemer gestallt. Manner wéi erwaart a wéi gefaart ginn ass!

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Haut kann ee soen - obwuel et, fir en definitiv Bilan ze zéien, ze fréi ass -, dass d'Gesetz op enger ganzer Rei vu Gebidder bal lückenlos applizéiert ginn ass an och bal lückenlos respektéiert gëtt. Dat géllt fir d'Schoulen, wou ganz grouss Efforté gemaach gi sinn, fir dass dat Gesetz applizéiert gëtt an dass d'Schüler an d'Proffen an d'Schoulmeeschteren iwwerzeegt ginn, dass dee beschte Wee, fir vum Tubak lasszekommen, deen ass, fir iwwerhaupt net mam Tubak unzefänken.

Mir hunn an deene leschte Méint e Réseau Ecoles sans tabac agesat, dee sech net dorop beschränkt, fir op de Verbuert hinzeweisen, mä deen iwwer praktesch Projete mat de Schoulen, an de Schoule mat Beoptragten a sämtleche secondairé Schoulen - an ech ennersträchen: a sämtliche secondairé Schoulen, déi bereet waren, an deem Réseau do matzemaachen - d'Kanner, d'Jugendlech iwwerzeegt, fir d'Fangere vum Tubak a wa méiglech och deenen anere Suchtmëttelen ze loosenen.

Mir wäerten an deenen nächsten Deeg och eng Campagne lancéieren „Keen Alkohol ënner 16 Joer“. Och dat wäerte mer net an enger renger Verbuetsapproche promouvéieren, mä an enger Approche, fir d'Leit ze sensibiliséieren.

An de Kliniken, muss ech soen, dass kee Problem an der Duerchsetzung ass, mä sech déi eng oder aner Problemer mat Patienten a ganz extreme Situatiounen presentéiert hunn. Mä och do ass vill geschaff ginn an ass d'Gesetz ganz gutt applizéiert.

An de Gebaier vu Stat, Gemengen, Établissements publics gétt et an där Form, wéi et am Gesetz definéiert ginn ass, keng gréisser praktesch Problemer. Erstaunlech gutt gétt d'Gesetz applizéiert an de Grand-surfacen, an de Kinoen, an den Expositiounshalen, an de Sportshalen. Et ass extrem gutt respektéiert, a war - mengen ech - och laang iwwerfällg, well d'Leit unni vill ze meckeren dat doten akzeptéiert hunn a vill Rücksicht geholl hunn.

An de Restauranten, an den eigentleche Restauranten, wou d'Gesetz ganz kloer ass, mat deem Murren dat am Ufank war, si keng gréisser Problemer opgetrueden, fir d'Gesetz ze applizéieren. An och iwwert dee Règlement d'exécution, wou vill diskutéiert a gestridde ginn ass, ass d'Diskussioun méi roueg ginn.

Ech kann lech soen, dass insgesamt 60 Demandé komm sinn, fir eng Salle séparée ze maachen, dat heescht e Salon à part, wou ee kéint iessen a fëmmen. Mä no der Publikatioun vum Règlement, dat ganz strikt ass - dat ginn ech zou, mä et war jo och net geduecht, fir d'Gesetz ze ennerwanderen -, ass net méi staark insistéiert ginn op déi dote separat Raimlechkeeten, wou ee kéint iessen a fëmmen. Dat ëmsou méi, well déi Alternativ, déi sech ugebueden huet, dass, wann een iwwer Raimlechkeete verfügt huet, wou ee kann eng Zigarett fëmmen unni en aneren ze stéieren an unni ze iessen an unni Service, relativ gutt akzeptéiert ginn ass an och déi doten Diskussioun komplett entschäerft huet.

Dat heescht, wann Dir frot, wéi vill där Raimlechkeeten oder Säll, wou giess a gefëmmt gétt, an der Praxis realiséiert si ginn, muss ech lech soen, bis elo ass keen an där doter Form vum Ministère de la Santé homologéiert ginn.

Do wou déi meescht Reiwereie waren - dat muss een esou soen, wéi et ass -, dat ass an den Débits de boissons, wou ee Café a kleng Restauratioun hat, mä do ass och d'Diskussioun e bëssen entkrampft ginn, nodeem kloergestallt ginn ass, dass een eigentlech muss wielen, wat een ass.

Ass een en Débit de boissons, wou ee Klengegkeeten zerwéiert an da vun deenen Tranches horaires ka profitéieren zwëschen 12 a 14 Auer a vun 19 bis 21 Auer? Oder et nennt ee sech just Brasserie an ass a Wierklechkeet awer e Restaurant, da géllt selbstverständlech den totale Verbuert. Et kann een net op zwee Tableauë spillen; wann ee wëllt op zwee Tableauë spillen, da verstéisst een entweder géint d'Tubakgesetz oder et verstéisst ee géint d'Reglementatioun vun de Classes moyennes, an zweemol läit een dee Moment net richtig a riskéiert ee Strofen.

Ech hunn lech gesot, dass dat éischt Règlement haut quasi keng Diskussioun méi ass. Dat Règlement iwwert d'Avvertissements taxés fir kleng Vergehen ass an der Zwëschenzäit och a Kraaft. Déi ganz Dispositiounen, déi d'Gesetz sollten an d'Praxis ëmsetzen, dee ganzen Dispositiv ass en place.

Elo kann ee froen: Wéi ass et da mat de Reklamatiounen? Wéi ass et mat de Plainten? Sinn där iwwerméisseg vill komm? Ech wëll lech soen, dass dat sech a Grenze gehalten huet an dass an der Inspection sanitaire, an der Division de la médecine préventive, bei de Polizeikommissariaten eng ganz Rei vu Plainté komm sinn. Eng Rei, net Honnerten an Dausenden, mä eng Rei vu Plainten, déi dann och ëmmer verfollegt gi sinn.

Wa mir Plainté kritt hunn, hu mir mat der Police respektiv mat der Douane korrespondéiert. Déi Propriétaire sinn dorop opmierksam gemaach ginn, dass se géint d'Gesetz géife verstoussen, a si konnte sech konforméieren - oder, wa se sech net konforméiert hunn, riskéiere se de Protokoll. Deen doten Dispositiv ass en place.

Et muss een allerdéngs soen, dass mer elo, wann d'Gesetz dat éischt Joer a Kraaft ass, nach eng Kéier dee Kontrollmechanismus muss relancéieren, fir dass et net esou virkënt wéi bei anere Gesetze, dass et lues awer sécher erëm opgeweicht gëtt. Neen, mir mussen dann eng nei Kontrollcampagne organiséieren. An och do wäerte mer dat ugemiesse maachen, keng Hexejuedg maachen, mä ugemiesse maachen um Terrain, wéi dat noutwendeg ass.

Et ass gefrot ginn, wat fir en Impakt et op d'Verhale vun deene Leit hat, déi fëmmen. Ech wëll net soen, dass déi heite Chiffere ganz representativ si fir dat, wat reng um Lëtzebuerger Marché geschitt ass. Mä et kann een awer feststellen - de Budgetminister sëtzt elo viru mer, dee weess och wat dat fir budgetär Konsequenzen huet -, dass 2004 hei zu Lëtzebuerg nach 6 Milliarden Zigaretten ëmgesat gi sinn. 2005 sinn nach 5,2 Milliarden ëmgesat ginn hei zu Lëtzebuerg. An 2006 sinn et 4,7 Milliarden Zigaretten, déi ëmgesat gi sinn.

Et kann ee sécher net soen, dass déi Lëtzebuerger Leit, déi fëmmen, dat doten eleng beaflosst hätten. Mä sécher ass och en Deel eegene Marché derbäi, well déi Zuele weisen drop hin, dass de Konsum vun den Zigaretten an zwee Joer ëm 22% erofgaangen ass.

Wat net alles ausseet, well eng ganz Rei vu Leit och ëmgeswicht sinn op aner Produkter vum Tubak. Do gesäit de Bilan aneschtens aus. D'Madame Mutsch huet zu Recht drop higewisen, dass iwwer Jorzéngten den Undeel vu Leit, déi gefëmmt hunn, hei zu Lëtzebuerg ëm 30% a méi louch, dass 2005 deen Undeel erofgaangen ass op 27% an dass 2006 deen Undeel nach eng Kéier erofgaangen ass op 23%.

Ech weess net, ob Der déiselwecht Erfahrung gemaach hutt wéi ech. Ech hunn ni esou vill Leit héieren, déi mer gesot hunn: „Sou, dat do ass elo eng gutt Geleeënheet. Ech halen elo op mat fëmmen.“ - An ech hale geschwënn op mat schwätzen!

Ech mengen ech wär bal um Enn. De Président hanneru mer gehéiert zu deenen, déi dréche sinn.

(Hilarité)

Neen, net dréchen; wat d'Zigaretten ugeet. Ech mengen et war och e staarkt Signal wéi d'Chamber hei decidéiert huet, fir dampfräi ze ginn.

Ech wëll soen, dass mer mat eisem Gesetz sécher net um Enn ukomm sinn. Dass et richtig ass, dass mer muss bilanzéieren. Dass et richtig ass, dass mer mussen driwwer nodenken. An dass mer muss kucken, wat eis Nopeschlänner vun Experienze maachen. An dass et richtig ass, dass mer mussen opbleiwe fir d'Gesetz weider ze verbessern, wann dat noutwendeg ass a wa mer dofir e Konsens an deem Haus fannen.

Ech géif allerdéngs mengen, dass d'Regierung fir eppes, wat se souwisou wëlles huet, dass eng Majoritéit hei an der Chamber, déi dat dote souwisou wëlles huet, sech net all aacht Méint duerch Motiounen dozou opfuere loosse muss.

Duerfir géif ech der Chamber proposéieren, déi heite Motioun net ze stëmmen, well se sans objet ass, well d'Regierung dat dote souwisou wëllt maachen.

(Interruptions)

Mä Dir hutt dat do jo net verlaangt an Ärem „invite“. Dir hutt an Äre Considéranten eng Rei vu Punkten opgeworf.

Dir hutt an Ärem „invite“ just gefrot, mir sollen nodenken a mir solle bilanzéieren, a mir wäerte bilanzéieren, an aus deem Bilan wäerte mer kucken, a wat fir enger Form dass mer dat Gesetz mussen nobesseren, opgrond och vun den Experienze, déi dobauss gemaach gi sinn.

Dës Chamber, an och d'Regierung, déi d'Gesetz presentéiert huet, wär och éierlech

gesot net ganz glafwierdeg, wa se aacht Méint nodeem se e Gesetz hei gestëmmt huet, wou jidderee seet, dass dat Gesetz e ganz positiven Impakt huet, schonn erëm sech selwer géif opfuere, fir dat Gesetz erëm ze änneren.

Mir sollen eis also e bëssen Distanz ginn, d'Experienze, déi am Ausland gemaach ginn, ofwaarden, an dann iwwert déi dote Schrëtt decidéieren.

Wéi gesot, ech si gefrot ginn, wéi d'Regierung zu der Motioun steet. Mir sinn der Meenung, dass mer dat heite souwisou maachen, dass mer also net nach eng Kéier mussen dozou opgefuerdert ginn. Also ass d'Motioun sans objet.

Merci.

» M. le Président. - Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun, déi den honorabelen Här Huss déposéiert huet.

Motion 1

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 52 Nee-Stëmmen zu 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5653 iwwert d'Autohaftpflicht. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Hauptert.

8. 5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur. - Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet 5653 gesäit d'Emsetze vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Autohaftpflicht vir, déi eng Ännerung vun dem Gesetz vum 6. Dezember '91 iwwert den Assurancësektor an d'Gesetz vum 16. Abrëll 2003 iwwert déi obligatoresch Autohaftpflicht bedéngt.

Et ass déi fënneft europäesch Direktiv iwwert d'Harmoniséierung an d'Verbetterung vun der Autohaftpflicht.

Déi Europäesch Kommissioun war ëmmer beflass fir d'Haftpflicht an deene verschied-

denen europäesche Länner ze verbessern an ze harmoniséieren. Dat am Sënn vun enger besserer Mobilitéit, vun der fräier Bewegung vun de Leit am europäesche Raum.

Déi fënneft Direktiv gesäit aacht wichteg Neierungen am Beräich vun der Haftpflicht vir. Ech hu se a mengem schrëftleche Rapport am Detail kommentéiert. Dofir erlaabt mer, dass ech se nëmmen hei kuerz ernimmen.

Déi éischt Neierung ass am Fong geholl déi vun der Aktualisatioun, d'Upassung vun de Minimalbetrag vun der Ofsäicherung vun de Schied bei engem Autosaccident an deenen europäesche Länner. Dat ass eng Aktualisatioun, déi mer net hu brauchen ëmzesetzen, well mer bei eis am Land scho laang déi illimitéiert Haftpflicht am Beräich vun den Autoen hunn.

Eng zweet Neierung ass déi vun der Ausdehnung vun der accélérierter Entscheidung vun dem Affer vun engem Autosaccident, wann den Accident am selwechte Land geschitt ass, wou d'Affer säi Wunnsätz huet. Bis elo war et esou, dass d'europäesch Direktiv nëmmen déi accélériert Prozedur virgesinn huet am Fall wou d'Affer en Accident an engem anere Land erlidden huet wéi an deem wou et wunnt. Mir haten, wou mer déi véiert Direktiv ëmgesat hunn, dat gläich an eis Gesetzgebung mat integréiert. Dat heescht, dass mer déi Accidents, déi am Ausland geschéien, an déi Accidents, déi bei eis am Land geschéien, d'selwecht behandelt hunn, esou dass mer och déi Neierung net brauchen ëmzesetzen.

Eng drëtt Neierung ass déi vun der Obligatioun fir de Fonds de garantie automobile, och fir déi materiell Schied, déi bei engem Accident vun engem net identifizéierten Auto geschéien, opzekommen. Dat geschitt normalerweis bei engem Accident wou Fahrerflucht virkënt. Bis elo war virgesinn oder war d'Obligatioun déi, dass dee Fonds de garantie automobile nëmmen huet brauche fir Kierperschied opzekommen. D'Direktiv gesäit vir, dass an Zukunft och déi materiell Schied hei kënnen entschiedegt ginn, awer nëmmen am Fall wou tatsächlech d'Affer och e wesentleche Kierperschied erlidden huet.

Eng véiert Neierung ass déi vun der Vereinfachung fir eng Assurance ze kréien, déi de Risque bei engem importéierten Auto ofdeckt. Et war bis elo esou, wann een en Auto am Ausland kauft huet an et wollt een en hei bei eis an d'Land importéieren, da konnt een am Fong geholl bei eis keng Assurance ofschléissen, soulaang den Auto net bei eis am Land immatrikuléiert war.

Dat huet mat sech bruecht, dass een dann an deem Land, wou een den Auto kauft huet, fir d'éischt huet missen eng Haftpflicht ofschléissen. Dat war net ëmmer liicht ze realiséieren, well ee schwéier eng Assurance fonnt huet, déi dee Risiko ofgedeckt huet, a well och dat mat administrative Schikane verbonne war. D'Direktiv gesäit elo vir, dass de Fonds de garantie automobile vum Importland, soulaang wéi den Auto, deen importéiert ginn ass, nach net vun enger Assurance gedeckt ass, an dat bis zu engem Maximum vun 30 Deeg, fir déi Schied opkënn, déi vun esou engem Auto an deem Zäitraum kënnen verursaacht ginn.

Eng fënneft Neierung ass déi vun der Obligatioun fir de Fonds de garantie, d'Affer vun engem Accident ze entschueden, déi op hirem Territoire duerch e Gefier, wat net der Haftpflicht ennerläit, verursaacht ginn. Dat sinn am Ausland besonnesch d'Autoe vun der Polizei. Bei eis sinn d'Autoe vun der Polizei awer och immatrikuléiert a si hunn also och eng Autohaftpflicht. Bei eis am Land sinn dat Gefierer, déi e gewëssene Gabarit oder eng gewësse Vitesse net iwwerschreiden. Wann esou Gefierer en Accident verursaachen, an Accident, deen also net duerch eng Assurance gedeckt ass, da muss an Zukunft de Fonds de garantie d'Affer vun esou engem Accident entschueden.

Eng sechst Neierung ass déi vun der Obligatioun fir de Fonds de garantie, fir all Persoun, déi an engem Accident implizéiert ass, déi néideg Informatiounen iwwert den Assureur vum Gefier, dat deen Accident verursaacht huet, ze ginn. Bis elo war et

esou, dass just nëmmen d'Affer déi Informatiounen konnte kréien. Déi Obligatioun gëtt also och op déi aner Leit, déi am Accident implizéiert sinn - dat kënnen Zeie sinn -, ausgedehnt.

Eng siwent Neierung ass déi fir d'Assurancen ze verpflichten, hirem Client e Certificat iwwer seng Unfallschied erauszeginn, och am Fall wou de Kontrakt nach net gekënnegt ass. Bis elo war et esou: Dir hutt d'Assurance gekënnegt an dann huet d'Assurance lech missen duerno e Certificat ginn, dass Der nach keen Accident hat, besonnesch wat de Bonus/Malus ubelaangt. Et ass awer elo esou, dass vill Leit awer versichen, hirer Assurance ze kënnegen, fir ze kucken, bei enger anerer Assurance e bessere Kontrakt ze kréien. Dofir brauche se dann dee Certificat. Dës Direktiv gesäit vir, dass d'Assurance lech esou ee Certificat muss aushändegen.

Déi aacht Neierung ass déi, dass d'Assurancen och elo erlaabt kréien, dass hire Vertrieber am Ausland, besonnesch fir d'Ofwäckelung vun der Entscheedung vun engem Unfallschied, eng Succursale ka sinn, déi se am Ausland hunn.

D'Direktiv gesäit weider vir, dass se spéitsens bis den 11. Juni 2007 - dat heescht an engem Mount - an all Land ëmgësatt soll ginn. De Statsrot huet de Projet favorabel aviséiert. Hien huet just eng kleng Ëmännerung virgeschloen, an zwar hat de Projet virgesinn, dass déi nei Obligatiounen fir de Fonds de garantie fir déi Accidenter géifen zielen, déi nom 9. Juni 2007 geschéien. De Statsrot schléit awer vir, vu dass d'Gesetz am Fong geholl nom 10. Juni a Kraaft trëtt, dass ee fir déi nei Obligatiounen, déi op de Fonds de garantie zoukommen, och den 10. Juni soll asetzen an net den 9. Juni.

D'Chamberskommissioun war mat deem Virschlag d'accord. Si huet och mäi Rapport unanime ugeholl a si schléit der Chamber vir, fir den Text esou ze stëmmen, wéi en hei virläit. Ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun.

Ofschléissend wéilt ech de Beamte vum Commissariat aux Assurances Merci soe fir déi Explikatiounen, déi se mer ginn hunn, déi mer et erlaabt hunn, dee Rapport esou konkret an och esou explizit ze maachen, esou dass ech hei e wéineg méi kuerz konnt bleiwen. Ech géif lech virschloen, dee Projet esou ze stëmmen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Hauptert. Ech gesinn op alle Bänken Zoustëmmung zu deem Rapport, deen den Här Hauptert hei presentéiert huet, och op der Regierungsbänk, esou dass ech denken, dass mer kéinten zum Vote vun dësem Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5653 ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Lucien Thiel), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos aussprechen.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Regierung ass gebieden, de Sall ze verlossen.

(Le huis clos est prononcé à 17.19 heures.)

(Le huis clos est levé à 17.23 heures.)

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 65 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuenger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

**weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral**

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Sommaire des séances publiques

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire	pages 330-340
5628 - Projet de loi portant approbation - du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme; - des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme	pages 340 et 344
5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification 1. du Code du Travail; 2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation; 3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux	pages 341-344
Dépôt d'un projet de loi	page 344
5636 - Projet de loi concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle	pages 344-345
5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)	pages 345-348
Communications	pages 349-350
Ordre du jour	page 350
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°182 du 8 mai 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à la prise en charge par l'UCM des prestations de transport du malade, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	page 350
- Question N°183 du 15 mars 2007 de Mme Colette Flesch relative à l'adoption, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	page 350
- Question N°184 du 4 mai 2007 de M. Roger Negri relative à l'interconnexion au niveau de l'approvisionnement en électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur	pages 350-351
- Question N°185 du 8 mai 2007 de M. Claude Adam relative aux lits de vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	page 351
- Question N°186 du 8 mai 2007 de M. Marc Spautz relative au conseil et à la protection des consommateurs connectés à la télévision par «câble», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur	page 351
- Question N°187 du 8 mai 2007 de M. Gast Gibéryen relative à une directive visant à libéraliser le marché postal d'ici le 1 ^{er} janvier 2009, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur	pages 351-352
- Question N°188 du 4 mai 2007 de M. Alexandre Krieps relative à la réduction des délais d'attente en matière d'IRM, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	page 352
- Question N°189 du 8 mai 2007 de M. Robert Mehlen relative à la capacité du Laboratoire National de Santé (LNS) d'effectuer une prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement le cancer de l'utérus, adressée à M. le Ministre de la Santé	page 352
Question avec débat N°19 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réforme des délégations de personnel	pages 352-353
Question avec débat N°17 de M. Robert Mehlen au sujet de la reconnaissance officielle de certaines formes de médecine «non conventionnelle» dans le système de sécurité sociale	pages 353-354
Question avec débat N°18 de Mme Marie-Josée Frank relative aux problèmes liés au service médical d'urgence	pages 354-355
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac, entrée en vigueur le 1 ^{er} septembre 2006	pages 355-357
5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; - la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs	pages 357-358
Demandes en naturalisation	pages 358-359

ebenfalls mat zéng Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 8 mai 2007

1. ADROVIĆ Mersad, né le 12 octobre 1983 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

2. ALIBASIĆ Maida, née le 1^{er} mai 1983 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

3. ANDRADE DELGADO DOS SANTOS Maria de Fatima, née le 12 mai 1979 à Santo Antão (Cap-Vert), demeurant à Dudelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DELGADO Fatima Maria.

4. ARABYNSKA Elina, née le 13 décembre 1968 à Sumy (Ukraine), demeurant à Schuttrange

5. ARDARE Ioana Alexandra, née le 20 octobre 1986 à Bukarest (Roumanie), demeurant à Luxembourg

6. AVDI Safeta, née le 21 mars 1971 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

7. BARATA DA SILVA LOURES Artur Jorge, né le 12 janvier 1971 à Sagrada Familia/Luanda (Angola), demeurant à Roeser

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de BARATA LOURES Arthur.

8. BECIĆ Ramiz, né le 30 juin 1971 à Perovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

9. KURTALIĆ Sabina, née le 3 janvier 1978 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

10. BOBETA Adnan, né le 24 août 1982 à Mostar (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Strassen

11. BOBETA Elvedin, né le 18 août 1962 à Mostar (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Olingen

12. CARVALHO RAMOS Maria da Conceição, née le 19 janvier 1971 à Santo

Antonio das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Colmar-Berg

13. CORTEZ BAEZ Janet Leila, née le 22 septembre 1962 à Lima (Pérou), demeurant à Linger

14. DAUBASIĆ Almira, née le 12 avril 1980 à Jelovo Brdo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Mersch

15. DEMAJ Idriz, né le 5 mai 1957 à Llozhan/Pejë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Wasserbillig

16. BYTYQI Naije, née le 13 juin 1967 à Powuestë/Pejë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Wasserbillig

17. GRIGOREANU Mihai, né le 19 mai 1962 à Sinmartin (Roumanie), demeurant à Welscheid

18. PARLOGEA Anca Elena, née le 7 mars 1964 à Ploiești (Roumanie), demeurant à Welscheid

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms PAULY Anne Hélène.

19. HADERGJONAJ Jashar, né le 15 mars 1975 à Pobergjë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

20. HAJDARPASIĆ Esad, né le 30 décembre 1972 à Nikšić (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

21. HONSIĆ Selman, né le 2 mai 1967 à Honsiće (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Koetschette

22. SKENDEROVIĆ Enisa, née le 23 janvier 1976 à Peč (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Koetschette

23. JAYME Paolo Antonio Teves, né le 3 octobre 1977 à Manila (Philippines), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de JAYME Paolo Antonio.

24. JAYME Teri Ann Teves, née le 30 avril 1981 à Manila (Philippines), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms JAYME Teri Ann.

25. JUMAWAN Eden, née le 31 janvier 1965 à Panaon/Jimenez (Philippines), demeurant à Schifflange

26. KALABIĆ Rasim, né le 12 janvier 1965 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

27. KOLA Denis, né le 6 juin 1984 à Burrel (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

28. LUK Hon Pan, né le 3 janvier 1985 à Hong Kong (Chine), demeurant à Troisvierges

29. MADARIAGA AMESTICA Veronica Yanet, née le 11 octobre 1968 à Santa Cruz (Chili), demeurant à Pétange

30. MAHMUTOVIĆ Samir, né le 8 mai 1971 à Junuzovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bertrange

31. MARQUES PINTO Paulo André, né le 20 novembre 1978 à Sobral de São Miguel/Covilhã (Portugal), demeurant à Helmsange

32. MAGALHAES BARBOSA Cidalia, née le 11 février à Vila Verde (Portugal), demeurant à Helmsange

33. MARTINS PAIS João Miguel, né le 26 avril 1984 à Marinha Grande (Portugal), demeurant à Kleinbettingen

34. MISANGUMUKINI-KANSIETOKO Nicaise, né le 8 décembre 1958 à Kwilu-Ngongo (République démocratique du Congo), demeurant à Schifflange

35. MOREIRA DA SILVA Antonio Fernando, né le 30 septembre 1975 à Cabeça Santa Penafiel (Portugal), demeurant à Weiswampach

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de MOREIRA Antoine Fernand.

36. MUKIĆ Hatidza, née le 21 juin 1977 à Zenica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Tétange

37. NAKHIMOVITCH Iosif, née le 25 octobre 1938 à Moscou (Russie), demeurant à Echternach

38. BENENSON Frima, née le 10 janvier 1940 à Moscou (Russie), demeurant à Echternach

39. NTAKIRUTIMANA Déo-Gratias, né le 9 novembre 1957 à Gafunzo/Cyangugu (Rwanda), demeurant à Beringen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de TIMANN Déo.

40. MUKAZAYASI Jeanne, née le 20 janvier 1965 à Karago/Gisenyi (Rwanda), demeurant à Beringen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MUKA Jeanne.

41. NGUEYO MBANGA Eveline, née le 29 janvier 1985 à Douala (Cameroun), demeurant à Rodange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de NGUEYO Eveline.

42. OGUINE Henry Nwokeke, né le 4 avril 1971 à Giokoo Gokhana (Nigeria), demeurant à Luxembourg

43. PAPADHIMITRI Klajdi, né le 21 décembre 1986 à Berat (Albanie), demeurant à Luxembourg

44. PEPOVSKA Lidija, née le 19 mars 1986 à Kocani (Macédoine), demeurant à Howald

45. POZNANSKI Michael Peter, né le 27 mars 1957 à London (Royaume-Uni), demeurant à Luxembourg

46. RAMCILOVIĆ Mirza, né le 9 juillet 1983 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Schifflange

47. RAMDEDOVIĆ Dejvid, né le 21 juillet 1979 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

48. ROCHA Manuel Antonio, né le 29 octobre 1964 à São Pedro Apostolo/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Mertzig

49. BARBOSA MONTEIRO Deolinda, née le 20 mars 1969 à Nossa Senhora do Rosário/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Mertzig

50. RODRIGUES MARTINS Luisa Maria, née le 24 avril 1969 à Soutelo de Aguiar/Vila Pouca de Aguiar (Portugal), demeurant à Vianden

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de RODRIGUES Luisa Maria.

51. SARMENTO DE ALMEIDA Marina Fernanda, née le 13 novembre 1974 à Germil/Penalva do Castelo (Portugal), demeurant à Troisvierges

52. SCHULZ Bernd, né le 29 septembre 1962 à Detmold (Allemagne), demeurant à Septfontaines

53. SHANABATYROWA Saule, née le 9 mars 1959 à Karaganda (Kazakhstan), demeurant à Soleuvre

54. STARCEVIĆ Mirzet, né le 17 septembre 1965 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

55. VALENTE Miguel Angelo, né le 31 mai 1969 à Vila Cha/Vale de Cambra (Portugal), demeurant à Mondorf-les-Bains

56. VASILJEVIĆ Mirjana, née le 14 août 1981 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

57. VIDA Tibor, né le 15 janvier 1961 à Zrenjanin (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Fohren

58. IVAN Agota, née le 28 juillet 1968 à Zrenjanin (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Fohren

59. VIEILLEVOYE Marie, née le 30 novembre 1981 à Verviers (Belgique), demeurant à Clemency

60. VILA DE LA PIEDAD José Manuel, né le 14 janvier 1962 à Vigo/Pontevedra (Espagne), demeurant à Rippweiler

61. VINCENT Jean Marie Antoine, né le 23 juin 1945 à Aspres-lès-Corps (France), demeurant à Itzig

62. WU Wei, né le 2 octobre 1982 à Zhejiang (Chine), demeurant à Senningen

63. WU Wei, né le 2 août 1976 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

64. ZHAN Suiran, né le 24 novembre 1975 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

65. ZHU Xianrong, née le 24 mai 1983 à Zhejiang (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung. Nächste Rendez-vous ass muer de Mëtteg hei um hallwer dräi fir d'Declaratioun vum Statsminister iwwert d'Lag vun der Natioun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.23 heures)

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
1560	M. Xavier Bettel	Coopération transfrontalière en matière de transports publics au niveau de la Grande Région	1645	M. Claude Meisch	Proposition de loi ayant pour objet de prévoir une représentation du personnel de la BCL au sein de son conseil d'administration ainsi que de séparer les fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration de la BCL
1581	M. Claude Adam	Diminution des frais de fonctionnement des ministères	1646	M. Robert Mehlen	Tunnel «Markusberg»
1590	M. Gast Gibéryen	Réseau de tramway à Luxembourg	1648	M. Aly Jaerling	Reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency)
1598	M. Robert Mehlen	Création d'une caisse de pension avec réserves pour la fonction publique	1649	M. Gast Gibéryen	Évolution de différents postes du budget de l'État de 1996 à 2006
1601	M. Robert Mehlen	Rémunération des instituteurs	1650	M. Marc Spautz	Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter)
1611	M. Aly Jaerling	Aides et mesures du Fonds pour l'Emploi	1652	M. Marcel Oberweis	Coopération touristique transfrontalière
1615	M. Xavier Bettel	Fonctionnement du stand de tir utilisé par la Police grand-ducale	1653	M. Lucien Thiel	Introduction du principe du pays de destination dans les relations commerciales à distance
1616	M. Xavier Bettel	Consultants externes en informatique engagés par la Police grand-ducale	1654	M. Marcel Oberweis	Assainissement de l'étang industriel Arcelor-Mittal à Differdange
1617 cf. 1680	M. Xavier Bettel	Augmentation de l'effectif de la Police grand-ducale affecté aux Commissariats de Proximité (CP) et aux Centres d'Intervention (CI)	1656	M. Robert Mehlen	Cotisations sociales de la CEPAL
1618	M. Xavier Bettel	Diffusion tardive de la photo d'un détenu évadé	1657	M. Aly Jaerling	Situation dans la République démocratique du Congo
1626	M. Claude Meisch	Levée de l'interdiction d'accès pour les véhicules propulsés par GPL aux parkings couverts	1659	Mme Colette Flesch	Accès direct des agences officielles américaines aux données bancaires d'Européens
1629	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Présence de Centres d'Intervention de la Police grand-ducale	1660 cf. 1643	Mme Colette Flesch	Entrée en service du système européen de satellites Galileo
1634	M. Aly Jaerling	Répercussions sur le trafic routier des livraisons des entreprises de vente par correspondance, télé-achat ou commerce électronique	1661	M. Ali Kaes, M. Jean-Paul Schaaf et M. Marco Schank	Encadrement médical efficace dans la région nord du pays
1635	M. Aly Jaerling	Répercussions sur le commerce des livraisons des entreprises de vente par correspondance, télé-achat ou de commerce électronique	1663	M. Laurent Mosar	Taxe d'infrastructure perçue par les communes
1636	M. Gast Gibéryen	Avis mortuaires au nom du Gouvernement	1664	Mme Martine Stein-Mergen	Harmonisation des législations européennes sur les permis deux-roues
1637	M. Claude Meisch	Augmentation de l'effectif du personnel du Berufsinformatiouns Zentrum (BIZ)	1665	M. Marcel Oberweis et Mme Martine Stein-Mergen	Inhalation de substances volatiles à des fins psychotropes - Phénomène du «sniffing»
1639	M. Aly Jaerling	Déclaration d'entrée	1666	M. Roger Negri	Extension du réseau de pharmacies
1640	M. Robert Mehlen	Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)	1670	M. Marcel Oberweis et Mme Martine Stein-Mergen	Transposition de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales
1642	M. Gast Gibéryen	Réseau de tramway	1671	Mme Colette Flesch	Représentation du lion stylisé figurant sur le nouveau passeport biométrique
1643 cf. 1660	M. Marcel Oberweis	Problèmes autour du système mondial de navigation par satellite Galileo	1678	Mme Anne Brasseur	Projet «Presse à l'école»
1644	M. Marcel Oberweis	Construction éventuelle d'une nouvelle voie ferrée entre l'Allemagne et le Luxembourg	1679 urgente	M. Félix Braz	Placement d'une fillette de douze ans au Centre pénitentiaire de Schrassig
			1680 cf. 1617	M. Gast Gibéryen	Patrouilles nocturnes effectuées par des entreprises de sécurité privée
			1687	M. Xavier Bettel	Complications techniques de l'hélicoptère de la Police grand-ducale

Question 1560 (9.2.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **coopération transfrontalière en matière de transports publics au niveau de la Grande Région**:

Dans un article dans l'édition du «tageblatt» du 4 janvier 2007, une coopération transfrontalière plus poussée en matière de transports publics au niveau de la Grande Région est préconisée. Cette coopération devrait se poser 1. sur un système électronique unique d'information du client sur les horaires incluant tous les modes du transport en commun ainsi que les tarifs applicables; 2. sur une meilleure coordination des horaires appliqués; 3. sur un système tarifaire unique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'intérêt pour la mise en œuvre d'une telle coopération?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Dans l'affirmative, quels sont les initiatives et projets concrets en la matière?

Réponse (30.4.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la mise en œuvre d'une coopération transfrontalière en matière de transports publics au niveau de la Grande Région.

Celle-ci se base sur plusieurs volets dont notamment en effet des systèmes électroniques performants d'information et des systèmes tarifaires faciles et attractifs.

L'amélioration de la coordination des services offerts ainsi que la communication avec le public sont des missions dont est chargée la Communauté des Transports par la

loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics.

Le CESGR (Comité Économique et Social de la Grande Région) réclame pour la région frontalière Saar-Lor-Lux la mise en place d'un système électronique d'information sur les horaires, avec un aperçu général. Celui-ci doit intégrer tous les modes de transports, fournir des renseignements complets sur les tarifs et indiquer au client la variante la moins onéreuse pour le trajet souhaité.

Une telle approche ambitieuse, qui serait très utile est certes louable, mais n'est sûrement pas réalisable à moyen terme. Par ailleurs la Communauté des Transports de son côté continue à travailler constamment à l'amélioration de son horaire intégré, qui contient les informations sur les services opérés par tous les opérateurs de transports publics actifs au Luxembourg, à savoir les CFL, RGTR, TICE et AVL.

Depuis le lancement de l'horaire intégré, les recherches d'itinéraires

et d'horaires ne cessent d'accroître et se chiffrent actuellement en moyenne à deux mille demandes par jour. Il reste à préciser que dans une étape ultérieure d'une recherche sous forme cartographique sur Internet, les usagers peuvent obtenir des renseignements d'itinéraires «porte à porte».

Les travaux pour la réalisation de cette phase, qui permettra également la comparaison entre différents modes de déplacement pour un même trajet démarreront dans la foulée.

Par ailleurs, la Communauté des Transports assiste en tant qu'observateur au projet EU-SPIRIT, dont les ambitions consistent à créer des systèmes européens d'information intermodale. EU-SPIRIT est le résultat d'un projet de recherche européen. À la suite de ce projet les partenaires ont décidé sur initiative du «Verkehrsverbund Berlin Brandenburg» de poursuivre le système déjà développé. Il s'agit d'un système européen de recherche d'itinéraires, permettant le

calcul d'itinéraires entre des villes et des régions européennes avec les transports publics.

À moyen terme il est prévu de mettre en place un système d'information intégré des transports publics couvrant toute l'Europe.

La Communauté des Transports envisage de participer à ce projet pour ainsi offrir aux utilisateurs de son horaire intégré des informations concernant les horaires des transports publics des régions voisines faisant également partie du projet. Les Communautés des Transports des Länder allemands de la Sarre (VGS- Verkehrsverbundgesellschaft Saar) et de la Rhénanie-Palatinat (VRN- Verkehrsverbund Rhein-Neckar) participent également au projet en question.

Vu la grande diversité des systèmes tarifaires actuels des quatre pays de la Grande Région au niveau des transports publics routiers, il s'avère difficile de proposer aux voyageurs transfrontaliers un mode tarifaire unique. Le tarif natio-

nal uniforme luxembourgeois est applicable au-delà des frontières luxembourgeoises sur diverses lignes d'autobus suite aux initiatives des dernières années du Ministre des Transports.

En ce qui concerne les transports ferroviaires, l'initiative la plus récente consiste en l'introduction d'un nouvel abonnement valable entre la Belgique et le Luxembourg depuis le 10 décembre 2006, date du dernier changement d'horaires international. Cette tarification multimodale est valable sur les axes Arlon, Gouvy et Virton; du côté luxembourgeois les détenteurs peuvent bénéficier de l'intermodalité sur l'intégralité du réseau national à l'instar des tarifications en application des offres FlexWay (Lorraine) et OekoCard (Allemagne).

Question 1581 (27.2.2007) de M. Claude Adam (DÉI GRENG) concernant la diminution des frais de fonctionnement des ministères:

Dans le cadre de la politique budgétaire du Gouvernement, il a été décidé de diminuer les frais de fonctionnement de l'ensemble des Ministères entraînant ainsi des répercussions sur le secteur conventionné, qui s'est vu imposer une baisse de ses budgets.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes:

- Selon quels critères ces restrictions ont été décidées et appliquées?

- Est-ce que ces adaptations ont été décidées en concertation avec les acteurs concernés? Est-ce qu'il y a eu des négociations préalables?

- Est-ce qu'une évaluation préalable des besoins du secteur social a été effectuée?

- Est-ce que le comité d'évaluation, prévu par l'article 16 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, a examiné et avisé un constat établi par le Gouvernement en Conseil sur les besoins effectifs conformément à l'article 11 c)?

Réponse commune (24.4.2007) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*, de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Concernant la question parlementaire sous rubrique l'honorable Député a posé quatre questions distinctes.

En ce qui concerne la première question il y a lieu de noter que la diminution des crédits budgétaires pour frais de fonctionnement des associations conventionnées s'est faite selon les stipulations de la circulaire budgétaire pour le projet de budget 2007. À noter que cette disposition est issue des recommandations de la Tripartite.

Pour ce qui est des questions deux et trois concernant le volet concertation et négociation avec les acteurs concernés et l'évaluation de leurs besoins, il y a eu une invitation aux associations de présenter leurs arguments pour les propositions budgétaires 2007 sur la base du principe du «zero-base budgeting» de la part du Ministère de la Santé. Sinon, il y a lieu de relever que l'envergure des crédits se détermine sur base des décomptes présentés par les gestionnaires qui comprennent les dépenses acceptées et les recettes des services concernés.

Au sujet de la quatrième question à propos de l'avis du comité d'évaluation les dispositions de l'article cité de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et

les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique visent le cas de l'introduction d'une nouvelle activité ou de la création d'un nouveau service ou gestionnaire, et non les moyens financiers mis à disposition. L'examen et l'avis du comité d'évaluation ne sont donc pas requis pour des modifications des participations financières.

Question 1590 (2.3.2007) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le réseau de tramway à Luxembourg:

Momentan ass den Tram als transportpolitescht Heelsversprechen erëm trendy.

De Glawen ass sou staark, datt zurzäit net nëmmen e vernünftegt Alternativkonzept (Réseau Express Régional, RER) komplett riets leie gelooss gëtt, mä och multipel Kritiken a gutt fondéiert Awänn ignoriéiert ginn. Awänn, wéi se zum Beispill kierzlech nach vun engem Expert a Prof op der Uni Lëtzebuerg op der Generalversammlung vun enger Association, déi sech d'Promotioun vum genannten Alternativkonzept (mam Zuch ënnert der Stad erduerch) op d'Fändele geschriwwen huet, nei opgeworf goufen.

Dofir folgend Froen:

1. Stëmmt et, datt nach keng detailléiert statesch Etüd virläit, déi erlaabt mat Sécherheet ze behaupten, datt iwwerhaupt eng Kéier en Tram iwwert déi Rout Bréck vum Kierchbiérg erof fuere kéint?

2. Stëmmt et, datt fir kënnen d'Tramsschinnen op der Rouder Bréck ze verleeën, de Stroossebelag ëm 15 Zentimeter gehéicht misst ginn, wat insgesamt eng zousätzlech Belaaschtung vu ronn 3.000 Tonne fir d'Bréck géif bedeuten an, datt déi méi licht, awer bedeiend méi komplizéiert Léisung, ëmmerhin nach 650 Tonne géif weien?

3. Stëmmt et, datt fir d'Tramstreck ze plangen, fir d'Éischt muss gekuckt ginn, wou ënnerdesch Versuergungsinfrastrukturen (Elektrizitéit, Gas, Waasser, Telefon...) leien a verluecht mussen ginn; well jo Wartungsarbeiten all Kéiers den Tramsréseau op onbestëmmten Zäit géife blockéieren?

4. Gouf schonns studéiert, wivill d'Veerleeë vun der gesamter Versuergungsinfrastruktur un envisagéierten Tramstracé géif kaschten, an wivill Zäit dat an Usproch géif huelen? Wa jo, wier et méiglech dës Zuele matgedeelt ze kréien?

Réponse commune (7.5.2007) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics* et de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*:

1. No enger éischter Etüd, déi d'Faisabilitéit vun engem Tram um Pont Grande-Duchesse Charlotte bewisen huet, huet de Stat d'lescht Joer eng ausféierlech Etüd an Opdrag ginn, fir d'Verhale vun der Rouder Bréck am Detail ze iwwerpréiwe wann en Tram iwwer se fiert. Éischt Resultater vun dëser Etüd ginn an deenen nächste Wochen erwaart.

2. Wat d'Erhéije vum Stroossebelag ubelaangt, hängt dat dovunner of fir wéi eng Variant Tram sech entscheet gëtt. Wann den Tram sech soll eng Spuer mat de Bussen deelen, müssen d'Schinnen am Belag versenkt ginn, an duerfir misst de Stroossebelag ronderëm erhéicht ginn. Am Fall, wou den Tram seng eege Spuer kritt, bräicht een dat net ze maachen. Dëst zousätzlech Gewicht, duerch een eventuell Erhéije vum Stroossebelag, gëtt och an den Etüden iwwert d'Brécke berücksichtegt.

3. Um Niveau vun de Stroosse bréngt eng Mise en place vun engem Tramsnetz selbstverständlech och Verännerungen, wat d'Versuergungsinfrastruktur ugeet,

mat sech. Beim Pont Grande-Duchesse Charlotte handelt et sech ëm eng stole Bréck, déi aus zwee grouse Caissons besteet. Dës huel Caissons si begéibar, fir souwuel Kontrolle vun der Bréck ze maachen, wéi och Wartungsarbeiten vun der Versuergungsinfrastruktur ze maachen, déi doranner respektiv dertëscht verleeft. Den Tramsréseau misst deemno net blockéiert gi wann Aarbechten um Niveau vun de Versuergungsinfrastrukture missten duerchgefuert ginn.

4. Neen, well et gëtt jo nach keng detailléiert Etüd, ausser um Kierchbiérg, wou keng Leitungen an der Trace leien. Am Devis sinn d'Käschte geschätzt ginn.

Question 1598 (6.3.2007) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la création d'une caisse de pension avec réserves pour la fonction publique:

Den Här Statsminister huet et de leschte Freideg beim Pressebriefing fir néideg fonnt, rëm eng Kéier déi laangfristeg Finanzéierbarkeet vum Lëtzebuurger Renten- a Pensiounssystem a Fro ze stellen an huet anscheinend gesot, wien dat net géif agesinn, dee géif e Verbréchen un der Jugend begoen. Wann ech richteg verstanen hunn, huet dës Äusserung sech op de Renten- a Pensiounssystem vum Privatsektor bezunn, deen zu dëser Zäit iwwer ronn siwe Milliarden Euro Reserve verfügt, wat enger Deckungszäit vun de Pensiounleeschtungen vun iwwer dräi Joer gläichkënn.

Dës Besuergtheet vum Här Stats- a Finanzminister féiert mech derzou an Zäite vu budgetärer Unsécherheet dës Froen ze stellen:

1. Wéi héich missten d'Reserve vun enger Pensiounskees am Secteur public dës Moment ongeféier sinn, fir déi betreffend Pensiounsverpflichtungen ofzedecken, wann een dëselwecht Kritäre wéi am Privatsektor géif spille loosse?

2. Wéi stellt d'Regierung sech zum Gedanken, fir am Sënn vum verfassungsméisseg verankerte Grundsatz vun der Gläichbehandlung a vun der dauerhafter Ofsécherung vun de Pensiounen am öffentlichen Déngscht, och fir d'Fonction publique eng Pensiounskees mat der entsprechender Bildung vu Reserven anzeféieren?

Réponse (10.5.2007) de M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Als Äntwert op déi éischter hypothetesch Fro vun der Kreatioun vu sou enger Pensiounskees an de Reserven, déi déi Pensiounskees misst hu fir d'Leeschtungen am Secteur public iwwer dräi Joer ofzedecken, well ech nach eng Kéier kurz op de System, sou wéi en am Secteur public tous régimes confondus existéiert, zréckkommen. Par définition ass dee System jo e Mécanisme à répartition pure, dee sech duerch e jährlecht Finanzement iwwert de Budget caractériséiert, dat mat der Hëllef, vun enger dotation d'équilibre vum Pensiounsfong, deen durch d'Gesetz vum 3. August 1998 geschafte ginn ass. De Gesetzgeber huet dem Pensiounsfong keng juristesche Personalitéit am Sënn vun enger Pensiounskees mat engem pouvoir de gestion financière et de placement vu Ressourcen a Kapital ginn, mä de Fong ass just en Outil comptable, deen et erlaabt fir Flux-financière, déi um Niveau vum Pensiounregim intervenéieren, ze kontrolléieren. Als Solche fällt en ënnert déi Gestionsregeln, déi sech op Statsfinanzen am Allgemengen applizéieren.

Wat elo d'Reserven ugeet déi ee bräicht fir d'Pensiounleeschtungen am Secteur public ofzedecken, kann ee simplisteschesch - awer

och nëmme simplisteschesch - dorop äntwerten, dass sech d'Pensiounleeschtungen am Moment op eng Héicht vun 396.023.000 Euro bezéihen, gerechent op d'Joer 2006; e Montant, dee logescherweis da mat mindestens 1,5 respektiv mat 3 ze multiplizéieren wier, compte tenu vun engem Status quo wat d'Départen à la retraite wéi och Stierffäll ugeet, bei gläichbleiwende Paramètres sociaux.

Ze rappeléieren ass och an deem Kontext, dass am Régime général de Financement op dräi identesche Contributiounen berout, d'Part vum Intéressé, déi vum Patron an déi vum Stat. Am Fall wou de Stat selwer Patron ass, bezitt sech seng Part natierlech dann automatesch op zwee Drëttel, wat och der Part entsprécht, déi de Stat méi oder wéineger haut géing droen, wann een an engem Régime contributif wier.

De Programm vun der Regierung gesäit net vir eng Pensiounskees mat Reservebildung fir den öffentlichen Déngscht anzeféieren.

Question 1601 (7.3.2007) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la rémunération des instituteurs:

An engem Rondschreiwes beklot den Zentralcomité vum SNE/CGFP sech driwwer, datt d'Léierpersonal par rapport zu anerem Personal an der Carrière moyenne ënnerbezuelt wär. Ech zitieren: «Dans un mémoire revendicatif remis aux Ministres successifs de la Fonction publique, le SNE/CGFP a exposé en long et en large la situation intenable de l'instituteur dont la rémunération en fin de carrière se trouve toujours en dessous de celle d'autres fonctionnaires de la carrière moyenne...».

Fir an dëser Fro Kloerheet ze schafe géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wéi héich (an Euro/Joer) ass de Moment dat duerschnëttlech Ufanks- an d'Endgehalt vun engem diploméierte Vollzäit-Enseignant am Primärunterricht?

2. Wéi héich (an Euro/Joer) ass de Moment dat duerschnëttlech Ufanks- an d'Endgehalt vun engem Vollzäit-Statsbeamten an der Carrière moyenne ausserhalb vum Enseignement?

Réponse (9.5.2007) de M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Fir d'Éischt wëll ech den Här Députéierte mol allgemeng drop opmierksam maachen, dass de Statut vun de Statsbeamte vun 1979 wuel virgesäit, dass alleguerten d'Beamte gemeinsam Rechter a Flichten hunn, datt awer d'Enseignanten, an dorënner och de Schoulmeeschter, op bestëmmte Punkten zu dësem Gesetz derogéieren. Et geet hei da weider ëm zwou Carriären, déi weder um Niveau vun der Aarbechtsorganisation nach um Niveau vun der Tâche ënnerenaner vergläichbar sinn. Derbäi kënn, dass den Enseignant aus dem Primärunterricht eng Carrière plane huet, datt heescht also eng Entwécklung vun der Carrière nueren iwwer een eenzege Grad, am Geigendeel zum Redakteur, deem seng Carrière an enger Hierarchie vu 7 bis 8 Graden a verschiddene Fonctionen agenciéiert an opgebaut ass.

Dëst mécht et schwier, wann net souguer ganz onmeiglech, d'Carrière vun dem Vollzäit-Enseignant am Primärunterricht mat der Carrière vun engem Vollzäit-Statsbeamten an der Carrière moyenne ze vergläichen.

Dem Vollzäit-Enseignant am Primärunterricht seng Carrière ass folgendermoossen agenciéiert:

De Schoulmeeschter fänkt un am Grad E3 um Échelon 4 mat 220 Punkten. No fréistens zwielef Joer Nominatioun kënn hien an säin Endgrad E3ter, wou hie bis an den Échelon 19 mat 450 Punkten kënn. D'Punktzuele vun de Graden E3 an E3ter ginn ëm jee weils véier Punkten erhéicht ausbehale vun de Punktzuelen 220 an 250. Bei d'Gehalt kënnen nach folgend Primmen derbäi kommen:

- eng Prime vun zwielef Punkten, déi pensionnabel ass, fir d'Obtention vum «certificat d'études pédagogiques» ze honoréieren an

- eng Prime vu 15 Punkten, déi och pensionnabel ass, wann een den «certificat de perfectionnement» ka virweisen.

Dem Redakteur seng Carrière sengersäits fänkt am Grad 7 um Échelon 3 mat 194 Punkten un. Hien avancéiert an de Grad 8 no dräi Joer Ustellung. An d'Graden 9 an 10 avancéiert hien no weidere sechs respektiv zéng Joer, ënnert der Konditioun, dass hien de Promotiounsexame gepackt huet. Am Grad 10 kënn hie bis an den Échelon 11 mat 362 Punkten. An de «cadre fermé», dat heescht an d'Graden 11 an 12 komme 15% an an de Grad 13 kommen nëmmen nach 11% vum Gesamteffektiv vun den Redakteuren. Schlussendlech kommen 10% an de Grad 13bis («grade de substitution»); dat entsprécht engem Endgehalt vu 466 (Grad 13) respektiv 486 (Grad 13bis) Punkten.

Question 1611 (12.3.2007) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant les aides et les mesures du Fonds pour l'Emploi:

De Beschäftigungsfong ass kreéiert gi fir eng Rei staatlech Beschäftigungsmesuren ze finanzéieren awer och net staatlech Initiativen an dem Beräich ze ënnerstëtzen.

Am Laf vun de Joren ass dëst Ennerstëtzungssystem sou gewuess, datt ee keng kloer Iwwersicht méi huet iwwer all déi Mesuren, déi vum Fong finanzéiert ginn.

Transparenz ass awer besonnesch an dësem Bereich wichteg.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wat fir eng staatlech an net staatlech Mesuren an Initiative gi vum Fonds pour l'Emploi ënnerstëtzt?

2. Wat gëtt deenen eenzelne Mesuren oder Initiativen als Hëllef aus dem Fong zugestanen an aus wat fir engen Ursachen?

Réponse (11.5.2007) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Et wonnert mech, dass den Här Députéierte behaupt, dass am Laf vun de Joren d'Ennerstëtzungssystem vum Beschäftigungsfong sou gewuess wär, dass ee keng kloer Iwwersicht méi hätt iwwer all déi Mesuren, déi vum Fong finanzéiert ginn.

Ech huele jo un, dass den Här Députéierte schonns mol den neie Code du Travail, deen hien iwwerregens matgestëmmt huet, opgeschloen huet, well am Artikel L.631-2 (1) an (2) stinn all déi Mesuren, déi vum Fong finanzéiert ginn.

A wat dat ganz kascht huet an de leschte Joren a viraussichtlech 2007 kaschte wäert fënnt hien op de Säte 620 bis 622 vum Budget des Recettes et des Dépenses de l'État vun 2007.

Question 1615 (13.3.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **fonctionnement du stand de tir utilisé par la Police grand-ducale**:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le président de cette organisation a critiqué le fait que le stand de tir utilisé par la Police grand-ducale ne fonctionne pas de façon optimale dû à un manque de personnel.

Sachant que le tir est une activité importante pour le policier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun d'augmenter l'effectif du personnel du stand de tir?

Réponse (24.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Actuellement, cinq moniteurs de tir brevetés sont affectés au Centre national de Tir de l'École de Police. Cet effectif permet de répondre aux besoins actuels du stand de tir à Reckenthal. Même si une augmentation du personnel, ici comme dans d'autres services de l'État serait souhaitable, mais difficilement réalisable en raison des contraintes budgétaires, ma priorité dans le cadre des discussions budgétaires à venir sera de recruter des fonctionnaires de police pour renforcer les Commissariats de Proximité et les Centres d'Intervention.

Question 1616 (13.3.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **consultants externes en informatique engagés par la Police grand-ducale**:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le président de cette organisation a évoqué le fait qu'actuellement la Police grand-ducale occupe 44 consultants externes en informatique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le coût de l'engagement de ces consultants?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les résultats du travail de ces consultants?

Réponse (24.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Le budget annuel informatique de la Police grand-ducale représente quelque six millions d'euros, dont 2,67 millions pour l'emploi de consultants externes. Leurs travaux portent essentiellement sur le développement de logiciels, la maintenance de l'informatique de la police, ainsi que la consultance pure (e.g. la mise sur pied du nouveau système d'information Schengen). Le recours à ces consultants externes dans le cadre d'une coopération «public-privé» permet de garantir le développement continu de l'ensemble des projets informatiques de la police.

Question 1617 (13.3.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **l'augmentation de l'effectif de la Police grand-du-**

cale affecté aux Commissariats de Proximité (CP) et aux Centres d'Intervention (CI):

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le président de cette organisation a évoqué le fait que l'effectif affecté aux Commissariats de Proximité (CP) et de Centres d'Intervention (CI) serait passé de 693 en 2006 à 684 en 2007.

Cependant, Monsieur le Ministre ne cesse d'informer le public d'une augmentation permanente de l'effectif de la Police grand-ducale.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les chiffres mentionnés ci-dessus? Dans l'affirmative, où a été affecté le nouveau personnel? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun d'augmenter les effectifs des CP et CI?

Question 1680 (11.4.2007) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **patrouilles nocturnes effectuées par des entreprises de sécurité privée**:

La commune de Kayl vient d'engager une entreprise de sécurité privée pour faire des patrouilles nocturnes sur son territoire.

Dans la presse nationale le bourgmestre explique cette décision par un manque de sécurité croissant qui serait dû aux déficiences dans l'organisation des tournées de surveillance de la Police grand-ducale surtout les soirs après 18.00 heures et les week-ends.

Dans ce contexte et sept ans après la réalisation de la fusion des corps de police et de gendarmerie j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres,

- si une commune est habilitée à prendre une telle décision,

- dans la négative, si cette décision sera annulée et par qui,

- dans l'affirmative si cette décision n'est pas à l'encontre des intérêts du contribuable, des deniers publics étant prélevés deux fois pour assurer un même service et

- comment a été l'évolution des effectifs de la police toutes carrières confondues depuis la fusion.

- Pouvez-vous nous renseigner sur l'affectation service par service des effectifs supplémentaires recrutés depuis le 1^{er} janvier 2000?

- Pouvez-vous nous renseigner sur l'affectation service par service du total de l'effectif au 31 décembre 2006?

- D'une manière générale, pouvez-vous dire que le but de la loi du 27 avril 1999 a été atteint et qui était de créer une force de police capable d'assurer une surveillance plus efficace de tout le territoire ainsi qu'une sensible amélioration du service de nuit?

Réponse commune (30.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Il appartient à l'État, par le biais de la police, d'assurer la sécurité sur les lieux publics sur l'ensemble du territoire. Les sociétés de gardiennage privées peuvent quant à elles, à la demande des pouvoirs publics, assurer la surveillance d'immeubles, conformément à la législation relative à ces sociétés.

La police et la commune citée se sont engagées à coopérer étroitement dans le respect des principes précités, afin d'assurer au mieux la sécurité dans les lieux publics.

Depuis l'an 2000, la police a recruté 492 personnes. Pendant la même période, 206 personnes ont quitté le Service de la police (retraites, départs et décès), de sorte que le nombre total de policiers a augmenté de 286 personnes pendant les années 2000 à 2006, soit de plus de 20%.

Parmi elles, 135 personnes ont été affectées aux six circonscriptions régionales, à savoir:

Capellen:	21
Diekirch:	14
Esch:	28
Grevenmacher:	33
Luxembourg:	16
Mersch:	23

Sur les 135 personnes citées, 10 ont été affectées aux directions régionales, 62 aux services centraux à compétence régionale et 63 ont été affectées aux Centres d'Intervention et Commissariats de Proximité.

Les autres personnes ont été affectées aux services à caractère national.

Services divers relevant de la direction générale: 22

Bureau commun de la coopération policière avec nos pays voisins: 6

Inspection générale de la police et services:

Divers	9
École de police	16
Police Judiciaire	26
Police de l'Aéroport	11
Police de la Route	4
Unité de Garde et de Réserve mobile (réserve mobile, transport de détenus, etc.)	57

Au vu des résultats en matière de lutte contre la criminalité, on peut estimer que les objectifs de la loi de 1999 ont été atteints. Toutefois, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de continuer à renforcer les services de police, d'accroître la présence policière sur les lieux publics notamment le soir et la nuit et de renforcer le nombre de personnes affectées aux Centres d'Intervention et aux Commissariats de Proximité.

Question 1618 (13.3.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **diffusion tardive de la photo d'un détenu évadé**:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le président de cette organisation a critiqué le fait que lors de l'évasion de Nuka Kujtim la photo de celui-ci a été diffusée trop tardivement.

En effet, selon ses informations nombre d'ordinateurs n'auraient pas fonctionné correctement, car ils auraient été surchargés et ceci plus précisément dans la circonscription Centre. Ainsi, de nombreux commissariats auraient reçu la photo seulement le lendemain. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative à quoi était due la surcharge informatique?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

Réponse (24.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Selon les informations que j'ai pu obtenir, la diffusion de la photo du détenu évadé aurait été réalisée le 20 février 2007 vers 10.45 heures. Les experts en informatique examinent d'éventuels problèmes de transmission vers certains commissariats. Par ailleurs, comme je l'ai indiqué à l'époque, j'ai demandé à ce que à l'avenir dans des situations pareilles, tant la communication interne que la communication vers le grand public soit plus rapide en utilisant tous les moyens de communication disponibles (presse, fax, Internet, Intranet, réseau de communication radio de la police).

Question 1626 (14.3.2007) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **levée de l'interdiction d'accès pour les véhicules propulsés par GPL aux parkings couverts**:

La prescription ITM-CL 534.1 intitulée «Parkings couverts» de l'Inspection du Travail et des Mines stipule au point 6.4.3 que «l'accès aux étages au-dessous du niveau des seuils extérieurs est interdit aux véhicules utilisant du gaz sous toutes ses formes (GPL, Hydrogène...)». Techniquement parlant, rien ne semble cependant justifier une telle interdiction puisque les réservoirs LPG sont plus résistants qu'un réservoir à essence, ils sont munis d'une soupape de sécurité anti-explosion et d'un système empêchant tout remplissage pouvant provoquer une surpression dans certains cas particuliers. Dans sa réponse à la question parlementaire N°0825 (cf. *compte rendu N°8/2005-2006*), Monsieur le Ministre affirme que la levée de l'interdiction d'accès pour les véhicules propulsés par GNV aux parkings couverts peut absolument devenir envisageable à l'avenir.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Cette levée d'interdiction ne devrait-elle pas, le cas échéant, être étendue aux véhicules GPL, à l'instar de ce qui a été fait dans d'autres États européens?

- Dans l'affirmative, quand est-ce qu'une telle levée d'interdiction pourrait être envisagée?

- Dans la négative, quelles sont les raisons invoquées justifiant un maintien de l'interdiction en question qui lèserait nombre d'automobilistes qui, dans un souci environnemental, souhaiteraient acquérir un véhicule fonctionnant au gaz?

Réponse (10.5.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Les véhicules équipés d'un réservoir contenant du Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) représentent des risques à ne pas sous-estimer, surtout en cas de circulation ou de stationnement d'un tel véhicule dans un parking souterrain couvert.

En effet, en cas de fuite, le gaz de pétrole liquéfié mélangé à l'oxygène de l'air ambiant présente un réel danger de très forte explosion, surtout dans un milieu fermé tel qu'un parking couvert souterrain.

C'est par mesure de précaution que l'interdiction d'accès de véhicules équipés d'un tel réservoir dans les parkings souterrains a été prise au Luxembourg, comme dans pratiquement tous nos pays voisins.

En effet, il faut savoir qu'un litre de GPL à l'état liquide va produire environ 250 litres de GPL à l'état gazeux. Le gaz de pétrole liquéfié à l'état gazeux étant plus lourd que l'air et s'accumulant de ce fait dans des points bas et ne se dissipant que très difficilement représente des risques accrus dans les installations souterraines ou couvertes d'un parking.

Même si les réservoirs de GPL sont bien munis de dispositifs de sécurité, il ne faut pas oublier les sapeurs pompiers qui ont récemment perdu leurs vies dans nos pays voisins lors d'explosions de réservoirs de GPL se trouvant dans des véhicules en feu, faits qui prendraient encore d'autres dimensions dans des locaux confinés tels que les parkings souterrains couverts.

Il n'est dès lors pas envisageable de lever l'interdiction d'accès des véhicules munis d'un réservoir de gaz de pétrole liquéfié dans les parkings souterrains.

Question 1629 (15.3.2007) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **présence de Centres d'Intervention de la Police grand-ducale**:

Les Centres d'Intervention de la Police grand-ducale ont, entre autres, pour mission d'intervenir en réaction aux appels d'urgence. Actuellement, il existe six Centres d'Intervention principaux, soit un par circonscription, et sept Centres d'Intervention secondaires à Dudelange, Differdange, Remich, Echternach, Redange, Wiltz et Troisvierges.

Selon ma propre expérience, les Centres d'Intervention et plus particulièrement les Centres d'Intervention principaux sont débordés et ne parviennent pas toujours à assurer de manière adéquate la sécurité à l'échelle des circonscriptions régionales.

Il est à cet effet rappelé que les Commissariats de Proximité, qui n'existent par ailleurs pas dans toutes les communes, ne fonctionnent pas 24/24 heures et 7/7 jours. Faute de permanences, les Centres d'Intervention assurent d'office la sécurité sur tout le territoire de toute la circonscription lorsque les Commissariats de Proximité sont fermés. Or, il n'est pas rare que lorsqu'un incident se produit après 18.00 heures ou le week-end dans une commune où n'est implanté aucun Centre d'Intervention que les forces de police interviennent avec retard. Ceci est d'autant plus vrai lorsque les faits ont lieu sur le territoire d'une commune éloignée du Centre d'Intervention de la circonscription. Tel est en tout cas l'expérience que j'ai pu faire au niveau de la commune de Junglinster et je suis persuadée que le problème se pose également pour d'autres communes et plus particulièrement celles qui ne disposent même pas d'un Commissariat de Proximité et qui dépendent en principe exclusivement du Centre d'Intervention.

À mes yeux, une réorganisation de la présence policière au niveau des circonscriptions ne me semble pas inutile. Cette réorganisation pourrait prendre la forme d'une mise en place de Centres d'Intervention supplémentaires notamment dans les communes à forte densité démographique (plus de six mille habitants par exemple) ou la réintroduction de permanences au niveau des structures policières locales.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement partage-t-il mon avis quant à la nécessité d'une réorganisation de la présence policière au niveau des circonscriptions?

- Dans l'affirmative, quelles solutions préconise-t-il?

- Dans l'hypothèse où une réorganisation - notamment par le biais de l'implantation de Centres d'Intervention supplémentaires - est considérée comme non souhaitable, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait au moins judicieux d'augmenter les effectifs des Centres d'Intervention déjà en place afin qu'ils puissent accomplir leurs missions de manière adéquate?

Réponse (24.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Je partage entièrement le souci de l'honorable Députée d'assurer au mieux la sécurité des communes luxembourgeoises par un dispositif de police efficace. Tel est l'objectif de la réforme de la Police grand-ducale par la loi du 31 mai 1999. Le législateur a clairement distingué les missions des Centres d'Intervention et des Commissariats de Proximité. Si les Centres d'Intervention, principaux et secondaires

fonctionnent 24/24 heures, 7/7 jours, et ont une mission essentiellement d'intervention urgente, les Commissariats de Proximité fonctionnent, dans un contexte de contact avec le citoyen, en principe pendant les jours de semaine.

Les 13 Centres d'Intervention et les 49 Commissariats de Proximité couvrent la totalité du pays, même si ces derniers ne sont pas toujours implantés sur le territoire de la commune.

En examinant de près la situation de certaines communes, en particulier l'évolution de la délinquance et de la population résidente, je souhaite une affectation des policiers dans les différentes circonscriptions qui permette une intervention rapide, notamment les week-ends et la nuit. Ainsi, le Gouvernement envisage de doter les Commissariats de Proximité et les Centres d'Intervention de davantage de policiers. Par ailleurs, j'estime utile d'examiner si certaines grandes agglomérations ne devraient pas disposer d'une présence policière permanente, sous une forme à déterminer, particulièrement la nuit. Toute solution dans ce contexte exige au préalable le recrutement de nouveaux fonctionnaires de police au cours des prochaines années.

Question 1634 (15.3.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant les **répercussions sur le trafic routier des livraisons des entreprises de vente par correspondance, télé-achat ou de commerce électronique**:

Et ass feststellen, dass ëmmer méi Kafugebueter iwwer Tëlee an Internet publizéiert ginn, zu ëmmer méi bëllege Präisser. Dest kënn dem Konsument wuel zegutt, huet awer och seng Niewewirkungen.

Déi kaafte Gidder mussen dem Klient jo op iergend eng Aart a Weis zougestallt ginn, wat mam Zug eleng net méiglech ass, sou datt dat sech meeschtens op dem Stroosentransport ofspillt.

Wat dës Aart vu Kommerz sech méi ausbreet, wat och Zouliwwerungen, meescht aus dem Ausland, drastesch zouhuelen, wat dramatesch Konsequenze fir eis schon iwwerlaaschte Stroossen, awer och fir eis Ëmwelt an domadder fir eis Emissiounswärter mat sech bréngt.

Kann den Här Transport- an Ëmweltminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Wéi gesäit d'Situatioun mam Tëlee- an Internetkaf hei am Land am Zesummenhang mat dem Stroosentransport aus?

2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir der wuessender Transportsituatioun am Zesummenhang vu Wuereiwuerungen aus dem Ausland entgéint ze wierken?

3) Wier et net ze iwwerleeën, fir bei der Garé Lagerzentren anzeriichten, fir datt d'Wuere mam Zug kënnen ugeliwwert ginn an d'Konsumente se do kënnen ofhuelen?

Réponse (23.4.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Laut de Sondagé vum Service central de la Statistique et des Études économiques (Statec) iwwert den Akaf via Internet, hunn eng 120.000 Persounen, also méi wéi eng Persoun tëschent 16 a 74 Joer op dräi (35%), am éischten Trimester 2006 Produkter oder Services an Internet bestallt. Domat plazéiert sech Lëtzebuerg op fënnfeter Plaz an der Europäescher Unioun, hanner Schweden (39%), Däitschland (38%), Groussbritannien (38%) an Holland (36%).

E groussen Deel vun den Zouliwwerungen vun dëse Produkter geschitt iwwert de Sektor vum

Stroosentransport, deen opgrond vun der Veruerdung Nr. 881/92 liberaliséiert ass. Et gëtt deemno keng Méiglechkeet fir Camionen, déi aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen, den Zougang zu eisem Territoire ze verbidden, respektiv de Stroosentransport aus dem Ausland ze reduzéieren.

Doriwwer eraus hânt d'Lëtzebuerg Wirtschaft an engem groussen Umfang vu Liwwerungen aus dem Ausland of.

Wat den Transport vu Päck mam Zuch an d'Iddi vu Lagerzentren bei der Garé betrëfft, huet sech erausgestallt, datt zënter Ufank vun den 90er Joren den internationalen Transport vu Päck mam Zuch zu enger grousser Majoritéit vun den europäeschen Zuchtransportfirmen komplett ofgeschafft ginn ass, ënner anerem och vun onsen Nopeschlänner. Dëst ass zu engem groussen Deel op ekonomesch Grënn zrëckzeféieren.

Question 1635 (15.3.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant les **répercussions sur le commerce des livraisons des entreprises de vente par correspondance, télé-achat ou de commerce électronique**:

Et ass feststellen, dass ëmmer méi Kafugebueter iwwer Tëlee an Internet publizéiert ginn, zu ëmmer méi bëllege Präisser. Dest kënn dem Konsument wuel zegutt, huet awer geféierlech Konsequenze fir eise Mëtzelstand.

D'Zouliwwerung vu Wuere schafft wuel Aarbechtsplazen am Transportwiesen, riskéiert der awer och vill am Commerce ze prekariéieren.

Kann den Här Mëtzelstandsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Wat fir eng Auswierkungen hat den Tëlee- an Internetkaf hei am Land op eise Commerce an de leschte Joren?

2) Wat fir eng Auswierkung kann den Tëlee- an Internetkaf op eise Commerce an der Zukunft hunn, wann e sech ëmmer méi ausbreet?

3) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir eise Commerce géint d'Konsequenze vun Tëlee- an Internetkaf ze ennersetzen?

Réponse (24.4.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

1. De Commerce huet sech an de leschte Jore positiv entwéckelt, haaptsächlech wéinst der méi héijer Kafkraaft, déi sech engersäits duerch déi schnell wuessend Bevëlkerung an anerersäits duerch déi ëmmer méi grouss Zomm vu Suen, déi de Stéit zur Verfügung steet, erkläert. Ongeféier 2% vun allen Akeef ginn den Ament iwwer elektronesch Wee ofgewéckelt, dat ass also nëmme ee klengen Deel vun allen Akeef.

2. Verschidde Gidder, a virun allem déi Gidder bei deenen dat physisch Ausprobéieren oder eng individuell Berodung keng Roll spillen, riskéieren effektiv an Zukunft nach méi iwwer Internet verkat ze ginn.

3. Dee classesche Commerce muss sech iwwer eng gutt Berodung, e frëndleche Service an eng gutt Offer, souwuel wat d'Zuel vun de Wuere wéi och wat de Präis ugeet, kompetitiv weiderentwéckelen. Interessant Geschäfte, eng Formatioun vum Verkaufspersonal an eng richteg Informatioun iwwert d'Offer, déi besteet, ass dobäi immens wichteg. Dëst gëtt op politeschem Plang vum Mëtzelstandsminister aktiv ënnerstëtzt, net zulescht duerch de Programm vun der Regierung, deen aus Lëtzebuerg e Pôle vum Commerce an der Groussregioun wëllt maachen.

Question 1636 (15.3.2007) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant l'**avis mortuaires au nom du Gouvernement**:

An der Editioun vum 13. März 2007 vun der Zeitung d'«Wort» war eng Doudesannonce fir de fréieren Direkter vun der Protection civile publizéiert ginn. Am Numm vun der Lëtzebuerg Regierung a mam offizielle Wope vum Grand-Duché huet d'Personal vum 112, der Schoul vun der Protection civile a vum Atelier vun der «Administration des Services de Secours» deem Verstuerwenen Äddi gesot.

Ouni d'Verdéngschter vum Verstuerwene minimiséieren ze wëllen, iwwerrascht et mech awer, datt deen avis mortuaire am Numm vun der Regierung a mam offizielle Wope vum Grand-Duché publizéiert ginn ass. An deem Zesummenhang géif ech vum Minister gäre gewuer ginn:

1) ob d'Regierung dës Annonce bezuelt huet,

2) ob an Zukunft fir jiddfer verstuerwene Statsbeamten, dee wuel grad souvill Mériten huet wéi de verstuerwene fréieren Direkter vun der Protection civile, am Numm vun der Regierung eng Doudesannonce publizéiert gëtt,

a) wa jo, opgrond vu wat fir enger a wiem senger Décisioun dat geschitt,

b) wann neen, opgrond vu wat fir enge Kritären e Statsbeamten «éligibel» gëtt fir am Fall vu sengem Doud vun der grousshäzoglecher Regierung eng Doudesannonce publizéiert ze kréien,

3) ob déi Regel, wann et dann eng ass, fir jiddfer aktiven a pensionéierte Statsbeamten oder just fir eng vun deene Kategorië géilt a

4) firwat déi Doudesannonce vum 13. März 2007 just am «Wort» publizéiert ginn ass an net a sämtlechen Tageszeitungen, sou wéi et och fir aner offiziell Annoncë vun der Regierung de Fall ass.

Réponse (23.4.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Den Deputéierte Gast Gibéryen huet vu sengem Recht Gebrauch gemaach fir sech - knapps e puer Wochen nom Doud vun engem fréieren Direkter vun der Protection civile - eng Rei Froen ze stellen iwwert d'Opportunitéit vun der Publikatioun an der Presse vun enger Doudesannonce duerch d'Administration des Services de Secours (ASS).

D'Publikatioun vun enger Doudesannonce vun engem Member vun der ASS - ob et e fräiwëllege Matarbechter ass oder net - fousst op enger laanger Traditioun an ass dem éierbaren Deputéierte sécherlech dës Kéier nëmme doduerch opgefall, well zënter der Schafung am Joer 2004 vun der ASS en neie Logo an dësen Annoncë gebraucht gëtt.

Dës Traditioun - déi ech meng Verwaltung opgefuerdert hu weiderféieren, och no dëser parlamentarescher Fro - ass e klengt Zeeche vun der Unerkennung, besonnesch gégeniwwer de Fräiwëllegen, déi oft jorzéngtelaang unni dofir bezuelt ze ginn, am Déngsch vum der Allgemengheet stinn an d'Sécherheet vun eise Matbirger garantéieren, awer och en Zeeche vun der Unerkennung vun de Matarbechter vun der ASS, déi hir Fräizäit afferen, fir de Bénévolat ze garantéieren an déi och oft selwer als Fräiwëllegen am Déngsch vum de Matmënsche stinn.

Wann den éierbaren Här Gibéryen hei vu Käschte vun esou Annoncë schwätzt, sollt hie sech eemol Gedanke maachen, wéi vill Geld de Stat an d'Gemenge spueren, well se keng professionnell Hëllefsser-

viceer mussen ënnerhalen. Déi Déngschter, déi vun eisem Bénévolat fir d'Land geleescht ginn an den ekonomesche Gewënn fir de Stat an d'Gemenge, stinn a kengem Verglach zum Präis dee geleentlech bezuelt gëtt, fir d'Publikatioun vun enger Doudesannonce.

Question 1637 (16.3.2007) de **M. Claude Meisch** (*DP*) concernant l'**augmentation de l'effectif du personnel du Beruffsinformatiouns Zentrum (BIZ)**:

Depuis mars 1991, le Service de l'orientation professionnelle dispose du «Beruffsinformatiouns Zentrum» (BIZ), où sont accueillis de plus en plus d'intéressés. Le nombre des visiteurs individuels a de nouveau augmenté de manière significative de 2005 (14.673) à 2006 (18.349). L'effectif du personnel au sein du BIZ n'a pourtant pas été adapté à la demande croissante.

Cependant Monsieur le Ministre ne cesse de souligner au public l'importance du travail d'orientation réalisé par le personnel du BIZ.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une augmentation de l'effectif du personnel du BIZ est de mise au vu de l'évolution du nombre des visiteurs au cours des dernières années?

- Dans l'affirmative, dans quel délai pourra-t-on s'attendre à un tel renforcement du personnel au sein du BIZ?

Réponse (30.4.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Le nombre constamment croissant des inscriptions en apprentissage auprès du Service d'orientation professionnelle et des visiteurs individuels au «BIZ» même que l'envergure des projets d'établissement des différents lycées techniques, s'étendant sur trois années scolaires, auxquels le Service d'orientation professionnelle participe activement, demandent un effort de plus en plus ample de la part des agents du Service.

Statistiques des visites individuelles et des classes ainsi que des interventions dans le cadre des projets d'établissements:

2002:	4.233 visiteurs et 104 classes scolaires
2003:	6.597 visiteurs et 121 classes scolaires
2004:	11.367 visiteurs et 143 classes scolaires
2005:	14.673 visiteurs et 137 classes scolaires
2006:	18.349 visiteurs et 134 classes scolaires
2002:	112 interventions à raison de 2 heures
2003:	113 interventions à raison de 2 heures
2004:	131 interventions à raison de 2 heures
2005:	113 interventions à raison de 2 heures
2006:	158 interventions à raison de 2 heures

À ceci s'ajoutent la mise en place d'un bureau de permanence dans les locaux de l'ADEM à Wiltz s'adressant aux élèves du nord du pays ayant plus de facilités à se rendre à cette agence plutôt qu'aux agences de Diekirch ou Luxembourg, l'organisation, en collaboration avec l'Action locale pour Jeunes, des différents stages «Op der Sich no Aarbecht» et la prise en charge des classes et groupes scolaires visitant le «BIZ» pour des séances d'information et d'orientation.

D'autre part le calcul et le remboursement du complément d'indem-

nité dans le cadre de l'apprentissage pour adultes dans le même ordre que la gestion, le calcul et le paiement des primes et aides de promotion de l'apprentissage augmentent le volume des tâches qui incombent au Service d'orientation professionnelle et consistent en un effort non négligeable pour les agents du Service.

Au cours des dernières années, une progression significative des demandes apprentissage-adultes est à constater. En l'année 2000, 227 demandes apprentissage-adultes ont été remises au Service d'orientation professionnelle et dossiers de candidature ont été comptés en année 2006.

Compte tenu de ces évolutions le Service d'orientation professionnelle sera renforcé pendant l'année en cours par deux éducateurs gradués et le Ministère du Travail et de l'Emploi s'engagera à entamer des réflexions sur un éventuel renforcement supplémentaire si l'ampleur du travail journalier au sein du Service d'orientation professionnelle l'exigera à cours ou moyen terme.

Question 1639 (19.3.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **déclaration d'entrée**:

Wann e Salaré eng nei Schaff unhëlt, muss e vu sengem Employeur bei der Sozialversicherung iwwert de Wee vun enger «Déclaration d'entrée» ugemellt ginn.

Dem Salaré gëtt da vun der Administratioun vun der sozialer Sécherheet eng schrëftlech Deklaratioun zougestallt, datt hie sozial versécher ass.

Dem Employeur gëtt keng sou eng schrëftlech Deklaratioun zougestallt, sou datt hien dat muss telefonesch nofroen, wann en et wëll wëssen, oder hie kritt d'Affiliatioun eréischt bestätegt wann hien - an der Regel e Mount duerno - d'Rechnung kritt, fir d'Cotisatiounen ze bezuelen.

Kann den Här Minister vun der sozialer Sécherheet mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Wéi sou gëtt den Employeur net gläichzäiteg mam Salaré schrëftlech driwwer informéiert, datt de Salaré sozial versécher ass?

2) Wier et net sénnvoll, den Employeur gläichzäiteg mam Salaré iwwert dem Salaré seng Affiliatioun bei der sozialer Sécherheet schrëftlech ze infoméieren, fir domadder onnéideg Telefonater ze verhënneren?

Réponse (20.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Eu égard à la complexité de la matière, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse rédigée en langue française.

Pour toute personne embauchée contre rémunération, l'employeur doit remettre une déclaration d'entrée (soit sur papier, soit par voie informatique). Aussi bien l'assuré que l'employeur sont alors informés de l'affiliation afférente, mais selon des modalités différentes répondant à leurs besoins spécifiques.

Le Centre commun fait parvenir à l'assuré, dès son affiliation, un «accusé de réception» reproduisant les données essentielles figurant sur la déclaration d'entrée introduite par l'employeur. Si ce document permet à l'assuré de procéder à la vérification des données en question, il doit l'informer avant tout des différents risques sociaux contre lesquels il est assuré ainsi que du régime socioprofessionnel

et des caisses de sécurité sociale dont il relève. Cette information est en effet indispensable à l'assuré pour lui permettre de faire valoir immédiatement ses droits aux prestations de l'assurance maladie.

L'employeur par contre n'a pas besoin d'obtenir immédiatement la confirmation de ladite affiliation. C'est pourquoi il ne reçoit pas un tel «accusé de réception» lors de l'affiliation de son salarié, mais en est informé à un moment qui varie selon que l'employeur a recours à la procédure des listes salaires, à la procédure informatique «SECULine» ou à la procédure simplifiée instaurée pour les ménages.

- Dans la procédure traditionnelle sur papier, l'employeur reçoit confirmation de l'affiliation de l'assuré par la liste des salaires qui lui est adressée mensuellement par le Centre commun. En effet, ce formulaire sur lequel l'employeur inscrit les rémunérations de ses salariés reproduit les principales données de la déclaration d'entrée de chacun d'eux. Étant donné que l'envoi des listes de salaires a lieu au début du mois suivant la remise de la déclaration d'entrée, il semble peu opportun d'alourdir la procédure existante en prévoyant l'envoi immédiat d'une confirmation écrite à l'employeur. Un tel courrier aurait non seulement comme conséquence d'engager des frais supplémentaires pour le Centre commun mais avant tout d'accroître le travail administratif de l'employeur par des documents de surcroît inutiles.

- Beaucoup d'employeurs ont opté entre-temps pour un échange de données en ligne au moyen de la procédure «SECULine» qui garantit l'authentification, l'intégrité et la confidentialité des données transmises. Si l'employeur utilise cette voie pour déclarer ses salariés au Centre commun, il ne reçoit pas de confirmation proprement dite de l'affiliation, alors que les retours du Centre commun se limitent aux anomalies éventuellement constatées. Néanmoins, par le fait que les conditions d'utilisation de cette procédure informatique garantissent la transmission correcte des fichiers au Centre commun, l'employeur a la certitude que son salarié a été affilié du moment que la demande d'affiliation ne lui a pas été retournée via «SECULine». Il s'en suit que dans un tel système sécurisé, une notification de réception n'est pas nécessaire.

- Il y a lieu de signaler finalement encore le cas particulier de l'employeur qui a engagé du personnel dans son ménage et qui a recours à la procédure simplifiée se caractérisant par la réduction des échanges administratifs à un strict minimum. Dans cet ordre d'idées, l'employeur, en l'absence de collecte mensuelle des salaires, n'est informé implicitement de l'affiliation de la personne occupée que lors de l'envoi de l'extrait compte-cotisation, soit deux mois et demi au plus tard après la déclaration de la personne en question. Pour connaître les détails d'une affiliation (par exemple la date d'entrée et, le cas échéant, la date de sortie de la/des personne(s) occupée(s)), l'employeur devra attendre jusqu'à six mois au maximum, c'est-à-dire jusqu'à l'envoi du récapitulatif semestriel. Le Centre commun envisage dès lors l'envoi d'une confirmation écrite à cette catégorie particulière d'employeurs au moment de l'affiliation de leurs salariés.

Question 1640 (17.3.2007) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant les **Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)**:

Enger Matdeelung vu Greenpeace nu hätt eng Etüd vun onofhängege Wëssenschaftler ënnert der Leedung vum Professer Séralini, Expert vun der franséischer Regierung a Saache Biotechnologie (Universitéit vu Caen) de Beweis erbruecht, datt de gentechnesch verännerte Mais MON 863 vun der Firma Monsanto, bei Tester u Ratten, Vergëftungserscheinungen un der Liewer an un den Niere provoziert.

Wéi et heescht, hätt d'Europäesch Kommissioun dëse Gentec-Mais zougelooss, obschonn deemools schonn Zweifel u senger Unbedenklechkeet opkomm waren an d'Majoritéit vun den EU-Memberstaaten géint eng Zouloossung war. Domat ass souwuel d'Crédibilitéit vun der EU-Kommissioun wéi d'Prozedur vun der Zouloossung eeschtlech a Fro gestallt.

An dësem Zesummenhang géif ech dem Här Gesondheetsminister gären dës Fro stellen:

- 1) Wat fir Konklusiounen zitt d'Lëtzebuurger Regierung aus dëser penibler Affär?
- 2) Sidd Dir bereet, fir zu Lëtzebuerg kuerzfristeg d'Kommerzialisatioun vun dësem Mais an deenen doraus fabrizéierte Produkter ze verbidden?
- 3) Missten net op EU-Niveau d'Responsabilitéit fir dës kriminell «Pannen» opgekläert an entsprechend bestrooft ginn?
- 4) Wat muss sech an der Zouloossungsprozedur änneren, fir datt sou Machenschaften net méi virkommen?
- 5) Sidd Dir bereet, fir an dësem sensible Beräich rëm méi Autonomie fir déi eenzel Memberstaaten, an domat och fir Lëtzebuerg, ze verlaangen?

Réponse (20.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Bien que l'honorable Parlementaire ait rédigé sa question en langue luxembourgeoise, je me permettrai de lui répondre en langue française, compte tenu de la haute technicité de la matière.

Le maïs MON 863 a été autorisé en août 2005 par la Commission européenne à des fins d'importation et de transformation pour l'alimentation animale. Le pays rapporteur était à l'époque l'Allemagne. Le Luxembourg avait émis un vote négatif, non pas qu'il ait détenu au moment du vote des informations avérées sur une éventuelle nocivité ou toxicité du produit, mais plutôt pour tenir compte du principe de précaution.

Après sa mise sur le marché ce produit a fait l'objet de certaines polémiques surtout en France. Dans un premier temps la Commission du Génie Biomoléculaire (CGB), estimant que l'étude de toxicité subchronique soulevait de nombreuses questions relatives aux différences significatives observées lors des dosages d'hématologie, de biochimie clinique, de chimie urinaire et de la mesure du poids parmi des rats nourris au maïs MON 863 et des rats nourris avec un maïs isogène, avait émis des doutes sur l'innocuité du maïs en discussion, cela d'autant plus que la toxicité subchronique par définition n'est que très lente à se manifester. Finalement cependant la CGB a émis un avis favorable.

Quant à la publication Séralini, invoquée par l'honorable Parlementaire, il faut savoir que ses auteurs n'ont pas procédé à une étude propre, mais ont appliqué à l'étude dont question ci-dessus des méthodes d'analyses statistiques, dites analyses multivariées, divergeant de la méthodologie appliquée par les auteurs de l'étude, pour finalement arriver à des conclusions opposées et conclure à une toxicité subchronique du maïs en discussion.

Cela étant, l'European Food Safety Agency (EFSA) a été à nouveau saisie du dossier. Les conclusions de l'EFSA sont attendues pour la fin de ce mois.

Compte tenu de l'autorisation de mise sur le marché accordée au niveau communautaire pareille interdiction ne pourrait intervenir qu'en application de la clause dite de sauvegarde, arguments scientifiques à l'appui. Or, le Luxembourg, ne disposant pas de l'expertise à ce requisite, ne pourrait qu'invoquer la publication Séralini, qui est loin de faire l'unanimité, et qui n'a pas déterminé les autorités du pays dans lequel elle a été faite, à savoir la France, à prendre des mesures de sauvegarde.

Il ne reste pas moins que l'affaire souligne une fois de plus les difficultés d'évaluation de la toxicité ou non-toxicité à long terme des aliments composés d'OGM, difficultés qui renforcent le Gouvernement dans son attitude prudente à l'égard de l'admission des aliments à base d'OGM.

Question 1642 (19.3.2007) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **réseau de tramway**:

Den 18. Mäerz 2007 huet den Här Transportminister an der Sendung «Impuls» op RTL Tëlee Lëtzebuerg déi heiten Ausso gemaach: «Gleeft mer es, datt mer bis 2009 sou kloer Décisiounen wärte geholl hunn, datt keng zukünfteg Regierung, keen zukünfteg Minister méi den Tram wäert vun der Schinn huelen.» Des Weidere sot den Här Lux, datt ee sech mam Paul Helminger eens ass eng gemeinsam Gesellschaft ze grënnen, fir den Tram ze bauen.

Am Zesummenhang mat dëser Ausso géif ech gäre vum Transportminister wëssen:

1. ob d'Regierung wëlles huet hei e Fait accompli ze schafen. D'Feele vun enger uerdentlecher Debatt iwwert de Pro a Kontra vum Tram léisst allenfalls dorobber schléissen,
2. ob de Minister mengt, datt genuch iwwert d'Alternativen zum Tram diskutéiert ginn ass,
3. ob de Minister soe kann awéiwäit säi Ministère sech mat de Vir- an Nodeeler vum Tram respektiv vun den Alternativen auserneegsat huet. (Sinn do Analysen oder Enquêté gemaach ginn?)
4. ob de Minister eis d'Resultater (de Pro an de Kontra zum Tram an och de Pro an de Kontra zu den Alternativpropositiounen, wéi zum Beispill dem ënnerierdeschen Zuch/Metro/RER) vun deenen Analysen/Enquêté matdeele kann.
5. opgrond vu wat fir enge konkrete Fakten d'Regierung sech scho fir den Tram ze decidéieren ze hu schéngt.

Réponse (30.4.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Mam Asetzen am Juni 2005 vum Aarbechtsgrupp «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg» op Initiativ vum Transportminister an dem Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg ass d'Regierung dem Accord de coalition vun der Regierungserklärung vun 4. August 2004 nokomm, dee virgesäit: «Afin d'adapter au mieux l'offre des transports publics aux besoins de mobilité, un effort particulier sera réservé au développement de l'infrastructure ferroviaire sur base de l'intersection des projets saillants tant du projet BTB issu de l'étude 'Luxtraffic' que du papier stratégique 'mobilité.lu'. (...) Sur base de l'évolution des besoins de mobilité sur le territoire de la capitale et de sa périphérie, le Gouvernement fera étudier la faisabilité d'autres extensions du réseau ferré destinées en particulier à connecter les polycentres d'habitation et d'activités existants et projetés.»

Sou huet deen agesaten Aarbechtsgrupp eng Multitude vu verschiddene Konzepter an Tracéen, dorënner och de Projet RER, fir eng eventuell Extensioun vum Schinne-réseau an der Stad Lëtzebuerg analyséiert. En huet dobäi d'Evolution vun de strukturellen Indicateuren an der Mobilitéitsentwicklung berücksichtegt. Den Aarbechtsgrupp huet déi techesch Machbarkeet souwuel ënnert dem Aspekt vun der Intégréatioun an d'Stadbild, wéi och vum Uschloss un d'bestehend Eisebunnsnetz an un déi geplangte Périphériegaren ënnersicht, huet eng Estimatioun vun de Passagéierzuelen an Hissicht op de „modal split“ duerchgefouert an eng ongeféier Schätzung vun de Käschte vun deenen eenzelnen Zeenarie gemaach.

A senger Konklusioun vum 3. Mäerz 2006, déi op enger detailléierter Evaluatioun vun deenen eenzelnen Zeenarie baséieren, huet en den Zeenario 8, genannt «Kombinierte System: klassisches Zuch + lichten Tram», als privilegierten Zeenario ervirgehewen. Dësen hat dobäi eng Avance vun ongeféier 30% am Verglach mat deenen aneren Zeenarien, zu deenen och de Projet RER gehéiert huet.

Déi haaptsächlech Atouten, déi fir den Zeenario «Tram léger» schwätzen, sinn d'Facilitéit vu senger Intégréatioun an d'Stadbild, d'Bäibehale vun de Capacitéiten um klassisches Eisebunnsnetz, de Fait fir den Zeenario relativ kuerzfristeg realiséieren ze kënnen, de Gain d'attractivitéit fir d'Voyageure bei all Etapp vun der Realisatioun an notament déi rasonnabel Käschte fir d'Realisatioun vun dësem Zeenario.

Eng zousätzlech Analys huet gewisen, datt d'Konzepter vum Aménagement du Territoire ergänzt ginn duerch d'Realisatioun um nationalen Niveau vun engem performanten Eisebunnsnetz op Basis vum klassisches Zuch an duerch d'Schafung vun engem komplementare System a Form vun engem lichten Tram am urbane Milieu.

A senger Séance vum 10. Mäerz 2006 huet de Regierungsröt sech dann och dem favorablen Avis vum Transportminister iwwert d'Mise en place vun engem lichten Tram ugeschloss.

De Gemengrot vun der Stad Lëtzebuerg huet a senger Resolutioun vum 27. Mäerz 2006 d'Approche vum Aarbechtsgrupp guttgeheescht, an huet e gebieden de Projet vun lichten Tram an der Stad Lëtzebuerg wéi och vun de geplangte Périphériegaren ze preziséieren an ze verdéieren.

Duerno ass de Projet vun lichten Tram och vun der Chamber an hirer Motioun vum 6. Abrëll 2006 confirméiert ginn, déi nom «débat de consultation sur l'extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général» adoptéiert ginn ass.

De Projet vun lichten Tram ass och Deel vun der Lëscht vun den Investimentsprojete vum Transportministère gewiescht, déi dësen erstallt huet am Kader vun der neier Prozedur, déi fir d'Préparatioun an d'Presentatioun vun den neien Infrastrukturprojeten, déi de Seuil vu 7,5 Milliounen Euro dépasséieren, deen am Artikel 80 vun der «loi modifiée du 11 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État» steet. Déi Lëscht ass mat der Motioun vum 19. Dezember 2006 vun der Chamber am Kader vun engem Débat d'orientation confirméiert ginn. De Projet vun lichten Tram ass opgeholl ginn an d'Lëscht vun de Projeten am Statsbudget fir 2007 fir déi déi ufalend Käschte vun den Etüden dierfen iwwert d'Kreditter vum Fonds du rail beglach ginn.

Wat de Pro an de Kontra vum Projet RER uegt, erlaben ech mer op d'Prise de position vun der Regierung zum Gesetzesvorschlag vum

5. Dezember 2006 betreffend d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert d'Realisatioun vun enger ënnerierdescher Eisebunnsliinn mat méi Arréten um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ze verweisen. Sou huet de Regierungsröt a senger Séance vum 2. Mäerz 2007 op Basis vun enger Unzuel vun Argumenter, déi sech an der Prise de position fannen, festgehalten, datt d'Organisatioun vun engem Referendum sech net imposéiert.

Question 1643 (19.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **problèmes autour du système mondial de navigation par satellite Galileo**:

Le système mondial de navigation par satellite Galileo lancé par l'Europe sera un outil performant et offrira des possibilités de localisation d'une très grande précision et ceci sous contrôle civil. D'ailleurs ce système sera compatible avec les deux autres systèmes mondiaux, le GLONASS et le GPS. Le système européen Galileo offrira à tous les utilisateurs un système bifrèquence permettant de déterminer sa position au mètre près. De sa performance et précision, il sera à même de servir à des applications nécessitant un maximum de sécurité, comme la conduite des trains, le guidage des voitures et l'atterrissage des avions.

Selon mes informations, le système Galileo se trouve actuellement dans une situation précaire et le démarrage du fonctionnement opérationnel se trouve en retard déjà d'une année. La Commission européenne, elle aussi s'inquiète de ces perturbations qui sont hostiles au bon fonctionnement du système entier.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelles sont les raisons pour le retard du fonctionnement opérationnel du système mondial de navigation par satellite Galileo?
- Quelles en sont les implications financières, notamment pour le Grand-Duché du Luxembourg?

Question 1660 (26.3.2007) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant l'**entrée en service du système européen de satellites Galileo**:

Selon des informations de presse, le système européen de satellites Galileo traverserait une crise sans précédent et l'objectif d'une entrée en service en 2010 apparaîtrait d'ores et déjà hors de portée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Peuvent-ils confirmer que ces informations sont exactes?
- Où en sont la constitution formelle du consortium industriel chargé de lancer Galileo, sa dotation d'un statut juridique et la nomination de son dirigeant?
- Est-il exact que les associés espagnols du consortium ont entravé toute avancée en revendiquant l'installation sur leur territoire d'un troisième centre de contrôle?
- Les usages militaires de Galileo seront-ils possibles?
- Quel est le partage des rôles entre la Commission européenne et l'Agence Spatiale Européenne (ESA) à l'heure actuelle?
- Quelle a été la position du Gouvernement luxembourgeois au sujet du système Galileo lors de la réunion des Ministres des Transports le 22 mars 2007?

Réponse commune (8.5.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

et de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Comme les deux questions parlementaires posées dans un intervalle de quelques jours portent sur la même thématique il a été retenu d'y donner suite sous la forme d'une seule réponse.

En se référant à divers articles de presse relatifs aux difficultés rencontrées actuellement par le programme Galileo, les honorables Députés s'inquiètent du probable retard de fonctionnement opérationnel du système. Ils demandent des éclaircissements sur les raisons des problèmes et sur les conséquences qui risquent d'en découler.

Il est exact que le programme Galileo est confronté à de sérieuses difficultés. Les négociations entre l'autorité européenne de surveillance du GNSS (Galileo Supervisory Authority, GSA) et le consortium industriel candidat à la concession s'avèrent difficiles et sont au point mort actuellement. C'est la principale raison du retard accumulé dans le programme jusqu'à aujourd'hui. Il semble que des divergences d'opinion au sein du consortium (huit entreprises) candidat à la concession sur la mise en œuvre de l'accord conclu en décembre 2005 soient à l'origine des difficultés à mener à bien les négociations. Un des points de désaccord concerne l'établissement d'un troisième centre de contrôle en Espagne. À cela s'ajoute les questions non résolues portant sur le partage des risques liés à la conception du système, le risque commercial et les questions de responsabilité. Il est utile de mentionner que du côté du financement public, il existe également encore un point faible, puisque les règles de financement de l'Union européenne (UE) ne prévoient pas d'engagement possible sur 20 ans, durée envisagée du contrat de concession.

Lors du précédent Conseil des Ministres des Transports de l'UE, le 22 mars dernier, le Conseil a demandé au consortium candidat de créer les conditions nécessaires à la reprise des négociations pour le 10 mai 2007 au plus tard. Le Conseil a envoyé un message fort au partenaire industriel en fixant un délai précis pour la création de la société qui opérera le programme ainsi que pour la nomination d'un directeur général afin de n'être confronté plus qu'à un seul interlocuteur, et en demandant la reprise des négociations sur le contrat de concession. La Commission européenne espère que grâce à cet ultimatum, des résultats tangibles pourront être obtenus d'ici le mois de juin. La Commission s'est d'ailleurs engagée à fournir un rapport sur l'évolution globale du programme Galileo pour le Conseil des Ministres des Transport de l'UE du mois de juin prochain. Le Conseil a également demandé à la Commission, assistée par la GSA et l'ESA, d'évaluer des scénarios de rechange, assortis d'une évaluation en termes de coûts, de risque et de ressources pour le mois de juin. Les conclusions du Conseil des Ministres des Transports du 22 mars dernier portant sur les éléments susvisés ont été approuvées avec le soutien du Gouvernement luxembourgeois.

Les discussions portant sur une possible utilisation du système Galileo par les forces armées n'ont pas encore abouti. En l'occurrence, rien n'empêche les forces armées d'utiliser les fréquences disponibles dans le cadre des applications actuellement prévues. Une véritable utilisation militaire du système se heurte toutefois à une forte opposition de plusieurs États membres qui plaident pour un système civil sous contrôle civil sans aucune vocation militaire, contrairement aux systèmes américain, russe ou chinois. Il est prévu d'aborder ce sujet une fois que les problèmes fondamentaux auront trouvé une solution satisfaisante.

Le programme Galileo comporte trois phases successives:

(1) La phase de développement et de validation. C'est une phase de recherche qui comprend le développement des quatre premiers satellites et des composantes terrestres du système nécessaires à la validation en orbite. Cette phase est menée sous la responsabilité de l'Agence Spatiale Européenne, mais le coût en est supporté par moitié par l'Union européenne et par moitié par l'ESA.

(2) La phase de déploiement. Elle comprend la fabrication et le lancement des 26 satellites restants de la constellation ainsi que la mise en place complète de la composante terrestre du système. C'est le futur concessionnaire qui assurera le déploiement complet du système. Le coût sera partagé suivant le modèle actuel de partenariat public-privé (1/3 pour le public et 2/3 pour le privé). Il est à noter que même si l'ESA n'est pas impliquée directement dans cette phase, la GSA s'attend à ce que l'ESA lui fournisse un soutien scientifique et technique.

(3) La phase d'exploitation. Elle correspond aux années durant lesquelles le système sera exploité, notamment sur le plan commercial.

Les phases de déploiement et d'exploitation feront l'objet d'une concession d'une durée d'une vingtaine d'années. L'Autorité européenne de surveillance du GNSS sera l'autorité concédante.

Quant aux conséquences financières qu'une exploitation tardive du système engendrerait, elles sont difficiles à estimer aujourd'hui en particulier sans connaître l'issue des négociations avec le candidat à la concession. Le rapport que la Commission européenne s'est engagée à délivrer pour le mois de juin devrait apporter des éléments supplémentaires et permettre une meilleure compréhension des conséquences.

Question 1644 (19.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **construction éventuelle d'une nouvelle voie ferrée entre l'Allemagne et le Luxembourg**:

Selon mes informations, des discussions ont été entamées pour la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre l'Allemagne et le Grand-Duché du Luxembourg (Merzig-Perl-Remich via Contern vers Luxembourg). Lors du sommet Sarre-Lor-Lux du 30 juin 2003 la liaison directe fut également débattue. Cette dernière est également intéressante dans un contexte transfrontalier parce qu'elle peut faire la jonction avec la ligne ferroviaire du projet «Eurocap-Rail», reliant les trois villes sièges européennes Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre est-il saisi du dossier en question?

- Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement face à ce projet?

- Quel est le calendrier prévu pour la construction éventuelle de la ligne ferroviaire entre l'Allemagne et le Luxembourg?

Réponse (17.4.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 retient que «le Ministre des Transports sera chargé d'étudier l'opportunité d'une nouvelle liaison vers Saarbrücken, permettant la connexion du Luxembourg au Sud-Est de l'Europe». Cette étude d'opportunité sera lancée au courant de l'année 2007. Un calen-

drier pour la construction éventuelle de la ligne ferroviaire entre l'Allemagne et le Luxembourg pourra être établi le cas échéant dès la finalisation de ladite étude d'opportunité et en fonction des résultats de cette dernière.

Question 1645 (19.3.2007) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **proposition de loi ayant pour objet de prévoir une représentation du personnel de la BCL au sein de son conseil d'administration ainsi que de séparer les fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration de la BCL**:

Selon mes informations la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics aurait saisi le Gouvernement d'une proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque Centrale du Luxembourg. Ladite proposition de loi aurait pour objet de prévoir une représentation du personnel de la BCL au sein de son conseil d'administration ainsi que de séparer les fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration de la BCL.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer que le Gouvernement a été saisi d'une telle proposition de loi?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire à quel stade se trouve l'examen de cette proposition de loi?

- Enfin, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelle suite le Gouvernement entend réserver à la proposition de loi susmentionnée?

Réponse (5.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Je confirme volontiers que le Gouvernement a été saisi d'une proposition de loi telle que visée par la question de l'honorable Député. J'y ajoute que le Gouvernement s'est également vu transmettre par la Banque Centrale du Luxembourg de sa propre initiative un avant-projet de loi tendant à remplacer complètement la loi organique actuelle de la BCL en la modifiant sur de multiples points.

Le Gouvernement entend joindre ces deux dossiers et prendre position sur les deux textes qui lui ont été soumis quand il en aura examiné tous les aspects.

À cet effet, les dispositions ayant trait plus particulièrement à la représentation du personnel viennent d'ailleurs de faire l'objet d'un avis interne au Gouvernement de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Question 1646 (20.3.2007) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le **tunnel «Markusbierg»**:

Den Tunnel «Markusbierg» ass virun zwee Joer vum ADAC zu engem vun deene séchersten an Europa erwielt ginn. Wat awer net verhënnert, datt et lafend zu Spärrunge kënn, déi fir sou en neit Bauwierk ongewéinlech sinn.

Dat féiert mech derzou, dës Froen un ech ze richten:

1. Wéi grouss war d'Ausmooss vun dëse Spärrungen am leschte Joer?

2. Wourop sinn dës Spärrungen zréckzeféieren a wien ass duerfir responsabel?

3. Wéi héich sinn déi zousätzlech Käschten, déi dem Stat bis elo an dësem Zesummenhang entstane sinn?

4. Wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir an Zukunft en normale Betrieb vun dësem Tunnel ze erméiglechen a wat ass de finanziellen Impakt vun dëse Moosnamen?

Réponse (10.5.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Als Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum Här Députéierten Robert Mehlen kann ech Folgendes soen:

1. Am leschte Joer (2006), ware folgend Spären:

Datum	Spär	Richtung	Dauer
16.02	riets Spur	Péitëng	vun 9 - 11 Auer
23.02	riets Spur	Péitëng	vun 11 - 12 Auer
10.04 - 12.04	Vollspär	Saar	24 Stonnen
12.04 - 14.04	Vollspär	Péitëng	24 Stonnen
07.06	riets Spur	Péitëng	vun 13 - 17 Auer
08.06	riets Spur	Saar	vun 10 - 12 Auer
13.06	riets Spur	Saar	vun 13 - 17 Auer
14.06	lénks Spur	Péitëng	vun 9 - 17 Auer
21.06	riets Spur	Saar	vun 9 - 12 Auer
30.06	riets Spur	Saar	vun 9 - 11 Auer
04.07	lénks Spur	Péitëng	vun 10 - 12 Auer
08.07 - 11.07	lénks Spur	Saar	vun 8 - 12 Auer
14.07 - 16.07	Vollspär	Saar	24 Stonnen
16.07 - 18.07	Vollspär	Péitëng	24 Stonnen
24.07 - 27.07	riets Spur	Saar	vun 9 - 16 Auer
07.08	lénks Spur	Saar	vun 14 - 15 Auer
29.08 - 31.08	lénks Spur	Saar + Péitëng	24 Stonnen
13.09	riets a lénks Spur ofwiesselend	Saar	vun 9 - 16 Auer
19.09 - 20.09	Vollspär	Saar	
20.09 - 21.09	Vollspär	Péitëng	24 Stonnen
21.09 - 22.09	riets Spur	Saar + Péitëng	24 Stonnen
03.11 - 06.11	lénks Spur	Saar + Péitëng	24 Stonnen
06.11 - 08.11	Vollspär	Saar	24 Stonnen
08.11 - 10.11	Vollspär	Péitëng	24 Stonnen
17.11	riets a lénks Spur ofwiesselend	Saar + Péitëng	vun 9 - 16 Auer
24.11	riets Spur	Saar	vun 9 - 16 Auer
08.12	lénks Spur	Péitëng	vun 9 - 14 Auer

2. Dës Späre sinn op den geleefegen Ënnerhalt zréckzeféieren, dee véiermol am Joer kontraktuell stattfënn mat enger Vollspär vu jee enger Woch. Donieft sinn d'lescht Joer geotechnesch Ënnersichunge gemaach ginn, déi och zweemol zu Späre geféiert hunn, vun deenen déi eng gläichzäiteg mam Ënnerhalt kontraktuell stattfont huet. Am Zesummenhang vun dëse geotechneschen Ënnersichungen ass an nächster Zäit eng gréisser Operatioun geplangt, fir Buedemcouchen, déi duerch Waasserinfiltratiounen opgequollen sinn, erauszehuelen. Déi Aarbechte bréngen et mat sech, dat all Kéiers een Tube ganz muss gespaart ginn an de ganzen Trafic da fir d'Lafzäit vun deenen Aarbechten an zwou Richtungen duerch deen aneren Tube muss geleet ginn. Schliesslech waren nach verschidde méi kuertz Späre vun enger Spur, bedéngt duerch dringend Moosname fir Equipementer ze ersetzen oder ze reparéieren, wéi zum Beispill Kameraen, Feiertekteren, asw. Ausserdeem war och zweemol ee guidéierte Besuch am Tunnel mat Spär vun enger Spur. Verantwortlech dofir ass den Verwalter vum Tunnel, dat heescht d'Stroossebauverwaltung.

3. Et entstinn duerch dës Späre keng zousätzlech Käschte well d'Aarbechten, déi gemaach ginn, iwwert d'Ënnerhaltskontrakter lafen.

4. D'Stroossebauverwaltung ass amgaangen drun ze plangen, fir een neie System vu Leitplanke vir an hannert dem Tunnel anzubauen, wat d'Spärzäiten erofsetze kann,

well ee sou méi séier de Verkéier vun enger op déi aner Säit vun der Autobunn ka leeden. Donieft gëtt probéiert duerch eng aner Aarbechtsandeelung Zäit anze-spueren.

Question 1648 (20.3.2007) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant le **reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency)**:

Mengen Informatiounen no gëtt et nach ëmmer ehemoleg Mataarbechter vun der WSA, déi nach keng nei Schaff fonnt hunn. Ech weess awer net wivill, a firwat se nach keng nei Schaff hunn, souwéi ech och net weess wou déi aner Salarié vum der WSA ënnerdaach komm sinn.

Um Site vun der ehemoleger WSA zu Beetebuerg soll et eng Entreprise «Container Logistics Bettembourg» ginn, wou déi virzitéiert Persounen kéinten eventuell beschäftegt ginn.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

1. Ginn et wirklech nach ehemoleg Salarié vum der WSA, déi nach keng nei Schaff fonnt hunn?

2. Wa jo, wivill a wou leien d'Ursachen, firwat datt se nach keng nei Schaff konnte fannen?

3. Wivill vun den ehemolege Salarié vum der WSA sinn effektiv vun Arcelor-Mittal iwwerholl ginn an a wat fir enge Beräicher hunn déi aner eng nei Schaff fonnt?

4. Gëtt et eng Méiglechkeet, fir déi ehemoleg Salarié vum der WSA, déi nach keng Schaff fonnt hunn, eventuell bei der Gesellschaft «Container Logistics Bettembourg» zu Beetebuerg ënnerdaach ze bréngen?

Réponse (30.4.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

1. Jo, et gi leider, an trotz allen Eforte vum der Regierung, nach ëmmer eng Rei ehemoleg Salariéë vum der WSA, déi bis haut nach keng nei Aarbecht fonnt hunn, oder eng nei Aarbecht erëm verluer hunn.

2. 35 Persounen hunn nach keng nei Aarbecht, wouvun der awer zwou eng nei haten an erëm verluer hunn. Wat d'Ursachen ugeet, sou sinn déi objektiver a subjektiver Natur. Esou muss ee festhalen, dass 14 Leit net vun der Arcelor konnten zréckbehale ginn, well se entweder net wollten op Schichte schaffe oder well se mam Salaire net d'accord waren. Et muss een awer och nach derbäi soen, dass zwou Persounen an enger Formation sinn, déi bei engem Erfolleg zu enger Astellung féiere wäert, an eng Persoun ass an enger Mise au travail.

3. 15 Leit si bis elo vum der Arcelor iwwerholl ginn, an de Recrutement ass nach net eriwuer, sou dass et nach ka sinn, dass méi Leit iwwerholl ginn. Déi aner Persounen sinn a ganz verschiddene Beräicher ënnerkomm, dat mat der Hëllef vum Aarbechtsamt.

4. Et gëtt en Aarbechtsgrupp, zesummegeallt aus Verrieder vum der Gewerkschaften, den Delegationen, der Direktion an der Presidentin vum Verwaltungsrat vum der WSA, dem Aarbechtsamt an dem Aarbechtsministère, dee regelméisseg zesummekënn, an dat och öfters ënner mengem Virsaz, fir ze versichen, dass d'Leit sou séier wéi méiglech kënnen placéiert ginn, dat ënner anerem och bei der CLB zu Beetebuerg. Deen Aarbechtsgrupp soll sech a besonnesch ëm déi Leit bekëmmere, déi et aus objektiven Ursache méi schwéier hunn, fir eng nei Schaff ze fannen.

Question 1649 (23.3.2007) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant l'évolution de différents postes du budget de l'État de 1996 à 2006:

Fir en objektiven Iwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vum Lëtzebuerger Stat ze kréien, ass et wichteg d'Entwécklung vum enger Rei vu budgetären Eckwäerter iwwer e laangfristigen Zäitraum ze kennen.

Dofir wéisst ech gäre vum Här Minister wéi de Stand um Enn vum all Budgetsjoer tëscht 1996 an 2006 vum den nofolgende Positionen war (an absoluten Zuelen):

- d'Réserve budgétaire,
- d'Spezialfongen,
- déi verschidde Finanzéierungsmittelen:
 - Emprunts
 - Loi de garantie
 - PPP
- d'Remboursement vum der Dette publique,
- d'Investitiounen, déi iwwer Fonge finanziéiert goufen an
- den Zentralstat

Réponse (30.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Afin de permettre à l'honorable Député de s'exprimer au sujet de l'évolution de la situation financière de l'État, voici les tableaux demandés au sujet de l'évolution à long terme de certains agrégats budgétaires.

Au vu de ces tableaux, il est essentiel de faire remarquer que l'exercice budgétaire 2006 n'est pas encore définitivement clôturé. Conformément à la législation sur la comptabilité de l'État, les opérations de liquidation des recettes et

des dépenses de l'État peuvent en effet se poursuivre jusqu'à la fin du mois d'avril.

Dans ces conditions, il n'est pas encore possible de transmettre à l'honorable Député les chiffres définitifs au sujet de la réserve budgétaire et au sujet de l'avoire des fonds spéciaux à la clôture de l'exercice 2006.

Pour ce qui est de la question relative aux opérations de financement alternatif, désignées par le terme «PPP», il y a lieu de noter que les premiers projets ont seulement été entamés à partir de 2006 et que dès lors aucun paiement n'a été effectué au titre de la période 1996 à 2006 (*tableaux à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Question 1650 (20.3.2007) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant le **Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter)**:

Le nouveau Centre de rééducation situé sur le plateau du Kirchberg a été inauguré en date du 2 février 2007. Ce centre réunit deux spécialités, à savoir la rééducation neurologique et la rééducation traumatologique et orthopédique.

Le complexe du Rehazenter avec ses quelque 13.000 m² dispose de 24 chambres doubles et de 24 chambres simples. À côté des 72 lits pour patients hospitalisés, le Rehazenter peut accueillir chaque jour entre 200 et 300 patients pour des traitements ambulatoires.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Centre de rééducation, fonctionne-t-il déjà dans son intégralité?
- Le Gouvernement, peut-il me communiquer des chiffres quant à l'exploitation actuelle des capacités du Centre?
- Au stade actuel, le Centre dispense-t-il davantage de soins en milieu hospitalier ou ambulatoire?

Réponse (24.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, dit Rehazenter, a commencé à fonctionner dans son nouveau bâtiment au Kirchberg à partir du 19 février 2007, le déménagement ayant eu lieu les 17 et 18 février.

On peut dire qu'à l'heure actuelle l'ensemble des services du nouvel établissement, à part le gymnase, fonctionne dans leur intégralité.

En ce qui concerne l'exploitation des capacités du Centre, elle se présente comme suit:

Semaine du 26 mars au 1^{er} avril:

- 67 patients hospitalisés pour 72 lits avec une liste d'attente de 32 patients. (tous les lits n'ont pas pu être occupés, en raison de l'absence de membres du personnel; les congés ayant été bloqués depuis le mois d'octobre, on évacue actuellement les restants de congé de 2006),

- 334 patients ambulatoires, (de 1 fois 1/2 journée à 7 fois 1 journée entière par semaine), ce qui fait une moyenne de 233,40 patients en traitement ambulatoire en journée entière par jour (sauf samedi et dimanche).

Détail:	-	15 patients	1 x 1/2 jour/semaine
	-	59 patients	2 x 1/2 jour/semaine
	-	79 patients	3 x 1/2 jour/semaine
	-	12 patients	4 x 1/2 jour/semaine
	-	60 patients	5 x 1/2 jour/semaine
	-	2 patients	7 x 1/2 jour/semaine
	-	2 patients	1 x 1 jour/semaine
	-	3 patients	2 x 1 jour/semaine
	-	42 patients	3 x 1 jour/semaine
	-	5 patients	4 x 1 jour/semaine
	-	52 patients	5 x 1 jour/semaine
	-	3 patients	7 x 1 jour/semaine

Au total donc: 401 patients dont 67 hospitalisés, soit 16,71% et 233,40 ambulatoires, soit 83,29%.

Semaine du 9 au 15 avril:

- 66 patients hospitalisés,
- 342 patients ambulatoires; moyenne de 230,90 patients.

Détail:	-	16 patients	1 x 1/2 jour/semaine
	-	55 patients	2 x 1/2 jour/semaine
	-	78 patients	3 x 1/2 jour/semaine
	-	13 patients	4 x 1/2 jour/semaine
	-	65 patients	5 x 1/2 jour/semaine
	-	2 patients	1 x 1 jour/semaine
	-	4 patients	2 x 1 jour/semaine
	-	46 patients	3 x 1 jour/semaine
	-	7 patients	4 x 1 jour/semaine
	-	56 patients	5 x 1 jour/semaine

Au total: 408 patients dont 66 hospitalisés, soit 16,18% et 230,90 ambulatoires, soit 83,82%.

Question 1652 (21.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant la **coopération touristique transfrontalière**:

En date du 14 mars 2007, une conférence interrégionale sur le tourisme transfrontalier s'est tenue à Marville en France. L'objectif de cette conférence, organisée par les Pays de Gaume, Maginot et Meuse était de construire un avenir touristique commun et d'illustrer les enjeux et intérêts concrets des coopérations touristiques interrégionales. En plus était présenté le projet de pôle touristique transfrontalier qui associe les régions susmentionnées dans le but de consolider et renforcer les potentialités d'accueil et de séjour ainsi que de développer la notoriété touristique et les pans de marché de cet espace transfrontalier.

Selon mes informations, le Luxembourg a présenté sa politique en matière de tourisme rural, mais ne fait pas partie de ce projet de coopération touristique interrégionale.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Pour quelles raisons le Luxembourg ne fait-il pas partie de ce projet de pôle touristique transfrontalier?
- Dans cet ordre d'idées, ne devrait-on pas procéder à la création d'une agence de marketing touristique et d'une plate-forme d'informations sur Internet qui offriraient entre autres des produits touristiques transfrontaliers?

Réponse (24.4.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

- L'invitation du département du Tourisme à la conférence interrégionale évoquée par l'honorable Député constituait en fait la première prise de contact qui s'est concrétisée sur initiative des responsables politiques français. Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement n'avait donc, avant cette date, pas connaissance du projet franco-belge présenté à cette occasion. Le département du Tourisme est par ailleurs disposé, tout comme par le passé, à examiner avec la

plus grande attention toute proposition de coopération transfrontalière en matière de tourisme qui lui serait soumise à l'avenir.

- D'une manière générale, la promotion et le marketing touristique du Grand-Duché de Luxembourg relèvent du domaine et font partie des attributions de l'Office National du Tourisme. Celui-ci fournit d'ailleurs, par le biais de ses publications et de son site Internet, un maximum d'informations sur les produits touristiques existants disponibles, y compris transfrontaliers (Luxembourg et Grande Région, capitale européenne de la culture 2007; ISLEKerCard etc.). Tout nouveau produit touristique, qu'il soit national ou transfrontalier, pourra et devrait y trouver la plate-forme adéquate en vue d'une diffusion optimale.

Question 1653 (21.3.2007) de **M. Lucien Thiel** (*CSV*) concernant l'**introduction du principe du pays de destination dans les relations commerciales à distance**:

Au cours du mois d'avril la Commission juridique du Parlement européen sera saisie des propositions émanant du Conseil des Ministres de la Justice et de la Commission européenne visant à introduire le principe du pays de destination dans les relations commerciales à distance.

Sous prétexte d'une meilleure protection du consommateur les autorités européennes ont l'intention d'imposer aux fournisseurs de services en ligne l'obligation de respecter les législations en matière de protection des consommateurs, assez divergentes, des 27 États membres de l'Union européenne.

Cette démarche de l'Union européenne que tous les milieux économiques jugent comme irréaliste, voire désastreuse, risque non seulement de grever les échanges intracommunautaires de frais de gestion considérables - à supporter en dernière instance par le consommateur qu'on prétend protéger - mais va encore à l'encontre des principes fondamentaux du marché unique et n'est autre qu'une tentative camouflée de recourir aux méthodes protectionnistes d'antan.

Le Luxembourg qui a toujours joué la carte de l'ouverture économique risque d'être affecté en premier lieu par le projet des instances européennes. Aussi voudrais-je savoir de Monsieur le Ministre si le Gouvernement est conscient de l'envergure de la menace que représente le projet en question pour l'économie et par ricochet pour le budget de l'État et quelles en seraient plus précisément les conséquences pour

- les activités de commerce électronique intracommunautaire développées ces dernières années au Grand-Duché,

- les services en ligne offerts par les banques établies au Grand-Duché,

- les autres services à distance qui, à l'heure actuelle, tombent encore sous le principe du pays d'origine.

Réponse (2.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

La question parlementaire semble viser la proposition de règlement sur la loi applicable aux obligations contractuelles («ROME I») qui a été soumise au Parlement européen et au Conseil des Ministres par la Commission européenne.

Il s'agit de la communautarisation et de la modernisation de la Convention de Rome de 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles.

En réformant la Convention de Rome, la Commission européenne a l'intention de modifier de manière conséquente la règle de la loi applicable aux contrats conclus par les consommateurs (contrats B2C).

La règle fait dépendre l'ensemble du droit applicable au contrat de celui qui achète. Toute entreprise qui souhaite atteindre des marchés au-delà de nos frontières, serait obligée de s'adapter de manière unilatérale à l'ensemble des droits des États où elle dirige son activité, et non seulement aux seules dispositions impératives des autres États membres, tel que prévu dans le système actuel de la Convention. La nouvelle règle va donc plus loin et amplifie les difficultés de tirer pleinement parti du marché intérieur.

Aux yeux du Gouvernement luxembourgeois, l'ensemble de ce dispositif aura un double effet néfaste quant au bon fonctionnement du marché intérieur: d'abord, les opérateurs économiques seront dissuadés de faire du commerce transfrontalier; ensuite, les opérateurs risquent de ne plus vouloir servir les consommateurs de petits États en raison des coûts trop importants liés à une telle démarche commerciale.

Au cours des discussions relatives à ce projet de règlement au cours des derniers mois, le Gouvernement a exprimé son désaccord avec le contenu du règlement. Il y a lieu de noter que la grande majorité des États membres soutient, dans les grandes lignes, l'approche de la Commission. Face à ce constat et tenant compte du souhait continu du Luxembourg de voir fonctionner correctement le marché unique, le Gouvernement plaide notamment pour une exclusion des services de la proposition de règlement.

Il y a lieu d'observer que ce règlement relève de la codécision du Parlement européen et du Conseil.

Question 1654 (22.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant l'**assainissement de l'étang industriel Arcelor-Mittal à Differdange**:

Selon mes informations, les travaux d'assainissement de l'étang industriel Arcelor-Mittal à Differdange viennent de commencer et devraient durer au moins cinq ans. Environ 100.000 tonnes de boues

vont être enlevées, déshydratées et déshuilées pour ensuite être transportées vers Dortmund en Allemagne où elles sont utilisées dans la cimenterie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer et fournir des détails quant à l'assainissement de l'étang industriel Arcelor-Mittal à Differdange?

- Pour quelles raisons et par quel moyen de transport les 100.000 tonnes de boues seront-elles déplacées vers Dortmund?

- Ne devrait-on pas entamer des pourparlers avec la cimenterie luxembourgeoise en vue d'incinérer ces boues dans la fabrication du clinker et ainsi réduire le transport de boues au minimum?

Réponse (24.4.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1) L'arrêté 1/06/0365 délivré en date du 26 septembre 2006 par le Ministre de l'Environnement autorise l'extraction de 20.000 tonnes de boues déposées au fond des étangs de refroidissement exploités sur les lieux d'Arcelor Profil Luxembourg SA site Differdange. L'autorisation précitée couvre l'utilisation d'une plate-forme flottante automotrice équipée d'une drague, d'un conteneur pour homogénéiser le mélange boues/eau, d'une pompe et de deux filtres-presses. À la sortie des filtres-presses, les boues partiellement déshydratées doivent être stockées dans des conteneurs jusqu'à enlèvement vers un centre de traitement agréé. Ces travaux doivent être réalisés dans un délai de six mois prolongeable jusqu'à un an.

Ad 2) Le dossier de demande et l'arrêté ministériel y relatif, ne concerne que 20.000 tonnes de boues à extraire des étangs de refroidissement. La législation luxembourgeoise impose que les boues ne peuvent être transportées qu'à un centre autorisé à traiter ce type de déchet. Selon les informations de l'Administration de l'Environnement les boues sèches sont transportées via camions à Dortmund.

Ad 3) D'après les informations de l'Administration de l'Environnement, des négociations commerciales ont eu lieu entre les sociétés Arcelor-Mittal et Ciments Luxembourgeois. Ces négociations n'ont cependant pas abouti.

Question 1656 (26.3.2007) de **M. Robert Mehlen** (*ADR*) concernant les **cotisations sociales de la Cepal**:

Am Bilan consolidé 2005 von der Cepal SA, enger Holding déi am Prinzip de Lëtzebuurger Baure gehéire soll, steet ze liesen, datt d'Scholde vis-à-vis vun de Sozialversicherung sech den 31. Dezember 2005 op 1.746.748 Euro (dat mécht ronn 70,5 Millioune Lëtzebuurger Frang) belaf hunn. Deen héije Réckstand bei de Sozialversicherung ass näischt Neits. Ech hat lech virun zwee Joer well eng Fro an dës Saach gestallt an Dir hat mir deemols an Ärer Äntwert versécher, d'Cepal géif net vun engem «traitement de faveur» profitieren (*cf. compte rendu N°9/2004-2005*). D'Cepal hätt beim Comité directeur vun den Assurances sociales eng «Gnadenfrist» gefrot, well si amgang wär, Immeuble un de Stat ze verkafen a si hätt am September 2004 dës «Délai de grâce» zougestane kritt. Ech huet; déi Recetté sinn och am Bilan opgefouert, an awer ass d'Schold bei de Sozialversicherungskeesen iwwer 1,7 Millioune Euro, bei engem durchschnëttleche Personalbestand vun 170 Persounen!!!

Dës erstaunlech Feststellung bréngt mech derzou, lech, Här Minister, folgend Froen ze stellen:

1. Wéi ass dës Situatioun ze erklären, virum Hannergrond vun Ärer Äntwert op meng Froen vum März 2005?

2. Wéi ass dat méiglech, wou de Stat eleng de «Kuelbecherhaff» fir véier Millioune Euro vun der Cepal kaf huet, an domat dëse Réckstand hätt kënnen éliminéiert ginn?

3. Virum Hannergrond, datt de Stat nach weider Immobilie vun der Cepal kaf huet, huet sech dës Situatioun eventuell an Tëschenzäit normaliséiert? Wéi géift Dir déi aktuell Situatioun an dësem Dossier beschreiwen?

4. Wann déi Situatioun sech nach ëmmer net normaliséiert huet, sidd Dir bereet, am Respekt vum Gläichbehandlungsprinzip, déi entsprechend Mesuren ze ergräfen? Wa jo, wat fir eng?

Réponse (9.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Eu égard à la complexité de la matière, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse rédigée en langue française.

Dans ma réponse à la question parlementaire N°0366 posée par l'honorable Député le 20 mars 2005, j'avais rappelé le principe suivant: «S'il est certes dans l'intérêt public de disposer d'une information adéquate sur le recouvrement des cotisations de sécurité sociale, cette information ne peut être dispensée au détriment de la protection des données individuelles, garantie par la loi; raison pour laquelle les mandataires et les agents des organismes de sécurité sociale sont tenus au secret en la matière, au risque de s'exposer à des poursuites pénales.»

À l'époque de cette première question parlementaire, dix sociétés du groupe Cepal faisaient l'objet d'un recouvrement forcé, représentant une dette globale de 2.345.230 euros. En vertu d'un plan de remboursement consenti par le Centre commun en présence de garanties sous forme d'immeubles, la dette envers les assurances sociales de l'ensemble des sociétés composant le groupe Cepal a été continuellement réduite en sorte que deux ans plus tard plus que deux sociétés (Agriconsult et Luxviande) étaient visées par le recouvrement forcé, avec une dette globale de 892.522 euros.

Le produit de la vente de certains immeubles appartenant à Cepal, comme celle du «Kuelbecherhaff», a certes permis l'apurement partiel des cotisations arriérées, mais les sommes libérées se sont révélées insuffisantes pour solder l'ensemble des créances du Centre commun.

Jusqu'à présent le Centre commun a tenu en suspens les poursuites contre les deux sociétés afin de permettre à la Cepal SA de mener à bonne fin la vente de silos à grains au prix d'environ 2,4 millions d'euros.

Il y a lieu de souligner que le principe de l'égalité de traitement a été observé par le Centre commun et qu'aucune «faveur» n'a été accordée au groupe Cepal. En effet il est de pratique constante qu'un débiteur présentant des garanties suffisantes sous forme d'immeubles se voit accorder des délais en vue de se procurer les liquidités nécessaires par la réalisation de ses immeubles.

Question 1657 (26.3.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **situation dans la République démocratique du Congo**:

Lëtzebuerg huet d'Friddensbeméiungen an der Demokratescher

Republik Kongo ënnerstëtzt, souwéi Lëtzebuerg och mat an der Iwwerwaachung vun de Wahlen am Kongo implizéiert war.

D'Réussite vun deene Wahle gouf als wichteg Element am Friddensprozess an der Regioun vun de grouse Séie weltweit ugesinn.

Leider ass et awer sou, datt wuel Parteien a Kandidate sech konnte méi oder wéineger fréi un de Wahle bedeelegen, mä no de Wahlen ass besonnesch den Haaptoppositiounsleader Jean-Pierre Mbemba kontrolléiert an harceléiert ginn, an och soss zimlech all Oppositioun repressiv ënnerdréckt ginn.

Dest obwuel den Här Roeland Van de Geer, den europäesche Gesandte fir d'Regioun vun de grouse Séien, déi nei kongolesesch Regierung opgefouert huet, den Dialog mat den Oppositiounscheffen ze sichen, am Interesse vun Fridden, an datt d'EU och all Beméiungen an déi Richtung géif ënnerstëtzen. Och huet hie gefuerdert, datt den Dialog mam Etienne Tshisekedi wa Mulumba, dem President vun der Partei UDPS, soll gesicht ginn, e Politiker dee sech net un de Wahle bedeelegt huet, well en der Meinung war, datt se vu virop trukéiert wieren.

Den EU-Gesandten huet awer gläichzäitig deklariert, datt d'EU géif d'Souveränitéit am Kongo respektéieren, an den aktuelle Prozess am Kongo géif ënnerstëtzen.

Leider gesäit den aktuelle Prozess an der Hauptstadt Kinshasa sou aus, datt den Oppositiounsleader Mbemba sech aus Angscht viru Repressiounen an der südafrikanescher Ambassade a Sécherheet bruecht huet a souguer de kongolesesch President Josef Kabila a Südafrika geflücht wier.

A Kinshasa sinn eeschthaf Konflikter mat Asaz vu schwéiere Waffen amgaangen, a villes deit op e Biergerkrich hi wann d'Situatioun net entschäerft ka ginn.

Déi Leitragend sinn déi wierlooss Bierger aus der kongolesesch Hauptstadt.

A Lëtzebuerg gëtt et eng relativ grouss kongolesesch Communautéit a sécherlech och kongolesesch Statsbierger, deenen hiren Asylantrag ofgelehnt gouf an déi riskéieren zréckgeschéckt ze ginn, mam Argument, datt am Kongo keng akut Gefor fir si wier.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Ass der Regierung bekannt, datt sech d'Konflikter an der Demokratescher Republik Kongo zouspëtzen an de Risk vun engem Biergerkrich besteet?

2) Ass der Regierung bekannt, datt dem President Josef Kabila säi Regime amgaangen ass d'Oppositioun mat alle Mëttelen ze zerstéieren, anstatt wéi erwünscht den Dialog mat hinnen ze sichen?

3) Wat gedenkt d'Lëtzebuurger Regierung, déi jo dem Josef Kabila säi Regime ënnerstëtzt, zesumme mat der EU, ze ënnerhuelen, fir datt den «demokratesch» gewielte President net weiderfiert mat sengen diktatoreschen a repressive Methoden?

4) Wéi kënnen d'Mënschen an deem Land jeemools un d'Demokratie gleewen, wa se permanent mat Repressioun an Diskriminatioon konfrontéiert ginn duerch den neien/ale President, dee seng Methoden net geännert huet?

5) Sinn nach UNO- oder soss Fridenstruppen am Kongo am Asaz, wa jo, wou a wivill, a mat wat fir enger Missioun?

6) Wivill kongolesesch Statsbierger hunn hei am Land Asyl ugefrot, hiren Asylantrag refuséiert kritt a riskéieren zréckgeschéckt ze ginn an e Land, wou hiert Liewen a Gefor ass?

7) Kann deene virzitéierte Mënschen net trotz der Ofso awer Asyl

zougestane ginn, weinst der geféierlecher Situatioun am Kongo?

Réponse commune (8.5.2007) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

D'Regierung ass sech bewusst, datt no den éischte früie Wahlen an der Geschicht vun der Demokratescher Republik Kongo (RDC), d'Lag nach net iwwerall stabel ass. Aus dësem Grund ënnerstëtzt Lëtzebuerg an d'EU weiderhin dat Land op sengem Wee fir méi Stabilitéit, Demokratie a Wuelstand. D'Wahlen, déi der internationaler Communautéit no uerdentlech ofgelaf sinn, waren eng wichteg Etapp op deem Wee zu méi Stabilitéit, am Sënn vum «peacebuilding».

D'Regierung ass der Iwwerzeugung, datt nëmmen en inklusiven Dialog an e konstruktiv Zesummeschaff zwëschen der kongolescher Regierung an der Oppositioun d'Land op Dauer stabiliséieren a befridde kënnen. D'EU huet den Här Kabila dofir widderhuelt dozou opgeruff, der politescher Oppositioun deen néidege Spillraum zougestoen. Si verfollegt d'Entwicklungen um Terrain genee an zéckt net, dem kongolesesch President eis Präoccupatiounen matzedeelen. E konstruktiven Dialog schéngt eis am Moment dat probatse Mëttel fir d'Befriddung an den Opbau vum Land. Elo geet et drëm, fir e Rechtsstat opzebauen an déi demokratesch Errongenschaften ze festegen.

D'UNO's Missioun an der RDC (MONUC) ass mat iwwer 17.000 Zaldote virun allem zu Kinshasa an am Nordoste vum Land stationéiert fir de Fridden ze sécheren. D'Mandat vun der EUFOR, déi d'MONUC während der Zäit vun de Presidentschafts- a Parlamentswahlen ënnerstëtzt huet an un där och Lëtzebuerg aktiv bedeelegt war, ass nom erfollegräichen Oflaf vun deene Wahlen den 30. November 2006 ausgelaf an d'europäesch Truppen hu sech dorophin zréckgezunn.

Op offiziell Ufro vun der kongolesesch Regierung beréit an assistéiert d'EU d'Reform vum Sécherheessektor am Rahme vun der Missioun EUSEC-R.D.Congo a beréit d'kongolesesch integréiert Police-Eenheeten an dem Sënn, datt se no deene beschten internationale Massstäb handelen (EU-POL - Kinshasa).

Zënter 2003 gouf et 72 Ufroe vu kongolesesch Statsbierger fir Asyl hei am Land. Dëst Joer läit nach keng Ufro fir. Zënter 2003 gouf an zéng Fäll de Statut vum «réfugié» am Sënn vun der Genfer Konventioun vun 1951 accordéiert. An 39 Fäll gouf den Asylantrag refuséiert, mä d'Prozedur ass nach net ofgeschloss. Véier Persoune kruten Asyl op Basis vun humanitäre Kritären. An 22 Dossieren ass nach keng Décisoun geholl ginn an 18 Persoune sinn am Moment um Enn vun der Prozedur ukomm.

All Asylantrag gëtt no deeneselwechte Kritären traitéiert a gëtt individuell an objektiv ënnersicht. D'politesch Situatioun am Ursprongsland gëtt natierlech och a Considéiratioun geholl. Wann eng Ufro definitiv refuséiert ginn ass, gëtt den Dossier nach eng Kéier analyséiert fir iwwer de Retour an d'Ursprongsland ze decidéieren. Wann et materiell onméiglech ass, den Demandeur zréckzeschécken, well d'Situatioun am Land zum Beispill geféierlech ass, da kann e «statut de tolérance» accordéiert ginn. D'Regierung accordéiert awer net systematesch de «statut de tolérance» fir déi kongolesesch Demandeur, deenen hir Ufro refuséiert ginn ass.

Question 1659 (26.3.2007) de **Mme Colette Flesch** (*DP*)

concernant l'**accès direct des agences officielles américaines aux données bancaires d'Européens**:

La presse fait état du fait que des agences officielles américaines auraient un accès direct à l'ensemble des données bancaires d'Européens. Cet accès serait rendu possible par les filiales de banques européennes établies aux États-Unis. Le Président du collège pour la protection des données personnelles néerlandais ayant pris connaissance de ces informations aurait demandé à la Banque néerlandaise, remplissant la fonction d'autorité de contrôle des marchés financiers néerlandais, d'informer les clients des banques établies aux Pays-Bas que les données les concernant pouvaient être transmises aux autorités américaines.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Le Ministre est-il au courant des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, le Ministre peut-il m'indiquer si à sa connaissance des banques luxembourgeoises et autres filiales de banques étrangères établies au Luxembourg ont transmis des informations sur leurs clients à leurs filiales ou maisons mères aux États-Unis?

- Ces informations ont-elles été remises ou pourraient-elles avoir été remises aux autorités américaines et ceci en dehors de toute demande formelle d'entraide judiciaire?

- Si tel devait être le cas, que compte faire le Ministre afin de protéger les intérêts des clients luxembourgeois et étrangers auprès des banques établies au Luxembourg?

- Quelle attitude le Gouvernement luxembourgeois entend-il prendre sur cette question au sein des instances européennes?

Réponse (5.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Ainsi qu'il résulte des déclarations faites par le Président du collège néerlandais pour la protection des données personnelles ainsi que des réponses fournies par le Ministre néerlandais des Finances au Parlement néerlandais, les informations dont a fait état la presse néerlandaise concernent toujours le fonctionnement de SWIFT.

En l'absence d'indications allant au-delà de ce qui était déjà connu, je me permets dès lors de renvoyer aux réponses que j'ai fournies aux questions parlementaires N°1133 et N°1325 (*cf. compte rendu N°1 et N°3/2006-2007*).

Question 1661 (27.3.2007) de **MM. Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** (*CSV*) concernant l'**encadrement médical efficace dans la région du nord du pays**:

Il a été porté à notre connaissance que les citoyens vivant dans le nord du Grand-Duché sont confrontés à des problèmes liés au service médical d'urgence. Il semble que ce service d'urgence ne soit pas toujours garanti, comme il n'y a pas assez de médecins disponibles pour l'assurer. En cas d'urgence les patients doivent attendre parfois pendant de longues heures avant d'être soignés.

La situation s'avère aussi intenable pour les médecins qui assurent le service médical d'urgence et qui doivent, vu l'étendue de la région nord de notre pays, parcourir énormément de kilomètres en une journée de garde. Un bon service au patient est donc loin d'être garanti.

Nous référant à la question parlementaire N°1541 de Monsieur le Député Jean-Pierre Koepf (*cf. compte rendu N°8/2006-2007*) nous devons mentionner dans ce même contexte le service de garde des pharmacies dans le nord du Grand-Duché. Suite au système de garde en vigueur, les patients - à l'exception de ceux vivant dans la région Nordstad - sont forcés de se déplacer parfois de quelque 50 kilomètres ou même davantage pour obtenir les produits pharmaceutiques prescrits par le médecin.

En cas de véritable «urgence», des patients de la région nord du pays sont donc confrontés à beaucoup de désagréments, faute de systèmes de garde efficaces.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- De quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir afin d'assurer un encadrement médical efficace dans la région nord du pays?

Réponse (30.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

La question des honorables Députés Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf et Marco Schank me donne en premier lieu l'occasion de préciser deux notions qui dans le discours quotidien sont souvent confondues. En dehors du service médical d'urgence, assuré par les médecins agréés des hôpitaux dans le cadre du suivi de garde de ces hôpitaux, il n'existe pas de service médical d'urgence au niveau des médecins établis en pratique libérale en dehors du secteur hospitalier. Le service SAMU est à considérer comme antenne mobile d'un hôpital en outre l'extension vers l'extérieur d'un service hospitalier.

Par contre il existe un service de remplacement destiné aux demandes moins urgentes organisé entre eux en journée par les médecins-généralistes établis au pays. Un service de remplacement est organisé depuis 2002 sur le plan national pour la nuit couvrant la période de 22 heures à 6 heures. Le service fonctionne dans les trois régions sanitaires à partir des trois points d'attache situés respectivement à Luxembourg-ville, Esch/Alzette et Ettelbruck et est assuré par respectivement deux ou trois médecins qui ont à leur disposition des voitures avec chauffeur.

Le mode de fonctionnement est identique dans les trois régions. Il est vrai que les distances dans le nord du pays sont plus importantes, ce qui peut causer un temps d'attente plus long. Ce désavantage par rapport à d'autres régions est cependant compensé par un nombre d'appels moins élevé.

L'expérience de ce service national et les conclusions en tirées ont amené le Ministre de la Santé à entamer des discussions avec le Syndicat des médecins afin d'étendre ce service - ou un service comparable - aux périodes diurnes des week-ends et des jours fériés. Aussi est-il prévu de faire avancer le début du service nocturne de 22 heures à 20 heures.

En ce qui concerne le service de garde des pharmacies, un remaniement de la répartition des gardes devrait permettre à l'avenir une meilleure disponibilité - sans toutefois pouvoir compenser complètement les aléas découlant de la situation géographique.

La création récente d'une nouvelle concession de pharmacie à Erpeldange devrait aussi, dès l'ouverture de cette pharmacie, améliorer la couverture et le service envers les patients.

Question 1663 (28.3.2007) de **M. Laurent Mosar** (*CSV*) concernant la **taxe d'infrastructure perçue par les communes**:

Les communes du Grand-Duché prélèvent une taxe d'infrastructure servant au financement de l'adaptation et de l'entretien de l'infrastructure générale comme par exemple les réseaux de gaz, d'électricité et d'eau ou encore la voirie publique.

En règle générale, cette taxe est due lors de la délivrance de l'autorisation de construire pour tout nouvel immeuble.

La construction d'une maison est pour la grande majorité de nos citoyens un projet énorme, accompagné d'un endettement à long terme.

Certaines communes ont récemment augmenté considérablement leurs taxes d'infrastructures perçues auprès des personnes réalisant un projet de construction.

Vu les développements ci-dessus j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la hausse de ces taxes compte tenu des principes de l'égalité de traitement des citoyens d'une part et de l'autonomie communale d'autre part?

Réponse (9.5.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain a apporté certaines précisions relatives au financement des infrastructures publiques. Comme les communes semblaient éprouver des difficultés lors de l'adaptation de leurs règlements aux nouvelles dispositions légales, j'ai adressé le 20 novembre 2006 une circulaire (n°2603) aux administrations communales pour préciser l'application concrète de ces textes.

La loi fait en effet une nette distinction entre le financement des travaux de viabilisation de terrains (art. 24(1)) et le financement des équipements collectifs (art.24 (2)).

Travaux de viabilisation de terrains (art. 24(1))

Les travaux de viabilisation de terrains comprennent les travaux de voirie et d'équipements publics, limitativement énumérés par la loi (art. 23, al.3), à savoir l'aménagement des réseaux de circulation, des conduites d'approvisionnement, des réseaux d'évacuation, des réseaux de télécommunication, des installations d'éclairage, des espaces collectifs, des aires de jeux et de verdure ainsi que des plantations. Les frais résultant de ces travaux concernant par définition toujours la viabilisation d'un terrain respectivement d'un ensemble de terrains bien précis sont obligatoirement à charge des propriétaires concernés.

La loi dispose (art. 24 (1)) que les dépenses engendrées par ces travaux et préfinancées par la commune sont récupérées auprès des propriétaires concernés.

En vue de la récupération auprès des propriétaires concernés des dépenses engendrées par les travaux de voirie et d'équipements publics préfinancés par la commune, il y a lieu de dresser un tableau de ces dépenses et de déterminer les quotes-parts de ces dépenses à imputer aux situations concernées.

Par la suite la participation aux frais est calculée par l'administration communale pour chaque propriétaire en fonction soit de la longueur de la propriété donnant sur la voie publique, soit du volume à cons-

truire, soit de la surface utile, soit de la surface totale de la propriété, soit en fonction d'un système combinant ces critères. Les conditions et modalités de cette récupération sont fixées par le conseil communal dans un règlement soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

En ce qui concerne les frais occasionnés par la réparation, la réfection ou le remplacement de la voirie ou d'un équipement existant vétuste ou inadapté la loi dispose expressément (art. 24 (1), al.5) que ces frais ne peuvent être mis à la charge des propriétaires des fonds desservis. Ces dépenses sont donc à charge de la caisse communale. La loi prévoit une exception au cas où les travaux en question permettent la création de nouvelles places à bâtir c'est-à-dire une viabilisation supplémentaire de fonds. Dans ce cas la commune peut exiger une participation aux frais de la part des propriétaires dont les fonds sont dorénavant constructibles.

Il résulte des considérations qui précèdent que les frais résultant de la viabilisation de terrains ne peuvent être récupérés que dans les cas précis définis par la loi sans que la commune ne puisse fixer des taxes forfaitaires pour couvrir les frais qui en résultent.

Les équipements collectifs (art. 24 (2))

Par équipements collectifs on entend toutes les infrastructures publiques nécessaires à la vie collective et servant en principe à l'ensemble des résidents d'une commune, d'un village ou encore d'un quartier d'une ville.

Il s'agit des écoles, cimetières, installations sportives et culturelles, collecteurs d'égouts, stations d'épuration et autres.

Pour le financement des équipements ainsi définis, le conseil communal peut fixer une taxe de participation à prélever lors de la création de chaque nouvelle unité affectée à l'habitation ou à toute autre destination.

Cette taxe devient exigible au moment de la création effective d'une nouvelle unité d'habitation ou autre. Le règlement communal peut ainsi prévoir que le montant de la taxe soit à consigner à la caisse communale lors de la délivrance de l'autorisation de construire.

Il est entendu que lorsque la commune établira son état des dépenses à répercuter, elle ne tiendra compte que du coût net (coût brut diminué des subsides étatiques et des taxes de raccordement) par unité d'habitation ou autre pour définir ses taxes.

Contrairement à la participation obligatoire des propriétaires des terrains aux frais résultant de la viabilisation de leur terrain au moment où ces terrains deviennent des places à bâtir la taxe à l'équipement collectif est une taxe facultative. L'introduction d'une telle taxe ainsi que la fixation de son montant relève de l'appréciation du conseil communal qui en décide dans le cadre d'autonomie de décision sur le territoire de sa commune. Voilà pourquoi, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a invité les communes à s'imposer une certaine retenue et ne pas exiger l'intégralité du montant qu'elles pourraient exiger afin de ne pas trop renchérir le coût des constructions.

En effet, par l'introduction de cette taxe et notamment par la définition de son niveau, la commune peut encourager ou décourager l'accueil de nouvelles unités (d'habitations ou autres) sur son territoire.

Finalement et pour être complet il convient de rappeler que par le passé - et en l'absence de taxes communales spécifiques - tous les équipements collectifs des communes ont toujours été financés par les retombées financières au

niveau de la dotation étatique respectivement au niveau de l'impôt foncier et de l'impôt commercial communal et de sa péréquation financière engendrées par l'accueil de nouveaux résidents ou de nouvelles activités commerciales. D'ailleurs, les communes à forts revenus par habitant au niveau de l'impôt commercial communal ont intérêt, encore aujourd'hui, à favoriser l'accueil de nouveaux résidents afin de réduire leur taux de contribution à la péréquation intercommunale et ceci également dans le but d'établir un certain équilibre entre les lieux d'habitation et les lieux de travail.

Il résulte des considérations qui précèdent que sur le territoire communal l'égalité des citoyens est parfaitement conservée, mais que d'une commune à l'autre il peut y avoir des différences au niveau des taxes communales au même titre qu'il y a des différences au niveau des services offerts et des revenus non affectés par habitant.

Question 1664 (28.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** (*CSV*) concernant l'**harmonisation des législations européennes sur les permis deux-roues**:

Les détenteurs d'un permis permettant de circuler en moto ou en scooter de 125 cm² n'ont pas le droit de rouler avec leurs engins dans des pays qui appliquent une législation différente de la nôtre. En effet, les législations nationales des 27 pays de l'UE sont très hétérogènes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la législation en la matière dans les pays européens et plus particulièrement dans nos pays voisins?

- Est-ce qu'une harmonisation européenne est en vue et le cas échéant quand pourra-t-elle entrer en vigueur?

Réponse (8.5.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert sur la législation régissant la conduite de motocycles légers (≤ 125 cm²) relevant de la sous-catégorie A1 du permis de conduire, sous couvert d'un permis de la catégorie B (voiture automobile à personnes). À cet égard elle met en avant l'hétérogénéité de la législation appliquée en la matière dans les différents États membres de l'Union européenne.

D'emblée, il y a lieu de relever que la législation communautaire régissant le permis de conduire découle de la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire, telle qu'elle a été modifiée dans la suite. La directive précitée a fait l'objet d'une refonte sous forme de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire (3^e directive sur le permis de conduire) dont la date de mise en application est le 19 janvier 2013.

Pour ce qui est de la problématique soulevée par l'honorable Députée, il échet de souligner qu'en vertu des textes légaux précités, les États membres peuvent autoriser la conduite de motocycles légers sous couvert d'un permis de conduire de la catégorie B. La conduite de ces véhicules étant pourtant limitée au territoire de l'État membre ayant délivré le permis de conduire.

En l'absence d'une disposition contraignante en la matière au niveau communautaire, il est vrai que les conditions d'accès à la conduite des motocycles légers

peuvent varier d'un État membre à l'autre.

Pour ce qui est de la situation dans nos pays voisins, en Belgique et en France, la conduite de ces véhicules est autorisée à condition d'être titulaire du permis de conduire de la catégorie B depuis deux ans au moins; en France, les titulaires doivent en outre suivre une formation d'une durée minimale de trois heures. En Allemagne, la conduite de motocycles légers requiert la détention de la sous-catégorie A1 du permis de conduire. Tel est également le cas au Luxembourg où cette approche a été retenue pour des considérations de sécurité routière alors qu'il est largement établi que la conduite d'un deux-roues motorisé varie de celle d'une voiture automobile à personnes et requiert dès lors des formations et examens spécifiques tenant compte des particularités de ces véhicules.

Une harmonisation au niveau européen des dispositions régissant la conduite de motocycles légers n'est d'ailleurs pas envisagée. En effet, les dispositions afférentes des directives communautaires relatives au permis de conduire, précitées, sont le résultat d'un compromis à ce sujet.

Question 1665 (29.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant l'**inhalation de substances volatiles à des fins psychotropes - Phénomène du «sniffing»**:

Il y a quelques années, les fabricants de Tipp-ex ou de marqueurs ont dû diminuer la présence de solvants dans leurs produits. Le mode de sniffer des solvants était déjà palpable parmi les jeunes. Aujourd'hui, ces jeunes ont trouvé des alternatives tout aussi euphorisantes. De plus en plus ce sont les briquets à gaz qui sont utilisés pour se doper. Ces gaz produisent un effet presque immédiat après inhalation.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelles sont les conséquences de l'inhalation de ces gaz sur la santé des consommateurs?

- Existe-t-il des chiffres quant à ces pratiques au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'inclure cette nouvelle drogue dans les mesures de sensibilisation des groupes cibles?

Réponse (19.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le gaz de briquet est généralement constitué de butane volatil issu de la famille des hydrocarbures saturés. L'inhalation du gaz en question agit sur le système nerveux central suite à l'absorption rapide par les alvéoles pulmonaires. L'effet perçu ressemble à celui d'une intoxication instantanée à l'alcool. D'autres effets associés sont la perte d'équilibre, des altérations perceptives, des sensations d'euphorie et la perte des inhibitions.

Selon la quantité inhalée, le produit cesse d'agir après quelques secondes, quelques minutes ou quelques heures. Les répercussions postexposition à court terme peuvent comporter un état de somnolence, des céphalées, des états nauséux et une capacité de concentration réduite. Les effets à long terme et des expositions massives peuvent induire des lésions cérébrales, hépatiques et rénales. En tout état de cause, les dommages en termes de santé sont fonction de la durée de l'exposition.

Contrairement à la qualification choisie par les honorables Députés, il ne s'agit pas de la

consommation d'une «nouvelle drogue» mais bien d'un usage détourné d'une substance qui entre dans la composition de nombre de produits commercialisés de façon tout à fait légale. Aussi, la consommation de substances volatiles et de solvants s'observe depuis les années 50 au départ de l'Amérique du Nord et de la Suède.

De façon générale, la consommation de gaz volatils et de solvants connaît une prévalence élevée avant tout au sein de populations issues de milieux socialement et économiquement défavorisés. Au Luxembourg l'abus de gaz volatils à des fins psychoactives est peu répandu. La proportion de personnes qui consultent les services de traitement spécialisés pour des problèmes liés à l'inhalation de solvants ou de substances volatiles est quasi nulle. En référence aux enquêtes les plus récentes portant sur la population de jeunes en âge scolaire, on retiendra que le Luxembourg (3,5%) se place bien en dessous de la moyenne européenne (10%) en ce qui concerne la prévalence-vie de l'inhalation de gaz volatils à des fins psychoactives.

Étant donné que mon Ministère s'appuie sur une conception holistique du phénomène des drogues et des addictions, la consommation de solvants et de substances volatiles fait partie des centres d'intérêts des efforts de prévention au même titre que des substances illicites, l'alcool et le tabac.

Question 1666 (29.3.2007) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l'extension du réseau de pharmacies:

La déclaration gouvernementale d'août 2004 prévoit «l'extension du réseau de pharmacies en vue d'assurer une présence régionale et décentralisée». Dans sa réponse à la question parlementaire N°0944 du 8 mars 2006 relative à la création de nouvelles concessions de pharmacie (cf. *compte rendu N°9/2005-2006*), Monsieur le Ministre avait indiqué qu'un plan d'ensemble devrait faire ressortir les besoins locaux et régionaux en pharmacies et qu'il était en train de l'examiner.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles conclusions se sont dégagées de ce plan?

- Plus précisément, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur l'état actuel de cette extension du réseau de pharmacies? Qu'en est-il pour les régions de Pétange et de Dippach?

- Dans quels délais une telle extension pourra être réalisée?

Réponse (19.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

En vue de l'extension du réseau de pharmacies prévue à la déclaration gouvernementale, j'ai effectivement fait élaborer par mes services un plan d'ensemble des besoins locaux et régionaux en pharmacies.

La démographie est en évolution constante. Une extension du réseau des pharmacies s'impose ne serait-ce que pour tenir compte de l'augmentation de la population.

L'extension du réseau suit actuellement son cours conformément aux besoins mis en évidence par le prédict plan d'ensemble.

Une concession vient d'être déclarée vacante à Erpeldange. Une déclaration de vacance est en cours pour la commune de Dippach, suite à l'avis favorable du collège échevinal de cette commune. La

prochaine déclaration de vacance concernera la commune de Pétange, et plus précisément la localité de Pétange même.

D'autres créations de pharmacie sont envisagées à moyen terme.

Question 1670 (30.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la transposition de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales:

La directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur a été signée par le Parlement européen et le Conseil le 11 mai 2005. La directive vise à améliorer les droits des consommateurs et à faciliter les échanges commerciaux transfrontaliers en harmonisant les règles divergentes des États membres relatives aux pratiques commerciales des entreprises vis-à-vis des consommateurs. Elle décrit entre autres les pratiques malhonnêtes qui seront interdites dans l'Union européenne, telles que la vente forcée, les pratiques commerciales trompeuses et la publicité déloyale.

Dans ce contexte nous aurions aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Le Grand-Duché a-t-il ou entend-il modifier sa législation dans le sens de la directive européenne?

- Qu'en est-il du commerce par courrier en provenance de nos pays voisins qui n'appliquent pas encore la directive?

Réponse (7.5.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

La directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur sera transposée en droit interne dans le cadre du Code de la Consommation actuellement en cours de préparation dans les services du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

Comme la directive a été négociée en collaboration étroite entre les services du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et ceux du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur en raison de leurs compétences respectives en la matière, le Ministère des Classes moyennes a également été associé au comité d'accompagnement chargé des travaux préparatoires à la rédaction d'un Code de la Consommation.

Comme toute transposition de directive européenne en droit luxembourgeois, cette transposition entraînera forcément des modifications par rapport à la législation actuelle, l'objectif poursuivi par ladite directive étant d'atteindre un niveau maximum d'uniformité et de transparence de nature à renforcer la confiance des consommateurs dans les échanges commerciaux transfrontaliers et à permettre aux entreprises de faire la promotion de leurs produits et les vendre aux 450 millions de consommateurs de l'Union européenne de la même manière qu'à leurs clients de proximité.

En ce qui concerne le commerce par courrier en provenance des pays voisins qui ne respecterait pas les dispositions protégeant les consommateurs des pratiques commerciales déloyales, sous prétexte que leur pays d'origine n'a pas transposé la directive, il est utile de rappeler que la directive primant le droit national ses dispositions s'appliqueraient de facto.

Question 1671 (2.4.2007) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant la représentation du lion stylisé figurant sur le nouveau passeport biométrique:

À partir du 28 août 2006 est délivré un nouveau passeport biométrique. Ce passeport est relié d'un couvercle souple de couleur bordeaux-rouge sur lequel figure notamment un lion stylisé. Les dispositions qui règlementent les détails de ce nouveau passeport biométrique sont prévues dans le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant règlement d'exécution de la loi du 14 avril 1934, concernant les passeports biométriques, les titres de voyage pour étrangers, apatrides et réfugiés et l'établissement d'un droit de chancellerie pour légalisations d'actes.

Je voudrais donc savoir de Messieurs les Ministres:

- Qui est l'auteur de cette représentation du lion stylisé figurant sur le nouveau passeport biométrique?

- Cette représentation du lion est-elle celle retenue dorénavant de façon officielle dans les documents luxembourgeois?

- Cette représentation a-t-elle été soumise pour avis à la Commission héraldique de l'État prévue à l'article 9 de la loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux? La Commission a-t-elle donné un avis favorable?

- Dans l'opinion publique cette représentation suscite sourires et commentaires alors qu'elle fait arborer au lion un signe ostentatoire de masculinité. Est-ce voulu?

Réponse commune (8.5.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean Asselborn**, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Le logotype figurant sur le couvercle du passeport biométrique représente un lion inspiré de celui des armoiries du Grand-Duché de Luxembourg.

Ce lion stylisé constitue un élément essentiel de l'identité graphique du Gouvernement depuis 2004.

Lors de sa séance du 14 mai 2004, le Conseil de Gouvernement avait en effet décidé que le lion stylisé en question était à utiliser par l'ensemble des ministères dans leurs relations avec des tiers et devait figurer sur toutes les publications au sens large du Gouvernement.

À noter que, au vu du fait que le visuel retenu est une adaptation du lion des armoiries du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement l'avait soumis pour avis à la Commission héraldique qui s'est prononcée le 4 mars 1999.

Plusieurs modifications ont été effectuées au niveau du graphisme par une agence de publicité luxembourgeoise afin de styliser le lion des armoiries et d'en moderniser l'image, tout en gardant son aspect solennel.

À la fois moderne, dynamique et possédant la dignité d'un emblème national, il doit inspirer sérénité et confiance.

Toutes ces considérations ont conduit un groupe de travail, composé de hauts fonctionnaires des Ministères des Affaires étrangères et de l'Immigration, de la Justice et de la Fonction publique et de la Réforme administrative, à proposer au Gouvernement de le faire figurer également sur le couvercle du nouveau passeport biométrique.

En date du 22 juin 2006, le Conseil de Gouvernement a approuvé la proposition du groupe de travail et a autorisé Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration à émettre le nouveau passeport biométrique au plus tard le 28 août 2006.

Le Gouvernement a émis, depuis le 28 août 2006, 16.158 passeports biométriques et à ce jour il n'a pas eu écho de ce que le lion stylisé ait suscité de façon systématique sourires et commentaires dans l'opinion publique.

Question 1678 (6.4.2007) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le projet «Presse à l'école»:

Le projet «Presse à l'école» destiné aux élèves des lycées qui a connu un grand succès pendant des années a été soumis à une révision par entre autres la confection d'un kit donnant des informations sur le fonctionnement de la presse au Luxembourg ainsi que du matériel pédagogique pour les cours de langues allemande et française.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il vrai que malgré l'engagement aussi bien d'un nombre d'enseignants que de journalistes le projet n'a jusqu'à ce jour pas pu être mis en pratique et si oui quelles en sont les raisons?

- Dans quels délais le projet pourra-t-il être réalisé?

Réponse (30.4.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Étant donné que le projet «Presse à l'école» a manifesté ces dernières années des signes de fatigue, j'ai chargé mes services de constituer un groupe de travail chargé d'élaborer des outils pédagogiques destinés à redonner un nouvel élan à ce projet que je juge intéressant et important dans le parcours de formation des élèves.

Un groupe très dynamique comprenant d'une part des enseignants de langues et d'autre part des journalistes du Conseil de Presse s'est constitué et a réalisé un travail de grande qualité et je ne manquerai pas de les en remercier.

Le matériel rassemblé et produit par les membres du groupe de travail a été confié à une agence de communication qui a réalisé la mise en page et l'illustration du «kit pédagogique».

Le document final nous a été remis sous forme électronique à la mi-mars. Il n'est donc pas encore utilisé dans les lycées car je juge le moment peu opportun de lancer si tard dans l'année scolaire un projet qui mérite une attention plus importante.

Mes services sont en train d'établir un calendrier de lancement du projet qui va être annoncé sous peu aux lycées, de sorte que des projets concrets pourront être réalisés sur base du «kit pédagogique» dès la rentrée 2007/2008.

Question urgente 1679 (10.4.2007) de **M. Félix Braz** (DÉI GRENG) concernant le placement d'une fillette de douze ans au Centre pénitentiaire de Schressig:

Dans un communiqué de presse de samedi dernier, l'a.s.b.l. «Info Prison» a attiré l'attention de l'opinion publique sur le placement d'une fille de douze ans au Centre pénitentiaire de Schressig.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelle raison cette fillette n'a pas pu bénéficier d'une solution plus adaptée que l'enfermement dans la prison de Schressig?

- Est-ce qu'une solution plus acceptable est prévue à court terme pour cette fillette, mais aussi pour les mineurs en général?

Réponse commune (17.4.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice* et **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le Gouvernement, sur base des informations reçues du Parquet, peut confirmer à l'honorable Député que, par deux jugements du 30 mars 2007, le Tribunal de la Jeunesse de Luxembourg a ordonné le placement de deux jeunes filles à la section disciplinaire du Centre pénitentiaire. Ni l'identité, ni l'âge exact de ces deux personnes non résidentes, qui ne semblent pas disposer de domicile fixe, n'ont pu être établis. Une mesure de placement dans un autre établissement a été jugée inadéquate par le Tribunal en raison de la gravité des faits retenus à leur charge. Il appartiendra aux autorités judiciaires, et non au Gouvernement, de déterminer le moment où les personnes pourront être libérées ou être placées dans un autre établissement.

Conformément au principe de la séparation des pouvoirs, le Gouvernement n'entend pas commenter une décision de justice.

Question 1687 (16.4.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les complications techniques de l'hélicoptère de la Police grand-ducale:

Il me revient que des changements techniques ont récemment dû être effectués au sein de l'hélicoptère de la Police grand-ducale.

En effet, il semble que l'installation de caméras au nez de l'hélicoptère aurait mené à un problème de surcharge de sorte à ce qu'ensuite l'arrière de l'engin aurait dû être stabilisé (entre autres par la mise en place d'un nouveau rotor de queue).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces complications techniques?

- Si oui, en quoi consiste exactement la solution de ces problèmes?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les problèmes susmentionnés avaient déjà été connus lors de l'achat de l'hélicoptère respectivement au moment de l'installation des caméras supplémentaires?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le coût de ces changements?

Réponse (9.5.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Les modifications effectuées ont été recommandées par le constructeur des hélicoptères de type MD 900. En effet, le constructeur MDHI, par le biais du bulletin de service a avisé les changements techniques, à savoir prolongation du rotor de queue arrière. Il est important de souligner que les modifications ont été faites dans le seul but d'assurer une meilleure performance de l'appareil et ont été apportées à tous les hélicoptères de ce même type.

Les adaptations techniques ont été apportées à l'occasion de la maintenance annuelle de l'hélicoptère de la Police grand-ducale. La révision a été assurée par le soustraitant ALT et n'a pas causé de frais supplémentaires à l'État.